

Action en faveur du climat. Sociale. Juste.

*Manuel d'arguments en faveur d'une
société équitable et écologique*

**FRIEDRICH
EBERT**
STIFTUNG

Table des matières

Avant-propos

page 4

Une action climatique ambitieuse doit aller de pair avec le progrès social, d'autant plus que la crise climatique détricote les avancées sociales et le développement démocratique que nous avons obtenus ces dernières décennies.

Introduction

page 10

Dans ce recueil d'arguments, nous passons en revue les sept principaux domaines thématiques dans lesquels les préoccupations sociales et environnementales sont souvent, à tort, mises en concurrence. Nous présentons des arguments démontrant que des politiques climatiques ambitieuses peuvent, au contraire, nous aider à construire des sociétés plus justes et plus sociales.

4

page 76

Une transformation énergétique socialement juste

En promouvant une transition énergétique, nous pourrions atteindre quatre objectifs du développement de nos sociétés. Premièrement, les énergies renouvelables rendront plus démocratiques nos systèmes d'électricité. Deuxièmement, cela nous aidera à garantir à tous, entreprises, travailleurs et consommateurs, un accès abordable à une énergie fiable. Troisièmement, cela nous aidera de toute évidence à lutter contre le changement climatique et les distorsions sociales qu'il entraîne. Enfin, les énergies renouvelables amélioreront la santé individuelle et publique.

1

page 16

Action ambitieuse en faveur du climat pour la justice sociale et l'égalité

Le changement climatique menace les fondements de notre bien-être. En revanche, une action climatique ambitieuse peut réduire les injustices sociales existantes, tant au niveau mondial qu'au niveau national. Les social-démocrates se sont toujours battus pour la justice sociale. Ils ont réussi à gérer les transitions fondamentales du passé d'une manière socialement juste, et ils peuvent s'appuyer sur un vaste réservoir de notions inspirantes en matière de durabilité environnementale et sociale.

5

page 102

Transformation vers une mobilité équitable socialement

Une transformation de la mobilité offre de grandes perspectives en matière d'amélioration de notre qualité de vie. C'est indispensable et cela a déjà débuté : des centaines de localités mettent en œuvre des concepts de mobilité intelligents et durables, qui rendent la vie des citoyens plus saine, les espaces urbains plus agréables, les économies locales plus fortes, les sociétés plus justes et l'environnement plus propre pour notre génération et les suivantes.

2

Décarbonisation de l'économie et avenir de l'emploi

page 38

La construction d'une société et d'une économie qui ne seront plus basées sur les combustibles fossiles à forte intensité en carbone (c'est-à-dire la décarbonisation) nécessitera des investissements massifs, ainsi que de l'innovation technique et sociale. Parallèlement, elle offre l'opportunité de créer de nombreux nouveaux emplois sûrs, de nouveaux produits ainsi que de nouveaux modèles économiques dans un grand nombre de secteurs.

3

Profiter des grandes tendances

page 60

La décarbonisation n'est pas la seule transformation que nous connaissons actuellement. Par exemple, la numérisation et le changement démographique, ainsi que l'évolution de la situation de l'emploi, affecteront de manière significative nos modes et nos lieux de travail.

6

Des instruments politiques pour atténuer la crise climatique

page 128

Les instruments politiques nécessaires pour lutter contre le changement climatique sont déjà tous disponibles. Il ne reste plus qu'à les utiliser, en combinant de préférence des actions supranationales, nationales, régionales et individuelles.

7

Bénéfices mutuels de la démocratie et de politiques climatiques ambitieuses

page 146

Les démocraties sont les systèmes les plus à même de garantir des politiques climatiques justes et efficaces, et, réciproquement, des politiques climatiques ambitieuses peuvent également protéger la démocratie.

Avant-propos

Cher lecteur,

Nous pouvons affirmer sans nous tromper que de nombreux problèmes, malgré leur nature exceptionnellement complexe et difficile, pourraient tout à fait être résolus et, qui plus est, que leur résolution changerait immédiatement nos vies pour le meilleur. La politique climatique en est un exemple. Par ce manuel d'arguments, nous cherchons à contribuer à l'effort commun déployé pour relever ce défi.

Pour autant, nous avons considéré qu'il serait judicieux de commencer par une histoire personnelle. Ce récit nous a été relaté par l'un des auteurs de notre manuel. Alors qu'il rédigeait son chapitre, notre auteur a commencé à se rendre au travail en vélo deux ou trois fois par semaine plutôt que d'utiliser sa voiture comme à l'accoutumée. Or, cet auteur ne vit pas à la périphérie du centre-ville mais bel et bien à 11 km de son travail. Il s'agit là d'une excellente illustration de la manière dont de petits encouragements et incitations, que nous pourrions qualifier de « coups de pouce », tant matériels que psychologiques, peuvent améliorer notre mode de vie. Dans le cas de cet auteur, les améliorations ont été de diverses natures : amélioration de sa condition physique et de sa santé, économies financières, réduction de son empreinte sur la qualité de l'air et possibilité de passer davantage de temps à l'extérieur, propice à l'organisation de ses pensées et à l'oxygénation. Mais surtout, l'auteur a eu la satisfaction gratifiante d'avoir contribué à garantir à ses enfants un avenir plus sain. Et voici le premier message clé que dispense ce manuel : **en changeant notre mode de vie, en le rendant plus respectueux de**

notre environnement, nous pouvons empêcher que la situation n'empire et prévenir les conséquences désastreuses d'une détérioration du climat qui ne manqueront pas d'affecter chacun de nous. Nous pouvons améliorer notre qualité de vie actuelle. Comme le montre notre réaction à la pandémie de Covid-19, nous sommes tout à fait capables de nous adapter aux nouvelles contraintes et de changer notre mode de vie en le rendant plus durable. Il en va de même de nos efforts de lutte contre la crise climatique. Les politiques et meilleures pratiques en la matière sont tout sauf des vœux pieux : ces comportements font en effet déjà partie du quotidien de milliers de personnes dans les villes, régions et pays pratiquant des politiques environnementales progressistes à travers le monde. Si nous voulons instaurer les changements infrastructurels nécessaires pour induire des évolutions au niveau des comportements, il est essentiel d'agir tous ensemble. Plutôt que de se remettre aux marchés, ces efforts communs doivent prendre la forme d'un processus démocratique fondé sur la solidarité universelle et un engagement fort en faveur d'une cause commune.

Une action en faveur du climat pour plus de justice sociale

Le deuxième message clé de notre manuel est que **la justice sociale et le bien-être social sont liés inextricablement à l'environnement et au climat.** Après tout, ce sont toujours les plus démunis au niveau financier ou les classes moyennes qui souffrent le plus de la crise climatique, plutôt que ceux qui bénéficient de tout un ensemble de privilèges et d'un



coussin financier suffisant pour amortir ses conséquences désastreuses. Ce sont les petits agriculteurs qui perdent leur gagne-pain à cause de la sécheresse, les personnes âgées, qui subissent des étés de plus en plus caniculaires, les banlieusards de la classe moyenne qui sont constamment coincés dans les embouteillages ou vivent à proximité des autoroutes et zones industrielles, où ils inhalent en permanence des émissions. Ce sont également les ouvriers d'une usine automobile dont les emplois sont menacés parce que la direction de l'entreprise n'a pas voulu voir le changement arriver, se raccrochant trop longtemps à des technologies dépassées et laissant passer par la même occasion bon nombre d'opportunités commerciales. Qu'il s'agisse de l'approvisionnement décentralisé en énergie, des transports durables, de la transition équitable des régions houillères, de nouveaux emplois verts et durables proposés aux anciens travailleurs du charbon, assurant ainsi la stabilité des revenus de leurs familles, des politiques climatiques ambitieuses aident les catégories de population qui sinon auraient été touchées le plus durement par les conséquences

du changement climatique rapide. Grâce à ces politiques, ils bénéficient de sécurité et de perspectives. En s'attaquant de front aux défis de notre réalité climatique actuelle, les politiques vertes se proposent d'offrir une base plus solide sur laquelle nous-mêmes et nos enfants pourrions bâtir nos vies.

L'UE s'est fixé comme objectif de devenir le premier continent neutre en carbone d'ici à 2050. Cette échéance est loin d'être utopique. La bonne nouvelle est que des outils politiques sociaux et démocratiques éprouvés sont déjà en place pour soutenir notamment l'efficacité énergétique, le remplacement des carburants fossiles par des énergies renouvelables, la mobilité durable, la gestion des déchets ou encore la transition d'une économie linéaire à une économie circulaire. Et ces politiques vont nous permettre d'atteindre nos objectifs. ***Il nous suffit à présent d'intensifier nos efforts, d'accélérer le processus et de bâtir sur les nombreuses bonnes pratiques qui ont permis d'obtenir des résultats concrets et pratiques lorsqu'il s'agit de rendre nos socié-***

tés durables d'un point de vue environnemental et d'améliorer notre qualité de vie et celle des futures générations.

Avec le soutien des populations

Constat franchement encourageant : ce type de politiques bénéficie d'un soutien inconditionnel de la part des populations du monde entier : une majorité de citoyens ont déclaré apporter leur soutien aux gouvernements afin qu'ils donnent la priorité à l'action en faveur du climat, même en cette période de reprise économique d'après Covid. Selon un Eurobaromètre de décembre 2019, 94 % des Européens déclarent attacher personnellement de l'importance à la protection de l'environnement tandis que 78 % d'entre eux s'accordent à dire que les questions environnementales ont une incidence directe sur leur quotidien et leur santé. La majorité des citoyens du monde entier (68 %) s'accordent à dire que si leurs gouvernements n'agissent pas au plus vite pour atténuer la crise climatique, ils ne rempliront pas leurs obligations vis-à-vis de leurs citoyens. Près de six personnes sur dix (57 %) déclarent bouter, au moment de voter, les partis politiques dont les programmes ne prennent pas au sérieux la crise climatique. Nous devons faire en sorte que les exigences des populations, en matière d'action, soient satisfaites. Les décideurs politiques se doivent d'agir face à un tel consensus sociétal.

La science vient confirmer les objectifs mondiaux et européens, quasiment incontestés, en matière de climat, édictés par le *Green Deal* de l'UE et d'autres politiques. En vérité, pour les atteindre, nous devons également repenser certains concepts, notamment ceux qui ont façonné le modèle économique occidental ces derniers siècles : l'accent mis sur le PIB et la croissance économique, la valeur accordée à tort aux activités qui nuisent à la fois à notre environnement, à la justice sociale et à notre bien-être. Notre modèle économique dominant ayant des conséquences désastreuses sur notre habitat naturel et étant par ailleurs à l'origine d'une injustice sociale

généralisée, une évidence s'impose : les problèmes de la **crise environnementale et de l'agitation sociale ont une cause fondamentale commune**, à savoir la logique capitaliste néolibérale avec ses mantras de croissance à l'infini, de compétitivité, de rentabilité et d'exploitation des ressources à tout prix. Ces deux crises doivent donc être affrontées au moyen du même ensemble de solutions. Pour être francs, si nous voulons que la vie humaine perdure sur notre planète, le concept dominant de progrès et de qualité de vie proprement dit doit intégrer des éléments, comme la durabilité, la justice et la solidarité intergénérationnelles, l'intérêt général et un mode de vie compatible avec les besoins et limites de notre habitat naturel, notre mère la Terre.

En lisant l'intégralité de ce manuel d'arguments, vous serez en mesure d'identifier certains principes généraux qui doivent toujours être pris en compte au moment d'évaluer les défis qui nous attendent. Ces principes nous fournissent un cadre et une orientation générale. Le premier de ces principes est l'efficacité : Comment minimiser la consommation d'énergie et des ressources afin d'obtenir un rendement économique donné ? Le deuxième principe est celui de la « dissociation » : Comment, à long terme, dissocier complètement nos activités économiques du caractère limité des ressources naturelles ? Troisièmement, pour atteindre nos objectifs, nous devons être guidés par le principe de cohérence. Autrement dit, nos flux de matières et d'énergie doivent être repensés afin de devenir compatibles avec les besoins et limites de l'écosystème qui nous entoure. Le quatrième principe à prendre en compte est celui de l'adéquation : Comment pouvons-nous changer nos habitudes de consommation de sorte que nous consommions simplement moins de ressources naturelles qu'auparavant ? Pour finir, les principes de justice sociale, d'équité et de solidarité demeurent toujours aussi importants : Comment faire en sorte qu'au moment de nous attaquer aux

enjeux climatiques, chacun assume sa part de responsabilités en fonction de ses capacités et de ses besoins afin que nos efforts ne laissent personne de côté. Qu'il s'agisse d'intensifier le recours aux énergies renouvelables, d'assurer la transition vers la mobilité, de créer des emplois verts durables, etc., les principes fondamentaux abordés dans ce document garantissent que nous ne passions pas simplement à autre chose, mais que nous fassions véritablement les choses différemment. Autrement dit, que nous devenions véritablement durables.

Les 172 pages de ce document foisonnent d'arguments, d'exemples de meilleures pratiques, de données factuelles et chiffrées montrant que la durabilité est possible, que dans de nombreux domaines et cas, elle est déjà devenue une réalité. Ce document indique également comment nous pouvons intensifier nos efforts et nous montrer plus audacieux dans la poursuite de nos objectifs communs, en rendant nos vies et nos sociétés non seulement durables d'un point de vue environnemental, mais également plus équitables au niveau social.

Point de non-retour de 1,5 °C

Tout changement fait nécessairement naître des doutes. Pour autant, l'inaction face à la crise climatique ne peut qu'en susciter encore davantage du fait des conséquences désastreuses sur l'environnement et de l'impact énorme de cette situation sur nous tous. **Si nous ne parvenons pas à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, nous risquons fort d'atteindre des « points de non-retour » dans le système terrestre. Au-delà, le réchauffement climatique continuera de s'aggraver sans que ne puissions plus rien faire pour enrayer ce cercle vicieux.** Nous avons probablement atteint certains de ces « points de non-retour », comme nous le montrent les forêts, véritables puits de carbone naturels, qui sont à présent détruites par des incendies dus à la sécheresse,

le méthane libéré par la fonte du permafrost ou la disparition de la couverture glaciaire qui réfléchissait auparavant une grande partie de la lumière solaire dans l'atmosphère. C'est la raison pour laquelle une grande majorité des nations ont ratifié l'accord de Paris sur le climat en 2015 qui instaure un cadre multilatéral « contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques », comme l'indique l'article 2.¹ Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un organisme scientifique international qui rassemble les conclusions de milliers de climatologues parmi les plus réputés au monde. Dans son rapport spécial complet, intitulé « Réchauffement planétaire de 1,5 °C », ce groupe a ainsi décrit les différences considérables d'une augmentation de la température mondiale de +1,5 °C par rapport à une élévation de +2 °C,² soulignant l'importance de ne pas atteindre les points de non-retour du système climatique de notre planète.

Lorsque nous parlons de « politiques climatiques ambitieuses » dans le présent manuel, nous entendons des politiques s'inscrivant dans la poursuite d'un objectif de 1,5 °C, autrement dit, des politiques capables de nous éviter un réchauffement planétaire incontrôlable et s'autoalimentant. Par « politiques climatiques ambitieuses », nous ne parlons pas de petites touches cosmétiques vertes apportées ici et là aux politiques conventionnelles mais d'une véritable transformation socio-écologique au bénéfice de tous. Par conséquent, « il faut que tout change pour que rien ne change ».³ Autrement dit, si nous voulons continuer à vivre sur une planète habitable, nos sociétés n'ont d'autre choix que de se réinventer. Si

nous échouons, la crise climatique déstabilisera non seulement notre environnement naturel, mais aussi nos sociétés et notre bien-être.

Nous avons bien conscience des angoisses que suscite un tel changement. C'est la raison pour laquelle, dans chaque chapitre, nous les abordons sans détour, en réfutant les mythes qui entourent les politiques climatiques et instrumentalisent l'inquiétude légitime des citoyens. La lutte contre la crise climatique a pour principale qualité de ne pas reposer sur des vœux pieux. ***L'action en faveur du climat peut faire référence à des centaines d'exemples de meilleures pratiques ayant donné des résultats concrets et s'en inspirer.*** Par conséquent, en rédigeant ce manuel, nous nous en tenons aux seuls faits, aux politiques réalistes et aux solutions pratiques sans nous égarer en scénarios chimériques.

Il incombe aux fondations politiques et aux groupes de réflexion de proposer des solutions, d'identifier les meilleures pratiques et de consolider les enseignements tirés, puis de veiller à ce que l'ensemble de ces éléments puissent être mis en œuvre. Ils aident ainsi les décideurs, les leaders d'opinion, les citoyens actifs et engagés et les membres de la communauté à relever les défis les plus préoccupants

dans l'intérêt des générations actuelles et futures. En tant que sociaux-démocrates, nous considérons qu'il s'agit là de notre devoir. Historiquement, c'est en effet le mouvement social-démocrate qui a, à la fois, provoqué et réalisé les transformations sociales, guidant les sociétés à travers les périodes difficiles dans le but ultime de les rendre plus humaines et plus justes. Qui mieux que les sociaux-démocrates pourrait trouver le juste compromis, l'équilibre et la synergie entre climat, protection sociale et justice ?

« Rien ne change automatiquement. Et peu de choses durent. Par conséquent, soyez conscients de vos atouts et du fait que chaque époque attend ses propres réponses. Pour faire le bien, vous devez suivre le rythme ». Ces mots célèbres prononcés par feu Willy Brandt il y a 28 ans s'appliquent tout aussi bien à la mission d'aujourd'hui. Dans notre cas, nous connaissons les défis que nous devons relever et nous sommes conscients des atouts que nous possédons. Mais nous devons redoubler d'efforts. Nous espérons que cette publication jouera son rôle qui est précisément celui-ci.

Introduction

Communication autour du climat et structure de ce manuel

Les scientifiques nous mettent en garde contre le réchauffement climatique mondial depuis les années 70. À l'heure actuelle, nous sommes abreuvés constamment d'informations concernant les crises climatiques. Chaque jour, les nouvelles font état de catastrophes naturelles. Malgré l'omniprésence de ce que l'on a appelé la « connaissance/problème » (par opposition à la connaissance/action), nous faisons face à une flagrante absence d'action, tant au niveau politique qu'individuel. Entre conscience, intention et comportement, les raisons de cette absence d'action sont diverses. Des études ont montré que de simples campagnes d'information, approche souvent utilisée pour sensibiliser aux catastrophes climatiques, ne conduisent que rarement à un changement dans le comportement pro-environnemental d'un individu (Steg & Vlek 2009). Face à ce constat, les décideurs politiques, les défenseurs de la durabilité et les militants écologistes peuvent bénéficier des précieux enseignements de la psychologie environnementale et de la science de la communication.

Nous savons qu'il ne faut pas se contenter d'énoncer des faits pour lutter contre les crises climatiques. Nous devons réfléchir à la stratégie de notre communication si nous voulons atteindre notre public et éviter de sa part toute résistance ou réaction psychologique qui pourrait être contre-productive. Dans ce manuel d'arguments, nous avons mis en pratique bon nombre des principes suivants de psychologie de la communication autour du climat. Ils

fournissent de précieux conseils aux sociaux-démocrates qui œuvrent en faveur de la transformation socio-écologique concernant la manière de rendre leur communication plus efficace.

Tout d'abord, l'équipe d'auteurs a identifié le lecteur type auquel ce manuel pourrait s'adresser. En élaborant des descriptions des lecteurs types auxquels ce manuel cherchait à s'adresser, nous avons identifié quelques dénominateurs communs concernant notre lectorat cible en matière de valeurs, d'identités, de modèles mentaux, de démographie, d'habitudes et de facteurs contextuels. Très souvent, **la parfaite adéquation entre notre communication et le public cible est tout aussi importante que le contenu du message lui-même** (Webster & Marshall 2019).

Autre élément fondamental à prendre en charge : la formulation des différents arguments. La psychologie sociale et la linguistique cognitive ont montré que la façon dont nous communiquons le contenu change en fait la manière dont les gens y réagissent (Lakoff & Wehling 2008). Dans cette optique, **notre manuel fournit au lecteur des arguments proactifs qui lui permettent de devenir en quelque sorte l'auteur de son propre récit**. Plutôt que de répondre simplement à un discours hégémonique, nous avons élaboré des arguments accompagnés de structures que vous pouvez ensuite utiliser pour raconter votre propre histoire de

transformation sociale-démocrate en faveur de la justice et de la durabilité mondiales. Ces différentes argumentations constituent à elles toutes un récit qui rend ce manuel à la fois pratique et responsabilisant pour le lecteur. Chaque chapitre est conçu pour encourager le lecteur à adopter une approche différente vis-à-vis des enjeux en présence et à se réapproprier une histoire de changement dont nous faisons tous partie intégrante.

En étudiant de plus près les différents chapitres, vous remarquerez qu'ils commencent tous par une **vision positive et tangible**. Cette introduction a pour but de susciter des émotions gratifiantes chez le lecteur et de favoriser un état d'esprit d'ouverture et de courage, nécessaire pour identifier et saisir les opportunités de lutter contre la crise climatique et ses causes, plutôt que de reculer face aux enjeux (Harré 2011). Mais plus facile à dire qu'à faire dans un contexte marqué par des catastrophes climatiques alarmantes et une injustice mondiale accablante. Il est important de se rappeler les risques potentiels et effets indésirables d'une communication constituée d'une avalanche de messages suscitant des émotions désagréables comme la peur, l'anxiété, la culpabilité et l'angoisse existentielle. Il est fort possible que notre lectorat cible comprenne l'argument, voire prenne conscience de la réalité de la menace et adopte des valeurs biosphériques et altruistes, mais conserve, voire intensifie des comportements nuisibles. Ce type de phénomène a fait l'objet de recherches depuis des décennies et a donné naissance à ce que la psychologie sociale appelle la « dissonance cognitive ». Par conséquent, nous encourageons le risque de stimuler des comportements qui sont problématiques pour l'environnement, de détourner l'attention du lecteur loin des risques, de le conduire à réinterpréter ces risques à son avantage et de devenir apathique face aux problèmes ou d'activer des valeurs matérialistes (Crompton & Kasser 2009).



L'une des manières de gérer ce dilemme consiste à se concentrer sur des visions constructives de la durabilité et de la justice, avant tout inspirantes et motivantes. Celles-ci attirent l'attention du lecteur sur les messages soutenus tout en induisant des sentiments positifs. Il est ainsi possible de faire ressortir des qualités essentielles au progrès social (Harré 2011). ***Outre le fait qu'elles stimulent la créativité et l'ouverture d'esprit, les émotions positives améliorent également la capacité du lecteur à traiter les informations alarmantes, ce qui constitue une composante inévitable et cruciale de la communication sur le climat.*** Dans ce manuel, nous ne détournons pas le regard face à la dure réalité, dont nous ne sommes que trop conscients. Mais nous la présentons sous une forme qui la rend plus facile à assimiler, ce qui encourage les lecteurs à se motiver à agir, plutôt que de reculer face aux enjeux.

En matière de communication stratégique, un autre élément essentiel à prendre en compte est le langage que nous utilisons. **La clé consiste à utiliser des formulations progressives encourageant le changement et montrant que la transformation est possible.** C'est pourquoi, dans ce manuel, nous avons tenu à instaurer des bases axées sur un avenir juste et durable. En employant certains mots et expressions et en incluant ou en excluant délibérément certains aspects du discours général, nous cherchons à promouvoir des regards plus judicieux à porter sur le monde. Dans cette optique, les cadrages des différents arguments font appel à un ensemble de valeurs très spécifique. Ils rendent les messages motivants et constituent des catalyseurs efficaces pour le passage à l'action. En faisant appel à des concepts comme la justice et l'équité, nous promouvons des valeurs intrinsèques, ce qui motive encore davantage à bâtir un monde plus durable, plus équitable et plus démocratique. Par exemple, le premier chapitre débute immédiatement par un récit soulignant le fait qu'une action ambitieuse en faveur du climat est importante pour la justice sociale et l'égalité. En se concentrant sur les générations futures, les classes et la division mondiale nord/sud, ce récit démontre que l'action en faveur du climat peut être un outil utile dans la lutte contre les injustices. Pour encourager le développement durable, il est judicieux d'adopter ce point de vue plutôt que de se focaliser sur le coût de l'action en faveur du climat voire de céder à la tentation d'un discours qui présente l'action en faveur du climat comme un moyen d'atteindre une fin extrinsèque (par exemple, le bénéfice des entreprises, le pouvoir, la réussite ou la sécurité nationale).

En outre, nous nous sommes efforcés de prendre en compte le lectorat cible des différents arguments. Si nous tenons compte des centres d'intérêt des lecteurs potentiels, de leurs points communs et de ce qui est pertinent pour leur identité commune en

tant que sociaux-démocrates, nos messages ont plus de chances d'être entendus (PIRC 2011). Encore une fois, vous en obtenez la parfaite illustration dans le premier chapitre qui souligne le lien étroit qui existe entre les luttes passées des sociaux-démocrates et la justice sociale.

Les premier et deuxième chapitres, en particulier, abordent les questions de classe et de mondialisation. Lorsque nous traitons des aspects de la justice, de la sécurité, de l'économie et de l'emploi, nous devons catégoriser les groupes de personnes moins favorisées n'ayant pas vraiment bénéficié de l'économie mondiale capitaliste. **Nous avons voulu être aussi inclusifs que possible dans le langage employé en évitant toute « altérisation¹ » et en soulignant plutôt les similitudes.** Tout en cherchant à nous montrer explicites quant aux difficultés individuelles auxquelles les uns et les autres sont confrontés, nous avons aussi voulu mettre en évidence les problèmes systémiques sous-jacents et les solutions envisageables (Underhill 2020). **Par conséquent, les recommandations énoncées dans ce manuel peuvent aider à promouvoir la solidarité et l'empathie, et à bâtir une société plus inclusive** (PIRC 2011).

Autre élément clé que l'on retrouve dans chacun des chapitres de ce manuel : des exemples de meilleures pratiques illustrant la manière d'induire le changement, qui est tout à fait possible, en soulignant les normes sociales positives auxquelles adhèrent d'autres personnes et institutions qui œuvrent déjà à la transformation. Les humains sont des êtres sociaux. Lorsque nous découvrons les agissements d'autres personnes (d'autant plus si les personnes en question nous ressemblent beaucoup), cela a une profonde incidence sur nos propres actions. En fait, l'impact des normes sociales constitue l'un des plus importants catalyseurs du comportement humain mais aussi l'un des plus subconscients. La décou-

verte des initiatives durables et du travail réalisé par des personnes partageant le même état d'esprit peut être plus motivante et déterminante que de simplement prendre conscience des problèmes environnementaux qui au départ rendent une telle action nécessaire (Klöckner 2013). En fournissant des exemples de meilleures pratiques, notre objectif est de mettre en évidence les changements ayant réussi et donnant la perception que les changements futurs sont eux aussi réalisables. Ces exemples de meilleures pratiques sont présentés d'une manière qui souligne le rôle joué par tout un chacun lorsqu'il s'agit d'initier le changement, ce qui les rend d'autant plus inspirantes pour le lecteur.

Autre avantage important des exemples de meilleures pratiques : ils donnent des informations pratiques quant à la manière de s'attaquer à certains

problèmes. De quoi donner à chacun le sentiment d'être en mesure de prendre les mesures nécessaires pour protéger l'environnement. Un tel état d'esprit est très pertinent, car l'autoefficacité individuelle et collective s'est avérée essentielle à l'adoption d'un comportement pro-environnemental (Klöckner 2013).

Comme Albert Einstein l'a déclaré un jour fort à propos : « Nous ne pouvons pas résoudre les problèmes en utilisant le même type de pensée que nous avons utilisé lorsque nous les avons créés ». Ce manuel aborde des questions brûlantes dans les sociétés industrialisées et capitalistes. Plus important encore, il dépasse la simple analyse du statu quo, **décrivant aussi les moyens envisageables pour aller de l'avant en direction d'un avenir plus juste, durable et social-démocrate.**

Références et Sources

Références Introduction

¹ Utilisation d'un langage qui isole un groupe de personnes par rapport à nous..

Sources Introduction

Crompton, T. & Kasser, T. (2009): *Meeting environmental challenges: The role of human identity*; disponible à la page : www.valuesandframes.org/downloads (dernier accès : 01/11/2016).

Klöckner, C. A. (2013): A Comprehensive Model of the Psychology of Environmental Behaviour – a Meta-Analysis, in: *Global Environmental Change*, 23(5), 1028–1038.

Lakoff, G. & Wehling, E. (2008): *Your Brain's Politics. How the Science of Mind Explains the Political Divide*. Heidelberg: Carl-Auer Publishers.

Public Interest Research Centre (2011): *The Common Cause Handbook. A Guide to Values and Frames for Campaigners, Community Organizers, Civil Servants, Fundraisers, Educators, Social Entrepreneurs, Activists, Funders, Politicians, and everyone in between*.

Harré, N. (2011): Psychology for a Better World. Auckland Department of Psychology, University of Auckland; disponible à la page : www.psych.auckland.ac.nz/psychologyforabetterworld (dernier accès : 16/06/2020).

Steg, L. & Vlek, C. (2009): Encouraging pro-environmental behaviour: An integrative research agenda, dans : *Journal of Environmental Psychology*, 29, 309–317.

Underhill, R. (2020): A Practical Guide For Communicating Global Justice and Solidarity – An alternative to the language of development, aid and charity; disponible à la page : <https://www.healthpovertyaction.org/wp-content/uploads/2019/04/A-Practical-Guide-For-Communicating-Global-Justice-and-Solidarity.pdf> (dernier accès : 17.06.2020).

Webster, R. & Marshall, G. (2019): *The #TalkingClimate Handbook. How to have conversations about climate change in your daily life*. Oxford: Climate Outreach

Références Avant-propos

¹ https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/english_paris_agreement.pdf

² <https://www.ipcc.ch/sr15/>

³ Cette citation bien connue est tirée du roman *Le Guépard* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa.

1

Action ambitieuse en faveur du climat pour la justice sociale et l'égalité

Une action ambitieuse en faveur du climat constitue un outil essentiel dans la lutte contre l'injustice croissante, tant au niveau mondial que national. De tous temps, les sociaux-démocrates ont lutté pour la justice sociale. Ils ont réussi à gérer des transitions fondamentales en respectant les principes de justice sociale et peuvent s'appuyer sur un vaste référentiel de concepts inspirants pour la durabilité environnementale et sociale.

Dans ce chapitre, nous soulignerons l'importance de politiques climatiques ambitieuses pour garantir la justice sociale (partie I) et le progrès social (partie II). Nous démontrerons également que le concept

de transformation socio-écologique n'est en rien une nouveauté pour la social-démocratie, mais qu'il fait au contraire partie intégrante de son évolution historique (partie III).

Magda, que voudrais-tu pour ton anniversaire cette année ?

Une politique climatique ambitieuse, pour que je puisse devenir une grand-mère géniale comme toi.



Partie I : Une action ambitieuse en faveur du climat constitue un outil important dans la lutte contre l'injustice croissante, tant au niveau mondial que national.

Des politiques climatiques ambitieuses favorisent la justice sociale, comme le souligne le nombre croissant de citoyens progressistes et d'hommes politiques sociaux-démocrates. Dans la section ci-dessous, nous mettrons l'accent sur l'interaction entre la crise climatique et la justice sociale pour divers groupes marginalisés.

Partout dans le monde, nous sommes confrontés à une crise de la justice. ***Du fait de la crise climatique, les groupes les moins favorisés de la société subissent le triple fardeau de l'injustice croissante.***

1. Premièrement, les citoyens marginalisés subissent davantage les conséquences de la crise climatique.

- Lorsqu'une ville subit une canicule, les températures de 40 °C affectent bien plus gravement les personnes âgées vivant dans un appartement étouffant de 40 m² que les habitants d'une belle demeure dotée d'un jardin ombragé où se rafraîchir. De même, un collaborateur au salaire confortable peut mettre en marche la climatisation ou quitter son bureau, tandis qu'un ouvrier ne peut pas quitter sa chaîne de production dans une usine où la chaleur est écrasante. Ce n'est pas seulement une question de confort personnel : Même dans un pays prospère comme l'Allemagne, 20 000 personnes sont décédées ces dernières années lors des canicules qui ont frappé le pays ces dernières années, soit deux fois plus que dans des accidents de la route.¹ D'autres catastrophes naturelles découlant du réchauffement

climatique affecteront également plus durement les couches marginalisées de la société, car leurs maisons, écoles et lieux de travail sont souvent situés dans des lieux davantage soumis à des risques naturels, par exemple, construits sur des sols instables ou dans des zones inondables.²

- En outre, ***les secteurs les plus sévèrement touchés par la crise climatique fournissent actuellement des emplois principalement à une main-d'œuvre peu qualifiée.*** Nous faisons ici référence au secteur agricole qui subit déjà des sécheresses, des tempêtes, des pénuries d'eau et des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles. Et sur un autre plan, le tourisme, en plus de ces difficultés, est également confronté au problème de l'élévation du niveau de la mer (voir aussi le chapitre 2, page 38). Les populations moins favorisées sont donc davantage à la merci des impacts de la crise climatique. L'OIT estime que la crise climatique entraînera la perte de 80 millions d'emplois à temps plein dans les dix prochaines années. Pour autant, même ce chiffre dépend de notre capacité à maintenir le réchauffement climatique en deçà de +1,5 °C. Si nous n'y parvenons pas, encore davantage de personnes perdront leur emploi. Des études montrent que les citoyens européens considèrent qu'ils risquent davantage de perdre leur emploi du fait des effets du réchauffement climatique (ou à cause des inégalités) que des mesures de réduction des émissions de carbone.³

2. Deuxièmement, les groupes socialement marginalisés sont moins en mesure de faire face aux impacts de la crise climatique. Ils sont tout simplement plus vulnérables :

Le coût que représente une cave inondée ou un toit endommagé par une tempête représente un fardeau plus important pour les pauvres d'une société que pour les citoyens aisés bien couverts



par une assurance. Les personnes travaillant dans des secteurs touchés gravement bénéficient généralement de moins de flexibilité au niveau professionnel. Par exemple, un petit agriculteur peut ne pas disposer du capital et des connaissances nécessaires pour installer un système d'irrigation innovant et économe en eau pour contrer les effets d'une sécheresse.

3. *C'est d'autant plus injuste que, troisièmement, les groupes défavorisés de la société contribuent dans une moindre mesure à la crise climatique, quel que soit le pays et quelle que soit l'époque.*⁴

Les populations moins favorisées prennent moins souvent l'avion, tant pour affaires que pour leurs loisirs. Elles ne conduisent pas de (grosses) voitures, occupent des appartements beaucoup plus petits et donc plus faciles à chauffer, et achètent moins de produits de grande consommation. En fait, 45 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) sont causés par les 10 % les plus riches de la population mondiale, tandis que les

50 % les plus pauvres ne sont responsables que de 13 % des émissions. Même si ces riches « gros émetteurs » se trouvent principalement dans les pays industrialisés du Nord, notons qu'un tiers d'entre eux vivent dans des pays à revenus moyens, comme la Russie.⁵

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Philip Alston, a même mis en garde : « Nous risquons un scénario s'assimilant à une « apartheid climatique », dans laquelle les riches paient pour échapper au réchauffement, à la faim et aux conflits, tandis que le reste du monde est abandonné à lui-même ».⁶

Nous aspirons tous à des sociétés justes, et nous nous efforçons tous de lutter contre les inégalités croissantes. Au vu des trois aspects décrits ci-dessus, les groupes marginaux étant plus vulnérables, moins résistants et ayant moins contribué aux émissions, il est impératif de freiner la crise climatique pour éviter que le fossé entre les riches et les pauvres ne se creuse encore davantage.

La crise climatique n'est pas seulement une crise au niveau de la justice, opposant privilégiés et groupes défavorisés de la société, mais aussi une crise multidimensionnelle au niveau de la justice a) entre les générations, b) entre les nations et c) entre hommes et femmes.

1. Nous aspirons tous à un meilleur avenir pour nos enfants et petits-enfants.

- Nous voulons qu'ils vivent dans la dignité et sans peur, qu'ils soient en mesure de développer leurs talents et de prendre soin de leurs proches. Toutefois, avec nos parents, nous avons tellement puisé dans les ressources que nous ne laisserons pas grand-chose aux générations futures.⁷ Des océans acides, où les poissons ont fait place aux déchets plastiques, des paysages désertiques, une biodiversité en déclin et des sociétés en crise plus souvent qu'à leur tour du fait de la prolifération des maladies, des catastrophes naturelles et des investissements gigantesques à consentir impérativement afin de s'adapter à la nouvelle situation : quel héritage désastreux allons-nous léguer à nos enfants !⁸ Pas étonnant que les mouvements de la jeunesse du monde entier se donnent tant de mal pour rappeler à notre génération qu'« ils n'ont pas de planète de rechange ».⁹ **Donc, si nous voulons que nos enfants bénéficient d'une vie heureuse, nous devons transformer nos sociétés et nos économies sur la base de principes sociaux et environnementaux. Autrement dit, nous devons les améliorer et nous devons le faire immédiatement.**

2. Il est également devenu prioritaire de garantir la justice climatique au niveau international, où l'on retrouve les mêmes types d'injustice qu'au niveau national :

- Les pays à faible empreinte carbone (actuelle,

historique, totale et par habitant) seront les plus durement touchés par les conséquences du réchauffement climatique. La plupart de ces pays se trouvent dans des régions déjà chaudes qui, sous l'effet d'une chaleur croissante, pourraient devenir des déserts inhabitables.¹⁰ Si ces pays présentent certaines caractéristiques géographiques, comme un littoral de plus en plus érodé, ils risquent d'être frappés par de violentes tempêtes, de plus en plus fréquentes, ou leurs deltas de rivières risquent d'être engloutis par l'océan.¹¹

- La plupart de ces nations étant des pays à faibles revenus, elles sont pénalisées lorsqu'il s'agit de tenter d'accroître leur résilience.¹² L'amélioration de la résilience nécessite non seulement le développement d'infrastructures coûteuses, mais aussi l'élaboration de plans de sauvetage ou la constitution de fonds destinés aux victimes de phénomènes météorologiques extrêmes. Pourtant, les ressources humaines et financières font souvent défaut.
- La crise climatique risque bien d'exacerber considérablement les inégalités mondiales. C'est pourquoi un débat international fait rage depuis des décennies à propos de la responsabilité des différentes nations dans la limitation de la crise climatique. S'il est désormais clair que pour éviter une augmentation de la température de 1,5 °C (qui conduirait à un réchauffement mondial irréversible), chaque nation doit être neutre en carbone d'ici à 2050, nous ne devons pas omettre de tenir compte de la responsabilité des émissions historiques, autrement dit de problèmes qui ont été causés en grande partie par les pays de l'hémisphère nord. De ce point de vue, l'objectif de neutralité carbone de l'UE d'ici à 2050 n'est pas ambitieux, mais en fait trop lointain.
- De nos jours, la solidarité internationale en

matière de lutte contre la crise climatique ne se limite pas à un « partage équitable du fardeau » en tenant compte des émissions historiques, mais passe aussi par une *répartition équitable des opportunités* nées de l'innovation verte. Si les pays de l'hémisphère nord, qui sont en grande partie à l'origine des émissions, vendent à présent des technologies vertes innovantes aux pays de l'hémisphère sud qui subissent les conséquences de ces mesures de lutte contre le réchauffement climatique, on ne peut plus parler de solidarité internationale. Après avoir contribué de manière significative au réchauffement climatique, les pays de l'hémisphère nord devraient au moins transférer des « technologies vertes » vers les pays de l'hémisphère sud les plus durement touchés afin de leur permettre de rattraper leur retard. Il serait encore préférable que les pays de l'hémisphère nord soutiennent la recherche et l'innovation vertes dans l'hémisphère sud afin que davantage de brevets, par exemple, en matière d'énergies renouvelables ou de

mobilité urbaine, soient mis au point par des entreprises de l'hémisphère sud.

- La solidarité internationale est depuis le départ un principe directeur de la social-démocratie. À l'heure actuelle, avec la mondialisation, la solidarité n'est pas seulement une question de valeurs mais également un véritable atout, car elle implique d'unir ses forces. Nous ne pouvons empêcher la crise climatique de menacer l'humanité que si nous faisons véritablement front commun et que nous collaborons au niveau mondial. L'accord de Paris sur le climat, qui constitue l'un des traités multilatéraux les plus importants de ces dernières décennies, établit une base solide propice à une telle action commune.

3. *Fait établi : le réchauffement de la planète touche plus durement les femmes que les hommes.*

- Les femmes sont plus nombreuses à souffrir de la pauvreté. Souvent, elles n'ont pas accès à certaines ressources vitales et, en temps de



crise, de nombreuses sociétés ont tendance à nourrir les garçons et les hommes ou à leur porter secours en priorité avant les filles et les femmes.¹³ En outre, les secteurs économiques durement touchés par le réchauffement climatique, à savoir l'agriculture, le tourisme et la santé, par exemple, emploient majoritairement des femmes. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les femmes jouent un rôle de pilier au sein de leur famille et de leur communauté en raison de leur place dans l'agriculture. Or, ce modèle de vie est de plus en plus menacé de nos jours. Le secteur du tourisme devrait voir lui aussi de nombreux emplois disparaître : lorsque les plages croates auront disparu, il n'y aura plus besoin d'employer des femmes de chambre. Dans le secteur de la santé, en revanche, de nombreux postes supplémentaires d'infirmières devront être pourvus pour assurer le fonctionnement de nos systèmes de santé lorsque la crise climatique aura

atteint son paroxysme. Nous devons veiller à ce que cette charge supplémentaire soit confiée à des collaborateurs travaillant dans de bonnes conditions, et pas seulement à des infirmières qui font déjà des heures supplémentaires (non rémunérées) à l'heure actuelle (voir ci-dessus, page 21, et pour les effets des politiques climatiques sur l'égalité des sexes, voir le chapitre 2, page 38).

- Toutefois, il serait erroné de dépeindre les femmes uniquement comme des victimes impuissantes de la crise climatique. Des petits exploitants agricoles de l'hémisphère sud redécouvrant les techniques agricoles traditionnelles, bénéfiques dans la situation actuelle, à Greta Thunberg, l'adolescente qui a fondé « Fridays for Future », partout dans le monde, les femmes s'imposent en leaders de la lutte contre la crise climatique.¹⁴ Lorsque des données scientifiques sont disponibles, elles indiquent souvent que les femmes sont à la



fois mieux informées à propos de la crise climatique et plus soucieuses de ses conséquences.¹⁵

- Par conséquent, **les politiques climatiques devraient non seulement prendre en compte la différence entre les conséquences de la crise climatique pour les hommes et les femmes, mais aussi donner spécifiquement aux femmes les moyens de relever ce défi**, contribuant ainsi à l'égalité des sexes.

Mais qu'en est-il...

... des craintes concernant le risque que les mesures d'atténuation des changements climatiques n'entraînent de nouvelles injustices au sein des nations, creusant encore les écarts sociaux, par exemple, parce que les prix du CO₂ frappent plus durement les catégories défavorisées ?

L'orientation à choisir : Garantir la justice sociale dans son pays

- Des mesures ambitieuses d'atténuation des changements climatiques peuvent contribuer à réduire les injustices sociales existantes. Et les sociaux-démocrates, en particulier, devraient veiller à ce que les nouvelles politiques soient conçues dans cette optique.
- Au niveau national, de nombreuses solutions sont fondées sur les meilleures pratiques. Le système de tarification du carbone avec effet de redistribution en constitue un excellent exemple.¹⁶ Avec ce système, dès le départ, les catégories favorisées, qui sont aussi les « gros émetteurs », paient davantage, tandis que les groupes marginalisés qui ont tendance à produire moins d'émissions paient moins. Le total des revenus fiscaux peut alors soit être directement remboursé aux plus pauvres de la société, soit être utilisé en partie pour financer

des projets environnementaux qui bénéficient à des groupes moins favorisés de la société. Il peut s'agir de nouveaux jardins communautaires, de transports publics gratuits ou encore de nouveaux systèmes de chauffage/d'isolation pour les projets de logements sociaux. Dans les deux cas, les groupes marginalisés finissent l'année avec davantage d'argent en poche, ce qui peut les aider à améliorer leur statut social tout en les récompensant de leur empreinte carbone relativement faible.

- Toutefois, les mesures fiscales ne doivent pas être les seules à être évaluées sur la base de leurs conséquences sur la justice sociale. En fait, les réglementations notamment liées au climat et investissements gouvernementaux doivent eux aussi être soumis aux mêmes exigences : du point de vue des personnes socialement marginalisées, de meilleurs transports publics gratuits, de nouvelles pistes cyclables ou des subventions en faveur des vélos (cargo) constituent un meilleur investissement que des subventions sur un SUV électrique de 60 000 euros. Il serait également plus juste et plus sain d'interdire la circulation automobile dans les centres-villes, à condition qu'il existe des alternatives satisfaisantes, que de n'autoriser que les nouveaux véhicules électriques (voir aussi le chapitre 5, page 102).
- Il ne s'agit là que de quelques exemples qui montrent bien **que la meilleure solution d'un point de vue environnemental favorise également une plus grande justice sociale.**

Mais qu'en est-il...

... du fait que de nombreux pays européens produisent relativement peu d'émissions alors que les gouvernements des principaux pays émetteurs, comme les États-Unis ou le Brésil, refusent de prendre des mesures appropriées ?

L'orientation à choisir : Garantir la justice climatique au niveau mondial

Ce « jeu des reproches » qui consiste à pointer du doigt ses voisins, en attendant de voir qui fera le premier pas, est une tactique typiquement utilisée pour jouer la montre. Dans le contexte de la lutte contre la crise climatique en Europe (de l'Est comme de l'Ouest), cet argument ne tient pas pour cinq raisons :

1. Premièrement, si nous tenons compte a) des émissions historiques produites aux débuts de l'industrialisation et b) des émissions produites par habitant, chaque pays européen présente une empreinte carbone élevée. Au total, les pays européens sont responsables de 33 % des émissions mondiales, tandis que 22 % sont attribuables aux seuls pays de l'Europe des 28.¹⁷ Ce que ces chiffres ne disent pas, c'est que les émissions de CO₂ sont comptabilisées là où elles sont produites et non là où un produit est consommé. Ainsi, si un acier à forte teneur en carbone est produit en Inde pour être utilisé en Slovaquie, le mauvais bilan est attribué à l'Inde.
2. Deuxièmement, si chaque pays attend que ses « voisins plus puissants » fassent le premier pas, en fin de compte, personne ne fait rien. Le fait que la Pologne occupe la 26^e place dans la liste des plus grands pays émetteurs de GES, par exemple, signifie-t-il que les 171 autres pays ayant signé l'accord de Paris sur le climat n'auront rien à faire tant que le gouvernement polonais n'aura pas décidé de mettre en œuvre entièrement les obligations du traité ?
3. Troisièmement, même si les gouvernements nationaux s'opposent à des politiques climatiques ambitieuses, cela ne signifie pas qu'il est impossible de réduire l'empreinte carbone du pays concerné. L'annonce du président Trump

concernant son retrait de l'accord de Paris sur le climat a rencontré une résistance féroce de la part de nombreux États et communautés des États-Unis. Leur opposition a d'ailleurs été portée par le slogan « We Are Still In ». La campagne du même nom réunit désormais les parties prenantes avec un budget cumulé de 6 200 milliards de dollars, ce qui correspond à la troisième plus grande économie au monde.¹⁸ De même, dans de nombreux autres pays, les politiciens progressistes participent à un dialogue direct établi au niveau de la communauté et de la province (par exemple, la « Convention des maires ») sur les meilleurs moyens de lutter contre le réchauffement climatique.¹⁹

4. Quatrièmement, les petits pays peuvent jouer un rôle essentiel s'ils donnent l'exemple. Ce principe s'applique aux nations de l'hémisphère sud, comme les « champions du climat » de renommée internationale que sont le Costa Rica et le Maroc, mais aussi pour les petits États européens. Le Danemark, par exemple, mène une politique climatique très ambitieuse de réduction des émissions et de soutien à la diplomatie verte. Ces États exemplaires peuvent déclencher un « effet domino ». Par exemple, la transition énergétique allemande a débuté sous la forme d'une expérience politique unique à la fin des années 90, dans un contexte marqué par la domination mondiale de la production de carburants fossiles et où les alternatives renouvelables, extrêmement onéreuses, ne représentaient qu'une minuscule niche. En quelques décennies seulement, elle a déclenché le succès mondial de la production d'énergie renouvelable et a initié l'émergence d'une industrie renouvelable hautement compétitive.
5. Cinquièmement, pendant de nombreuses années, les principaux opposants ont décrit les mesures d'atténuation des changements

climatiques comme un « fardeau », alors qu'en fait, elles sont l'exact opposé. ***Des politiques climatiques ambitieuses représentent une formidable opportunité de bâtir des sociétés plus justes et plus saines, et d'améliorer le bien-être des populations partout dans le monde.***

Tout au long de ce manuel, nous allons décrire de nombreux exemples d'avantages connexes des politiques climatiques ambitieuses en matière d'égalité sociale et d'égalité des sexes, d'emploi dans le secteur de la santé, de processus décisionnels démocratiques, et même de souveraineté.²⁰



Partie II : Les politiques climatiques ambitieuses protègent les acquis sociaux obtenus au cours de dernières décennies.

Notre communauté mondiale a en effet accompli des progrès remarquables en matière de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau et aux soins de santé. Des millions de personnes ont pu échapper à la pauvreté. Les données de ces dernières années montrent cependant que ce progrès social est non seulement au point mort mais que certains acquis sociaux ont déjà été réduits à néant du fait de l'émergence de la crise climatique. En outre, ces succès reposent en partie sur la surexploitation des ressources environnementales.²¹

- Le nombre de personnes en situation de **pauvreté** absolue n'a cessé de diminuer pendant près de deux siècles. Il s'agit indéniablement d'un grand succès.²² Nous avons également constaté une énorme augmentation de la richesse dans de nombreux pays d'Europe de l'Est et du Sud. Toutefois, selon la Banque mondiale, **122 millions de personnes pourraient re-**

tomber dans la pauvreté d'ici à 2030 du fait des conséquences de la crise climatique qui inversent considérablement la tendance positive de réduction de la pauvreté.²³

- La **faim** gagne de nouveau du terrain : Selon la FAO, « la variabilité et les extrêmes climatiques constituent [...] des forces clés derrière la récente augmentation de la faim dans le monde », et²⁴ en conséquence « le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté depuis 2015, retrouvant les niveaux observés en 2010-2011 ». ²⁵ Les mauvaises récoltes dues au climat affectent également l'agriculture dans les pays d'Europe (de l'Est). Les sécheresses en Russie en 2010 et 2012, par exemple, ont réduit les rendements des récoltes d'un quart à un tiers, entraînant une forte augmentation des prix des denrées alimentaires.²⁶
- L'accès à l'**eau** potable ne constituera pas uniquement un problème dans les zones déjà sujettes à la sécheresse, mais aussi dans de nombreux pays de l'hémisphère Nord. En Europe centrale et en Europe de l'Est, les gouvernements de la Bulgarie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Lituanie, de la Pologne, de la Moldavie, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie et de l'Ukraine collaborent avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour établir un système intégré de gestion de la sécheresse.²⁷ Les glaciers d'Asie centrale, qui alimentent en eau potable les habitants de tous les pays voisins, sont particulièrement source de préoccupations et fondent actuellement à une vitesse spectaculaire.
- La crise climatique croissante soumet nos systèmes de **santé** à une pression croissante : Pour autant, le stress thermique et les blessures dues aux catastrophes naturelles ne constituent pas les seules raisons de s'inquiéter.²⁸ Due to increasing temperatures, host animals from (sub-)

L'INACTION EN MATIÈRE DE PROTECTION DU CLIMAT AGGRAVE LA PAUVRETÉ

122

millions de personnes



tropical regions are able to survive in Europe, leading to the spread of vector-borne diseases, such as the West Nile fever, which has already reached South-East Europe and the Czech Republic.²⁹ Enfin et surtout, la pollution atmosphérique est exacerbée par la crise climatique qui réduit l'espérance de vie de millions de personnes (voir aussi le chapitre 5, page 102). Il s'agit là d'un problème grave étant donné que seule la moitié de la population mondiale a accès aux soins de santé et que de nombreuses personnes sont contraintes de vivre dans la pauvreté, n'ayant pas les moyens de s'offrir le traitement médical dont elles ont besoin.³⁰

Par conséquent, des politiques climatiques ambitieuses nous aident à protéger les progrès sociaux que nous avons accomplis ces dernières décennies ou même ces derniers siècles.³¹

- Qui plus est, la transformation socio-écologique de nos systèmes économiques contribuera à mettre fin à la faim dans le monde (par exemple en réduisant le gaspillage alimentaire), privilégiera les systèmes de santé solides par rapport aux biens de consommation de courte durée et permettra à tous les membres de la société de vivre mieux grâce à une **répartition** plus équitable des richesses (pas nécessairement par le biais d'une augmentation constante du PIB). **C'est cette vision d'un avenir meilleur que les acteurs progressistes s'efforcent de concrétiser depuis des décennies.**

Mais les conséquences de la crise climatique ne menacent pas seulement notre système social. D'autres aspects de la **sécurité humaine** sont également en danger :

- Le débat s'est notamment focalisé sur la crise climatique en tant que catalyseur des **conflits armés**. La pénurie d'eau, la famine et donc les migrations de masse aggravent (plutôt que de déclencher) les conflits tant au sein des nations

qu'entre elles. Les experts s'accordent à dire qu'avec l'intensification du réchauffement climatique, la crise climatique est amenée à devenir un facteur plus déterminant dans les conflits mondiaux,³² et l'ONU a même déclaré que la crise climatique était « la plus grande menace à l'encontre de la sécurité mondiale ».³³

- La question des **réfugiés climatiques** est également de plus en plus au cœur des débats internationaux. Comme le souligne le HCR : « Le changement climatique et les catastrophes naturelles risquent d'accroître et d'aggraver les menaces qui poussent les gens à fuir à l'étranger. L'interaction entre le climat, les conflits, la pauvreté et la persécution augmente énormément la complexité des situations d'urgence vécues par les réfugiés. »³⁴ Bien qu'il soit difficile d'évaluer le nombre actuel de réfugiés climatiques et surtout de prévoir combien il y en aura à l'avenir, vers quelles destinations ils vont se tourner et si la crise climatique a constitué le facteur déterminant de leur choix de quitter leur pays d'origine, des estimations prudentes ont tout de même été avancées. Par exemple, selon un rapport récent de la Banque mondiale,



les réfugiés climatiques pourraient être au nombre de 140 millions d'ici à 2050 si l'action en faveur du climat est retardée.³⁵

- Les conséquences du réchauffement mondial sur les **infrastructures** monopolisent moins les débats. Toutefois, étant donné l'importance des écoles, des hôpitaux, des chemins de fer, des routes et des usines, il est clair que nous devons tous pouvoir compter sur une infrastructure résistante au climat : les bâtiments doivent être en mesure de résister aux catastrophes naturelles (tempêtes, inondations, fortes pluies, feux de forêts, glissements de terrain, etc.), ainsi qu'aux « événements à évolution lente » (sécheresse qui entraîne la fonte du permafrost et des glaciers, ou élévation du niveau de la mer). Compte tenu du réchauffement climatique que nous avons déjà engendré, ces conséquences sont inévitables.³⁶ Et étant donné qu'il est quasiment impossible de bâtir une infrastructure résistante pour un monde dont la température moyenne aurait augmenté de 5 °C, l'accent devrait être mis sur le ralentissement du réchauffement climatique et l'atténuation de ses conséquences afin de bâtir un avenir meilleur.
- De même, il a fallu attendre aujourd'hui pour que nous puissions chiffrer les **pertes économiques** causées par les catastrophes naturelles d'origine climatique : actuellement, environ 520 milliards de dollars par an, soit l'équivalent du PIB de la Suède.³⁷ En ce qui concerne les pays situés dans un monde à +5 °C, il est cependant impossible d'estimer les pertes économiques et infrastructurelles, ne serait-ce que parce que les pertes de patrimoine culturel et la destruction des moyens de subsistance d'une submersion de grandes parties du littoral de Saint-Petersbourg, des Pays-Bas et de la Croatie seraient tout bonnement inestimables.

- Enfin et surtout, un réchauffement climatique non atténué déstabiliserait aussi nos **systèmes politiques**, notamment en réduisant à néant certaines réalisations, comme les procédures de prise de décision participative et l'égalité des sexes. En temps de crise, l'exécutif n'a généralement d'autres choix que de prendre des mesures agressives et draconiennes, souvent au mépris de l'opinion des autres acteurs politiques. De telles situations sont rarement propices au progrès social et à l'innovation, mais s'accompagnent plutôt d'un retour à des valeurs obsolètes (voir aussi le chapitre 7, page 146).

Mais qu'en est-il...

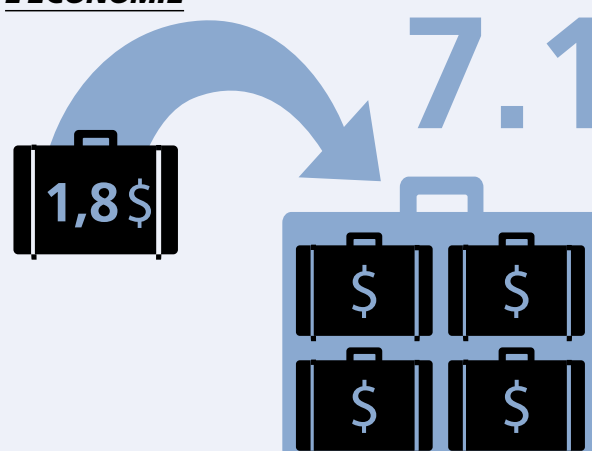


... des investissements nécessaires pour rendre nos sociétés plus résistantes au climat ?

L'orientation à choisir : Garantir la sécurité sociale et humaine

- Nous devons investir dans la planification agricole, les systèmes de santé, la gestion de l'eau, des infrastructures résistantes et aussi des systèmes d'alerte précoce afin de pouvoir mieux

L'INVESTISSEMENT DANS LA PROTECTION DU CLIMAT EST BÉNÉFIQUE POUR L'ÉCONOMIE



gérer les conséquences du réchauffement climatique que nous savons inévitables, même à la lumière des connaissances actuelles. Le Forum économique mondial estime les besoins en investissements à 1 800 milliards de dollars dans cinq domaines clés. Cela peut sembler énorme, mais la bonne nouvelle est que d'ici à 2030, ces investissements pourraient dégager des bénéfices d'un montant de 7 100 milliards de dollars. De tels investissements permettraient non seulement de se prémunir de coûts beaucoup plus élevés, mais aussi d'encourager l'innovation. De nombreux avantages sociaux connexes pourraient être obtenus (pour plus de détails à ce sujet, voir le chapitre 2, page 38).³⁸

- Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, avait tout à fait raison de souligner que « **tout a un coût. Mais le plus grand coût est celui de l'inaction** ». ³⁹ Une étude récente a révélé que l'on pourrait éviter 30 000 milliards de dollars de dommages causés par le réchauffement climatique en respectant l'objectif de 1,5 °C. Une vaste majorité des nations, représentant 90 % de la population mondiale, en tirerait profit. ⁴⁰
- D'autant plus que les pertes se chiffraient à des millions en vies humaines et en moyens de subsistance, et en patrimoine culturel et naturel. Tout cela est simplement inestimable.

Partie III : Les sociaux-démocrates sont bien armés pour relever les défis à venir.

Ayant dû gérer de nombreux changements et transitions d'envergure, les sociaux-démocrates peuvent s'appuyer sur une histoire fournie de concepts de durabilité environnementale et sociale :

- Tout au long de son histoire, la social-démocratie a toujours été étroitement liée aux questions environnementales. Pour les travailleurs harassés de l'industrie, la nature était un refuge et un lieu de repos, un endroit où ils pouvaient récupérer des longues heures de travail passées dans les usines ou dans les mines. Parallèlement, elle leur donnait la possibilité d'échapper aux conditions de vie souvent difficiles des quartiers populaires des villes. Le choix de passer du temps au cœur de la nature a donc toujours été une expression d'autodétermination. Le mouvement ouvrier qui a émergé à travers toute l'Europe dans les années 1880 s'est efforcé d'institutionnaliser cet intérêt pour la nature. C'est dans cet esprit qu'est née en 1895 l'association touristique « Les Amis de la nature », association internationale de travailleurs amoureux de la nature de différents pays. Dès les prémices de l'histoire de la social-démocratie, on a établi que les questions de nature internationale nécessitaient d'être résolues en collaboration.
- Dans les années 70 et 80, les questions de politique environnementale ont fait l'objet de discussions de plus en plus explicites et ouvertes. Partout dans le monde, la détérioration de l'environnement n'est devenue que trop indiscutable. À travers sa Commission nord-sud, le chancelier allemand Willy Brandt a encouragé les échanges entre les pays en voie de développement et les pays de l'hémisphère sud. Son gouvernement fédéral allemand a été le premier à adopter un programme de développement en 1971. Si nous abordons aujourd'hui des questions environnementales et climatiques à l'échelle mondiale, c'est en grande partie grâce à Willy Brandt dont la Neue Ostpolitik (nouvelle politique vers l'Est) a constitué un pas important en direction d'une Europe unie, et qui a réclamé une gouvernance mondiale après l'effondrement du communisme. Or, cette exigence est plus importante que jamais à l'heure actuelle.
- En tant que défenseurs des travailleurs, les partis sociaux-démocrates ne se sont jamais voués exclusivement aux mesures de protection de l'environnement mais se sont toujours préoccupés des conséquences sociales. Les politiciens ont souvent été préoccupés par les pertes d'emplois et n'ont pas su saisir les opportunités de réaliser des changements structurels. Dans les années 70, la décision du SPD de s'attaquer à un changement structurel sur son propre territoire de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie a donc constitué une étape d'autant plus essentielle. Ce changement visait l'industrie houillère et l'industrie lourde. Pour Willy Brandt, l'objectif était que « le ciel devait redevenir bleu au-dessus de la Ruhr ». Un long processus de conversion a débuté, mettant l'accent sur la diversification économique : de nouvelles entreprises de recherche, de production et de services se sont installées dans les anciennes zones industrielles. Résultat : la qualité de vie dans la région a été considérablement améliorée, notamment grâce à de meilleures conditions environnementales. Cette transformation en Rhénanie-du-Nord-Westphalie est considérée encore à l'heure actuelle comme un exemple réussi de changement structurel respectueux de l'environnement (voir aussi le chapitre 2, page 38).



- Au cours de cette période, plusieurs pays ont été témoins de la création des premiers partis Verts qui ont porté de nombreuses questions environnementales sur la scène politique et ont aussi poussé d'autres partis à intégrer des composantes environnementales à leurs programmes politiques. En marge des Verts, les sociaux-démocrates ont mis au point des concepts environnementaux globaux. Trente ans plus tard, de nombreux partis sociaux-démocrates considèrent toujours qu'ils ont des racines sociales et vertes.
- En matière de politique environnementale, l'un des jalons essentiels a été la publication du rapport Brundtland intitulé « Notre avenir à tous » (Our Common Future). Rédigé sous la direction de l'ancienne première ministre sociale-démocrate de Norvège, Gro Harlem Brundtland, ce rapport a défini pour la première fois le terme de développement durable et a suscité de vastes débats autour de la politique environnementale mondiale durable.
- En Europe centrale et en Europe de l'Est également, la détérioration de l'environnement est devenue un problème dans les années 80, notamment à la suite de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Des groupes environnementaux ont alors vu le jour dans toute la région, leurs membres étant déclarés comme des opposants aux régimes communistes. Après l'effondrement du communisme, bon nombre de ces militants écologistes ont trouvé un port d'attache politique au sein des partis sociaux-démocrates où ils ont continué de se pencher plus en détail sur les questions environnementales.

Mais qu'en est-il...



... de la politique climatique commune de la social-démocratie et des syndicats, qui, dans un cas comme dans l'autre, trouvent leurs racines dans le mouvement ouvrier ? Ne sommes-nous pas en train de trahir notre passé ?

L'orientation à choisir : collaboration avec les syndicats et fidélité à nos racines

- Nous devons investir dans la planification agricole, les systèmes de santé,
- Nul doute que les syndicats peuvent et souhaiteraient jouer un rôle clé dans la lutte contre la crise climatique. Ils sont en effet des partenaires naturels lorsqu'il s'agit de soutenir une transformation environnementale propice également à plus de justice sociale.
- Par le passé, un syndicaliste aux avis très progressistes concernant la crise climatique aurait éprouvé des difficultés pour obtenir un soutien. Mais avec la propagation de la crise climatique, qui exacerbe considérablement les inégalités tant au niveau national que mondial et détruit des millions d'emplois dans les secteurs durement touchés, menaçant la santé et le bien-être de toujours plus

de travailleurs et compromettant notre avenir à tous, cette situation a changé du tout pour tout et pour le mieux.

- À l'heure actuelle, toutes les grandes confédérations de syndicats internationales promeuvent activement les politiques climatiques, tout comme un grand nombre de leurs homologues régionaux et nationaux et de leurs membres. La Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES) soutiennent de manière indéfectible l'accord de Paris sur le climat et promeuvent le concept de « transition équitable » vers un avenir durable (voir aussi le chapitre 2, page 38). En 2015, année où l'accord de Paris a été ratifié, l'OIT a publié ses instructions pour une « Transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous ». ⁴¹ L'année suivante, la CSI et la CES ont mis en place



le « Centre pour une transition juste » qui soutient les processus de transition équitable partout dans le monde.⁴²

- Des syndicalistes plus pragmatiques ont souligné le fait que « si les syndicats ne se trouvent pas autour de la table » lors de la mise au point des politiques climatiques, « ils finiront sur le menu ». Les deux parties ont commencé à comprendre l'importance d'inclure des représentants syndicaux dans les dialogues multipartites autour de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques climatiques, rassemblant des représentants du gouvernement, des syndicats, du milieu scientifique et des ONG environnementales. Cela peut servir de base à la constitution de commissions dans de nombreux pays actuellement qui définissent des voies communes pour une transition équitable vers une économie zéro carbone.
- Bien entendu, les syndicats s'intéresseront en premier lieu aux intérêts de leurs membres, les travailleurs. Après tout, c'est leur mission première. Mais cela ne signifie pas qu'il faille ralentir l'action en faveur du climat. Une fois qu'une date concrète de retrait progressif a été définie, les « commissions sur le charbon » et autres forums multipartites doivent veiller dès le départ à ce que les résultats de leurs négociations soient conformes à l'objectif 1,5 °C de l'accord de Paris sur le climat. Autrement dit, le budget carbone défini ne doit pas être dépassé.⁴³ Il s'agit là de la meilleure manière de garantir que la transition, une fois achevée à cette date précise, sera socialement juste. Il est crucial de garantir un résultat conforme à l'accord de Paris sur le climat, car si nous déclenchons une boucle de rétroaction négative de réchauffement climatique incontrôlable, nous n'aurons rien accompli. Comme Sharan Burrow, secrétaire

générale de la CSI, n'a eu de cesse de le souligner : « Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte ».

- Dans leur lutte pour une transition équitable, les syndicats s'affirment, une nouvelle fois, comme les alliés naturels des sociaux-démocrates. Dans le cadre de leur mission, les syndicalistes et sociaux-démocrates doivent conserver une vue d'ensemble en réformant en continu leurs valeurs fondamentales traditionnelles afin de veiller à ce qu'elles s'intègrent au monde d'aujourd'hui. Nous devons par conséquent nous poser les questions suivantes : quelle signification la solidarité internationale peut-elle avoir de nos jours si nous négligeons la justice climatique ? Quels sont les membres de nos sociétés les plus marginalisés à l'heure actuelle : les travailleurs de l'industrie, comme c'était le cas dans les années 1880, ou les personnes occupant des emplois précaires et mal rémunérés, dont les emplois sont menacés par les conséquences du réchauffement climatique ? Comment pouvons-nous rester unis contre les biens d'exportation à destination l'Europe qui sont produits dans des conditions d'emploi et d'environnement effroyables dans les pays de l'hémisphère sud ? Et comment pouvons-nous mettre fin à un ordre mondial néolibéral soutenu par un modèle économique qui conduit à une situation dans laquelle quelques privilégiés profitent de l'exploitation croissante des autres êtres humains et de notre environnement ? Dans le cadre de l'effort commun, les syndicalistes et sociaux-démocrates ont commencé à former de nouvelles alliances en attirant de nouveaux membres qui travaillent dans les « secteurs verts », par exemple, ou en tendant la main aux ONG et mouvements environnementaux. Pour dissiper les doutes qui subsistent, nous devons souligner nos valeurs

fondamentales sociales-démocrates, à savoir la justice, la solidarité et le progrès social, pour lesquelles, comme nous l'avons indiqué

dans les deux premières parties de ce chapitre, des politiques climatiques ambitieuses sont cruciales.

Quelles sont nos aspirations ?

- ***Nous aspirons tous à un monde plus juste sur le plan social et plus équitable, pour notre génération et les suivantes.*** Dans un esprit de la solidarité internationale, nous voulons annihiler à la faim et la pauvreté. Par ailleurs, nous voulons des systèmes de santé qui fonctionnent et une répartition plus équitable des richesses. ***Les politiques climatiques ambitieuses permettent non seulement d'éviter des reculs majeurs à cet égard, mais elles contribuent également à bâtir de telles sociétés.*** Des projets climatiques bénéficiant aux groupes marginalisés (comme les jardins communautaires, la gratuité des transports publics ou les logements sociaux économes en énergie), ainsi

que des outils politiques conduisant à la fois à une réduction des émissions de CO₂ et à une répartition plus équitable des richesses (par exemple, taxes carbone à fort effet de redistribution) sont déjà mis en œuvre dans de nombreux pays.

- ***S'appuyant sur l'expérience de transitions réussies et accomplies, et des politiques environnementales exceptionnellement progressistes mises en œuvre lors des décennies précédentes, de plus en plus de syndicalistes sociaux-démocrates et d'autres acteurs progressistes œuvrent à concrétiser la vision d'une existence meilleure, tant socialement qu'écologiquement, pour nous tous.***

Références et Sources

Références

- ¹ L'étude publiée par le Ministère allemand de l'environnement n'a pas recueilli les données relatives aux canicules beaucoup plus graves de 2018 et de 2019. Du fait de la disponibilité des données, l'étude s'est appuyée uniquement sur les ensembles de données des étés 2003, 2006 et 2015. Voir https://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/1410/publikationen/das_monitoringbericht_2019_barrierefrei.pdf, page 34 (dernier accès : 16/04/2020).
- ² Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler le film oscarisé « Parasite », dans lequel la famille riche doit annuler un séjour au camping en raison de pluies diluviennes, alors que l'appartement souterrain de la famille pauvre est entièrement inondé.
- ³ Voir <https://europeanmoments.com/opinions/eupinions> (dernier accès : 23/06/2020).
- ⁴ Pour autant, cela ne signifie pas que les groupes marginalisés ne doivent pas eux aussi se voir offrir des choix durables : tout le monde devrait pouvoir bénéficier d'un système de chauffage qui épargne les forêts locales, de réfrigérateurs basse consommation et d'aliments bio sains.
- ⁵ Au total, 26 % des gros émetteurs vivent en UE, en Russie et en Asie centrale. Voir <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf>, page 179, and https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/mb-extreme-carbon-inequality-021215-en.pdf (dernier accès : 16/04/2020).
- ⁶ <https://edition.cnn.com/2019/06/25/world/climate-apartheid-poverty> (dernier accès : 15/04/2020).
- ⁷ Plusieurs outils montrent très bien combien nous vivons aux dépens des générations futures, par exemple, en décomptant le nombre de « planètes Terre » dont nous aurions besoin pour soutenir notre mode de vie ou le « Jour du dépassement de la Terre » (Earth Overshoot Day). Pour maintenir nos modes de vie actuels, avec toutes leurs disparités sociales, nous aurions besoin de 1,75 planète Terre. Si chacun vivait à la manière du citoyen italien moyen, nous aurions besoin de quatre planètes Terre. Le « Jour du dépassement de la Terre » (Earth Overshoot Day) marque le jour de l'année au-delà duquel nous « surconsomons » les ressources mondiales qui devraient à la place être conservées pour les générations futures. Chaque année, le « Jour du dépassement de la Terre » (Earth Overshoot Day) tombe un peu plus tôt dans l'année. En 2019, il est tombé le 19 juillet. Vous trouverez ici un aperçu de ces outils : <https://www.theworldcounts.com/challenges/planet-earth/state-of-the-planet/overuse-of-resources-on-earth>
- ⁸ L'approche la plus populaire lorsqu'il s'agit d'illustrer les limites de l'habitabilité de la planète Terre repose sur ce que l'on appelle les « frontières planétaires ». Neuf frontières planétaires définissent un « espace opérationnel sûr pour l'humanité », tandis que le « franchissement d'une ou de plusieurs frontières planétaires peut être délétère, voire catastrophique, du fait du risque de dépassement des seuils qui déclencheront des changements environnementaux non linéaires et soudains à l'échelle continentale voire planétaire ». Voir <https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries/planetary-boundaries/about-the-research/the-nine-planetary-boundaries.html> (dernier accès : 16/04/2020).
- ⁹ Le mouvement de la jeunesse le plus important se nomme « Fridays for Future ». En à peine 12 mois, il a su s'imposer et est désormais représenté dans le monde entier. Pour consulter la description faite par la leader du mouvement des chances qu'a sa génération de bénéficier d'une bonne qualité de vie, voir <https://www.npr.org/2019/09/23/763452863/transcript-greta-thunbergs-speech-at-the-u-n-climate-action-summit?t=1587037264028> (dernier accès : 16/04/2020).
- ¹⁰ Voir <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/global-warming-heat-territory-earth-uninhabitable/> (dernier accès : 10/07/2020).
- ¹¹ Le dernier « indice de risque climatique mondial », rapport compilant des données sur les événements climatiques extrêmes, publié chaque année, indique que « sur les dix pays et territoires les plus durement touchés au cours de la période 1999-2018, sept étaient des pays en voie de développement à faibles revenus ou à revenus moyens inférieurs, deux étaient classés comme des pays à revenus moyens supérieurs (la Thaïlande et la Dominique) et un était une économie avancée générant des revenus élevés (Porto Rico). Voir https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/20-2-01e%20Global%20Climate%20Risk%20Index%202020_10.pdf (dernier accès : 10/07/2020).
- ¹² Voir <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/> (dernier accès : 10/07/2020).
- ¹³ Pour obtenir une vue d'ensemble, voir par exemple <https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/climate-change> ou <https://www.globalcitizen.org/en/content/how-climate-change-affects-women/> (dernier accès : 10/07/2020).
- ¹⁴ Voir par exemple https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKewiVr6GT7MLqAhWixMQBHb7GA5QQFjABegQIAxAB&url=https%3A%2F%2Fwww.ipcc.ch%2Fapps%2Fnlite%2Far5wg2%2Fnlite_download2.php%3Fid%3D9719&usq=AOvVaw0w7DWxycyZRbD6yyO-99Gu9a (dernier accès : 10/07/2020).
- ¹⁵ Pour obtenir des données sur les États-Unis, voir McCright, Aaron M. (2010) : The effects of gender on climate change knowledge and concern in the American public, dans : *Population and Environment* 32, no. 1, pp. 66-87.

- ¹⁶ Voir par exemple <https://medium.com/the-sensible-soapbox/british-columbias-carbon-tax-is-working-3ea-81114be5a> or <https://www.freitag.de/autoren/der-freitag/co2-steuer-als-gerechtigkeitsmotor-so-gehts>
- ¹⁷ Voir <https://ourworldindata.org/contributed-most-global-co2> (dernier accès : 10/07/2020).
- ¹⁸ Voir <https://www.wearestillin.com/about> (dernier accès : 10/07/2020).
- ¹⁹ Voir <https://www.covenantofmayors.eu/> (dernier accès : 10/07/2020).
- ²⁰ Dès 2009, ce point a été illustré dans une célèbre bande dessinée, que l'on doit à un lauréat du prix Pulitzer, Joel Pitt : <https://www.climateactionreserve.org/blog/2012/08/31/environmental-cartoons-by-joel-pett/> (dernier accès : 10/07/2020).
- ²¹ La récession mondiale due à la crise de la Covid-19 pourrait elle aussi menacer cette évolution positive de deux manières : premièrement, outre les nombreuses victimes du coronavirus proprement dit, la crise économique naissante va détruire les moyens de subsistance d'un nombre infini de personnes et coûter des millions d'emplois. Deuxièmement, si les États ne s'engagent pas pleinement sur la voie d'une « reprise verte », les objectifs climatiques pourraient finir par être hors d'atteinte, avec toutes les graves conséquences que cela implique, comme l'indique ce chapitre.
- ²² Le pourcentage de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour est passé de 84 % en 1820 à 24 % au début des années 90, et le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,9 dollar par jour est passé de 44 % au début des années 80 à 9,6 % en 2015 (voir <https://ourworldindata.org/extreme-poverty> (dernier accès : 15/04/2020)).
- ²³ Voir https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Poverty/A_HRC_41_39.pdf page 6. Pour consulter l'original du rapport, voir <https://www.worldbank.org/en/topic/climatechange/brief/shock-waves-managing-the-impacts-of-climate-change-on-poverty-background-papers> (dernier accès : 15/04/2020).
- ²⁴ <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/2018/en/> (dernier accès : 15/04/2020).
- ²⁵ <http://www.fao.org/3/ca5162en/ca5162en.pdf#page=30> (dernier accès : 15/04/2020).
- ²⁶ Voir <http://library.fes.de/pdf-files/id-moe/15863.pdf>, page 8 (dernier accès : 22/05/2020).
- ²⁷ Voir <https://public.wmo.int/en/resources/bulletin/integrated-drought> (dernier accès : 08/07/2020). Une étude consacrée aux conséquences de la crise climatique en Biélorussie, en Ukraine et en Moldavie souligne également les risques de sécheresse et de pénurie d'eau, indiquant que la Moldavie et l'Ukraine sont les plus durement touchées : https://www.droughtmanagement.info/literature/ZOI_climate_change_eastern_europe_2012.pdf (dernier accès : 08/07/2020).
- ²⁸ Le rapport actuel sur le développement humain met en garde concernant « [l]es conséquences négatives du changement climatique qui s'étendent à la santé et à l'éducation. Entre 2030 et 2050, le changement climatique devrait être à l'origine de quelque 250 000 décès supplémentaires par an dus à la malnutrition, au paludisme, à la diarrhée et au stress thermique. » <http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf>, page 180 (dernier accès : 15/04/2020).
- ²⁹ « La santé humaine est également affectée par des infections dangereuses et des conséquences de l'altération des écosystèmes. La plupart des pays d'EOCAC signalent un risque élevé de ces menaces sanitaires, notamment la tularémie, l'anthrax, l'encéphalite à tiques occidentale, la fièvre hémorragique avec syndrome rénal, la fièvre hémorragique de Crimée-Congo, le virus du Nil occidental, la brucellose et la fièvre Q, ainsi que des infections dangereuses comme le choléra, le paludisme, le typhus à tiques, la leishmaniose, la leptospirose et autres. » Voir <http://library.fes.de/pdf-files/id-moe/15863.pdf>, page 8.
- ³⁰ <https://www.who.int/gho/world-health-statistics> (dernier accès : 15/04/2020).
- ³¹ Le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Philip Alston, a souligné le fait que « le changement climatique menace de réduire à néant les progrès accomplis ces 50 dernières années en matière de développement, de santé mondiale et de réduction de la pauvreté. » Voir <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24735&LangID=E> (dernier accès : 15/04/2020).
- ³² Voir <https://en.unesco.org/courier/2018-2/climate-change-raises-conflict-concerns> (dernier accès : 16/04/2020) ou Mach, K.J., Kraan, C.M., Adger, W.N. et al. (2019) : Climate as a risk factor for armed conflict, dans : Nature 571, 193-197. <https://doi.org/10.1038/s41586-019-1300-6>
- ³³ Voir <https://www.un.org/en/chronicle/article/greatest-threat-global-security-climate-change-not-merely-environmental-problem> (dernier accès : 22/05/2020).
- ³⁴ Voir <https://www.unhcr.org/news/stories/2019/10/5da5e18c4/climate-change-and-displacement.html> (dernier accès : 08/07/2020).
- ³⁵ Voir <https://www.worldbank.org/en/news/infographic/2018/03/19/groundswell---preparing-for-internal-climate-migration> (dernier accès : 10/07/2020).
- ³⁶ Pour ne citer que deux exemples : Premièrement, pour se préparer à l'intensification du réchauffement climatique, de nombreuses villes devront remplacer tous leurs conduits afin de faire en sorte que les déluges d'eau dus à des pluies diluviennes n'inondent pas la ville. Deuxièmement, les infrastructures essentielles dans les régions arctiques (routes, lignes électriques, bâtiments, etc.) devront également être reconstruites presque

entièrement du fait de la fonte du permafrost. Voir <http://library.fes.de/pdf-files/id-moe/15863.pdf>, page 9 (dernier accès : 22/05/2020).

³⁷ Selon le « NatCat SERVICE » de l'agence mondiale des assurances Munich Re. <https://www.munichre.com/en/risks/climate-change-a-challenge-for-humanity.html> (dernier accès : 17/04/2020).

³⁸ Voir <https://www.weforum.org/agenda/2020/01/climate-resilience> et <https://newclimateeconomy.report/2016> (dernier accès : 16/04/2020).

³⁹ Extrait de sa brillante allocution au Sommet sur l'action en faveur du climat : <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2019-09-23/remarks-2019-climate-action-summit> (dernier accès : 17/04/2020).

⁴⁰ Voir https://www.researchgate.net/publication/325321687_Large_potential_reduction_in_economic_damages_under_UN_mitigation_targets (dernier accès : 23/06/2020).

⁴¹ Voir https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf (dernier accès : 10/07/2020).

⁴² La page d'accueil du centre se trouve à la page <https://www.ituc-csi.org/just-transition-centre?lang=en> (dernier accès : 10/07/2020).

⁴³ Le fait qu'aucune date de retrait progressif « compatible avec l'accord de Paris » n'ait été fixée constitue l'une des principales critiques émises par la « commission sur le charbon » allemande. Au niveau de son budget carbone, l'Allemagne aurait eu besoin d'éliminer progressivement le charbon d'ici à 2030 au plus tard, mais les parties prenantes n'ont réussi à se mettre d'accord que sur un retrait progressif d'ici à 2035-2038. Le ralentissement du développement des énergies renouvelables qui en résulte met en danger des milliers d'emplois dans ce secteur (voir <https://www.bund.net/service/presse/pressemitteilungen/detail/news/div-studie-kohleausstieg-muss-bis-2030-kommen-zwei-drittel-des-gesamten-deutschen-emissionsbudgets-bereits-in-20-jahren-aufgebraucht/>). L'autre grande question consiste à savoir s'il est « juste » d'allouer 40 milliards d'euros prélevés sur l'argent des contribuables à un secteur sans avenir, alors que les anciens collaborateurs des entreprises solaires allemandes désormais en faillite n'ont pas pu compter sur un renflouement, et que les régions structurellement faibles qui dépendent d'un secteur éolien stable ne reçoivent pas non plus autant de soutien que les régions minières de charbon.

Sources

Vue d'ensemble utile des liens qui existent entre inégalité et crise climatique : <http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf> (dernier accès : 15/04/2020).

Les liens qui existent entre la pauvreté et le changement climatique sont présentés en détail dans https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Poverty/A_HRC_41_39.pdf (dernier accès : 15/04/2020).

Fiche technique complète consacrée aux conséquences de la crise climatique sur la santé, élaborée par l'OMS Europe : http://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0007/347983/13-Fact-sheet-SDG-Climate-change-FINAL-25-10-2017.pdf?ua=1 (dernier accès : 15/04/2020).

Instructions de l'OIT pour une transition juste : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf et une publication plus récente de l'OIT : Galgóczi, Béla/ILO (2018) : *Just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all*, https://labordoc.ilo.org/discovery/delivery/41ILO_INST:41ILO_V2/1256119990002676

Les deux documents les plus importants en matière d'orientation des politiques climatiques ambitieuses sont l'accord de Paris sur le climat : https://unfccc.int/sites/default/files/english_paris_agreement.pdf et le rapport d'avant-garde du GIEC sur le 1.5 °C : <https://www.ipcc.ch/sr15/>

-

2

Décarbonisation de l'économie et avenir de l'emploi

La décarbonisation de tous les secteurs de l'économie constitue une opportunité de créer toutes sortes de nouveaux emplois dans les secteurs émergents et par le biais des nouveaux modèles de gestion d'économie circulaire.

Dans ce chapitre, nous allons aborder la tâche cruciale mais complexe qui nous attend : la décarbonisation de tous les secteurs de notre économie. Selon nous, une telle entreprise, au vu des arguments exposés précédemment, exigera des investissements massifs, ainsi que des innovations techniques et sociales. Mais si son potentiel est exploité, une action ambitieuse en faveur du climat peut créer

des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Nous allons présenter ici des éléments qui appuient la faisabilité de ce scénario et indiquent la manière dont nous pouvons en faire une réalité en nous attaquant de front aux défis. Après tout, une crise climatique non atténuée nous confronterait à un défi bien plus épineux : en effet il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.

...nous devons décarboniser dès à présent pour sauver le monde de l'effondrement climatique. Sur une planète morte, il n'y a pas d'emplois.

Tu as raison, Jack. Mais que faire sur une planète en bonne santé si on n'a pas d'emploi ?



Partie I : Les investissements nécessaires à la mise au point d'une nouvelle infrastructure industrielle et publique créeront de nombreux nouveaux emplois.

La décarbonisation de notre économie exige un programme d'investissement d'envergure. Au cours des 30 prochaines années, une partie importante de nos infrastructures publiques et privées vont devoir faire l'objet d'une mise à niveau de fond afin de devenir neutres en carbone. Cette mise à niveau concernera entre autres nos réseaux énergétiques, nos centrales électriques, nos usines de traitement chimique, le parc immobilier, le réseau de transport, la prévention et le traitement des déchets.

Pour avoir une idée de l'ampleur de la tâche, il est judicieux d'examiner plus en détail les différents secteurs de notre économie et les mesures qui doivent être prises dans chaque cas :

1. Dans le **secteur énergétique**, nous allons devoir remplacer les centrales thermiques à carburants fossiles par des installations de production d'énergies renouvelables, comme des systèmes photovoltaïques solaires, des parcs éoliens à biomasse et des centrales hydroélectriques. Étant donné qu'une transition énergétique réussie s'appuie en grande partie sur une structure décentralisée, une vaste réorganisation du réseau énergétique sera également nécessaire, y compris la mise en place de technologies numériques pour le rendre intelligent et axé sur la demande. Un réseau de stockage disséminé reposant sur différentes technologies constituera la clé de voûte du système électrique, assurant la sécurité de l'approvisionnement pendant les jours et semaines où le soleil et le vent sont moins présents. Le recours à de l'électricité renouvelable

pour produire de l'hydrogène vert constitue un moyen de stocker l'excédent d'électricité lorsque l'offre dépasse la demande. Autres exemples : les batteries et centrales hydroélectriques à pompage et accumulation. Une fois la production d'énergie renouvelable décentralisée, il pourrait en être de même de la production d'hydrogène qui pourrait avoir lieu sur place, notamment à proximité des parcs éoliens. De cet énorme potentiel de création d'emplois dans les communautés locales pourraient naître de nouvelles chaînes d'approvisionnement et de nouveaux réseaux de production.

2. L'**industrie** devra remplacer les processus de production à fortes émissions de carbone par de nouvelles alternatives sans carbone. Cela s'applique aussi bien à l'utilisation de l'énergie dans les industries concernées qu'aux processus chimiques qui produisent du CO₂ ou qui utilisent des produits à forte teneur en carbone. Pour de nombreux processus industriels à fortes émissions de carbone, des solutions technologiques sont déjà à disposition et nous allons très probablement assister à l'émergence de nouveaux secteurs industriels. Toutefois, bon nombre de ces nouvelles technologies n'en sont encore qu'à leurs balbutiements et devront encore faire l'objet de recherches et de projets pilotes pour passer au niveau de la production industrielle. Récemment, par exemple, le recours à l'hydrogène vert a beaucoup attiré l'attention. En effet, il peut servir de substitut dans de nombreux processus de production très gourmands en énergie qui nécessitaient auparavant de recourir notamment à des sources d'énergie fossiles et étaient donc de forts émetteurs de carbone. Exemple parlant de l'utilisation de l'hydrogène vert dans les processus industriels : en remplacement du charbon dans la production d'acier.



3. Le **secteur de la mobilité** devra investir massivement dans la flexibilité (« multimodalité ») du système de transport. Cela exigera notamment de développer et de rendre plus écologiques les capacités de transports publics, de mettre en place des services de partage, ainsi qu'une interconnectivité très poussée entre les différentes options de mobilité et la numérisation de la mobilité. En conséquence, chacun y gagnera énormément en mobilité et pourra d'autant plus se passer d'une voiture. L'augmentation des capacités de transports publics passe obligatoirement par l'élargissement du système ferroviaire longue distance, ainsi que par l'apparition de nouvelles options de transport urbain et local. En ce qui concerne les voitures restantes, nous devons remplacer le parc de moteurs à combustion existant par des véhicules zéro émission fonctionnant, par exemple, à l'électricité ou à l'hydrogène en tant que source d'énergie secondaire. Selon une étude, au moins 80 % des voitures devront

être électriques d'ici à 2050.¹ Pour consulter une analyse poussée de la mobilité, voir le chapitre 5.

4. Souvent négligé et pourtant crucial : le **secteur du chauffage** et de la climatisation qui détermine la manière dont nous chauffons nos maisons et les bâtiments publics l'hiver, et dont nous les refroidissons l'été, ainsi que la façon dont nous cuisinons nos aliments. Ce secteur offre un fort potentiel inexploité de réduction des émissions de carbone. Il exige une double stratégie d'amélioration de l'efficacité énergétique et de conversion des énergies renouvelables. Autrement dit : il s'agit de rester au frais, au chaud et bien nourri tout en consommant moins d'énergie qu'auparavant et en s'appuyant exclusivement sur des sources d'énergie renouvelables zéro émission. Pour y parvenir, nous allons devoir, dans un premier temps, rénover notre parc immobilier existant, par exemple, en améliorant l'isolation par la

modernisation. Deuxièmement, nous devons remplacer les systèmes de chauffage conventionnels fonctionnant au charbon ou au gaz naturel par des technologies zéro émission, comme les systèmes à énergie solaire, les pompes à chaleur fonctionnant à l'électricité verte ou les systèmes de chauffage urbain à énergie renouvelable. En outre, nous devons repenser la conception architecturale pour la rendre aussi basse consommation que possible sur le plan énergétique, par exemple, en planifiant soigneusement l'emplacement des fenêtres et la circulation de l'air.

5. Le dernier secteur qui mérite vraiment d'être mentionné ici est le **secteur agricole**. Il constitue la plus grosse source d'émissions de méthane et d'azote, les fameux gaz à effet de serre, qui s'avèrent être beaucoup plus nuisibles pour notre climat que le dioxyde de carbone. Même si le secteur agricole a la réputation d'être difficile à décarboniser, il ne s'agit pas pour autant d'une mission impossible si nous parvenons à changer la manière dont nous fabriquons et commercialisons les produits agricoles. Une agriculture intelligente sur le plan climatique est indispensable et la première étape en ce sens consiste à réorienter les subventions agricoles vers l'agriculture écologique. Atteignant presque 40 %, ces subventions constituent une part importante du budget de l'UE et bénéficient actuellement en grande partie aux industries agro-alimentaires à grande échelle.² Même si ce secteur nécessite moins d'investissements, il pourrait nécessiter une plus forte intensité de main-d'œuvre, créant ainsi de nouveaux emplois grâce à de nouveaux modèles économiques. Ce postulat se vérifie en particulier vrai si nous considérons le secteur agricole de manière globale en appliquant les principes d'une économie circulaire : même sans avoir à consentir d'énormes

investissements financiers ou à prodiguer une formation spécifique des agriculteurs locaux, les biodéchets peuvent être transformés en engrais ou en biogaz au niveau local.

- Au total, l'investissement supplémentaire requis pour la décarbonisation en Allemagne au cours des 30 prochaines années a été estimé à env. 2 000 milliards d'euros. Cette somme peut sembler gigantesque, mais en fait elle ne représente qu'environ 3 % du total des investissements qu'il serait nécessaire de consentir dans les installations industrielles et le parc immobilier résidentiel pour préserver le stock de capital de l'économie allemande. Cela donne un ordre d'idée par rapport à la taille de l'économie. Pour résumer : **il s'agit d'une somme substantielle, mais pas irréalisable.**
- Par ailleurs, si l'on se penche sur les conséquences des investissements nécessaires à l'emploi dans les secteurs touchés, les nouvelles sont encourageantes : Premièrement, ces investissements vont **faire naître une demande concernant les produits des marchés pilotes des technologies de protection du climat** : les technologies des énergies renouvelables, la mobilité verte, et les technologies et solutions d'efficacité énergétique. Par exemple, nous allons devoir élargir le réseau ferroviaire existant, mettre en place de nouveaux systèmes de chauffage, utiliser des matériaux d'isolation ou encore installer des éoliennes.

De quoi créer de nombreux emplois dans les secteurs concernés et dans diverses régions. Dans la section suivante, nous allons examiner les professions spécifiques les plus susceptibles d'en tirer profit³ :

1. La transformation reposant sur les infrastructures, les personnes travaillant dans le secteur du génie **civil et de l'ingénierie des structures** seront les premières servies : il faut

construire des chemins de fer et moderniser le parc immobilier.

2. La rénovation d'envergure du parc immobilier profitera également aux professionnels de la construction intérieure et à tout un ensemble **de professions liées à la planification et à la supervision des chantiers de construction**, ainsi qu'à l'ingénierie et aux **services du bâtiment technique**.
 3. Par ailleurs, le passage de la mobilité individuelle à davantage de transports publics créera des emplois dans les services de **circulation et de logistique**, par exemple, dans le cadre de l'expansion des transports publics et des systèmes de partage, la gestion du trafic et le déploiement de l'infrastructure à destination de la mobilité verte.
 4. Enfin et surtout, l'emploi dans les domaines de la **mécatronique, de l'électronique énergétique et de l'électrotechnique** devrait connaître un essor grâce à la demande accrue en solutions et services dans le domaine de l'électricité renouvelable. Dans un système énergétique décentralisé, ces emplois pourraient bénéficier directement aux communautés locales.
- Étant donné qu'une grande partie des investissements nécessaires doivent être répartis dans des pays entiers et que le système des énergies renouvelables doit être plus décentralisé que le système actuel hautement centralisé qui repose sur la production d'énergie thermique, toutes les régions d'un pays peuvent bénéficier de ces avantages. Un exemple tangible qui en fournit la parfaite illustration : À l'heure actuelle, près de 300 000 personnes travaillent déjà sur le marché porteur des énergies renouvelables dans l'ensemble de l'Allemagne,⁴ contre 28 000 personnes seulement dans le secteur du charbon, qui se concentre en outre dans des régions spécifiques.

Les scénarios pour l'Allemagne montrent que la décarbonisation de l'économie pourrait bien créer davantage d'emplois que ceux qui vont être perdus, par rapport à un scénario s'appuyant sur une politique climatique moins ambitieuse.

- **Des millions de personnes travaillent déjà dans les secteurs « verts ».** Selon une étude récente menée par l'Agence allemande pour l'environnement (UBA), 6,4 % de la main-d'œuvre allemande (soit près de 3 millions de personnes) travaillent déjà dans des domaines liés à la protection de l'environnement, de l'écotourisme aux services financiers durables en passant par des emplois dans l'industrie. Plus de la moitié de ces emplois sont directement liés à la protection du climat.⁵ Au moins 400 000 personnes travaillent dans les secteurs



des énergies renouvelables, contre seulement 18 600 dans le secteur des mines de lignite en Allemagne. Il existe très peu d'études fournissant des chiffres spécifiques concernant le secteur de la mobilité (c'est-à-dire des travailleurs travaillant exclusivement dans la fabrication de voitures à moteur à combustion par rapport

à ceux qui construisent à la fois des voitures électriques ou à hydrogène et des vélos (cargo), des trains, des bus et des pistes cyclables).

Des politiques climatiques ambitieuses engendrent également à terme des emplois sûrs dans ces futurs secteurs verts, tandis que les industries conventionnelles mettent ces emplois en danger et ont déjà causé la mise au chômage de milliers de personnes.⁶

- Ces pertes d'emploi s'expliquent notamment par le fait que les travailleurs occupant des emplois verts ne sont pas encore organisés en syndicats et manquent donc d'une forte représentation (contrairement au secteur du charbon qui est traditionnellement très bien organisé et dont la voix est bien entendue y compris dans le domaine syndical). De nombreuses « start-up vertes » ne percevaient pas la nécessité de coopérer avec les syndicats ; certaines ont même fait obstruction à leur travail, et la plupart des syndicats ont également manqué l'occasion de fédérer de nouveaux membres issus de secteurs « verts » émergents et innovants. **La syndicalisation dans les « emplois verts » est donc cruciale pour à la réussite de la transformation et, de plus, profiterait à toutes les parties prenantes,** aussi bien des salariés, grâce à une meilleure représentation des syndicats par l'adhésion de nouveaux membres que des entreprises « vertes » qui auraient les moyens ainsi de se faire entendre.
- Historiquement, l'essor et le déclin des secteurs n'est pas une nouveauté. En revanche, **cette fois, nous avons la possibilité de façonner la transition des économies au moyen d'un processus géré politiquement garantissant la justice sociale.** De nos jours, rares sont les garçons d'écurie par rapport à l'époque où les chevaux constituaient le

principal moyen de transport et très peu de pompiers officient dans les trains : ces emplois ont tout simplement disparu avec le progrès technologique. Ces dernières décennies, des milliers de secrétaires ont été licenciées lorsque les PC sont devenus un équipement de bureau essentiel (pour en savoir plus sur les effets de la numérisation sur l'emploi, voir aussi le chapitre 3, page 60). Bon nombre de ces transformations ont été induites par le marché. Cependant, certaines ont été suscitées par des mesures gouvernementales. Par exemple, des emplois ont été détruits dans l'industrie du tabac lorsque les gouvernements ont privilégié la santé pulmonaire de leurs citoyens par rapport aux profits réalisés dans ce secteur.

- Si nous nous penchons sur l'évolution des investissements, il devient évident qu'un effondrement de nombreux secteurs économiques « bruns » dû au marché constitue un scénario probable : Les grandes banques privées, mais aussi de nombreux fonds de pension et autres investisseurs financiers se retirent des industries reposant sur les carburants fossiles. Les banques de développement multilatérales et nationales mettent en œuvre des stratégies de « désinvestissement » en se rendant compte que ces secteurs sont sans avenir.⁷ **Par conséquent, la vraie question n'est pas de savoir si les industries nuisibles à l'environnement pourront continuer de fonctionner « comme si de rien n'était » ou si elles vont dépérir, mais plutôt de savoir si les employés et les communautés seront confrontés à un retrait progressif dicté par le marché sans plan B ou si nous mettrons en place dès maintenant des cadres politiques propices à une transition juste, permettant aux citoyens de participer au façonnage de leur avenir.**
- Le message clé est donc que la décarbonisation entraînera une transformation de la structure

de l'emploi. Le succès de cette transition dépendra d'une gestion efficace, d'un leadership politique, de mesures d'incitation économique adaptées en faveur des énergies renouvelables et d'une production et d'une consommation durables. Nous continuerons de produire et de consommer, mais nous produirons et consommerons différemment.

- Pour s'en convaincre, rien de tel que d'adopter une **vision générale de la structure de l'emploi** dans nos économies. Ne devrions-nous pas aspirer vers une société dans laquelle le nombre de chauffeurs de bus est suffisant pour être sûr que personne n'est « laissé derrière » à un arrêt de bus au milieu de nulle part, dans laquelle le nombre d'enseignants est suffisant pour soutenir le développement individuel de chaque enfant, suffisamment d'infirmières pour prendre soin des personnes âgées et des personnes handicapées, et dans laquelle les artistes sont en mesure de gagner leur vie par leur créativité et leurs œuvres tout en élargissant nos horizons ? Même dans la plupart de nos économies européennes, ces secteurs souffrent d'une pénurie chronique de personnel et de financement, bien que les personnes travaillant dans ces secteurs contribuent largement plus à notre bien-être que, par exemple, s'ils achetaient un nouveau produit de consommation tous les deux mois.
- Certains secteurs industriels sont amenés à « décroître » (comme les mines de charbon), mais **les emplois industriels « bruns » ne doivent pas nécessairement être remplacés par des emplois industriels « verts »**. Plus généralement, nous pouvons faire en sorte que les employés qui contribuent le plus à notre bien-être reçoivent des salaires équitables, ce qui contribuerait également à une plus grande égalité sociale et entre les sexes.

De nos jours, les contrats précaires, les horaires de travail intolérables, les bas salaires et le déficit d'organisation (syndicale) tendent à être plus problématiques pour les femmes travaillant dans le secteur de la santé (par exemple, la santé et l'éducation) que pour les mineurs (hommes). Et encore, si travailler dans les soins est seulement rémunéré et n'est pas considéré comme un dû. Ainsi, en façonnant les processus de transition équitables de notre économie, **nous devons veiller à promouvoir les secteurs qui contribuent en fin de compte à notre bonheur et à rendre nos sociétés plus justes**, et non ceux qui détruisent notre santé et notre environnement.

- En fin de compte, il ne faut pas oublier que limiter la crise climatique permet aussi d'éviter certaines destructions d'emplois, notamment dans le tourisme ou l'agriculture (voir aussi le chapitre 1, page 16). Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.

Mais qu'en est-il...



... des travailleurs actuellement employés dans les secteurs qui seront soumis à une transformation structurelle du fait des changements qui vont de pair avec la conversion, par exemple, tous les emplois liés à l'économie reposant sur les carburants fossiles ? Comment faire en sorte qu'ils bénéficient encore d'emplois décents et sûrs demain ?

L'orientation à choisir : Façonner des emplois pour l'avenir

- Pour commencer, identifions les industries qui vont être fondamentalement transformées par la décarbonisation. Un aspect important à garder à l'esprit, cependant : les métiers devenus obsolètes ne doivent pas se solder nécessairement par une progression du chômage. Tout dépend de la façon dont nous gérons la

transition, ce que nous allons explorer ci-dessous et dans le chapitre 4 en mettant l'accent sur le secteur de l'énergie. En fin de compte, une **transition juste consiste à déceler le changement qui se profile inévitablement et à s'engager à le réaliser.**

- Comme nous l'avons décrit, les secteurs liés à l'économie des énergies fossiles vont indéniablement voir disparaître une bonne partie de leurs emplois actuels. Cela concernera particulièrement ceux qui travaillent dans les secteurs du pétrole et du gaz fossiles, dans le raffinage de ces produits, dans l'extraction du charbon et dans les centrales thermiques, notamment houillères.
- Toutefois, en ce qui concerne **l'extraction du charbon et du lignite, les pertes d'emplois les plus significatives ont déjà eu lieu** à la fin de la guerre froide. La Lusace, région de lignite d'Allemagne de l'Est, a perdu près de 90 % de ses emplois depuis 1990. En Pologne, où se trouve la plus grande région houillère d'Europe, jusqu'à 80 % des emplois du secteur ont disparu depuis 1990. Les raisons en sont multiples, mais la concurrence mondiale et la rationalisation des processus de production ont définitivement été déterminantes.
- Autre secteur qui sera durement touché : l'industrie automobile. Le passage aux véhicules électriques, en particulier, aura des conséquences sur certains segments de la chaîne d'approvisionnement, notamment sur les pièces nécessaires à la propulsion/aux groupes motopropulseurs des véhicules. Étant donné le rôle essentiel joué par l'Europe de l'Est dans l'industrie automobile à la suite de son intégration aux chaînes d'approvisionnement mondiales, cela va avoir une incidence profonde sur l'économie de la région. Ceci étant dit, la décarbonisation ne constitue que l'un des

nombreux catalyseurs, ce qui signifie qu'une politique climatique ambitieuse n'est pas le « destructeur d'emplois » qu'on lui reproche souvent d'être. De nombreux marchés pilotes en matière automobile connaissent des changements amenés à modifier considérablement les schémas de mobilité et sont susceptibles de réduire la demande concernant les voitures telles que nous les connaissons, avec ou sans décarbonisation. La numérisation a donné naissance à de nouveaux modèles économiques. L'urbanisation augmente la demande en transports publics du fait de la densité de population toujours plus élevée dans les zones métropolitaines. Et la politique industrielle des économies émergentes est de plus en plus destinée à interrompre les industries existantes, y compris le secteur automobile, et à développer de nouveaux modèles économiques locaux afin de rattraper les économies avancées, par exemple, la fabrication d'éléments de batterie pour les véhicules électriques. Par conséquent, **le secteur automobile sera sans doute confronté à des transformations majeures, politique climatique ambitieuse ou non.** Nous reviendrons plus en détail sur la transformation de la mobilité au chapitre 5.

- Par ailleurs : L'automatisation croissante de l'exploitation minière et de la fabrication industrielle entraînerait quoi qu'il en soit la destruction d'emplois : Plus personne en Europe ne creuse le charbon au moyen d'une pioche : désormais, les machines ont pris le relais. Il en va de même des usines automobiles et de la fabrication de nombreux autres produits industriels : alors que, jusque dans les années 1970, les chaînes de production encore utilisées à l'heure actuelle occupaient une multitude de travailleurs, elles ont depuis été désertées, la main-d'œuvre ayant été remplacée par des robots. En Europe centrale et en Europe de l'Est,

bon nombre de ces secteurs nécessitent impérieusement des investissements pour redevenir rentables. Mais dans ce cas, les investissements signifient également une **automatisation qui entraîne inévitablement des destructions d'emplois. Quoi qu'il en soit, nous devrions fournir un plan B à ces travailleurs.**

Intéressons-nous à présent à la manière dont nous pouvons procéder pour que cette disparition de certaines professions ne se traduise pas par une destruction d'emplois. Nous disposons de tout un panel d'instruments dédiés pour soutenir les travailleurs qui vont être affectés par les changements à venir :

- Concernant les mineurs de charbon en particulier, deux mesures de soutien financier ont déjà fait leurs preuves. Il peut s'agir notamment de programmes de retraite anticipée à destination des travailleurs âgés et d'un fonds de transition versant des indemnités aux jeunes mineurs forcés de se recycler et de trouver un emploi dans d'autres secteurs. En ce qui concerne les autres secteurs, le syndicat allemand des métallurgistes, IG Metall, a récemment proposé un régime de chômage partiel lié à la transition pour les secteurs soumis à des changements structurels, comme l'industrie automobile, ce qui signifie que les travailleurs réduisent leur temps de travail. Ils ont ainsi la possibilité d'acquérir de nouvelles qualifications. Ils peuvent ainsi prétendre à un emploi dans des secteurs émergents avant même de devoir s'inscrire au chômage. La différence de salaire entre le chômage partiel et l'emploi à temps plein est prise en charge par l'État.
- En outre, les travailleurs reçoivent une aide pour les aider à accéder à des domaines de travail différents mais similaires. Dans la région allemande de la Ruhr, les travailleurs ont été chargés de démanteler des équipements miniers ou d'aider à la remise en culture de

la région (ce qui est un processus très long). Les nouvelles centrales électriques de secours à gaz synthétique peuvent également assurer de nouveaux emplois à ceux qui travaillaient auparavant dans les centrales thermiques.

- La requalification dans de nouveaux domaines professionnels constitue une piste particulièrement prometteuse si la reconversion est axée sur des compétences qui sont ou devraient être peu répandues ou très demandées. Les professions du secteur de la construction pourraient en être la parfaite illustration : De nombreux travailleurs supplémentaires vont être nécessaires pour mettre en œuvre toutes les mesures d'efficacité énergétique requises pour le parc immobilier.

Un changement d'emploi ou de secteur s'accompagne toujours d'un grand changement de vie pour un individu. Difficile d'accepter qu'un secteur, autrefois tenu en haute estime, disparaisse peu à peu. C'est la raison pour laquelle les « solutions » imposées aux travailleurs depuis l'extérieur sont rarement efficaces. Pour rendre la transition plus acceptable au niveau individuel, trois éléments doivent être pris en considération :

1. Premièrement, les accomplissements d'une vie doivent être reconnus. Le charbon a permis à d'innombrables foyers d'avoir chaud et les véhicules à moteur à combustion ont offert une mobilité individuelle sans précédent au cours des dernières décennies. Il existe des moyens de préserver cette mémoire. Par exemple, d'anciennes usines et mines ont été reconverties en sites témoins du patrimoine culturel de renommée mondiale.
2. Deuxièmement, chacun doit disposer d'autant de choix que possible lorsqu'il s'agit de façonner son avenir. Lorsqu'ils ont la possibilité de prendre leur retraite ou d'acquérir de nouvelles compétences, lorsqu'ils peuvent

choisir d'exercer de nouvelles professions, les citoyens ne sont plus des « victimes » ou des spectateurs impuissants, mais prennent leur destin en mains.

3. Troisièmement, les nouveaux emplois doivent proposer des conditions de travail au moins aussi bonnes que les anciennes professions, ce qui est souvent plus facile à dire qu'à faire. En effet, les conditions de travail dans l'industrie lourde et les mines se sont considérablement améliorées grâce au travail des syndicats. Bon nombre des personnes travaillant dans ces secteurs bénéficiaient de contrats à durée indéterminée bien rémunérés, ce qui n'est pas toujours le cas dans le secteur encore émergent des énergies renouvelables.

Mais qu'en est-il...



... des régions qui dépendent fortement de l'exploitation du charbon ou des grappes d'industries lourdes ? Comment peuvent-elles bénéficier d'une économie décarbonisée ?

L'orientation à choisir : Profiter des occasions

- Comme nous l'avons déjà indiqué, en ce qui concerne les régions d'extraction du charbon et du lignite, la plupart des changements structurels ont déjà eu lieu. D'une part, cela explique pourquoi les activités d'extraction du charbon restantes sont si importantes pour les économies locales. D'autre part, un programme climatique ambitieux donne à ces régions l'occasion d'attirer l'attention et met à leur disposition les fonds structurels dont elles ont besoin pour s'ouvrir de nouvelles perspectives économiques. Non seulement l'attribution de fonds de soutien structurel à ces régions ouvrira des perspectives dans les années à venir, mais elle profitera également aux régions qui ont souffert de la désindustrialisation dans le passé.

Lorsqu'il s'agit de savoir comment soutenir des régions entières qui seront touchées par la transition, les enseignements tirés pouvant servir d'orientation à l'avenir sont nombreux, par exemple, de la région allemande de la Ruhr et de la fin de l'exploitation du charbon en Allemagne :

- Les **programmes de soutien** régionaux, nationaux et européens peuvent aider à mettre en œuvre une transformation structurelle socialement acceptable. Ils impliquent souvent de mettre en place des agences régionales dédiées qui favorisent le transfert de connaissances et la mise en réseau des acteurs locaux, et tentent de coordonner les mesures de transition. L'un des enseignements tirés de l'expérience de la région de la Ruhr est qu'une vision commune, une gestion décentralisée et la participation de la société civile constituent des facteurs essentiels au succès de la transition.
- Conformément au concept de « **promotion par la formation** », la création d'universités et de centres de formation professionnelle, ainsi que le transfert d'agences gouvernementales au niveau local ont permis aux anciens travailleurs eux-mêmes, ainsi qu'à leurs enfants et petits-enfants, d'aspirer à des niveaux d'éducation toujours plus élevés. Ces changements ont non seulement contribué à stimuler l'économie locale, mais se sont parfaitement inscrits dans la perspective sociale-démocrate qui veut que la formation soit une voie importante vers l'épanouissement personnel.
- Par ailleurs, les programmes de financement public en faveur de la **recherche et du développement** (R&D), ainsi que d'autres subventions ciblées destinées aux nouvelles technologies devraient être dirigés en priorité vers les régions rencontrant des problèmes structurels, en soutenant et en encourageant la création de nouveaux pôles économiques, comme la produc-



tion d'éléments de batterie. Le développement de clusters entre la R&D, les universités, les sites de production et les start-up s'est avéré être l'un des catalyseurs ayant assuré la transition réussie de la région de la Ruhr. Certains des premiers parcs technologiques en Europe ont été fondés dans des villes de la région, comme à Dortmund.

- En conclusion, les **possibilités pour les régions** abandonnant l'industrie lourde ou l'extraction minière **sont multiples**. Elles peuvent devenir des centres culturels, proposant aux visiteurs d'explorer les bâtiments et machines exceptionnels datant d'une époque révolue (par exemple, le site du patrimoine mondial de l'UNESCO « Zeche Zollverein »).⁸ Elles peuvent aussi être reconverties en zones de loisirs (par exemple, les mines de lignite peuvent devenir des lacs). Les infrastructures généralement bien développées au niveau des liaisons et réseaux ferroviaires et routiers peuvent être utilisées pour attirer de nouvelles industries.

Mais qu'en est-il...

... des investissements nécessaires pour transformer l'infrastructure ? Comment mobiliser les financements ?

L'orientation à choisir : Changement de financement

De nombreux instruments sont disponibles pour financer la transformation des infrastructures et le soutien apporté aux régions soumises à une transformation structurelle :

- Lorsqu'il s'agit de financer la transition des infrastructures publiques et privées, il est essentiel de pouvoir compter **à la fois sur des fonds publics et des investissements privés**. Pour les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, le mécanisme de transition équitable et le financement par la Banque européenne d'investissement, tous deux intégrés au « Green Deal » de la Commission européenne⁹, constituent un soutien de poids. Pour attirer les fonds privés, par exemple, les fonds

de pension, des formes innovantes de partenariats public/privé offrant des rendements modestes mais stables sont en mesure de mobiliser les fonds des investisseurs institutionnels en quête d'une telle opportunité. Enfin, la prise en compte des risques liés à la crise climatique dans l'évaluation des risques des banques et autres investisseurs peut contribuer à rendre les investissements dans les énergies renouvelables et les autres technologies durables compétitifs par rapport aux investissements traditionnels et inciter ainsi les acteurs financiers à restructurer leurs portefeuilles. Le plan d'action en faveur d'un financement durable de la Commission européenne constitue une première étape dans cette direction.¹⁰ Alors que les banques et fonds se « désinvestissent » des industries à fortes émissions de carbone (voir page 45), ils recherchent de nouvelles opportunités d'investissement dans des secteurs d'avenir.¹¹ C'est la raison pour laquelle Tesla est récemment devenu le constructeur automobile le plus profitable au monde (bien que Toyota, désormais classé deuxième, ait vendu 30 fois plus de véhicules), et les investissements dans les énergies renouvelables ont multiplié les chiffres records ces dernières années.

- Les régions houillères et autres régions soumises à des changements structurels sont susceptibles de recevoir davantage de fonds par le biais des programmes régionaux **de l'UE** et du fonds de transition équitable, qui fait également partie du « Green Deal » de l'UE.

Mais qu'en est-il...

... des fuites de carbone ? Comment faire en sorte que les industries à forte consommation énergétique ne se contentent pas de s'installer à l'étranger au lieu de devenir « vertes » ?



L'orientation à choisir : Franc jeu mondial

- Au cours des 10 à 20 prochaines années, un **pourcentage important des sites d'industries à forte consommation énergétique, comme la production d'acier et le traitement chimique, vont devoir être reconvertis**. Ces nouveaux sites seront opérationnels pendant plusieurs décennies. C'est la raison pour laquelle ces nouveaux sites doivent impérativement utiliser les technologies présentant l'empreinte carbone la plus faible possible. Sinon, ils contribueront à leur tour au réchauffement climatique par ce que l'on a appelé un effet de « **verrouillage carbone** ». En outre, ils seront exclus du marché par la hausse constante des prix du CO₂ et les politiques mondiales de décarbonisation et se transformeront en coûteux investissements irrécupérables.
- À l'heure actuelle, ces nouvelles technologies, comme le recours à l'hydrogène dans la production d'acier et les produits correspondants, ne sont pas encore compétitives par rapport aux méthodes de production conventionnelles à forte consommation de carbone, qui ont souvent bénéficié, voire bénéficient toujours de subventions.

Tant que ces nouvelles technologies n'auront pas atteint leur maturité et ne seront pas devenues compétitives grâce à un déploiement à grande échelle et à des systèmes de tarification et d'échange des émissions, les pionniers devront s'assurer que la décarbonisation de ces industries ne les amène pas à se délocaliser à l'étranger ni ne les fait disparaître en raison de leur incapacité à être compétitives sur le marché international. À ces fins, il existe trois instruments potentiels en cours de discussion au niveau européen, ainsi que dans de nombreux États membres :

1. Premièrement, nous devons nous pencher sur l'efficacité et la faisabilité des **taxes carbone aux frontières**, c'est-à-dire des tarifs

d'importation reposant sur l'empreinte CO₂ de certains produits à forte consommation énergétique. Cette taxe pourrait contribuer à protéger les industries en transition vis-à-vis d'une concurrence internationale ruineuse. Depuis le début de l'année 2020, l'UE envisage de mettre en œuvre un système de ce type dans le cadre de son « Green Deal ».

2. Deuxièmement, les **contrats carbone pour la différence** pourraient combler l'écart entre les coûts de production actuellement élevés des produits à forte consommation énergétique neutres en carbone, par exemple, l'acier, et le prix du marché mondial qui est toujours déterminé par les produits fabriqués selon des méthodes de production moins coûteuses mais plus consommatrices de carbone. Autrement dit, les gouvernements acceptent de prendre en charge le différentiel de prix pour les entreprises prêtes à décarboniser leur production.
 3. À long terme, la coopération internationale doit impérativement se poursuivre afin de convenir d'un **prix plancher mondial pour le carbone** et d'uniformiser les règles du jeu entre les méthodes de production à forte consommation de carbone et celles qui sont neutres en carbone.
- Enfin, les syndicats ayant une expertise dans les chaînes de valeur peuvent apporter un soutien essentiel dans toutes ces initiatives. Dans un esprit de solidarité internationale, ils peuvent contribuer à combler les « lacunes » créées par les nations qui ne respectent pas les normes environnementales.

ne sont-elles pas biaisées en faveur des économies très avancées ? Comment pouvons-nous nous faire en sorte que les petites économies en bénéficient également plutôt que de devoir simplement accepter les conséquences de décisions prises par d'autres ?

L'orientation à choisir : au sein et en dehors de l'UE

- Les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est (PECO) sont déjà intégrés aux chaînes d'approvisionnement de leurs voisins d'Europe de l'Est. Le secteur automobile en est le parfait exemple. Il est donc crucial pour les pays des PECO d'anticiper rapidement sur ces transformations et de s'appuyer sur le savoir-faire accumulé ces 30 dernières années afin de continuer à faire partie de ces réseaux d'activité économique intégrés au niveau mondial. Ces agissements doivent s'accompagner d'une campagne de qualification qui permettra aux travailleurs et aux sociétés de s'adapter à l'évolution technologique et de s'intégrer aux nouveaux réseaux d'activité économique.
- De nombreux pays des PECO disposent d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée dans le domaine des technologies de l'information, qui peut contribuer à la mise au point de nouvelles solutions numériques pour la transition, créant ainsi une valeur ajoutée dans leur pays d'origine.
- Bon nombre de changements auxquels nous assistons actuellement sont véritablement des changements mondiaux. Dans ce contexte, probablement, chaque pays européen devra simplement accepter les décisions prises dans les décennies à venir. Cependant, de nombreuses économies d'Europe centrale et d'Europe de l'Est font partie de l'Union européenne, ce qui les place dans un bloc économique bénéficiant d'un effet de levier mondial. Il est par conséquent essentiel d'**améliorer la coopération européenne**. Et des mesures pour y parvenir

Mais qu'en est-il...

... du niveau élevé de compétences et de connaissances requis par bon nombre de ces nouvelles industries et de ces nouveaux emplois ? Les règles du jeu



ont déjà été mises en place : le « Green Deal » européen et la stratégie industrielle européenne sont deux premières tentatives visant à élaborer une réponse européenne commune aux mégatendances mondiales auxquelles nous devons nous attaquer collectivement.

- En attendant, même les **pays qui ne font pas partie de l'UE** auront la possibilité de s'attaquer avec succès à la transition s'ils utilisent judicieusement les instruments de soutien et de coopération pour les financements et les prêts de l'UE dans le cadre du Green Deal européen (par exemple, les fonds de l'instrument d'aide de pré-adhésion ou les prêts des programmes de la BERD/BEI). D'autres organisations financières internationales, par exemple, la Banque mondiale ou la banque allemande de développement KfW, ainsi que d'autres bailleurs de fonds internationaux soutiennent également l'écologisation des infrastructures dans les pays confrontés à des problèmes de développement.
- Pour exploiter pleinement le potentiel de création d'emplois locaux et les avantages qui en découlent pour les communautés locales, un cadre de gouvernance propice à la décarbonisation doit être mis en place. L'une des questions les plus essentielles consistera à savoir comment stimuler la production décentralisée d'électricité et le réseau complémentaire afin que les emplois liés à son exploitation demeurent également dans les communautés locales. Il s'agit d'une approche très différente des systèmes centralisés par rapport à ce dont on dispose actuellement. Et il s'agit d'une condition préalable pour que les économies en transition en profitent également. Une interconnectivité étroite au niveau régional, interrégional et européen, garantissant un approvisionnement de secours et une stabilité technique, reste la clé d'une transition énergétique réussie. La décentralisation de la production d'électricité constitue également

une étape cruciale sur la voie d'une production d'électricité plus efficace, plus durable et plus juste socialement. Nous reviendrons sur les implications d'une transition énergétique décentralisée plus en détail au chapitre 4.

Partie II : Le passage d'une économie linéaire à une économie circulaire engendrera de nouveaux produits et modèles économiques compatibles avec le climat qui, à leur tour, créeront de nouveaux emplois.

Pour rendre nos économies plus durables, l'une des étapes essentielles consistera à passer d'une économie linéaire à une économie circulaire. Dans une économie linéaire, les ressources sont extraites, traitées, utilisées et finalement éliminées en tant que déchets. Dans une économie circulaire, en revanche, les déchets sont eux-mêmes considérés comme une ressource. Les ressources et les matériaux utilisés au départ demeurent exploités aussi longtemps que possible (approche « du berceau au berceau »).

Ainsi, au-delà du remplacement de nos anciennes infrastructures, de **nouveaux modèles économiques compatibles avec le climat vont émerger**. En fin de compte, la décarbonisation ne consiste pas seulement à remplacer tous les processus de notre économie qui émettent des gaz à effet de serre par des alternatives compatibles avec le climat. Il s'agit de l'occasion de mettre en place une nouvelle économie nous garantissant à tous une vie meilleure à condition que nous abordions, dès le départ, les questions sociales de manière proactive.

Enfin, la décarbonisation ne peut réussir que si nous parvenons à fermer autant de cycles de ressources que possible. L'une des raisons pour lesquelles cet élément est essentiel est que la transition énergétique elle-même est très gourmande en ressources : même s'ils ne s'accompagnent pas d'une combustion de carburants fossiles, les éoliennes et panneaux solaires nécessitent d'énormes quantités de métal au niveau de leur production et doivent également être recyclés. L'empreinte

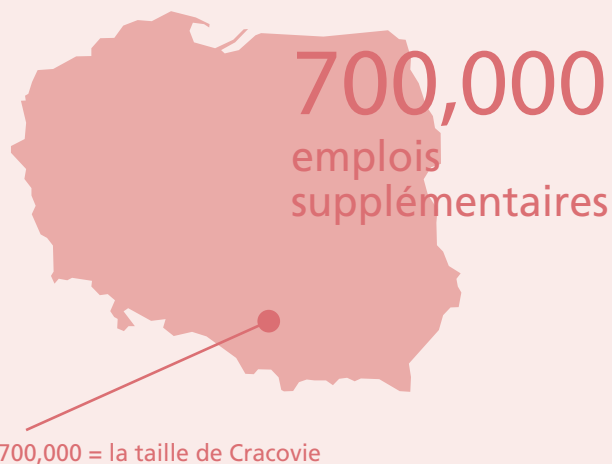
carbone et la consommation de ressources des centrales électriques renouvelables (même des voitures électriques) sont sans nul doute bien meilleures que celles des alternatives fossiles. Pour autant, une consommation d'énergie et de ressources matérielles reste nécessaire à leur production et à leur recyclage. Si nous voulons éviter une situation dans laquelle, en résolvant un problème environnemental, nous finissons par en créer un autre, nous devons nous montrer aussi efficaces que possible dans notre consommation de ressources. En outre, l'exploitation des ressources naturelles menace aussi nos moyens de subsistance et, en marge de la crise climatique, il s'agit d'un problème auquel nous devons nous attaquer.

- Pour accroître l'efficacité des ressources, il faudra changer en profondeur la plupart de nos produits. Ils devront être conçus de manière à ce que nous puissions récupérer toutes les ressources utilisées à la fin du cycle de vie du produit. Ils devront également être fabriqués principalement à partir de sources renouvelables afin de permettre un recyclage efficace. Cela permettra de donner naissance à de **nouveaux emplois dans le domaine de la conception des produits, des services de réparation et, en fin de compte, du traitement des déchets, dont un grand nombre au sein des collectivités locales.**
- Il en va de même des **nouveaux modèles économiques reposant sur le partage plutôt que sur la propriété**. Ces modèles vont nécessairement émerger car ils sont plus pratiques pour les consommateurs. Prenons l'exemple d'une machine à laver : plutôt que d'en posséder une, vous pourriez simplement faire l'acquisition d'un certain nombre de cycles de lavage. Une fois ce nombre de cycles atteint, la machine à laver pourrait être collectée automatiquement et vous n'auriez plus à vous soucier de la réintégrer au cycle des ressources. Les services de par-

tage commencent déjà à transformer la manière dont les gens se déplacent : le covoiturage et l'autopartage n'en sont que deux exemples.

- Une étude complète commandée par la Commission européenne estime qu'au total le passage à une économie circulaire pourrait accroître le PIB de l'UE d'environ 0,5 % d'ici à 2030 et créer **700 000 emplois supplémentaires, les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est** en bénéficiant davantage que leurs homologues occidentaux.¹²

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE STIMULE L'ÉCONOMIE D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE



- Par ailleurs, nous devons également prendre en considération l'aspect réglementaire de la situation : l'évaluation des conséquences de la Commission européenne concernant les objectifs en matière de déchets, la simplification de la législation, l'amélioration du suivi et la diffusion des meilleures pratiques pourraient à eux seuls faire naître plus de 180 000 nouveaux emplois administratifs en Europe d'ici à 2030.

Mais qu'en est-il...

... de toutes les nouvelles compétences nécessaires aux emplois de l'économie circulaire ? Comment pou-

vons-nous faire en sorte que les travailleurs disposent des compétences nécessaires et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte ?

L'orientation à choisir : Un changement de compétences progressif

- Tout d'abord, nous devons prendre en compte le fait que ce changement se fera progressivement au cours des 30 prochaines années. Pour éviter que les travailleurs ne soient abandonnés avec des « compétences obsolètes », il est important d'élaborer rapidement une stratégie de formation et de qualification (voir page 48).
- Enfin, les changements mondiaux auxquels nous faisons face, et nous ne parlons pas seulement ici du réchauffement climatique, vont modifier diamétralement notre façon de travailler. Faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte implique également de mettre en œuvre une campagne de compétences pour tenter d'identifier les compétences et qualifications dont les travailleurs auront besoin à l'avenir. Il existe déjà des projets d'envergure qui visent à tracer des itinéraires de transition pour certains emplois qui pourraient bientôt disparaître et tenter d'identifier les compétences supplémentaires dont les gens auront besoin pour réussir dans le futur monde du travail. Les ressources fournies par le Cedefop, Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, comme son outil de prévision des compétences, en constituent le parfait exemple¹³

Mais qu'en est-il...

... du schéma familial de modèles économiques et de technologies en cours de développement à l'étranger ? Comment pouvons-nous faire en sorte que les économies en transition tirent parti elles aussi de ces évolutions, et que tant les personnes que les communautés puissent prospérer ?



L'orientation à choisir : Passage à une économie circulaire

- En effet, les économies avancées et leurs entreprises sont souvent en première ligne lorsqu'il s'agit de mettre au point, de piloter et de déployer de nouveaux modèles économiques et de nouvelles technologies. Pour autant, ceux-ci peuvent aussi bénéficier aux économies en transition. Les **nouvelles technologies sont ainsi moins onéreuses** et plus abordables pour les autres pays dans le cadre d'une mise à l'échelle grâce aux effets de la courbe d'apprentissage et aux économies d'échelle. Ce phénomène s'est vérifié pour les énergies renouvelables et il est probable que nous allons constater la même situation avec l'économie circulaire.
- La décarbonisation des infrastructures constitue également un fardeau pour les pays hautement développés qui ont parfois investi récemment dans la modernisation de leurs infrastructures

fossiles existantes et sont désormais confrontés au démantèlement, à la reconstruction, etc., ce qui réduit de beaucoup la rentabilité de l'investissement. Les pays disposant d'une infrastructure plus ancienne devant de toutes façons être modernisée (par exemple, des centrales électriques, des routes, etc.) peuvent **« passer » à une technologie moderne nouvelle génération.**

- Le principe de réparation/réutilisation/recyclage de l'économie circulaire peut également **rapatrier des emplois et professions à un niveau plus localisé** qui s'étaient perdus au cours des dernières décennies lorsque réparer des objets est passé de mode.
- Le **plan d'action de l'UE en matière d'économie circulaire** définit un programme ambitieux comprenant des mesures concrètes allant d'objectifs de recyclage plus ambitieux à des normes minimales de responsabilité des producteurs



en matière de conception des produits. Parmi les autres mesures essentielles, citons l'interdiction et le contrôle des exportations illégales de déchets. Les déchets d'aujourd'hui sont les matières premières des modèles économiques de l'économie circulaire de demain.

- Ce sont là les étapes initiales. Toutefois, nous pénétrons en territoire inconnu lorsqu'il s'agit de transformer notre économie linéaire en économie circulaire. À moyen terme, nous devons redéfinir les fondements mêmes de certaines de nos politiques économiques fondamentales, ce qui pourrait impliquer de refondre notre système fiscal ou nos politiques commerciales sur une base de cohérence et de suffisance de l'efficacité des ressources, par exemple, par une taxation progressive de l'utilisation des ressources. **L'État jouera par conséquent un rôle déterminant** dans le passage d'une économie linéaire à une économie circulaire au niveau national, mais aussi aux niveaux municipal et communal (voir aussi les chapitres 6 et 7). Il doit créer le cadre, mais s'assurer aussi de la participation démocratique à sa mise en œuvre.

Il devra par ailleurs établir les principes clés de la durabilité dans sa politique de formation.

- L'innovation a toujours prospéré dans les États entrepreneurs qui adoptent une position proactive en matière de développement et de diffusion des nouvelles technologies. Or, aujourd'hui, un tel cadre entrepreneurial peut aussi être établi à un niveau européen commun. Un cadre de ce type doit soutenir la mise au point de nouvelles technologies, permettant leur mise sur le marché. La transition que nous devons façonner ne sera par conséquent pas compatible avec la thèse néolibérale de l'interaction des États et du marché, car l'idéal néolibéral d'un « État providence » serait incapable d'encourager et de soutenir les changements nécessaires.¹⁴ Une gestion progressiste est nécessaire. Comme nous l'avons vu au chapitre 1 (page 16), les sociaux-démocrates ont contribué à façonner ces processus de transition dans le passé, et comme nous le verrons au chapitre 6 (page 128), tous les États modernes disposent de nombreux instruments pour nous guider vers un avenir équitable socialement et durable écologiquement.

Quelles sont nos aspirations ?

- Dans ce chapitre, nous avons évalué le potentiel de la décarbonisation de l'économie en ce qui concerne l'emploi. **Nous avons vu qu'une transition était nécessaire pour conserver les emplois dans les secteurs qui ont déjà été touchés par la crise climatique et dans les secteurs qui seront touchés par le réchauffement climatique si nous n'agissons pas.** Après tout, il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.
- Nous avons également vu qu'au-delà de la dimension économique et technologique de

la transition, **les acteurs progressistes ont la capacité de garantir que le processus sera aussi équitable et juste d'un point de vue social.** Il s'agit là d'une responsabilité essentielle, en particulier pour les sociaux-démocrates. Nous devons veiller à ce que toutes les évolutions décrites dans ce chapitre soient gérées politiquement de manière à contribuer à la réduction des inégalités dans le processus, par exemple, par des régimes fiscaux plus propices à la redistribution afin de mobiliser un financement suffisant.

- Des principes d'orientation pour une telle « transition équitable » ont déjà été élaborés par de nombreuses parties prenantes, à savoir les syndicats, partis politiques et ONG, et sont déjà en application dans le monde entier. Outre la dimension d'équité sociale de ces cadres et directives politiques, ces principes devront également prendre en compte l'efficacité et la suffisance.
- En particulier pour les progressistes, la relation entre l'État et le marché devra être

rééquilibrée. ***Nous devons viser un État innovant et entrepreneurial.*** Un État qui soutient le développement et la diffusion de nouvelles technologies durables par une politique d'industrie et d'innovation stratégique. Lors de cette transition, il ne suffira pas de s'appuyer sur le paradigme néolibéral de la libre interaction des forces du marché pour réaliser les progrès dont nous avons besoin.

Références et Sources

Références

- ¹ Selon l'étude *Klimapfade für Deutschland*, cela représenterait env. 33 millions de voitures électriques rien qu'en Allemagne. En 2020, le nombre de véhicules circulant sur les routes allemandes était d'env 48 millions. (https://www.kba.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2020/Fahrzeugbestand/pm06_fz_bestand_pm_komplett.html#:~:text=M%C3%A4rz%202020, %2C7%20Millionen%20Kfz%2DAnhang%C3%A4nger.) Notez cependant que ce chiffre pourrait être inférieur en fin de compte, selon le type de transition de mobilité que nous choisissons. Pour plus d'informations, voir le chapitre 5.
- ² https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/cap-expenditure-graph1_en.pdf
- ³ Les projections suivantes portent principalement sur les effets de la décarbonisation sur l'emploi. Pour autant, d'autres mégatendances, comme la numérisation et l'évolution démographique, sont amenées à avoir aussi un impact important. Nous y reviendrons en détail au chapitre 3.
- ⁴ En fait, ces chiffres pourraient être encore plus impressionnants si l'industrie solaire photovoltaïque ne connaissait pas un déclin.
- ⁵ Agence allemande pour l'environnement (Umweltbundesamt) (2020) : *Beschäftigung im Umweltschutz. Entwicklung und gesamtwirtschaftliche Bedeutung*, https://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/1410/publikationen/2020_hgp_beschaeftigung_im_umweltschutz_final_bf.pdf.
- ⁶ Comme les gouvernements se concentrent sur les carburants fossiles, des milliers d'emplois ont déjà disparu dans le secteur des énergies renouvelables. Voir par exemple <https://www.cleanenergywire.org/dossiers/energy-transitions-effect-jobs-and-business#Ups>, <https://www.solarpowerworldonline.com/2020/04/report-estimates-over-a-half-million-clean-energy-jobs-will-be-lost-through-q2/> ou <https://www.theguardian.com/environment/2020/jun/25/up-to-11000-renewable-energy-jobs-could-be-lost-under-morrison-government-policies> (dernier accès : 09/07/2020).
- ⁷ Voir par exemple https://bankwatch.org/press_release/world-s-largest-multilateral-bank-ends-fossil-fuels-financing-or-for-a-global-overview <http://energywatchgroup.org/divestmentblog> (dernier accès : 10/07/2020).
- ⁸ <https://www.zollverein.de/zollverein-unesco-world-heritage-site/>
- ⁹ Le « Green Deal » européen est la proposition de la Commission européenne en vue de mettre au point une feuille de route ambitieuse visant à décarboniser l'économie européenne d'ici à 2050 : https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en
- ¹⁰ Le plan d'action de l'UE en matière de financement durable vise à réorienter les flux de capitaux vers des investissements plus durables en intégrant des perspectives à long terme à la planification financière, comme les risques issus de la crise climatique et la détérioration de l'environnement : https://ec.europa.eu/info/publications/180308-action-plan-sustainable-growth_en
- ¹¹ Par exemple, voir la Net-Zero Asset Owner Alliance des Nations Unies : <https://www.unepfi.org/net-zero-alliance/>
- ¹² Cambridge Econometrics et al. (2018) : *Impacts of circular economy policies on the labour market*, disponible à la page : <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/fc373862-704d-11e8-9483-01aa75ed71a1/language-en>
- ¹³ Pour plus d'informations, voir <https://www.cedefop.europa.eu/en>
- ¹⁴ Voir Mazzucato, Mariana (2013) : *The Entrepreneurial State: Debunking Public vs. Private Sector Myths*. London : Anthem Press.

Sources

https://wupperinst.org/fa/redaktion/downloads/projects/PhasingOut_Coal_report.pdf
<https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC112593/kjna29292enn.pdf>
<http://library.fes.de/pdf-files/wiso/14450.pdf>
<http://www.fes.de/cgi-bin/gbv.cgi?id=16769&ty=pdf>
<http://library.fes.de/pdf-files/fes/15665.pdf>
<http://library.fes.de/pdf-files/wiso/16041.pdf>
<https://www.agora-energiawende.de/veroeffentlichungen/klimaneutrale-industrie-hauptstudie/>
https://www.leopoldina.org/uploads/tx_leopublication/2020_ESYS_Stellungnahme_Energiesystem.pdf
<https://library.fes.de/pdf-files/wiso/12622.pdf>
https://ec.europa.eu/environment/circular-economy/first_circular_economy_action_plan.html

3

Profiter des grandes tendances

La décarbonisation n'est pas la seule transformation que nous connaissons actuellement. Il existe d'autres grandes tendances, de grande portée, qui alimentent les changements structurels. La numérisation et le changement démographique, ainsi que la réduction du temps de travail, affecteront de manière significative nos modes et nos lieux de travail. En mettant à profit ces grandes tendances, nous pouvons construire un avenir meilleur sur le plan social et environnemental.

Dans ce chapitre, nous examinerons les grandes tendances qui affectent le processus de décarbonisation et ont une profonde incidence sur l'avenir du travail : le changement démographique, la numérisation et la réduction du temps de travail. Nous montrerons comment ces grandes tendances affectent le travail et les emplois, mais aussi comment elles jettent les bases d'un modèle économique plus durable, à faible intensité en carbone.

D'autres grandes tendances, comme la démondialisation engendrée par la pandémie de Covid-19, qui pousse l'économie mondiale à abandonner l'intégration économique, pourraient également avoir une incidence sur l'avenir du travail et la décarbonisation.

On sait que les tendances vont et viennent. La décarbonisation n'est que l'une d'entre elles. Croyez-moi, elle disparaîtra, tout comme la numérisation.



Partie I : Le changement démographique devrait réduire le bassin de main-d'œuvre dans un avenir proche, et, à terme, il pourrait très bien y avoir davantage d'emplois que de travailleurs.

- Le débat sur la question de savoir si la décarbonisation de notre économie conduira à la destruction d'un grand nombre d'emplois néglige souvent ce qui sera l'un des plus grands facteurs de changement sur le marché du travail dans les années et décennies à venir : le changement démographique.
- Premièrement, la **population d'Europe centrale et orientale devrait se réduire** au cours des prochaines décennies. Ces sociétés connaissent en outre un vieillissement rapide. Sur le plan du marché du travail, cela signifie que la main-d'œuvre disponible va considérablement diminuer, une évolution qui exacerbera d'autant plus la pénurie de travail qualifié dont bon nombre de secteurs pâtissent déjà.
- Le vieillissement des sociétés entraînera également la **nécessité de développer le secteur des soins aux personnes âgées**. Celui-ci étant un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, il sera en concurrence avec les autres secteurs de l'économie en ce qui concerne la main-d'œuvre réduite.
- En Europe centrale et orientale, cette évolution sera d'autant plus marquée qu'il existe déjà, depuis quelques années, une forte **migration de main-d'œuvre** vers les pays d'Europe occidentale. Cette tendance devrait se poursuivre, que ce soit dans le secteur des soins, dans le secteur de la construction ou dans les métiers spécialisés.

- Ces évolutions, considérées dans leur ensemble, indiquent que l'un des grands défis à relever consistera probablement à trouver suffisamment de travailleurs pour la modernisation des infrastructures publiques et privées décrite au chapitre 2.

Mais qu'en est-il...



... de la qualité des emplois ? Comment veiller à ce que les nouveaux emplois créés dans les secteurs de l'économie appelés à se développer - par exemple les métiers spécialisés, la construction et l'économie du soin - fournissent au moins le même niveau élevé de salaire, de sécurité au travail, de sentiment d'appartenance et de représentation syndicale que les emplois des industries actuellement dominantes, par exemple la production d'énergie ou le secteur automobile ?

L'orientation à choisir : renforcer les syndicats et l'égalité de genre

- Certains secteurs traditionnels possèdent effectivement une représentation syndicale particulièrement solide. Toutefois, il convient de rappeler que la décarbonisation n'est pas le seul moteur du changement (comme nous l'avons vu au chapitre 2). Les syndicats de ces secteurs devraient connaître une transformation en profondeur, indépendamment de la décarbonisation. Pour façonner ces multiples transformations dans un esprit de justice sociale et de solidarité, les syndicats devront rester à l'affût des ressources de pouvoir qui pourraient un jour être à leur portée et élaborer des stratégies appropriées en appliquant l'approche des ressources de pouvoir.¹ Il en va de même pour les partis et mouvements de la social-démocratie. Être un partenaire solide et solidaire des membres de la société pendant cette grande transformation requiert une approche proactive, des connais-



sances fiables ainsi que des stratégies efficaces. Il importe d'admettre que l'arrêt de cette transition ne constitue pas un scénario réaliste et que la procrastination génèrera des conséquences encore plus lourdes.

- Les tendances associées au changement démographique jouent en faveur des syndicats, puisque la pénurie de travailleurs devrait accroître leur pouvoir de négociation. Ce pouvoir sera également renforcé par la concurrence accrue pour les travailleurs que livreront des secteurs tels que celui des soins, qui va gagner en importance compte tenu du vieillissement de la population. La crise du Covid-19 a également sensibilisé l'opinion à l'importance du secteur des soins, laissant ainsi entrevoir la possibilité d'un soutien du public à l'amélioration de ses conditions de travail et à sa revalorisation salariale.
- En ce qui concerne la qualité des emplois et les questions spécifiques soulevées ci-dessus, les syndicats devront nouer de nouvelles alliances et

mobiliser les travailleurs des secteurs émergents et des secteurs de l'économie qui ont jusqu'ici été sous-représentés. **Une approche proactive peut donner à la main-d'œuvre de base des secteurs industriels les moyens de gérer la transition vers de nouveaux secteurs, tout en maintenant la représentation syndicale et en permettant la signature de conventions collectives.** Il s'agit là d'une excellente opportunité pour les syndicats d'entrer du bon pied dans l'ère de la décarbonisation, en étant l'un des acteurs clés d'une transition réussie.

- En outre, l'importance accrue du secteur des soins offre, en définitive, l'opportunité d'**améliorer l'égalité de genre**. Les postes associés à ce secteur sont, en effet, majoritairement occupés par des femmes. Si l'importance sociale de ces emplois est reconnue, et que les salaires versés dans ce secteur sont revalorisés en conséquence, cela contribuerait à une répartition plus équitable des revenus au sein des ménages. Cela allégerait également la pression pesant

sur le principal soutien de famille, en rendant les ménages moins dépendants de son revenu. Parallèlement, cela permettrait de répartir de manière plus équitable le temps de travail au sein des ménages. Bien que le total des heures de travail rémunéré prestées par les membres du ménage pourrait augmenter, le temps de travail effectif de chacun pourrait en réalité diminuer. Nous examinerons plus loin dans ce chapitre les questions ayant trait au temps de travail.

Mais qu'en est-il...



... de toutes ces personnes actuellement au chômage ? Comment veiller à ce que l'actuelle pénurie d'emplois se transforme en emplois décents pour tous ?

L'orientation à choisir : réformer afin de garantir l'emploi

- Premièrement, le taux de chômage varie considérablement d'un pays européen à l'autre. Selon les données d'Eurostat, de nombreux pays d'Europe centrale et orientale sont proches du plein emploi. Le taux de chômage de la République tchèque, par exemple, s'élevait à environ 2 % en 2019, et celui de la Pologne était de 3,3 % au cours de la même période. Parallèlement, de nombreux pays, tels que l'Espagne ou la Grèce, sont toujours à la peine, notamment en raison de la persistance de taux de chômage élevés chez les jeunes. Par ailleurs, les données statistiques relatives au chômage en Europe centrale et orientale et en Europe du Sud-Est doivent être considérées avec scepticisme : dans de nombreux pays, les individus ne sont pas toujours très incités, par exemple, à s'enregistrer en tant que demandeurs d'emploi.
- En ce qui concerne les pays qui souffrent toujours d'un chômage élevé, les **investissements considérables nécessaires à la modernisation des infrastructures publiques et privées** constituent une opportunité de création d'emploi. La question du chômage dépend donc, entre autres choses, des possibilités de mettre en œuvre avec succès une campagne d'investissements verts dans les années à venir.
- En outre, une raison souvent négligée d'un chômage persistant n'est pas nécessairement une faible demande de main-d'œuvre, mais plutôt l'**inadéquation des compétences** sur le marché du travail : en d'autres termes, les compétences des travailleurs ne correspondent pas à ce que les employeurs recherchent. Cette inadéquation est problématique depuis de longues années et elle doit être corrigée au moyen de différentes mesures spécifiques, dont des programmes de formation et de qualification améliorés, à forte composante pratique, ainsi qu'une approche sectorielle de l'éducation en général, qui passerait par une coopération avec les employeurs publics et privés, les instituts de recherche, etc.
- Il sera donc capital d'investir dans la formation de la main-d'œuvre et le recyclage afin de permettre aux travailleurs d'acquérir les compétences demandées. Pour ce faire, les pays devront restructurer leurs **systèmes éducatifs** afin que ceux-ci fournissent les compétences techniques et générales nécessaires au monde du travail de demain, en coopérant étroitement avec les autres acteurs qui façonnent le marché du travail.
- Le changement démographique est donc une tendance sous-jacente qui offre de nombreuses opportunités pour les travailleurs, puisqu'il peut permettre de rendre la main-d'œuvre plus puissante et inventive par rapport au capital, grâce à l'augmentation du pouvoir de négociation des travailleurs. Toutefois, cette force ne sera efficace que si elle est **exercée de manière collective**, par l'intermédiaire des syndicats.

Partie II : La création de nouveaux services et de nouvelles technologies numériques facilite la transition vers une économie décarbonisée tout en créant davantage d'emplois de meilleure qualité.

La décarbonisation de l'économie est d'ores et déjà accélérée par la tendance à la numérisation, un processus qui ne saurait que prendre de l'ampleur. L'impact de la numérisation est notamment illustré par les **énormes améliorations rendues possibles par les technologies numériques dans des domaines tels que la production, la gestion et la distribution d'énergie renouvelable**. Prenons le cas de l'énergie solaire et éolienne : ces énergies ne sont disponibles qu'à certains moments et ne sont pas totalement prévisibles. Leur utilisation requiert donc davantage de communication et de coopération pour trouver un équilibre entre l'offre et la demande d'énergie. Tant l'énergie solaire que l'énergie éolienne peuvent être utilisées plus efficacement lorsqu'elles sont associées aux nouvelles technologies de stockage de l'énergie. Un meilleur accès aux données, grâce à la numérisation, améliorera le partage des informations, ce qui facilitera la gestion en temps réel de la demande d'énergie. Par exemple, les compteurs intelligents installés dans les foyers rendront l'offre d'énergie plus efficace et la demande plus prévisible. À une plus grande échelle, cela permettra aux opérateurs de réseau d'intégrer des sources d'énergie renouvelable décentralisées, telles que les start-up et les consommateurs-producteurs (« prosommateurs »), à leur réseau. Dernier avantage, mais non des moindres, cela stimulera également la création d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables.

- La numérisation représente également un **outil puissant pour accroître l'efficacité énergétique** : en plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre, elle nous fournit les ressources nécessaires pour rendre plus propre notre offre énergétique. Toutefois, le taux annuel d'amélioration de l'intensité énergétique mondiale (représentant le nombre d'unités d'énergie pour une unité de PIB) a diminué ces dernières années, passant de près de 3 % en 2015 à 1,9 % en 2017, puis à 1,3 % en 2018.² La modernisation de l'efficacité énergétique grâce à la numérisation pourrait inverser cette tendance dans la plupart des secteurs/ domaines responsables des émissions de CO₂ et d'une forte demande d'énergie. Cela peut s'appliquer tant aux ménages individuels (voir l'exemple des compteurs intelligents ci-dessus) qu'aux grands consommateurs municipaux ou industriels.
- Toutes ces transformations en cours déclenchées par la numérisation auront un profond impact sur les entreprises d'électricité. Non seulement la numérisation contribue à la décarbonisation, mais elle transforme aussi en profondeur le secteur et rend obsolète bon nombre des caractéristiques actuelles de l'industrie. À l'avenir, le système d'énergie numérisé permettra d'adopter et de mettre en œuvre de plus en plus de décisions de manière autonome : les obstacles à l'entrée seront ainsi éliminés et une partie de la chaîne de valeur s'ouvrira à de nouveaux acteurs. **De nouveaux modèles commerciaux feront leur apparition** : les services publics traditionnels troqueront la création d'infrastructures à forte intensité d'actifs fournissant une offre énergétique stable et prévisible pour la gestion de solutions énergétiques flexibles et décentralisées. Il est probable, par exemple, que les opérateurs des systèmes de distribution locaux



et régionaux jouent un rôle plus important. Par ailleurs, un marché se développe d'ores et déjà pour les start-up qui fournissent des outils et instruments efficaces pour la gestion de la demande. Toutefois, cela aura également une incidence majeure sur le type de compétences et de qualifications demandées sur le marché du travail.

- Les tendances décrites ci-dessus n'engendreront pas seulement une transformation du secteur énergétique. Elles entraîneront également dans leur sillage des **changements structurels sur le plan économique et social, qui auront à leur tour une incidence significative sur l'emploi**. Plusieurs métiers disparaîtront ou subiront une transformation, mais de nouveaux emplois nécessitant moins de tâches répétitives et un niveau plus élevé de compétences seront créés. Dans les décennies à venir, **les syndicats et dirigeants politiques auront pour tâche d'exploiter au maximum les opportunités créées par la numérisation pour la main-d'œuvre** :

l'automatisation permettra une compétitivité accrue, elle empêchera les sites de production d'être délocalisés dans des lieux à faibles coûts de main-d'œuvre et elle remplacera les tâches routinières par des tâches plus créatives. En fin de compte, la numérisation garantira aux travailleurs une meilleure rémunération et améliorera leurs conditions de travail.

Mais qu'en est-il...



... du risque d'un effet rebond, c'est-à-dire la crainte que les économies réalisées grâce à l'efficacité énergétique tirée des nouvelles technologies soient annulées par des modifications du comportement des citoyens ou d'autres facteurs systémiques ?

L'orientation à choisir : réglementer pour éviter l'effet rebond

- L'effet rebond fait l'objet d'études depuis un certain nombre d'années. L'une des craintes est, par exemple, qu'une efficacité énergé-

tique accrue rend meilleur marché l'utilisation des technologies consommant beaucoup d'énergie, et que la population les utilise donc plus souvent, et, de fait, consomme ainsi davantage. Toutefois, il arrive parfois que de nouvelles technologies, telles que les serveurs, qui jouent un rôle clé dans le processus de numérisation, consomment tellement d'énergie qu'elles épuisent rapidement les ressources qu'elles visent à économiser. Un effet direct de la numérisation, par exemple, est le développement de la base technique des technologies de l'information, auquel l'environnement paie parfois un lourd tribut. Par exemple, des composants importants de nombreuses technologies numériques intelligentes sont des matériaux terrestres rares dont l'utilisation a des implications majeures en termes de pollution toxique. Ils sont extraits au moyen de processus à très forte intensité énergétique qui rejettent des émissions de carbone dans l'atmosphère et des toxines dans le sol.

- Les infrastructures intelligentes peuvent améliorer l'efficacité des ressources, mais uniquement si elles sont correctement gérées. Les bénéfices de la numérisation pour le climat ne vont pas nécessairement de soi. Une réglementation est nécessaire afin d'orienter le processus vers la durabilité. Cette réglementation est essentielle pour améliorer l'incidence environnementale des technologies numériques.
- **Sur la question de l'effet rebond, il existe pléthore de solutions techniques et politiques qui nous aideront à atténuer les effets négatifs et à exploiter le potentiel offert par la numérisation.** Nous pouvons réaliser d'importantes économies d'énergie si les bonnes réglementations sont en place. Ce processus devrait déjà débuter au moment de la conception des produits intelligents, puisque les décisions qui sont prises à ce stade ont une

énorme influence sur la consommation énergétique. La formulation d'**exigences d'écoconception** applicables aux produits liés à l'énergie, tels que les ordinateurs portables, les smartphones, les serveurs, etc., est essentielle pour réduire leur consommation énergétique et améliorer leur incidence sur l'environnement. Par exemple, on estime que l'effet des exigences d'écoconception applicables aux serveurs dans les derniers règlements de l'UE relatifs aux serveurs et au stockage débouchera sur des économies d'énergie annuelles équivalant à environ 9 TWh d'ici à 2030, soit la consommation annuelle d'électricité de l'Estonie en 2014, ou un total de 2,1 millions de tonnes d'équivalents CO₂.³ L'extension et l'amélioration de ces réglementations auront une incidence significative sur la consommation énergétique des technologies intelligentes et sur notre empreinte carbone.

- Toutefois, nous ne devrions pas uniquement utiliser la réglementation pour atténuer les effets potentiellement négatifs de la numérisation, mais, surtout, pour faire avancer des objectifs progressistes et encourager de nouveaux modèles économiques plus durables. La crainte que la numérisation ait des coûts majeurs sur le plan environnemental devrait être remplacée par une **détermination à se servir du changement technologique comme d'une opportunité de créer des modèles économiques plus durables**, tels qu'une économie circulaire (voir chapitre 2, p. 38). Le progrès technologique est le résultat de l'action de l'homme : il peut, et doit, être intégré dans des cadres d'action progressistes. Par exemple, la réglementation relative à l'écoconception des technologies intelligentes mentionnée ci-dessus peut servir d'opportunité pour réduire l'impact de phénomènes tels que l'obsolescence programmée et de promouvoir des aspects

pertinents pour une économie circulaire tels que la longévité et la réparabilité. Des mesures réglementaires exigeant que les appareils électroniques, tels que les smartphones ou les ordinateurs portables, soient conçus de manière à en assurer la longévité, la réparabilité, la réutilisation et le recyclage nous aideront à prolonger la durée de vie de ces produits et à réduire les déchets électroniques.

Mais qu'en est-il...



... de la perturbation de l'économie et des pertes d'emploi ? Comment s'assurer que les emplois consistant en tâches aisément automatisables et impliquant des activités routinières et répétitives ne risquent pas d'être automatisés ?

L'orientation à choisir : de nouveaux marchés, de nouveaux modèles économiques et de nouveaux emplois

- La progression des technologies numériques entraîne effectivement le risque que la technologie rende certains emplois obsolètes. Toutefois, il faut regarder les deux facettes de la pièce : **si toute révolution technologique entraîne la déconstruction des modèles économiques, des marchés et des emplois existants, elle peut également créer de nouveaux marchés, de nouveaux emplois et de nouveaux modèles économiques.** De nouveaux comportements, de nouvelles interactions et de nouveaux modes de consommation requièrent de nouveaux services et produits, qui génèrent tous de nouvelles opportunités d'emploi nécessitant de la main-d'œuvre, ce qui crée des emplois plus qualifiés et donc mieux rémunérés.
- En ce qui concerne particulièrement le secteur de l'énergie, plusieurs analyses, dont une réalisée par le Forum économique mondial, laissent

entrevoir des opportunités considérables de créations d'emplois dans ce secteur grâce à la numérisation. Les initiatives numériques devraient créer jusqu'à 3,45 millions de nouveaux emplois d'ici à 2025, soit 10,7 % de croissance de l'emploi dans l'industrie de l'électricité.⁴ Surtout, le potentiel de création d'emplois est le plus élevé dans le secteur des énergies renouvelables destinées au consommateur, puisque l'intégration du stockage énergétique pourrait créer jusqu'à un million de nouveaux emplois.

- Cela étant, il faut reconnaître que tous les travailleurs, même avec une excellente formation, ne pourront pas immédiatement trouver un nouvel emploi dans les nouvelles industries émergentes. C'est ici que les **gouvernements devraient mettre à profit la politique sociale solide**, juste et solidaire décrite ci-dessus afin de faciliter la transition et d'en faire un processus équitable pour tous les membres de la société. Les programmes de travaux publics ou d'emplois publics constituent toujours une solution que les gouvernements peuvent utiliser pour atténuer les effets négatifs de la numérisation.
- Lorsque l'on aborde la numérisation, il ne faut pas oublier que tout au long de l'histoire, l'humanité a souvent été confrontée à des perturbations économiques déclenchées par le progrès technologique, et que le nombre d'emplois n'a pas diminué : au contraire, il a augmenté. Les enseignements tirés du passé concernant l'impact du progrès technologique indiquent que les nouvelles technologies ont peu de chances d'automatiser entièrement les emplois et de provoquer le chômage, mais qu'elles modifieront la nature du lieu de travail et des tâches et compétences requises pour chaque emploi.

- Notre priorité devrait donc être d'examiner les moyens de développer, au sein de la main-d'œuvre, l'expertise requise pour profiter des extraordinaires opportunités créées par la numérisation. En ce sens, il sera crucial d'encourager le **recyclage permanent** et l'apprentissage tout au long de la vie, et ce, dans tous les secteurs de l'économie. L'éducation et la formation peuvent atténuer les effets négatifs de la numérisation en aidant les travailleurs à acquérir les compétences technologiques qui améliorent leur employabilité et leur permettent de migrer vers des emplois mieux rémunérés, afin qu'ils puissent ainsi prendre part aux bénéfices générés par les nouvelles technologies. Les études relatives à l'automatisation et au changement technologique indiquent que les travailleurs qui migrent vers des emplois plus complexes nécessitant un niveau accru de compétences technologiques obtiennent des emplois mieux rémunérés, généralement aussi caractérisés par de meilleures conditions de travail.
- Surtout, il convient de toujours garder à l'esprit le fait que le développement technologique peut, dans une large mesure, être contrôlé ou, du moins, piloté. **La technologie est souvent envisagée comme étant synonyme de perte de contrôle ; nous avons tendance à oublier que les gouvernements peuvent piloter l'innovation et le développement technologique sans les détruire.** En outre, s'il est vrai que les avancées technologiques à elles seules ne favoriseront pas une société durable, en pilotant l'innovation technologique, nos gouvernements peuvent redéfinir l'avenir et permettre la création d'une société circulaire plus durable bénéfique tant pour les gens ordinaires que pour l'environnement.

Partie III : La réduction du temps de travail est l'une des grandes tendances observées au cours des derniers siècles, soulignant l'idée que nous travaillons pour vivre au lieu de vivre pour travailler.

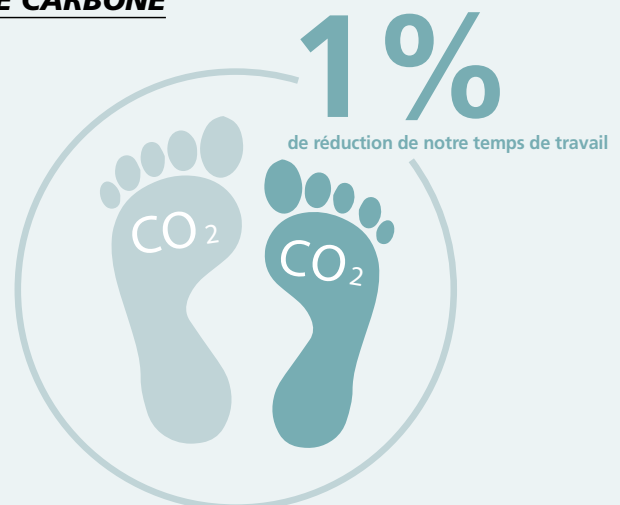
Le débat sur l'avenir du travail concerne également notre qualité de vie : **combien de temps doit-on travailler pour avoir un style de vie qui nous rend heureux ?** Des générations de syndicalistes et de sociaux-démocrates se sont battues pour réduire progressivement le temps de travail, avec un franc succès jusqu'aux années 1950. Dans les années 1850, au plus fort de la révolution industrielle, une journée de travail de 12 heures et une semaine de travail de six jours - soit 72 heures par semaine au total - étaient monnaie courante. À la fin du XIXe siècle, la semaine de travail moyenne était estimée à plus de 60 heures. Au cours du XXe siècle, le temps de travail a diminué de près de moitié, passant à une semaine classique de 40 heures/cinq jours après 1950. En 2000, la France a imposé la semaine de travail à 35 heures. « La semaine de travail de quatre jours est inévitable », affirmait déjà en 1956 le président américain Richard Nixon. Il ne faut pas perdre de vue le fait que nous travaillons pour gagner notre vie, et que le travail est un moyen de s'assurer une existence décente et durable, et non un objectif en soi.

- **Une réduction du temps de travail pourrait contribuer à la création d'une économie durable et, ainsi, d'une société plus durable.** Il est bien connu que, faute de temps, les ménages qui travaillent énormément sont davantage susceptibles d'acheter des produits prêts à l'avance ayant une importante empreinte environnementale, tels que des appareils électroménagers ou des plats préparés.

Associée à une sensibilisation accrue du public, une réduction du temps de travail pourrait dégager du temps pour des activités plus intelligentes pour le climat : cuisiner à la maison, réparer des objets plutôt que de les jeter, etc. Cela améliorera également notre bien-être, en nous offrant davantage de temps à passer avec les autres, à faire de l'exercice et à pratiquer nos hobbies.⁵

- Une semaine de travail plus courte nous ferait économiser des ressources et de l'énergie : nous utiliserions moins les transports pour nous rendre au travail, moins d'espaces de bureau énergivores seraient nécessaires et moins de ressources devraient être consacrées à la production de biens et de services. **Les données prouvent que les pays où la semaine de travail est plus courte ont une plus petite empreinte carbone.** Des études montrent qu'en réduisant de 1 % notre temps de travail, nous ferions diminuer de 0,8 % les émissions de carbone.⁶ Ces résultats s'expliquent essentiellement par les effets de plus faibles revenus et d'une plus faible consommation.

LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL FAIT BAISSER LES ÉMISSIONS DE CARBONE



1 % de réduction de notre temps de travail = 0,8 % d'émissions de carbone en moins

Mais qu'en est-il...



... des salaires qui diminuent si nous travaillons moins ? Comment faire en sorte que travailler moins ne nuise pas à la compétitivité en réduisant la productivité et, au final, en diminuant nos salaires ?

L'orientation à choisir : des salaires équitables pour une productivité accrue

- Il est vrai que la réduction du temps de travail peut entraîner une diminution des salaires. On peut toutefois l'éviter. Les exemples du passé montrent **que les syndicats ont souvent réussi à faire diminuer le temps de travail sans baisse des salaires.**
- Par ailleurs, une réduction du temps de travail n'entraîne pas nécessairement une baisse de la productivité. De fait, le contraire a été prouvé : en corrélant le temps de travail par personne dans les pays de l'OCDE entre 1990 et 2012 avec le PIB généré par heure de travail prestée, une étude a en réalité démontré que la productivité était la plus élevée lorsque les travailleurs passaient moins de temps au travail.⁷ Il existe également un solide corpus de recherches scientifiques démontrant qu'au-dessus d'un certain seuil, une augmentation du temps de travail n'apporte aucun gain de productivité. L'un des facteurs relativement évidents mentionnés dans la littérature est la fatigue, qui non seulement diminue les performances, mais aussi augmente le risque d'accident sur le lieu de travail, en plus d'avoir des conséquences négatives sur la santé des employés.
- Notre principale préoccupation ne devrait pas être les baisses de productivité, mais la dissociation entre salaires et productivité. La réalité est qu'au cours des dernières décennies, la productivité a davantage augmenté que les salaires. Par exemple, ces 20 dernières années, la pro-



ductivité de la main-d'œuvre a augmenté d'environ 30 % en Allemagne, tandis que les salaires n'ont augmenté que de 18 %. Dans certaines parties du monde développé, par exemple aux États-Unis, la situation est encore pire : entre 1979 et 2018, la productivité nette s'est accrue de 69,6 %, tandis que le salaire horaire n'a augmenté que de 11,6 % (après prise en considération de l'inflation)⁸. Si l'on ajoute au débat les gains potentiels de productivité apportés par la numérisation (voir section précédente), il devient parfaitement clair que ce n'est pas de la productivité qu'il faudrait se préoccuper, mais **plutôt des moyens de garantir des salaires décents et de réduire le temps de travail**.

- Les deux principaux moyens d'y parvenir sont de mettre en place des réglementations nationales plus favorables aux travailleurs et des syndicats plus puissants, qui faciliteront les uns et les autres une transition rapide, réussie et juste. **La richesse générée par les travailleurs ne ruisselle pas automatiquement : il nous faut des cadres juridiques adéquats et des politiques efficaces, qui favorisent une meilleure redistribution des richesses** en assurant, par exemple, des salaires minimaux. Une couverture accrue des concertations collectives et une fixation des salaires plus centralisée peuvent également permettre d'augmenter considérablement les salaires, sans incidences négatives sur les conditions de travail et sans augmenter l'intensité en main-d'œuvre.

Mais qu'en est-il...



... de la baisse de la production et de la consommation, qui entraînera une décroissance ? La réduction du temps de travail entraînerait des modifications majeures des schémas de production et de consommation : non seulement nous consommerions différemment, mais nous produirions et consommerions moins.

L'orientation à choisir : décroissance et croissance verte

- Remplacer les emplois polluants par des emplois verts ne suffira pas à résoudre la crise climatique. Toutefois, **les notions de « croissance verte » et de « décroissance » sont deux facettes d'une même pièce : il nous faut de la croissance dans certains secteurs et de la décroissance dans d'autres**. Il existe un vaste consensus sur le fait que de nombreux secteurs devraient non pas décroître, mais croître : par exemple, les transports publics, les soins de santé ou l'industrie des énergies renouvelables. Il est également largement admis que certains secteurs doivent décroître si l'on veut limiter la crise climatique, par exemple l'extraction minière ou la construction de véhicules inefficaces sur le plan énergétique.
- Dissocier la croissance économique de la croissance physique, par exemple, peut nous aider à obtenir une vie meilleure sans consommation de ressources insoutenable. Après tout, c'est la consommation accrue des ressources de la Terre et ses conséquences négatives sur l'environnement qui ont conduit nombre d'entre nous à conclure que la croissance économique était insoutenable. Toutefois, le PIB ne mesure pas uniquement la production de biens, mais aussi la fourniture de services. Il est possible de se dégager du modèle de développement caractérisé par la « malédiction des ressources naturelles », par exemple **en passant à une économie fondée sur les services et les connaissances**. Si l'on développe les secteurs de l'éducation, des services de soins, des arts, etc., il est possible de continuer à enregistrer de la croissance économique en consommant moins de ressources terrestres.



- Il convient de tenir compte du fait qu'au-dessus d'un certain niveau, les possessions matérielles n'améliorent plus notre bien-être, ce qui est, après tout, le but ultime de tous nos efforts. Si un niveau de vie décent suppose sans aucun doute une certaine quantité de possessions matérielles, ou un certain niveau de consommation de biens, il existe beaucoup d'autres facteurs qui améliorent notre vie. Notre bien-être affectif dépend dans une large mesure de notre état de santé, des soins que nous donnons et recevons, de nos liens communautaires, ainsi que de notre famille et de nos amis. **Une croissance économique reposant moins sur la production matérielle et plus sur toute une série de services améliorant notre bien-être** réduirait les émissions de carbone, mais nous rendrait également plus heureux.
- De nombreuses personnes s'accordent également pour dire que de nombreux produits devraient continuer d'être produits, mais dans **de plus faibles quantités et avec une plus grande qualité** : par exemple, des lave-linges qui durent 10 ans et non deux (période à laquelle la garantie expire), des téléphones portables pouvant aisément être réparés lorsque seule une partie est cassée, ou des perceuses électriques qui peuvent être louées, de sorte que tous les ménages ne doivent pas forcément en acheter une (un ménage allemand moyen utilise sa perceuse électrique 13 minutes par an), sans parler de la quantité incroyable de gaspillage alimentaire, ou des voitures qui ne sont utilisées que pendant une partie de leur durée de vie opérationnelle.
- Une économie durable du partage, de la réparation et du recyclage permanent nécessiterait un vaste réservoir de travailleurs spécialisés, de fournisseurs de services et de réseauteurs afin de faire correspondre l'offre à la demande etc. (voir chapitre 2).

- La seule question controversée qui subsiste est donc de savoir si le marché doit assurer - ou plutôt stimuler - une consommation massive dans tous les secteurs, par exemple un nouveau téléviseur tous les deux ans. Abstraction faite de cette question, la « décroissance » et la « croissance verte » ne sont pas, en réalité, des notions aussi contradictoires qu'on l'affirme souvent : dans une économie de marché, certains secteurs connaîtront toujours une

décroissance, et les industries à forte intensité en carbone vont, à coup sûr, décroître (comme c'est déjà le cas). En revanche, tous les secteurs qui contribuent à assurer une vie décente à tous doivent être préservés, voire même développés, et ils doivent être rendus plus « verts ». La forme que pourrait prendre une transformation aussi fondamentale dans deux secteurs clés - l'énergie et la mobilité - sera abordée aux prochains chapitres.

Quelles sont nos aspirations ?

- Dans ce chapitre, nous avons décrit trois grandes tendances actuellement observées, à savoir le **changement démographique, la numérisation et la réduction du temps de travail**, ainsi que les défis et les opportunités qu'elles présentent pour l'avenir de l'emploi et la transition vers une économie à faible intensité en carbone.
- Nous avons analysé les risques sous-jacents associés au changement démographique, à la numérisation et à la réduction du temps de travail, en démontrant qu'aucune de ces tendances ne représentait un obstacle insurmontable et que la réglementation

politique était essentielle.

- Nous avons examiné les effets de ces grandes tendances sur le processus de décarbonisation et l'avenir du travail, en soulignant l'idée selon laquelle, **pour exploiter au maximum les opportunités présentées par ces grandes tendances, il nous fallait une action prospective, progressive, collective et politique**. Aucune de ces grandes tendances n'engendrera à elle seule un avenir plus durable et plus équitable : **nous devons piloter et façonner l'inévitable transformation, et nous devons le faire ensemble**.

Références et Sources

Références

- ¹ Pour une description de l'approche des ressources de pouvoir, voir le projet «Trade Unions in Transformation» du FES, disponible à l'adresse suivante: <https://www.fes.de/themenportal-gewerkschaften-und-gute-arbeit/gewerkschaften-international/trade-unions-in-transformation>
- ² Agence internationale de l'énergie (2019): Global Energy & CO2 Status Report 2019. The latest trends in energy and emissions in 2018. Flagship report (mars 2019).
- ³ Règlement (UE) 2019/424 de la Commission du 15 mars 2019 établissant des exigences d'écoconception applicables aux serveurs et aux produits de stockage de données conformément à la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (UE) n° 617/2013 de la Commission.
- ⁴ Forum économique mondial, Electricity: generating value through digital transformation, disponible à l'adresse suivante:
https://reports.weforum.org/digital-transformation/electricity-generating-value-through-digital-transformation/?doing_wp_cron=1592572993.3050439357757568359375
- ⁵ Lykke Syse, Karen and Lee Mueller, Martin (2015): *Sustainable Consumption and the Good Life: Interdisciplinary perspectives*. Routledge.
- ⁶ Nässén, Jonas et Larsson, Jörgen (2015): Would shorter working time reduce greenhouse gas emissions? An analysis of time use and consumption in Swedish households, in: *Environment and Planning C: Government and Policy* 33, p. 726-745.
- ⁷ Grosse, Robert (2018): *The Four-Day Workweek*. Routledge.
- ⁸ Economic Policy Institute (2019): *The Productivity–Pay Gap* (juillet 2019) ; disponible à l'adresse suivante: <https://www.epi.org/productivity>

Sources

Changement démographique :

<https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/total-population-outlook-from-unstat-3/assessment-1>
https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics
<https://www.cedefop.europa.eu/en/publications-and-resources/publications/3075>

Numérisation :

<https://www.iea.org/reports/digitalisation>
https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc_wg3_ar5_chapter8.pdf
[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=PI_COM:C\(2019\)1955&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=PI_COM:C(2019)1955&from=EN)
https://ec.europa.eu/info/news/new-rules-external-power-supplies-will-enable-household-energy-savings-2020-mar-31_ro
https://reports.weforum.org/digital-transformation/electricity-generating-value-through-digital-transformation/?doing_wp_cron=1592572993.3050439357757568359375
http://www3.weforum.org/docs/WEF_FOW_Reskilling_Revolution.pdf
<https://www.oecd.org/going-digital/changing-nature-of-work-in-the-digital-era.pdf>

Réduction du temps de travail

https://www.etui.org/content/download/32642/303199/file/Guide_Working+time-web-v
<https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1068/c12239>
https://434c74b4-116e-43a0-ab00-04a130c61444.filesusr.com/ugd/6a142f_36162778914a46b3a00dcd466562f-ce7.pdf

4

Une transformation énergétique socia- lement juste

En promouvant une transition énergétique et en développant les énergies renouvelables de manière juste et équitable, nous pourrions atteindre quatre objectifs du développement de nos sociétés. Premièrement, les énergies renouvelables rendront plus démocratiques nos systèmes et infrastructures d'électricité, à savoir les processus de production, de transmission et de distribution d'électricité. Deuxièmement, cela nous aidera à garantir à tous, entreprises, travailleurs et consommateurs, un accès abordable à une énergie fiable et bon marché. Troisièmement, cela nous aidera également à limiter la crise climatique et ses conséquences sociales. Quatrièmement, enfin, les énergies renouvelables amélioreront la santé individuelle et publique.

Dans le présent chapitre, nous allons montrer comment la transition de nos économies vers les énergies renouvelables nous aidera à sauver la planète, et donc également nos emplois, en améliorant les conditions et en réduisant les émissions. Après tout, une planète saine et intacte est la base de tous nos travaux. À mesure que nous progresserons vers un système énergétique décarbonisé, l'électricité deviendra

une source d'énergie de plus en plus importante, compte tenu de son énorme potentiel pour la production d'électricité renouvelable. Différents secteurs énergétiques vont être de plus en plus électrifiés (« couplage des secteurs »). Afin d'assurer une analyse ciblée et de formuler le plus d'arguments utiles possible, nous nous concentrerons donc essentiellement sur le secteur de l'électricité.

**... les éoliennes détruisent
le paysage et sont nuisibles
pour les oiseaux...**



Partie I : La démocratie a besoin de démocrates et l'énergie de démocratisation. La démocratie a besoin de démocrates et l'énergie de démocratisation.

La participation civique est au cœur d'une démocratie énergétique, non seulement en tant qu'élément de la transition énergétique, mais aussi lorsqu'il s'agit d'assurer une participation égalitaire au processus influençant les implications morales des politiques énergétiques pour les choix individuels et collectifs. Une société ascendante et cohérente sur le plan énergétique peut ainsi voir le jour. La transition énergétique réduira ainsi la distinction entre les rôles de consommateurs finals et de producteurs d'énergie attribués aux citoyens, ce qui modifiera à son tour la notion de consommation collaborative appelée « **prosumérisme** »¹.

- Si l'on regarde les exemples de l'Allemagne ou de la Scandinavie, où l'importance de l'énergie des citoyens dans la transition énergétique a été reconnue, il est évident que le passage aux énergies renouvelables a contribué à une démocratisation énergétique dépassant le cadre de la participation des citoyens et permettant l'accès équitable des particuliers et des ménages à la propriété et à la copropriété de toutes les unités et tous les processus de production d'électricité. Parallèlement au prosumérisme, en 2018, l'Allemagne comptait à elle seule quelque 824 coopératives d'énergie actives, un chiffre proche du record autrefois détenu par le Danemark, à savoir 931 coopératives en 1999.² Voilà l'exemple que devraient suivre tous les pays et toutes les régions afin de permettre à tous d'accéder de manière équitable aux choix démocratiques dans le secteur de l'énergie.
- Si la transition vers les énergies renouvelables se déroule de **manière suffisamment décentralisée**, cela permettra aux citoyens et aux coopératives d'énergie ainsi qu'aux centrales énergétiques détenues par la communauté ou la municipalité de jouer un rôle dans l'actuel système énergétique.
- Avec l'appui de modèles économiques alternatifs, **l'État, en tant que partenaire clé** d'une transformation énergétique socialement juste, huilera les rouages du système afin d'assurer un processus de démocratisation adéquat au sein du secteur et de redéfinir le lien entre les citoyens et l'énergie, celle-ci étant ici vue non seulement comme une source de lumière, mais aussi comme une source de revenus.
- Plusieurs exemples positifs observés dans l'UE et ailleurs prouvent les bénéfices d'une décentralisation de l'énergie, associée à une gouvernance participative, à une remunicipalisation et à une décentralisation, un processus qui nécessite également de faire évoluer les rôles actuellement attribués aux producteurs et aux consommateurs, en particulier en ce qui concerne la gestion des réseaux locaux. Le succès de cette décentralisation dépend toutefois de la création d'un cadre juridique adéquat pour régir les établissements, garantir des instruments financiers accessibles et favoriser de solides synergies entre les autorités locales et les communautés locales de l'énergie. Aujourd'hui, une connexion à un réseau de transmission moderne, interrégional et européen constitue également une condition préalable structurelle à une transition énergétique réussie, axée sur la production décentralisée.
- Le petit village allemand de Wolfhagen constitue un excellent exemple de projet énergétique local qui a pu être mis en œuvre grâce à la présence de la condition susmentionnée

de décentralisation énergétique et qui a ainsi généré des bénéfices socio-économiques locaux tels que des emplois et des revenus, ainsi qu'une importante décarbonisation et une démocratisation de l'économie locale. Fondé sur un modèle hybride de communauté et de gouvernement local, ce projet a adopté une approche innovante, reposant sur l'idée d'une remunicipalisation des activités énergétiques, a placé à sa tête la société publique Stadtwerke Wolfhagen, puis a formé une copropriété avec la coopérative d'énergie menée par les citoyens BEG Wolfhagen. Cela a généré des bénéfices directs tant pour la municipalité que pour les citoyens : des investissements en capital coopératif, une réduction des risques par la municipalité ainsi que de nouvelles formes de participation citoyenne et de gouvernance partagée.³ Il est également très important de souligner ici que les communautés de la sorte ne deviennent pas des « îlots énergétiques », mais sont intégrées à un réseau national stable (voir ci-dessous).

- **Un accès inclusif, abordable et durable à l'énergie pour tous peut être rendu possible** grâce à une intensification des énergies renouvelables, en combinant les solutions technologiques disponibles, les modèles économiques locaux et les ressources solaires et éoliennes existantes. Aujourd'hui, en 2020, alors qu'une personne sur neuf dans le monde n'a qu'un accès limité à l'électricité pour éclairer son foyer, la coopération entre les gouvernements, les entreprises et les citoyens est vitale. Ce type d'action mutuelle est nécessaire pour aider les personnes dans le besoin en développant suffisamment les énergies renouvelables et en fournissant une infrastructure adéquate pour connecter tous les ménages et permettre un partage équitable des coûts.⁴ Au Kosovo, par exemple, la précarité énergétique se

C'est la responsabilité de l'UE de remédier à la précarité énergétique et d'assurer une transition énergétique équitable

90%
sont d'accord



traduit par l'incapacité de 50 % des ménages de se chauffer suffisamment,⁵ et en Afrique subsaharienne, elle empêche les enfants d'aller à l'école. L'UE n'est pas non plus immunisée contre ce mal : en 2018, 7,3 % des citoyens de l'Union en moyenne ont déclaré ne pas être en mesure de chauffer de manière adéquate leur foyer, tandis qu'en Bulgarie et en Grèce, ces chiffres sont respectivement de 33,7 % et de 22,7 %.⁶ En revanche, en ce qui concerne les attitudes vis-à-vis de la politique énergétique, une étude européenne a montré que neuf répondants sur dix (soit 90 %) étaient d'accord sur le fait qu'il devrait être de la responsabilité de l'UE de « remédier à la précarité énergétique et d'assurer une transition énergétique équitable afin qu'aucun citoyen ou région ne soit laissé de côté »⁷. La situation est similaire dans les futurs États membres de l'UE : en Serbie, les citoyens ont exprimé leur disposition à abandonner le bois (la ressource disponible la moins chère) pour des solutions de chauffage renouvelables.⁸

- En plus de la décentralisation et de la décarbonisation, la démocratisation du système énergétique, réalisée en développant les

énergies renouvelables grâce à des modèles énergétiques locaux tels que les coopératives et les centrales municipales, engendrerait une résilience économique locale fondée sur la confiance et la solidarité entre les citoyens, ainsi qu'entre tous les autres acteurs impliqués. Pour que cela devienne réalité, il est nécessaire d'adopter des lois correctement formulées dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi que des règlements destinés à créer un cadre législatif favorable permettant aux projets locaux, aux coopératives et aux établissements publics (hôpitaux et écoles) d'investir dans l'énergie renouvelable. L'histoire nous enseigne que c'est notre action collective qui nous a permis d'arriver où nous en sommes au niveau local : dans les écoles et les hôpitaux ainsi que dans le développement des unités économiques locales en tant que sources d'emplois et de revenus.

- Une gouvernance énergétique démocratique permettant aux citoyens, aux communautés et aux bénéficiaires de projets locaux de jouer un rôle crucial dans l'ensemble du processus décisionnel et opérationnel en devenant partie intégrante des structures de propriété renforcerait les piliers de la bonne gouvernance elle-même. **La participation et la propriété citoyennes garantiraient une allocation efficace des ressources publiques ainsi que la stabilité à long terme du secteur de l'énergie.**

Mais qu'en est-il...



... du fait que dans de nombreux pays, la transition vers les énergies renouvelables manque des politiques nécessaires à une transition démocratique, juste et inclusive ? Comment garantir la démocratie énergétique dans le cadre de la transition vers les énergies renouvelables ?

L'orientation à choisir : une transition énergétique ascendante

- En l'absence de structures de gouvernance fonctionnelles, les acteurs qui prendront l'initiative de la transition énergétique devront tenter de mettre en place des conditions favorables à une transition participative sur le terrain, avec le soutien des partenaires locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Plusieurs exemples observés en Europe centrale et orientale ainsi qu'en Europe du Sud-Est montrent qu'il est possible d'y parvenir avec succès, lorsque les communautés élaborent des projets participatifs de production d'énergie renouvelable malgré les entraves inhérentes à un cadre juridique inadéquat ou incorrectement mis en œuvre. La transition énergétique locale peut dès lors même contribuer à transformer positivement la société afin de la doter d'institutions et de structures de gouvernance responsables et d'obtenir des bénéfices partagés. Dans certains cas, la transition énergétique a impliqué l'installation d'énormes installations photovoltaïques et parcs éoliens financés par des investisseurs étrangers bénéficiant d'incitations financières de la part du gouvernement national, mais cela ne s'est pas nécessairement traduit par une transition juste en termes d'emplois et de bénéfices pour tous.
- Afin de faire en sorte que la transition énergétique s'accompagne également d'une démocratie énergétique, ces situations nécessiteraient des politiques ainsi qu'un cadre permettant l'inclusion démocratique des citoyens. À ce moment uniquement, nous pourrions parler de transition juste. Cela ne suppose pas uniquement une participation aux processus décisionnels, mais aussi aux **structures de propriété** des centrales électriques, en tant que prosommateurs, et en tant qu'investisseurs



dans des coopératives d'énergie et d'autres projets énergétiques locaux. C'est cette idée de démocratie énergétique qui insuffle de l'espoir dans la transition énergétique en cours. Nous devons créer un paysage énergétique durable dans les limites de notre planète, tout en faisant de la justice sociale et de la solidarité les grands piliers de nos nouvelles politiques énergétiques.

Mais qu'en est-il...

... des différentes attitudes à l'égard des projets d'énergie renouvelable ? Certains citoyens ou groupes communautaires peuvent être intéressés par les énergies renouvelables en raison de leur viabilité économique, d'autres en raison de leurs bénéfices pour l'environnement, et d'autres peuvent ne pas s'y intéresser du tout. Quelles décisions prendre et quelles mesures adopter pour garantir que la transition énergétique se déroule de manière démocratique ?



L'orientation à choisir : une transition juste et inclusive

- Lancer des processus inclusifs réunissant tous les groupes et organisations de la société, en particulier les syndicats qui réclament une planification stratégique des mutations du travail, obtenir des ressources grâce à des fonds de transition et trouver des solutions durables et innovantes pour l'utilisation d'énergies renouvelables avancées sont autant de moyens de jeter les bases d'une transition juste.
- La démocratisation du système énergétique étant mesurée par la part d'énergie produite par les particuliers et les coopératives d'énergie, le succès de notre société d'énergie collective devrait être évalué sur la base du niveau d'interconnexion dans un système diversifié, largement décentralisé et décarbonisé, dans lequel nous coopérons tous afin de fournir des bénéfices mutuels à tous.

- L'une des tâches les plus importantes à accomplir pour assurer une transition énergétique démocratique devrait être de lancer **une campagne d'information et de sensibilisation**. Tout le monde doit être informé des problèmes posés par l'utilisation des carburants fossiles et des graves conséquences que ceux-ci ont sur notre environnement, notre santé et, compte tenu des actifs irrécupérables, nos perspectives économiques. Nous devons tous connaître le prix réel que nous payons pour les carburants fossiles. Ce prix peut être plus évident si nous déduisons l'ensemble des subventions, des exonérations et des abattements fiscaux du prix final que nous payons actuellement pour notre électricité. Les travailleurs et les entreprises doivent connaître les bénéfices d'une transition vers les énergies renouvelables, tout en étant également informés des risques d'une non-transition. Outre la diffusion des informations et la transparence, plusieurs outils différents, tels que des fonds pour une transition juste et des politiques de compensation, sont également requis pour obtenir le soutien de différents groupes et de rendre ainsi possible la transition. **En définitive, cette transition n'a pas pour but de changer notre vie, mais de protéger celle que nous avons aujourd'hui, y compris en sauvant nos emplois.** Il n'y a, après tout, aucun emploi sur une planète morte.
- Différents exemples positifs ont montré qu'une telle transition était possible si les acteurs impliqués avaient accès à des informations adéquates et agissaient conjointement au moment de définir leur avenir énergétique.

Mais qu'en est-il...

... des craintes que le processus de démocratisation énergétique facilité par le développement

des énergies renouvelables menace la stabilité du réseau national et soit trop coûteux ?

L'orientation à choisir : flexibilité et coopération

- Investir dans des systèmes de stockage et d'ajustement des flux d'énergie contribue à accroître l'utilisation des énergies renouvelables et à accélérer la transition énergétique. Les prix sont en baisse, et il n'a jamais été aussi facile d'étendre et d'interconnecter les réseaux afin de créer davantage de capacité, ainsi que d'améliorer la flexibilité (grâce à des interconnecteurs transfrontaliers), ce qui permettra à son tour de procéder à l'intégration régionale du marché de l'énergie et d'accroître la production d'énergie renouvelable. **L'extension des réseaux et la décentralisation de la production d'électricité ne sont donc pas des idées contradictoires.** Les technologies innovantes telles que les réseaux et compteurs intelligents n'ont jamais été aussi avancées, et elles sont en train de devenir des moyens ascendants abordables d'accélérer la transformation énergétique.
- Il y a quelques années, l'UE s'est engagée à remplacer au moins 80 % des compteurs électriques par des compteurs intelligents d'ici à 2020, dans le but de créer une infrastructure pour l'énergie renouvelable qui réduirait les émissions jusqu'à 9 % et qui permettrait aux ménages d'économiser de l'énergie grâce à une consommation réduite et mieux planifiée. La majorité des pays ayant rempli cet objectif, ils planchent actuellement sur la fixation d'objectifs pour 2030.⁹ Avec le soutien de l'UE et de la Communauté de l'énergie, des initiatives similaires sont déjà mises en œuvre dans les Balkans occidentaux. Le Monténégro, par exemple, est l'un des leaders européens dans





l'introduction de compteurs et de réseaux intelligents, grâce à une subvention octroyée par la BERD.¹⁰

Mais qu'en est-il...



... de l'accès équitable et des disparités entre les communautés, les pays et les régions en ce qui concerne la dotation en ressources naturelles d'énergie renouvelable, qui détermine le niveau optimal de production et de consommation d'énergie ?

L'orientation à choisir : des bénéfices accessibles à tous

- Il est essentiel, pour que les pays, les communautés et les régions bénéficient d'un accès équitable aux bénéfices de l'énergie renouvelable indépendamment de leurs disparités en termes de ressources naturelles, d'intégrer

l'idée d'interconnexion au système énergétique, en envisageant la possibilité de partager les responsabilités en matière de production, de transmission et de distribution de l'électricité. Par ailleurs, **la répartition géographique des combustibles fossiles est bien plus inégale** encore que celle des énergies renouvelables, qui, dans une certaine mesure, sont disponibles dans tous les pays et toutes les régions (avec uniquement de légères disparités régionales).

- Il est donc temps d'intégrer de nouveau les énergies renouvelables dans nos processus économiques quotidiens et notre comportement culturel commun. L'énergie solaire et éolienne a une histoire bien plus longue que le charbon. Ces énergies figuraient en réalité parmi les **toutes premières sources d'énergie à être captées par l'homme**, dans des lieux servant aujourd'hui d'attractions touristiques (par



exemple les moulins à vent en Espagne et aux Pays-Bas ou les moulins à foulon dans les pays de l'ex-Yougoslavie, en Ukraine et en Russie).

- Avec une infrastructure d'énergie renouvelable correctement intégrée et connectée, leurs bénéfices seront accessibles à tous, dans des conditions d'égalité.

Mais qu'en est-il...

... de l'accès à l'énergie des nombreux ménages vivant dans des zones rurales reculées qui ne sont pas connectés au réseau et qui ne pourraient se permettre de le faire, même s'ils en avaient la possibilité grâce à l'extension du réseau ou à la fourniture de panneaux solaires gratuits pour leur toit ?

L'orientation à choisir : personne ne doit être laissé pour compte

- **L'accès de tous à l'énergie est au cœur de l'éradication de l'extrême pauvreté**, et les gouvernements doivent le garantir à toutes les petites communautés de leurs zones rurales. Les systèmes hors réseau et systèmes de miniréseau à base d'énergie solaire étant des solutions beaucoup plus abordables, rapides et évolutives, elles peuvent s'avérer utiles dans les zones rurales où les déperditions d'énergie peuvent être importantes. L'exploitation des énergies renouvelables contribuera donc à atténuer l'impact négatif de la crise climatique sur la pauvreté et l'inégalité dont souffrent ces régions, tout en intégrant des solutions technologiques de pointe qui permettront un accès universel avec une répartition équitable du coût. Nous pourrions ainsi faire en sorte que « personne ne soit laissé de côté », ce qui est l'un des principaux objectifs d'une société cohérente sur le plan énergétique, reposant sur les principes de coopération mutuelle, de solidarité et de confiance.

Mais qu'en est-il...

... de la possibilité qu'un secteur de l'énergie dominé par les énergies renouvelables soit, en tant qu'élément de l'infrastructure critique, soumis à des risques de cybersécurité ?

L'orientation à choisir : diversification

- La décentralisation et la numérisation du système énergétique sont des conditions essentielles à la garantie de la sécurité dans le secteur de l'énergie. La réduction du pouvoir des structures monopolistiques ou oligopolistiques n'est possible qu'en intégrant les énergies renouvelables, ainsi qu'en partageant les informations et en assurant une coopération entre les pays et entre les différents acteurs du marché. Des solutions numériques telles que les réseaux intelligents, qui assurent un approvisionnement stable et sécurisé de l'énergie, peuvent permettre d'y parvenir. Par ailleurs, une **production décentralisée diversifie les risques de cyberattaques** : un système hautement centralisé est beaucoup plus vulnérable étant donné qu'il dépend de la production de quelques grandes installations. Dans une démocratie énergétique, les citoyens, en tant que prosommateurs, jouent un rôle clé dans la détermination de l'offre et de la demande, et, avec l'État et les autres acteurs, ils définissent les « règles du jeu » institutionnelles ainsi que les processus de décision, l'allocation des ressources et la sécurité. Ce système est renforcé par les institutions de l'UE et les organes de l'OTAN, qui considèrent l'énergie comme un élément clé de la sécurité et qui la traitent en conséquence.

Partie II : L'énergie renouvelable nous aide à garantir à tous, entreprises, travailleurs et consommateurs, un accès abordable à une énergie fiable et bon marché.

L'énergie renouvelable¹¹ est une solution intelligente pour le climat, qui profite, en fin de compte, à tout le monde. Les sources d'énergie renouvelable **peuvent également permettre de lutter contre la pauvreté et l'inégalité**. Dans de nombreuses régions du monde, l'accès à une énergie stable et bon marché, en particulier à l'électricité, demeure un privilège. Une infrastructure d'énergie renouvelable décentralisée, intégrée aux chaînes de valeur ajoutée locales, peut permettre d'électrifier les zones rurales reculées, de fournir une énergie peu coûteuse aux citoyens et d'aider les entreprises locales. Les coopératives d'énergie peuvent également autonomiser les communautés locales et démocratiser l'énergie, comme expliqué à la section précédente.

Les investisseurs et les entreprises en bénéficieront à long terme.

1. Premièrement, contrairement aux sources d'énergie fossile, qui supposent des coûts d'exploitation élevés, le coût de production d'une unité supplémentaire d'électricité renouvelable est presque nul, ce qui signifie que les entreprises économiseront des coûts d'énergie une fois que l'infrastructure d'énergie renouvelable sera en place.¹² En outre, le développement de l'infrastructure d'énergie renouvelable génère de nouvelles opportunités d'investissement avec des rendements modestes, mais stables. Même en temps de crise économique, des investissements dans des services liés à l'infrastructure constituent

une valeur refuge, pour autant qu'un cadre législatif adéquat soit en place pour permettre de tels investissements. Cela les rend particulièrement attractifs pour les investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension, qui sont constamment à l'affût de rendements sûrs, surtout compte tenu des taux d'intérêt continuellement faibles qui ont prévalu partout dans le monde ces dix dernières années. Les projets décentralisés ont donc une opportunité unique de faire office de précurseurs, avec le soutien, par exemple, de partenaires internationaux, à condition d'un cadre législatif favorable soit en place (par exemple des tarifs de rachat).

2. **Les consommateurs bénéficieront également** de prix de l'énergie en baisse et plus prévisibles. Ils jouiront en outre d'une plus grande sécurité énergétique, puisque la dépendance vis-à-vis du charbon, du pétrole et du gaz diminue à mesure que l'infrastructure d'énergie renouvelable se développe. En effet, la plupart des pays importent des sources d'énergie fossile, ce qui signifie qu'ils sont dépendants des fluctuations des prix sur le marché mondial ainsi que des pénuries dans l'approvisionnement. Les consommateurs pourraient même devenir eux-mêmes producteurs d'énergie ou prosummateurs. Ils peuvent par exemple générer de l'électricité au moyen de panneaux photovoltaïques à faible coût, puis soit utiliser l'électricité qu'ils produisent, soit approvisionner directement le réseau.
3. En ce qui concerne les travailleurs, le déploiement de l'infrastructure d'énergie renouvelable créera de nouveaux emplois. En outre, les éoliennes, les panneaux photovoltaïques et le réseau plus décentralisé devront tous être entretenus : cela générera, là encore, de nouveaux emplois. Mentionnons par ailleurs le fait que les **emplois du secteur des énergies renouvelables peuvent être plus sains et**

sûrs pour les travailleurs, pour autant que ceux-ci aient reçu une formation adéquate. La principale question à se poser, toutefois, est de savoir comment aider les travailleurs qui sont actuellement employés dans le secteur des énergies fossiles et sa chaîne d'approvisionnement, par exemple l'extraction minière. La question des emplois et des moyens de faciliter la transition pour les travailleurs a été abordée en détail au chapitre 2.

- Les énergies renouvelables contribuent à assurer la convergence sociale et à faire en sorte que les décisions politiques, y compris celles relatives à l'énergie, soient de nouveau fondées sur les droits et libertés fondamentaux. En plus de protéger notre droit à un air sain et à un environnement non nocif pour la santé, les énergies renouvelables rendent également possible une gestion horizontale des ressources, qui offre plus d'autonomie à chaque membre de la société. Impliquer les citoyens, au lieu de persister avec les structures descendantes actuellement appliquées dans les plans d'énergie thermique, par exemple, favorise l'égalité entre les hommes et les femmes et l'égalité en général. Les récentes données sur la représentation des genres au sein de la main-d'œuvre du secteur de l'énergie montrent que les travailleuses de genre féminin sont 10 fois plus représentées au sein du secteur des énergies renouvelables qu'au sein du secteur pétrolier et gazier. Le chiffre réel, qui est de 32 %, est encore loin d'une représentation égale, mais la tendance va dans la bonne direction, ce qui est une évolution très prometteuse.¹³ Cela permettra de mieux comprendre la dimension de genre et d'assurer sa prise en considération dans le secteur, et, ainsi, de tenir compte des préoccupations particulières des femmes appartenant à des groupes sociaux défavorisés, qui font qu'elles



sont beaucoup plus affectées par la crise climatique et les externalités découlant des secteurs à forte intensité en charbon (telles que les pénuries d'eau, la pollution atmosphérique, etc.)

Mais qu'en est-il...



... des défis technologiques ? Comment faire en sorte de toujours disposer d'un approvisionnement énergétique sûr et stable, alors que la production d'énergie à partir de sources renouvelables telles que le soleil et le vent fluctue constamment ?

L'orientation à choisir : stockage et interconnectivité

- La production d'électricité à partir de sources renouvelables est fondamentalement différente du système actuel de production de combustibles fossiles, qui est très centralisé. Les variations météorologiques peuvent en-

traîner des fluctuations dans le réseau, et les longs hivers froids pourraient provoquer une pénurie dans l'approvisionnement. Il est donc très probable qu'à moyen terme, nous devons compter sur de petites unités de remplacement décentralisées, à base de gaz naturel, de bio-gaz ou d'eau stockée par pompage. Ces unités devront également être conçues et réparties dans tout le réseau énergétique, afin de pouvoir être aisément réaménagées pour fonctionner au gaz de synthèse propre et servir ainsi de solution de remplacement à long terme.

En réalité, les technologies et solutions nécessaires pour répondre aux problèmes de stabilité et de fiabilité existent déjà :

- Les unités **décentralisées de stockage de l'énergie** nous permettront de stocker les excédents d'énergie afin de répondre aux fluctuations à court terme. D'autres technologies efficaces de stockage sont déjà disponibles actuellement, des solutions mécaniques telles que le stockage par pompage aux batteries, en passant par la production de gaz de synthèse. Utiliser l'énergie excédentaire pour produire du gaz de synthèse nous permettra de stocker de l'énergie pendant une plus longue période. C'est ainsi que nous veillerons à ne pas tomber à court d'électricité, même pendant les longs hivers sombres et froids.
- Les **technologies numériques** nous fournissent les outils nécessaires pour gérer de manière efficace et automatisée le réseau d'énergie et ainsi accroître la stabilité en coordonnant plus efficacement l'offre et la demande d'électricité.
- Une plus grande **intégration des réseaux nationaux** des pays nous permettra de répartir l'électricité sur un continent entier. Cette interconnectivité est déjà en place dans le

cadre du réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport pour l'électricité. Cela signifie, par exemple que lorsque le soleil brille en Espagne alors que la demande est la plus forte en Slovaquie, l'électricité produite en Espagne peut venir répondre à la demande en Slovaquie. Nous aurons ainsi besoin de moins de capacités de stockage d'énergie renouvelable pour maintenir la stabilité du système. L'Union de l'énergie (en tant que stratégie) et la Communauté de l'énergie (en tant qu'organisation internationale) ont également établi un cadre juridique et des étapes clés pour la transition énergétique du secteur de l'électricité dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE et les pays européens hors UE.

- La possibilité d'une production décentralisée d'énergie renouvelable fait des consommateurs des citoyens de l'énergie. Les communautés peuvent exploiter leurs propres éoliennes, et les familles peuvent installer leurs propres systèmes photovoltaïques. Cette **indépendance énergétique** augmente l'acceptation de la transition énergétique en créant une appropriation. Elle peut également permettre de mobiliser des fonds pour l'élargissement de l'infrastructure lorsque les communautés locales récoltent les bénéfices de leur alimentation directe du réseau. Dernier point, mais non des moindres : en tant que citoyens de l'énergie, nous serons beaucoup plus connectés au système énergétique et ses conséquences, et nous serons beaucoup plus prudents au moment de décider de nos demandes d'énergie et de notre consommation générale. Pour y parvenir, toutefois, **il faut que le cadre de gouvernance adéquat soit en place, afin d'être sûrs que les initiatives locales et décentralisées ne jouent pas les seconds couteaux face aux grandes sociétés et aux promoteurs.**

Mais qu'en est-il...



... des coûts du développement des énergies renouvelables ? Comment faire en sorte que le déploiement des infrastructures n'entraîne pas d'augmentation des prix de l'électricité et ne nuise pas à la compétitivité de l'industrie et qu'il n'alourdisse pas le fardeau des ménages à revenu faible et insuffisant ?

L'orientation à choisir : baisse des prix, augmentation des bénéfices

Les effets que la transition énergétique aura sur les prix dépendront de la manière dont cette transition sera régie. Aux points ci-dessous, nous examinerons l'exemple de l'Allemagne et en tirerons certains enseignements. L'Allemagne a été l'un des pionniers du domaine et elle nous fournit donc des informations précieuses dont nous pouvons apprendre.

- Il importe de commencer par signaler qu'en Allemagne, les prix de l'électricité pour les ménages et bon nombre de petites et moyennes entreprises ont doublé depuis l'introduction de la loi allemande sur les sources d'énergie renouvelable, en 2000. Les ménages les plus défavorisés, en particulier, ont été affectés de manière disproportionnée, étant donné que les coûts d'électricité représentent une plus grande proportion de leur revenu disponible.
- L'une des raisons de cette augmentation, en quelques mots, est que le déploiement des énergies renouvelables a été financé en garantissant des tarifs de rachat fixes pour l'électricité verte. La différence entre le prix de l'électricité sur le marché au comptant et le tarif garanti a ensuite été répercutée sur la facture d'électricité des consommateurs et des petites et moyennes entreprises sous la forme d'une surtaxe relative aux énergies renouvelables. Cette méthode a été extrêmement efficace pour développer les énergies renouvelables, mais elle a été appliquée au prix, comme indiqué ci-dessus, d'un

alourdissement du fardeau des ménages au revenu faible et insuffisant.

- Cela n'explique toutefois qu'en partie l'augmentation des prix. Les prix de l'électricité sont également soumis à plusieurs autres taxes et redevances, qui ont été ultérieurement revues à la hausse. Par ailleurs, **les gros consommateurs d'électricité, tels que les industries à forte intensité énergétique, étaient exonérés** de la surtaxe sur les énergies renouvelables, ce qui a alourdi le fardeau pour tous les autres utilisateurs. Ces dernières années, toutefois, la surtaxe a été revue à la baisse.
- Par ailleurs, **les gouvernements ont subventionné les sources d'énergie fossile et l'énergie nucléaire pendant des dizaines d'années**, mais cela n'est pas visible sur les factures d'électricité, puisque ces subventions sont financées sur les recettes fiscales globales. Cela signifie que, par le passé, les prix de l'électricité n'ont jamais reflété les coûts véritables de la production d'électricité à partir de sources fossiles. Les subventions nocives pour l'environnement accordées aux secteurs énergétiques allemands se montaient à environ 17 milliards d'euros par année en 2019. Dès lors, si les énergies renouvelables sont souvent critiquées, c'est uniquement parce qu'elles ne sont pas subventionnées de la même manière que leurs homologues fossiles. **Réorienter ces subventions nocives pour l'environnement libère des fonds** dans le budget des États, qui pourront être utilisés soit pour des investissements dans des infrastructures, soit pour financer une transition juste pour les travailleurs du secteur des énergies conventionnelles.
- En outre, le **prix de l'électricité produite à partir de sources fossiles ou des carburants fossiles ne tient pas compte des coûts externes**, par exemple les effets du réchauffement climatique et les coûts ultérieurs tels que

la dégradation de l'environnement ou le stockage des déchets nucléaires. Si ces coûts étaient pris en compte dans le calcul, nous aurions une vision plus réaliste de la situation et les sources d'énergie renouvelable seraient compétitives. Les effets nocifs pour l'environnement ne devraient pas être omis du calcul aujourd'hui, et tout simplement transmis aux générations futures, pour la seule raison qu'ils se font sentir de manière décalée.

- Aujourd'hui, **le développement des énergies renouvelables est beaucoup moins coûteux qu'autrefois**. Les précurseurs comme l'Allemagne ont aidé à créer un marché des énergies renouvelables, en rendant possible la réalisation d'études et de développements supplémentaires ainsi que d'économies d'échelle, grâce à une production de masse. C'est pourquoi les éoliennes et les panneaux solaires photovoltaïques d'aujourd'hui sont beaucoup moins chers que par le passé et que leur déploiement est considérablement plus facile qu'il ne l'était en ces premiers jours. Des pays tels que l'Éthiopie et le Maroc ont récemment prouvé qu'il était possible de développer les énergies renouvelables sans augmenter les prix de l'électricité.
- Il est par ailleurs prouvé que de nombreuses centrales électriques à charbon ne sont, en réalité, plus rentables et qu'elles finiront en tant qu'**actifs irrécupérables** si elles ne sont pas subventionnées par l'État pour payer une marge bénéficiaire aux opérateurs. Et cela ne vaut pas uniquement pour les installations anciennes. Ainsi, il a été constaté, à la suite d'un procès intenté par un actionnaire en Pologne, que la société qui prévoyait de construire une nouvelle centrale électrique à charbon n'avait pas démontré comment cette centrale pouvait être rentable, ce qui l'a finalement conduite à abandonner le projet. Il s'agit également d'une question importante pour les pays non membres

de l'UE, en particulier ceux qui sont candidats à l'adhésion : bien que le mécanisme de tarification du carbone mis en place par l'UE (SEQUE) ne leur soit pas encore applicable, ils doivent en tenir compte dès aujourd'hui, avant d'effectuer des investissements à long terme dans une infrastructure d'énergie. En outre, les subventions octroyées par ces États pour la production d'énergie fossile pourraient être qualifiées d'aides d'État illégales en vertu de la législation actuelle de l'UE dans le domaine de l'énergie, ce qui entraînerait ainsi un manquement aux exigences relatives à l'adhésion. Une fois qu'un pays a rejoint l'UE, une telle violation du droit de l'Union pourrait même les contraindre de déclasser des installations. En outre, les discussions actuelles, au niveau de l'UE, concernant le mécanisme de taxe carbone aux frontières (abordé au chapitre 2, p. 38) doivent être envisagées au regard de la compétitivité à long terme des exportations d'énergie et des exportations de produits à forte intensité énergétique à destination de l'Union européenne.

- Lorsqu'il s'agit de la compétitivité des entreprises, il importe de garder à l'esprit le fait que toutes les entreprises ne sont pas soumises à une concurrence internationale en ce qui concerne les variations des prix de l'énergie dans les coûts de production. Par ailleurs, les **coûts de l'électricité ne sont que l'un des nombreux facteurs de coût** influençant la compétitivité des entreprises. La proximité avec les marchés, les coûts de transport, la productivité globale, etc., doivent également être pris en considération dans le calcul.
- Au final, la question de savoir quels effets aura le déploiement des énergies renouvelables sur les prix de l'électricité dépend de la gouvernance, c'est-à-dire de la manière dont le processus est mis en œuvre, et non du fait même qu'il soit mis en œuvre ou non. Pour garder le



contrôle sur les prix de l'électricité, le déploiement de l'infrastructure d'énergie renouvelable peut être subventionné par l'État. Ce subventionnement peut soit être direct (octroi de prêts bon marché), soit consister à garantir des investissements privés. Par le passé, ces options étaient souvent problématiques, compte tenu des règles strictes de l'Union européenne en matière d'aides d'État. Toutefois, dans le cadre du pacte vert pour l'Europe, les règles relatives au déploiement de l'infrastructure d'énergie renouvelable vont être révisées. Par ailleurs, la Commission européenne entend mobiliser 1 000 milliards d'euros au cours des dix prochaines années afin, notamment, d'aider les États membres à moderniser leurs systèmes énergétiques. Cela représente une véritable opportunité, également pour les économies en transition.

- Enfin, les ménages dont les revenus sont faibles et insuffisants peuvent bénéficier d'une aide pour payer leurs factures d'énergie dans le cas où la hausse des coûts de l'électricité serait inévitable pendant la mise en place de la nouvelle infrastructure. Les problèmes sociaux doivent

être réglés au moyen d'instruments de politique sociale, au lieu de blâmer la transition énergétique.

Mais qu'en est-il...



... des emplois dans le secteur des énergies fossiles ?
Comment faire en sorte que ces travailleurs ne soient pas laissés de côté ?

L'orientation à choisir : se mobiliser pour une transition juste

- Pour commencer, il est important de reconnaître que l'essentiel des changements structurels, en particulier dans le secteur du charbon, sont déjà survenus. **Le progrès technologique et l'automatisation ont contribué à réduire spectaculairement les besoins de main-d'œuvre** dans ce secteur, et donc également le nombre réel de personnes employées dans le secteur de l'extraction et de la combustion du charbon. Une transformation socialement juste du secteur de l'énergie générerait sans aucun doute des solutions durables en fournissant parallèlement

des emplois durables (l'aspect de l'emploi est analysé en détail au chapitre 2).

- Il convient également de souligner que les **emplois dans le secteur de l'extraction du charbon ou dans les centrales électriques à charbon n'ont, de toute façon, jamais été très attrayants**. Ces métiers étaient (et sont encore parfois) dangereux et très pénibles : c'est la raison pour laquelle les mineurs, en particulier, ont commencé à s'organiser en syndicats à un stade très précoce de l'industrialisation. Si les syndicats sont finalement parvenus, après dix ans de luttes, à améliorer considérablement les conditions de travail, par exemple en ce qui concerne les salaires et les pensions, de nombreux mineurs ne sont jamais arrivés jusqu'à une retraite paisible, parce qu'ils sont morts dans des accidents sous terre, de l'« asthme des mineurs » ou du cancer.¹⁴ C'est pourquoi de nombreux mineurs ne souhaitent qu'une chose pour leurs enfants, qu'ils puissent trouver un meilleur travail, dans un autre secteur, qui ne détruise pas leur santé.
- Cela étant, **il est nécessaire de se mobiliser pour assurer cette juste transition** des travailleurs du secteur de l'énergie. La transition ne se fera pas toute seule. Les syndicats ont une tradition de coopération avec les partis sociaux-démocrates en ce qui concerne l'amélioration des droits des travailleurs. Aujourd'hui également, ils doivent agir de concert afin de faire en sorte que cette nouvelle révolution industrielle puisse agir comme catalyseur pour le mouvement des travailleurs. Au chapitre 2, nous avons détaillé les instruments nécessaires à une transition juste des travailleurs qui pourraient constituer la base d'un programme progressiste.
- Au-delà de propositions politiques de nature relativement technocratique, les acteurs progressistes doivent **intégrer l'héritage de la civili-**

sation des énergies fossiles à leurs discours.

Le mouvement des travailleurs a vu le jour lors de la révolution industrielle et s'est constitué autour des industries lourdes et de l'extraction minière. Un discours convaincant devra honorer la contribution des travailleurs aux progrès de notre civilisation et ne pas les blâmer pour la pollution de la planète. Toutefois, il devra aussi indiquer clairement que la fin de la civilisation des combustibles fossiles a sonné. Tout comme nous avons besoin d'une action collective pour construire un avenir durable pour tous, pour sortir des énergies fossiles, nous devons aussi faire preuve de solidarité avec ceux dont les moyens de subsistance en dépendent.

- La clé, pour exploiter les bénéfices des énergies renouvelables, résidera donc dans un développement rapide de ces énergies, ainsi que des réseaux de distribution et de transmission nécessaires, des solutions de stockage et de la gestion intelligente de la demande. En disposant de suffisamment d'installations d'énergie renouvelable, nous pourrions éviter les problèmes de stabilité et de fiabilité. Par ailleurs, une transition rapide vers les énergies renouvelables évitera de devoir exploiter l'ancien système d'énergies fossiles centralisé en parallèle avec le nouveau réseau décentralisé. Le système étant plus efficace, les coûts seront ainsi réduits. Pour les économies en transition ou en développement dont la demande d'énergie est toujours en pleine croissance, non seulement ce déploiement devra garder le rythme de cette augmentation de la demande, mais il devra également assurer le remplacement ultérieur des centrales électriques à base d'énergies fossiles. Si nous voulons faire de cette transition un succès pour les travailleurs, il nous faut de la solidarité et une action collective.

Partie III : Des politiques en matière d'énergie renouvelable peuvent faciliter l'atténuation et l'adaptation à la crise climatique.

- Si l'énergie renouvelable se révèle être une solution gagnante à la fois pour nos perspectives économiques, notre stabilité sociale et notre gouvernance démocratique, elle reste également un instrument clé pour la protection de l'environnement. Accroître l'utilisation de l'énergie éolienne, solaire et de biomasse tout en remplaçant les combustibles fossiles, qui représentent entre 60 et 70 % de la production d'électricité mondiale,¹⁵ **constitue la pierre angulaire des actions d'atténuation du changement climatique** et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).
- Parallèlement, mettre à profit les énergies renouvelables permettra d'assurer l'**adaptation au changement climatique** du secteur de l'énergie et d'autres industries à forte intensité énergétique qui seront significativement affectées par la crise climatique. Par exemple, les pénuries d'eau deviennent un véritable problème pour de nombreux pays, et elles constituent dès lors une véritable menace pour les centrales hydroélectriques utilisées pour équilibrer l'offre et la demande d'énergie. Un problème tout aussi important est celui du manque d'eau de refroidissement pour les grandes centrales électriques basées sur les sources fossiles et l'énergie nucléaire. Il existe un moyen de s'adapter à ces problèmes : mettre en œuvre une transition juste et faire des énergies renouvelables notre principale source d'énergie.

- Le débat relatif à la crise climatique s'est concentré sur la question de la sécurité et de la menace potentielle de conflits en raison de la rareté des ressources telles que l'eau, des pénuries et interruptions d'approvisionnement en énergie ainsi que des tendances migratoires. Ce que l'on oublie souvent, c'est que lorsque l'énergie renouvelable est correctement utilisée pour répondre aux besoins d'un pays ou d'une région donnée, ou, en d'autres termes, lorsqu'elle est utilisée de manière fiable et abordable, la **raison des conflits** relatifs aux ressources naturelles telles que les combustibles fossiles disparaît. Les ressources fossiles demeurent ainsi là où elles doivent être, c'est-à-dire dans le sol.
- Les citoyens qui ont installé des panneaux solaires sur leur toit deviennent davantage sensibilisés aux questions environnementales et profitent des bénéfices directs des solutions durables : protéger leur environnement immédiat des GES tout en devenant un maillon important de la chaîne de production globale, grâce à leur rôle de prosommateurs.

Mais qu'en est-il...



- ... du préjudice environnemental, minime mais tout de même réel, causé par l'énergie solaire et éolienne ?

L'orientation à choisir : l'ancien, le nouveau, l'avenir

- Toute forme de transformation énergétique (ou « production ») interfère avec la nature et a des effets secondaires « contre-natures ». Certaines technologies sont néanmoins plus nocives, et d'autres le sont moins. Les technologies renouvelables telles que les éoliennes et les panneaux solaires sont les solutions de production d'électricité, et d'énergie en gé-

néral, qui sont les plus compatibles avec le climat. Le processus de production fait qu'elles ne sont pas à 100 % non polluantes. Toutefois, à ce jour, elles représentent les solutions les plus neutres dont nous disposons. **Par rapport à la combustion de carburants fossiles - dont le gaz naturel – ou à l'utilisation d'énergie nucléaire, avec des multiples conséquences nocives pour notre santé et l'environnement naturel, elles constituent sans aucun doute la meilleure solution.**

- Des solutions telles que la technologie d'hydrogène propre sont également en cours de développement afin de répondre aux problèmes susmentionnés qui se posent dans le cadre de différents processus industriels, y compris le processus de fabrication de panneaux solaires photovoltaïques. À terme (2030-2050), ce problème devrait être entièrement résolu.
- Des progrès ont également été accomplis dans la réduction du bruit généré par les éoliennes et l'atténuation de leurs effets négatifs pour les oiseaux migrateurs. La durée de vie des panneaux solaires a été allongée et leur taille a été réduite, de sorte qu'ils prennent désormais moins de place et consomment moins de ressources.
- Ne perdons pas non plus de vue les dommages environnementaux et sanitaires causés par les mines de charbon, sans parler des mines de lignite à ciel ouvert, qui sont sans commune mesure avec les effets secondaires minimes engendrés par les énergies renouvelables. Des villages et des paysages entiers ont été bouleversés ; des gens ont perdu leurs terres et ont dû se réinstaller ailleurs. Pour empêcher l'effondrement des mines de charbon, des pompes à eau doivent être en perpétuel

fonctionnement. En outre, le niveau des eaux souterraines est gravement affecté par l'inondation des mines à ciel ouvert. Avec tous ses avantages et inconvénients, l'énergie renouvelable est le seul moyen dont dispose l'humanité pour lutter contre le réchauffement climatique qu'elle a si lourdement influencé, tant en termes d'atténuation qu'en termes d'adaptation. Il est également nécessaire d'investir davantage dans l'énergie solaire, éolienne et de biomasse en raison de l'impact de la crise climatique sur le manque d'eau de nombreux pays et régions. La hausse des niveaux d'eau aura pour effet de diminuer la fiabilité de l'énergie hydroélectrique. Cela dépendra par ailleurs de l'ampleur de la crise climatique, qui peut être considérablement atténuée grâce au développement des énergies renouvelables, lequel garantira, à son tour, la disponibilité de l'eau potable dans les années à venir.

Mais qu'en est-il...



... des points de vue parfois exprimés en Europe du Sud-Est selon lesquels toute cette sensibilisation au climat et cette promotion des énergies renouvelables n'ont pour but que de fournir un marché aux gros producteurs de panneaux solaires et d'éoliennes tels que l'Allemagne ?

L'orientation à choisir : l'effet saute-mouton

- La crise climatique est réelle et n'est pas matière à débat. Ce que nous devons faire à présent, c'est assurer la meilleure utilisation possible des outils de la démocratie pour permettre une transition énergétique socialement juste vers les énergies renouvelables, qui sera bénéfique pour tous. Ceux qui ne reconnaissent pas aujourd'hui la corrélation entre la crise climatique et la justice sociale auront la même responsabilité que ceux qui

nient l'existence du réchauffement climatique (voir chapitre 1, p. 16). Par ailleurs, s'agissant de la crainte que la promotion des énergies renouvelables fasse partie de la stratégie commerciale des grands producteurs de panneaux solaires et d'éoliennes, tels que l'Allemagne, il ne faut pas oublier la valeur ajoutée pour les économies en développement qui intègrent la chaîne de production et d'approvisionnement, d'ores et déjà observable, par exemple, dans le secteur automobile (voir chapitre 2, p. 38).

Mais qu'en est-il...

... de la possibilité qu'au moment d'investir dans les sources d'énergie renouvelables, la promotion de l'énergie renouvelable ne suffise pas, en soi, pour lutter contre les risques posés par la crise climatique en l'absence de mesures parallèles adéquates telles qu'une efficacité énergétique afin d'éviter une nouvelle hausse de la demande ?

L'orientation à choisir : la réduction de la consommation est plus souhaitable que l'efficacité énergétique

- Les énergies renouvelables sont, par nature, des sources plus économes en énergie. Il est vrai, toutefois, que parallèlement à la migration vers les énergies renouvelables, un **investissement dans l'efficacité énergétique est nécessaire** pour réduire la demande d'énergie. La réduction du niveau absolu de consommation d'énergie grâce à la mise en œuvre de modifications structurelles globales afin de réduire la demande d'énergie dans tous les secteurs devrait aller de pair avec l'utilisation des technologies les plus économes en énergie. Cet investissement sera lui-même une source de nouveaux emplois, qui bénéficieront également à l'économie à long terme (voir chapitre 2, p. 38).

Mais qu'en est-il...

... du fait que de nombreux pays appliquant des approches de transition énergétique sont des économies prospères, dotées d'énormes capacités technologiques, économiques et financières ? Leur situation n'est-elle pas totalement différente de celle de la majorité des pays d'Europe centrale et orientale et d'Europe du Sud-Est ?

L'orientation à choisir : les énergies renouvelables, une tendance également dans l'hémisphère Sud

- La plupart des pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est possèdent largement plus de capacités en matière d'énergie solaire et éolienne que, par exemple, l'Allemagne. Ces capacités peuvent dès à présent être utilisées de manière rentable.
- Les technologies renouvelables, en particulier l'énergie solaire et éolienne, sont peu coûteuses, ne sont pas excessivement difficiles à comprendre et sont déjà utilisées avec succès dans le monde entier. Il n'est pas étonnant que de plus en plus de pays en développement, tels que le Maroc, cherchent à mettre en œuvre une transition énergétique, et il n'est pas non plus surprenant que des acteurs stratégiques tels que la Chine concentrent leurs capacités d'innovation et de production sur la génération et la production d'énergies renouvelables.

Mais qu'en est-il...

... du fait que l'énergie renouvelable dépende non pas de la demande d'énergie effective, mais plutôt des conditions météorologiques ?

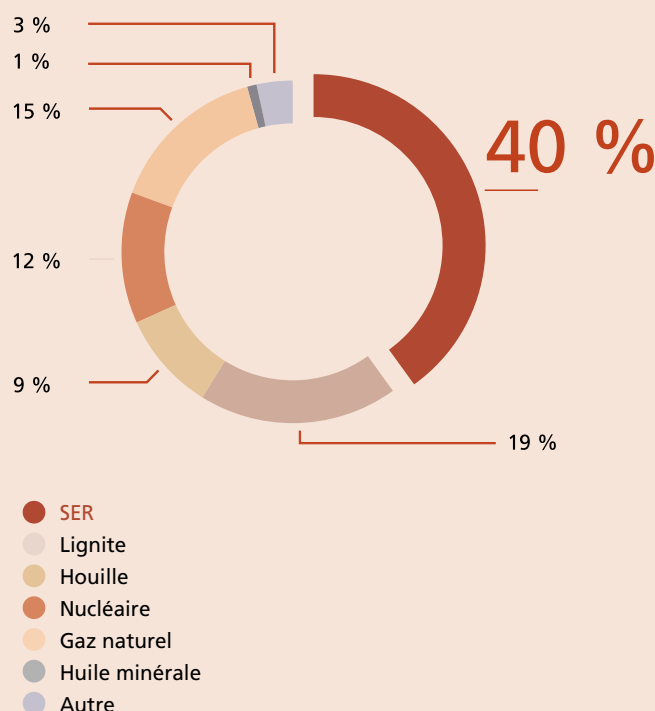
L'orientation à choisir : encore plus de stabilité

- Une production d'énergie essentiellement basée sur des sources renouvelables ne posera pas davantage de risques de sécurité que les

sources d'énergie conventionnelles. En réalité, la sécurité énergétique est d'ores et déjà menacée, en raison de la complexité de la production d'énergie centralisée conventionnelle. Il est impossible de prédire le moment où une centrale nucléaire ou à charbon devra être arrêtée pour une maintenance critique, et les conséquences de cette incertitude, dans un système centralisé comptant moins d'installations, sont beaucoup plus graves, sans même parler de la dépendance considérable de la majorité des pays aux importations de ressources d'énergie fossile telles que le pétrole et le gaz. Cette dépendance rend leur système énergétique vulnérable face aux variations des prix du marché et à l'instabilité politique des pays exportateurs.

- Il est vrai que les flux de sources renouvelables sont variables. Toutefois, nous savons, la plupart du temps, quand le temps va être ensoleillé ou venteux, et la science nous permet d'effectuer des prévisions précises au moment opportun. Si l'on tient compte également des technologies innovantes telles que les compteurs et réseaux intelligents, les **flux d'énergie sont plus sûrs et stables que jamais**.
- En outre, s'il existe une capacité de stockage adéquate et une intégration régionale efficace des réseaux énergétiques, les changements naturels peuvent être gérés sans devoir redouter de panne d'électricité. La fiabilité du réseau électrique en Allemagne n'a pas été mise à mal, et ce, bien que les sources d'énergie renouvelable aient atteint une part de plus de 40 % de la production d'électricité en 2019. Les travaux de recherche et même les analyses réalisées par les opérateurs du système de transmission ont montré que, dans de nombreux pays, un système électrique fonctionnant à partir de 100 % d'énergies renouvelables était déjà faisable.

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES
COUVRENT DÉJÀ 40 % – ACCÉLÉRONS
POUR ARRIVER À 100



Partie IV : La protection de la santé et la qualité des soins de santé, des bénéfices évidents des énergies renouvelables

1. La protection de la santé, pour nos enfants comme pour nous-mêmes, représente l'un des bénéfices les plus précieux d'un avenir reposant sur les énergies renouvelables. D'abord et avant tout, les énergies renouvelables **réduiront de manière significative la pollution atmosphérique** et **sauveront jusqu'à sept millions de vies chaque année dans le monde**, y compris des enfants qui meurent prématurément en raison de la pollution atmosphérique (voir également chapitre 5, p. 102).¹⁶ En plus d'être la principale source industrielle d'arsenic et de mercure dans l'air, les émissions de particules fines (PM 2,5) provenant de centrales électriques au charbon, connues pour provoquer des maladies cardiovasculaires, peuvent se déplacer sur plus de 1 000 km. En outre, les ressources considérables consacrées, dans le système de santé publique, à traiter les maladies respiratoires causées par la pollution pourraient être réaffectées et utilisées à d'autres fins, par exemple pour fournir des soins de santé gratuits aux enfants. L'énergie renouvelable peut permettre de mettre fin aux graves problèmes de smog rencontrés dans de nombreuses zones urbaines. Les études tendent à indiquer que le chauffage domestique et les activités industrielles constituent, avec les transports, les principales sources d'émissions : dès lors, remplacer les centrales à charbon par des énergies renouvelables contribuera à assainir l'air des grandes villes et à réduire la présence de smog.
2. Durant la pandémie de Covid-19, de nombreuses études ont conclu que les personnes

qui avaient été exposées à la pollution atmosphérique étaient beaucoup plus susceptibles de faire partie d'un groupe à risque et qu'en cas de contamination au virus, elles souffriraient donc plus que les personnes vivant dans des régions peu polluées.

3. Les cendres de charbon, c'est-à-dire les déchets générés par la combustion du charbon, contiennent également des métaux lourds hautement toxiques, qui peuvent provoquer des cancers et des maladies du système nerveux. Ces cendres n'étant souvent pas correctement éliminées, elles contaminent les eaux de surface et les eaux souterraines.
- Les marées noires ont déjà entraîné de nombreuses catastrophes environnementales et de grandes souffrances humaines. Nous avons tous vu les images de terres agricoles polluées ou d'oiseaux marins en train de mourir. Si ce phénomène est bien connu, les risques liés aux technologies à base de combustibles fossiles relativement nouvelles, telles que l'extraction du gaz de schiste, ne se font connaître qu'aujourd'hui.
- En comparaison avec les métiers de l'extraction minière, dont les risques élevés sont bien connus et dont les graves effets sur la santé se font essentiellement ressentir à un âge avancé, les **emplois du secteur des énergies renouvelables garantissent des normes élevées en matière de santé et de sécurité** au travail (voir également chapitre 2, p. 38).

Mais qu'en est-il...



... de l'idée selon laquelle le niveau de pollution atmosphérique et de smog dans certaines villes ou régions serait influencé par la météo et les conditions climatiques prédéterminées par la situation géographique et la nature ?

L'orientation à choisir : assainir l'air

- Si les phénomènes météorologiques naturels et les conditions climatiques influencent effectivement le niveau de pollution atmosphérique et de smog, ce sont essentiellement les niveaux élevés de combustion de carburants fossiles dans les secteurs de l'énergie, du transport et de la construction, ainsi que la combustion de bois dans le secteur du chauffage, qui engendrent des externalités, lesquelles ont un immense impact sur notre santé et l'environnement. Dans le cas de Skopje, par exemple, il est vrai que la ville est située dans une vallée et est moins ventilée pendant l'hiver. Toutefois, il est également vrai que les taux de pollution atteignent des niveaux vertigineux dans les zones urbaines à forte densité de population, créant ainsi des conditions « favorables » à une plus forte concentration de particules aéroportées et à un risque accru de pollution. Il

existe d'autres cas similaires dans lesquels des quartiers autonomes, fonctionnant à l'énergie renouvelable, ont été créés et se révèlent capables de changer la donne. Ces exemples positifs servent de feuille de route à d'autres qui voudront imiter leur exemple, en démontrant comment maximiser les bénéfices majeurs d'une association entre les ressources naturelles et les progrès technologiques à la portée de notre génération. Par exemple, en Croatie, la petite ville de Koprivnica, avec le financement de l'UE et forte de son esprit d'innovation local, est en train de devenir un leader reconnu du développement durable dans toute l'Europe. Ce qui rend cette ville croate unique, ce sont ses politiques intégrées de développement urbain social et écologique, dans le cadre desquelles les défis énergétiques sont envisagés en liaison avec la pauvreté et d'autres problèmes rencontrés par les groupes marginalisés.



Mais qu'en est-il...



... des craintes que les énergies renouvelables n'améliorent pas notre qualité de vie, voire la détériorent en raison d'une répartition disproportionnée de leurs bénéfices ?

L'orientation à choisir : favoriser le progrès social

- La forte corrélation entre l'énergie renouvelable et le développement humain est appuyée par une étude de l'International Renewable Energy Agency (IRENA), qui fait état d'une amélioration de 4 % du bien-être humain, un indicateur directement lié à la qualité de vie. Par ailleurs, des politiques ambitieuses dans le domaine des énergies renouvelables soutiendront les initiatives fortes qui ont déjà été lancées, telles que le « Barefoot College » en Inde, qui vise à lutter contre la précarité énergétique et améliorer la qualité de vie et la santé des femmes et des enfants de nombreuses communautés. Des énergies renouvelables décentralisées, associées aux progrès technologiques en cours, peuvent améliorer l'accès à l'eau propre et potable dans les zones reculées grâce à l'extraction, à la production et à la fourniture d'eau tant pour la consommation des ménages

que pour l'irrigation, ce qui aura donc également un effet sur la sécurité alimentaire.

- En outre, alors que les débats sur la sécurité sont de plus en plus centrés sur des conflits non conventionnels motivés par les ressources, l'exploitation des énergies renouvelables nous aiderait sans aucun doute également à surmonter certaines menaces de sécurité. Ajoutons qu'en facilitant les mesures d'atténuation et d'adaptation, les énergies renouvelables apporteront une réponse à certains problèmes climatiques spécifiques, tels que la migration et les conflits liés au climat. Plus la demande de pétrole, de charbon ou de gaz sera faible, plus il y aura de chances pour que les conflits liés aux combustibles fossiles s'éteignent.
- Dernier point, mais non des moindres, la transition énergétique modifierait également les structures de pouvoir géopolitiques et ferait apparaître de nouvelles zones d'intérêt pour les acteurs puissants, en déplaçant potentiellement les conflits. C'est exactement la raison pour laquelle la transition vers une économie décarbonisée doit absolument se faire au moyen d'une transformation énergétique dûment planifiée, structurée et inclusive, menée de manière démocratique et décentralisée.

Quelles sont nos aspirations ?

- Aurait-on obtenu la démocratie telle que nous la connaissons aujourd'hui sans organiser d'élections ou introduire certains processus complexes de vote, ou si le vote avait été limité à certains groupes ? Sûrement pas. Pour démocratiser le système énergétique, il est également nécessaire de simplifier les procédures d'**investissements de faible ampleur dans les énergies renouvelables, afin que ces investissements soient accessibles à tous et mènent à une société solidaire en matière d'énergie.**
- Des solutions telles que les systèmes de demande à guichet unique et les procédures de demande simplifiées pourraient encourager la production décentralisée d'énergie solaire, en particulier l'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments résidentiels, et pourraient contribuer aux principaux objectifs de la transition énergétique, à savoir le **respect de l'environnement et les bénéfices socio-économiques pour les travailleurs, les citoyens et les entreprises.** Les principes de transparence et de bonne gouvernance doivent être respectés par les entreprises publiques du secteur de l'énergie et les monopoles et oligopoles existant dans certains pays. Les politiques énergétiques devraient laisser de la place aux ménages et aux projets d'énergie locaux. Les meilleures pratiques telles que l'exemple du petit village allemand de Wolfhagen, les coopératives d'énergie et les milliers de particuliers et de petites entreprises d'Europe du Sud-Est prouvent que cette approche est réaliste dans différentes conditions. Bon nombre de ces initiatives et de ces particuliers sont également prêts à soutenir les acteurs progressistes dans leurs efforts visant à mettre en œuvre une transition énergétique juste et à définir l'avenir de notre vie sur Terre.
- L'Union européenne et la Communauté de l'énergie ont manifesté un vif intérêt pour le soutien des projets de transition énergétique, de même que le pacte vert pour l'Europe, qui représente un solide instrument pour la transition vers un continent neutre en carbone. En fin de compte, la **volonté politique constitue également une ressource renouvelable inexploitée** dont les acteurs progressistes doivent se saisir pour l'exploiter, et de préférence dès aujourd'hui.

Références et Sources

Références

- ¹ Le terme « prosommateur » désigne un consommateur actif qui consomme et produit un bien en même temps. Dans le secteur de l'énergie, un « prosommateur » est une personne qui produit et consomme simultanément de l'énergie. Cette double fonction est aujourd'hui possible grâce à l'essor des nouvelles technologies connectées et au développement constant des énergies renouvelables, par exemple l'énergie solaire et éolienne, ainsi qu'à leur intégration dans notre réseau énergétique, facilitée par le cadre juridique approprié.
- ² August, W., Valeria, J. S., Jan, P. et al. (2018) : Statistical Evidence on the Role of Energy Cooperatives for the Energy Transition in European Countries (consulté pour la dernière fois le 22 mai 2020).
- ³ The Conversation (2019): This small German town took back the power – and went fully renewable (consulté pour la dernière fois le 17 juin 2020).
- ⁴ Commission européenne, direction générale de l'énergie (2019): *Europeans' attitudes on EU energy policy*, disponible à l'adresse suivante: Europeans' attitudes on EU energy policy - Office des publications de l'Union européenne, p. 6 (consulté pour la dernière fois le 30 avril 2020).
- ⁵ RES Foundation (2018): *Energy poverty in the Western Balkans Sustainability, Forum of the Energy Community*. Vienne, disponible à l'adresse suivante: <http://www.resfoundation.org/> (consulté pour la dernière fois le 22 mai 2020).
- ⁶ EU Energy Poverty Observatory (2018): *Indicators & Data: Inability to Keep Home Adequately Warm*, available at: <https://www.energypoverty.eu/indicator?primaryId=1461> (consulté pour la dernière fois le 30 avril 2020).
- ⁷ Observatoire européen de la précarité énergétique (2018) : *Indicators & Data: Inability to Keep Home Adequately Warm*, disponible à l'adresse suivante: <https://www.energypoverty.eu/indicator?primaryId=1461> (consulté pour la dernière fois le 30 avril 2020).
- ⁸ Ibidem : 10.
- ⁹ Commission européenne, direction générale de l'énergie (2019): *Benchmarking smart metering deployment in the EU-28*, disponible à l'adresse suivante: Benchmarking smart metering deployment in the EU-28 - Publications Office of the EU, page 20 (consulté pour la dernière fois le 30 avril 2020).
- ¹⁰ Pyrkalo, Svitlana (2019): EBRD finances smart metering breakthrough in Montenegro. EBRD (consulté pour la dernière fois le 5 mai 2020).
- ¹¹ Ces arguments s'appliquent principalement à la production d'électricité à partir de sources renouvelables : en effet, l'électricité devrait jouer un rôle majeur dans tous les secteurs de l'économie, de la mobilité aux applications industrielles en passant par le chauffage. Tout ne fonctionnera pas à l'électricité, mais l'électricité renouvelable deviendra également la base de la production, par exemple, d'hydrogène propre ou de carburants de synthèse.
- ¹² Même en tenant compte des coûts du plus vaste réseau énergétique nécessaire à un système décentralisé d'énergies renouvelables et des dépenses en capital plus élevées, un système constitué à 95 % d'énergies renouvelables entraînerait des coûts similaires, voire inférieurs, à un système essentiellement basé sur le charbon, et ce, même en supposant un prix modeste du CO₂ à 20 euros par tonne en 2050. Or, à la mi-2019, ce prix avait déjà atteint 25 euros par tonne.
- ¹³ IRENA (2018) : *Renewable Energy: A Gender Perspective*, 31, disponible à l'adresse suivante: Renewable energy (consulté pour la dernière fois le 08 mai 2020).
- ¹⁴ Les effets négatifs du charbon et de la poussière de charbon sur la santé faisaient déjà l'objet de recherches il y a très longtemps: des études exhaustives avaient même déjà été publiées dans les années 1970 (voir par exemple <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1638110/>).
- ¹⁵ Our World in Data (2014): *Global electricity production by source* (consulté pour la dernière fois le 7 juillet 2020). Pour de plus amples informations, voir <https://ourworldindata.org/energy#all-charts-preview>
- ¹⁶ Pour plus d'informations, voir https://www.who.int/topics/air_pollution/fr/

Sources

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/skopje/15815.pdf>
 Renewable Energy Benefits: Leveraging Local Capacity for Solar PV
 Causes, Effects and Solutions to Smog Pollution
 Residential heating with wood and coal
 Karagulian, Federico, Belis, Claudio A., Dora, Carlos Francisco C., Prüss-Ustün, Annette M., Bonjour, Sophie, Adair-Rohani, Heather and Amann, Markus (2015): *Contributions to cities' ambient particulate matter (PM): A systematic review of local source contributions at global level* (consulté pour la dernière fois le 16 avril 2020: <https://er.elsevier.com/reader/sd/pii/S1352231015303320?token=9B7152FEA099090454C590ADB5F95BE7F-68F7687A5851835FEA7ED1661460CD543EFD31FF7AD170D6A138312E6A8DEEA>)
 Renewable energy benefits: Understanding the socio-economics
<https://books.google.de/books?id=KkCLDwAAQBAJ&printsec=frontcover&dq=inauthor:%22Jeremy+Rifkin%22&hl=de&sa=X&ved=0ahUKEwjNzIXX3orpAhXNnOAKHbP6DgMQ6AEITzAE#v=onepage&q&f=false>
 Green jobs and occupational safety and health:
 Climate victory: Companies put Poland's last new coal
<http://library.fes.de/pdf-files/fes/15665.pdf>
<https://www.irena.org/publications/2019/May/Renewable-power-generation-costs-in-2018>
https://www.agora-energiawende.de/fileadmin2/Projekte/2016/Stromwelten_2050/Agora_Gesamtkosten-Stromwelten-EN_WEB.pdf
https://www.leopoldina.org/uploads/tx_leopublication/2019_Stellungnahme_Klimaziele_2030_Final.pdf
<https://cor.europa.eu/en/engage/studies/Documents/local-energy-ownership.pdf>
<https://irena.org/publications/2020/May/Tracking-SDG7-The-Energy-Progress-Report-2020>
<https://ourworldindata.org/energy#all-charts-preview>
https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/b891cfb7-d50f-11e9-b4bf-01aa75ed71a1/language-en-?WT.mc_id=Searchresult&WT.ria_c=37085&WT.ria_f=3608&WT.ria_ev=search
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/amman/15614.pdf>

5

Transformation vers une mobilité équitable sociale- ment

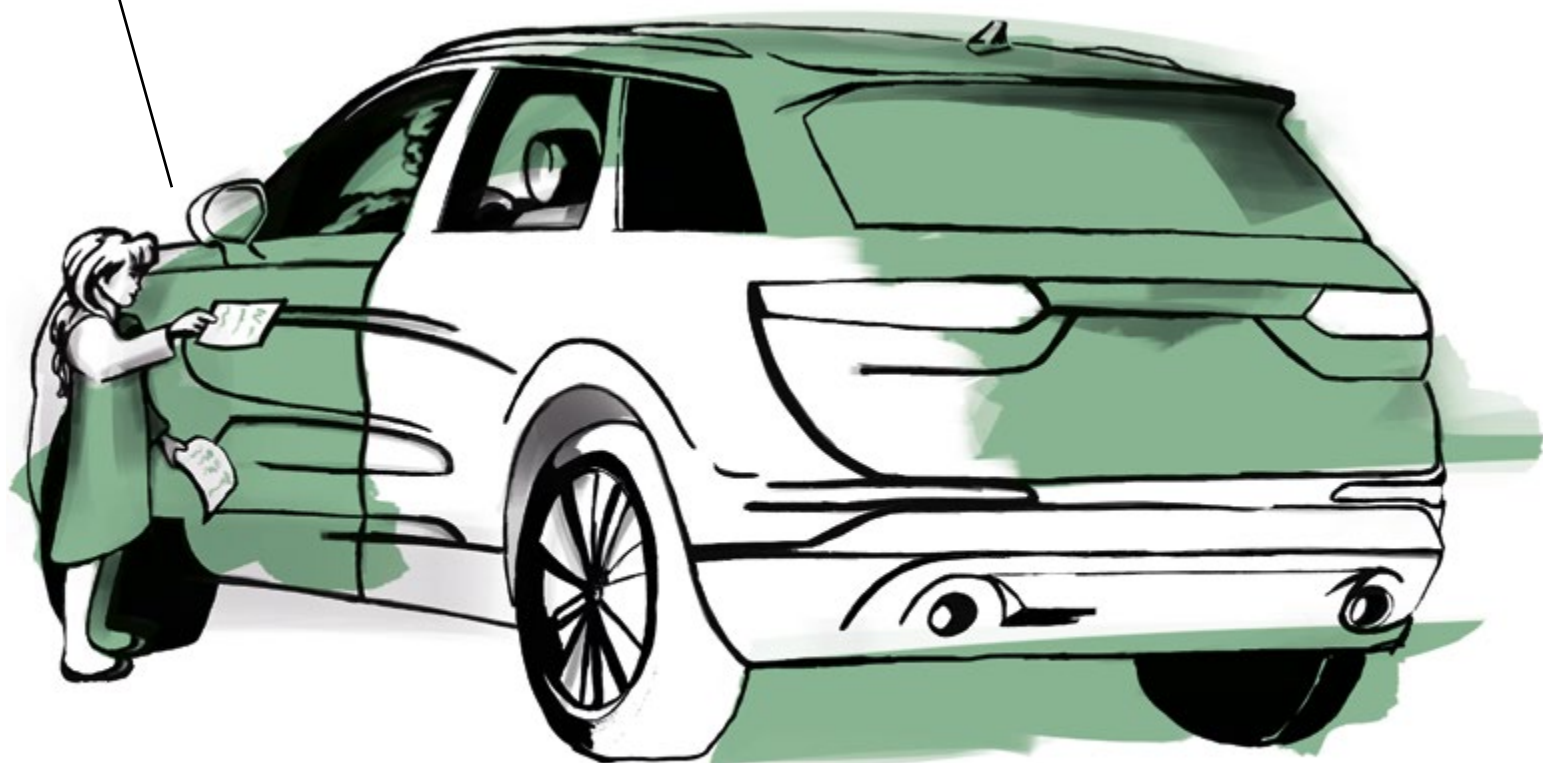
La transformation de la mobilité propose de nombreuses perspectives en matière d'amélioration de notre qualité de vie. Étant donné l'augmentation constante des émissions de CO2 du secteur, une transformation est bien entendu indispensable. Elle a déjà débuté, puisque des centaines de villes commencent à mettre en œuvre des concepts de mobilité intelligents et durables. Ces initiatives rendent la vie des citoyens plus saine, les espaces urbains plus verts et plus agréables, les économies locales plus fortes, la gestion du temps plus intelligente, les sociétés plus justes et l'environnement plus propre pour notre génération et les suivantes.¹

Dans ce chapitre, nous allons aborder le thème de la transformation de la mobilité sous des angles très différents : Nous allons débiter par les avantages connexes de la transformation de la mobilité pour les citoyens et les communautés, en nous intéressant aux avantages pour la santé (partie I), les collectivités habitables (partie II) et la

justice sociale (partie III). Nous nous pencherons ensuite sur les aspects économiques de la transition de la mobilité en nous concentrant dans un premier temps sur les avantages connexes pour l'économie dans son ensemble (partie IV) et ensuite spécifiquement pour l'industrie automobile (partie V).

Bonjour, nous recueillons des signatures pour obtenir une piste cyclable protégée sur cette route...

Au secours ! Cette fille veut restreindre notre liberté !



Partie I : Mobilité durable, vitale pour un style de vie sûr et sain.

Pour que nous puissions mener une vie saine, tant de nos jours qu'à l'avenir, nos systèmes de mobilité doivent être transformés. Il existe cinq raisons à cela : la pollution de l'air, les accidents de la route, la pollution sonore, le manque d'exercice et, enfin et surtout, la nécessité de limiter la crise climatique.

1. **La pollution de l'air constitue le principal facteur de risque pour la santé environnementale dans le monde**, causant 7 millions de décès précoces par an (voir aussi le chapitre 4, page 76).² Alors que les grosses particules toxiques obstruent nos poumons, provoquant cancers du poumon, maladies pulmonaires obstructives chroniques ou infections respiratoires, les petites particules pénètrent notre système



sanguin, entraînant accidents vasculaires cérébraux ou crises cardiaques. Outre les centrales électriques au charbon, le transport constitue l'une des principales origines de ce risque sanitaire. En 2015, le trafic était responsable de 11,4

% des décès précoces liés à la pollution atmosphérique, générant environ 1 000 milliards de dollars de dommages pour la santé.³ L'Asie n'est pas la seule région dont les populations urbaines sont durement touchées par la forte pollution atmosphérique due aux transports : de nombreuses villes d'Europe centrale et d'Europe de l'Est « rivalisent » pour le titre peu enviable de la pire qualité de l'air dans le monde, surtout en hiver : de Varsovie à Almaty, nos capitales sont intoxiquées par les brouillards de pollution, empêchant même parfois les avions d'atterrir, les pistes d'atterrissage n'étant pas visibles. La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'ici à 2050 et 70 % de ces personnes devraient vivre dans des zones urbaines. En conséquence, **les émissions annuelles des transports urbains vont doubler**,⁴ à moins que des politiques et mesures strictes ne soient prises pour réduire les émissions dues aux transports. À la lumière de ces faits, nous pourrions nous demander pourquoi des avertissements sanitaires sont apposés sur chaque paquet de cigarettes, mais pas sur chaque voiture.

2. Pour que nous puissions à nouveau respirer de l'air frais, il **suffit de multiplier les bons exemples de remplacement des transports reposant sur les carburants fossiles par des alternatives saines et durables**. Au total, 800 exemples de mobilité durable dans les communautés européennes ont été inclus dans le seul projet « Civitas »,⁵ et des centaines de nouveaux projets sont présentés chaque année pendant la « semaine européenne de la mobilité » qui est une superbe source d'inspiration.⁶ Parmi ces projets, citons l'amélioration des transports publics zéro émission ou à faibles émissions (métro, parcs de bus électriques, trains et tramways fonctionnant aux énergies renouvelables), les réseaux cyclables (y compris, les pistes cyclables sécurisées, les ateliers de

réparation de vélos, les garages à vélos sécurisés ou les locations de vélos (cargo)), les projets multimodaux, offrant une combinaison flexible de différents types de transport pour un même trajet (vélos de transports publics et voitures électriques ou à hydrogène, qui peuvent être déposés en toute sécurité dans des parcs relais situés hors du centre-ville).⁷ **Les centres-villes du monde entier se transforment en zones à faibles émissions**, voire sont interdites à la circulation. La ville de Paris, autrefois entièrement vouée à l'automobile, est l'un des principaux exemples de cette évolution.⁸

3. Le **nombre d'accidents de la route graves peut également être réduit** par une transformation de la mobilité. Au total, 70 % des personnes tuées dans des accidents de la route en milieu urbain sont des « usagers de la route vulnérables », à savoir des piétons ou des cyclistes.⁹ Autrement dit, **une fois de plus, les personnes les plus vulnérables de nos sociétés sont les plus menacées** : les personnes marginalisées qui circulent à vélo au milieu des SUV ou les personnes âgées qui traversent la route. Nous nous sommes habitués à vivre dans des villes où les terrains de jeux sont clôturés pour éviter que nos enfants ne se fassent renverser, plutôt que de « clôturer » les voitures pour nous permettre de nous déplacer librement. Par bonheur, de nombreux pays ont commencé à s'attaquer à ce problème, la Pologne figurant parmi les leaders lorsqu'il s'agit de réduire les accidents de la route dans les zones urbaines.¹⁰
4. La **pollution sonore**, qui constitue un problème de santé important, en particulier dans les zones métropolitaines densément peuplées, est aussi grandement réduite par la pratique du vélo et de la marche ou, sur de plus longues distances, par le recours à l'e-mobilité publique ou individuelle.

5. En outre, au lieu de nous rendre en voiture dans nos salles de sport onéreuses, il est plus économique, et souvent encore plus efficace, d'y aller à pied ou à vélo : « Pour la plupart des gens, les formes d'activités physiques les plus simples et les plus acceptables sont celles qui s'intégreront à leur vie quotidienne. Elles privilégieront par exemple la marche ou le vélo au lieu de prendre leur voiture. »¹¹ **Brûler des graisses au lieu de brûler des carburants fossiles contribue à prolonger notre espérance de vie** en réduisant, par exemple, les risques de troubles cardiovasculaires ou d'obésité.
6. Enfin et surtout, une transformation du secteur de la mobilité s'accompagne non seulement d'avantages directs pour la santé (comme le fait de ne pas être renversé par une voiture), mais aussi des **avantages indirects en limitant la crise climatique** (voir aussi le chapitre 1, page 16). Le secteur des transports représente un quart de l'ensemble des émissions de CO₂ au sein de l'UE. En outre, **il s'agit du seul secteur dans lequel les émissions continuent d'augmenter**, plutôt que de décroître. Par rapport à 1990, le niveau des émissions dans ce secteur a progressé de 25 %.¹² Les villes étant responsables de 70 à 75 % des émissions mondiales de carbone,¹³ si nous voulons atteindre les objectifs climatiques essentiels, il est impossible de faire l'économie d'efforts intensifs et ciblés pour mettre en œuvre la transformation de la mobilité urbaine. Une telle évolution est rendue possible grâce à des initiatives telles que « C40 Cities ». Ce projet réunit 16 réseaux et 96 villes ambitieuses sur le plan climatique du monde entier, qui représentent au total 25 % du PIB mondial, afin de les aider à reproduire, améliorer et accélérer les mesures climatiques dans le domaine de l'atténuation, de l'adaptation et de la durabilité. Ce projet englobe

actuellement un nombre impressionnant de 1 543 actions et mesures dans le domaine des transports urbains de masse.¹⁴

Mais qu'en est-il...

... des coûts qu'engendre le réaménagement de la mobilité urbaine ? Depuis des décennies, les villes sont aménagées en privilégiant la mobilité automobile individuelle.

L'orientation à choisir : La transformation de la mobilité s'avère payante

1. Premièrement, nous devons tenir compte des coûts engendrés par notre forme actuelle de mobilité : son coût pour nos systèmes de santé, les coûts engendrés par le réchauffement climatique (voir le chapitre 1, page 16) et, bien sûr, la perte inestimable de vies humaines.
2. Deuxièmement, les infrastructures durables, comme les pistes cyclables et les zones piétonnes, sont moins coûteuses à construire et à entretenir que les routes.
3. Troisièmement, les villes et communautés peuvent mettre en place des politiques visant à redistribuer l'argent perçu auprès des personnes qui peuvent s'offrir une voiture afin de rendre une mobilité sûre et pratique abordable pour toutes les bourses. Parmi les possibilités pouvant être envisagées, citons les péages urbains, des frais de stationnement plus élevés, voire des forfaits (ou ventes aux enchères) pour obtenir le permis de posséder une voiture. Les permis achetés par les propriétaires de voitures peuvent également inclure le prix d'un forfait annuel de transports publics afin de les inciter à ne pas conduire en centre-ville.
4. Quatrièmement, il existe de multiples possibilités de financement externe, par exemple

dans le cadre du « Green New Deal » de l'UE. Là encore, l'initiative de la « semaine européenne de la mobilité » peut constituer un point de départ motivant.¹⁵

Mais qu'en est-il...



... du nombre insuffisant de pistes cyclables qui ne peuvent pas constituer une véritable alternative de mobilité ?

L'orientation à choisir : Changement de priorités politiques

- Comme le **montrent des centaines de villes à travers le monde, un réseau de pistes cyclables bien conçu et étendu** consiste à hiérarchiser les bonnes politiques par les autorités locales, ainsi qu'à planifier et gérer de manière intelligente la mobilité urbaine.
- Le nombre de villes mettant en place de nouvelles pistes cyclables a fortement augmenté pendant la crise de la Covid-19, lorsqu'un nombre croissant de citoyens ont ressorti leur vélo de leur cave (comme ce fut le cas en Géorgie, par exemple) ou ont fait l'acquisition de vélos (conduisant même à une pénurie de vélos dans les magasins en Italie et aux Pays-Bas), et ont commencé à se rendre au travail à vélo sur les routes désertées par les véhicules. De nombreuses villes se sont rapidement adaptées à ce changement de comportement de leurs citoyens en mettant en place des pistes cyclables « pop-up ». À cet égard, la ville de Bogota est un véritable pionnier à l'échelle mondiale.¹⁶ Certaines villes ont même transformé des routes « normales » en pistes cyclistes à moindres frais, simplement en installant un panneau et en pulvérisant un symbole sur l'asphalte pour indiquer que la voie de droite était désormais réservée aux cyclistes circulant à droite, et la voie de gauche aux cyclistes circulant à gauche.

- **Pour surfer sur cette tendance positive, le vélo doit être pratique pour chacun.**

Des études menées au Danemark montrent que la plupart des cyclistes optent pour le vélo parce qu'il s'agit d'un moyen de transport rapide et facile, et non parce qu'il est peu coûteux.¹⁷ Par conséquent les pistes cyclables doivent être construites selon trois critères : les cyclistes doivent être à l'abri des voitures (tant à l'arrêt qu'en mouvement). Les voies doivent être suffisamment larges pour permettre aux cyclistes de se déplacer à différentes vitesses (par exemple, un banlieusard qui dépasse un vélo cargo) et doivent permettre aux cyclistes d'atteindre rapidement leur destination. Pour y parvenir, des changements plus complexes doivent être réalisés, tels que l'installation de voies rapides cyclables ou de ponts, ou simplement par la programmation de feux de circulation en fonction de la vitesse moyenne des cyclistes plutôt que des voitures.

Mais qu'en est-il...



... des doutes quant à notre niveau de préparation à la « multimodalité » ? Le concept semble parfait lorsqu'il s'agit d'intégrer différents moyens de transport sur un même itinéraire, adaptés aux besoins de mobilité individuels. Mais pour certaines villes, il s'agit encore d'une utopie.

L'orientation à choisir : Enseignements tirés des meilleures pratiques

- La multimodalité implique l'intégration intelligente de différents moyens de mobilité en guise d'alternatives au transport en voiture individuelle afin d'obtenir une infrastructure coordonnée sur un même itinéraire. Il s'agit définitivement de la solution à privilégier pour parvenir à une mobilité durable et elle est déjà mise en pratique dans de nombreuses villes, notamment en Europe de l'Est (Gdansk, Riga, Vilnius, Rostock et autres).¹⁸ Certaines de ces villes ont mis à disposition des applis gratuites permettant à leurs citoyens de planifier leur



itinéraire individuel au moyen de différents moyens de transport : transports publics, autopartage, vélos de ville, pistes cyclables, marche à pied. Avec une infrastructure englobant des supports à vélos dans les bus/trains, suffisamment de places de stationnement pour les vélos dans les gares ferroviaires/routières, des points d'information multimodaux dans les espaces publics, etc., la multimodalité peut constituer la solution idéale pour les déplacements urbains en particulier, mais également pour les déplacements plus longue distance.

Mais qu'en est-il...



... du volume des émissions dues aux véhicules commerciaux, comme les cargos ou les bus publics ?

L'orientation à choisir : Réduction des émissions dans tous les domaines des transports

- Le fait que les cargos soient responsables d'une part importante des émissions de CO₂ induites par le secteur des transports signifie qu'ils doivent être soumis à une réglementation plus stricte. Les statistiques en matière d'émissions montrent que ces restrictions réduisent bel et bien les émissions. Pour autant, cela ne nous dispense pas de passer à des moyens de mobi-

lité plus durables sur le plan environnemental dans nos zones urbaines et rurales, comme les trains fonctionnant avec des énergies renouvelables, etc. De toutes façons, nous inhalons chaque jour des gaz d'échappement toxiques, quel que soit le niveau d'émissions des cargos.

- En ce qui concerne l'empreinte carbone des transports publics, il est vrai que près de 80 % des parcs de bus publics en Europe fonctionnent encore au gazole. Or, les bus constituent le pilier des transports publics dans le monde entier (plus de 80 % des transports publics mondiaux¹⁹). Mais le remplacement des bus diesel par des bus fonctionnant aux biocarburants ou aux bus électriques est en bonne voie dans des centaines de villes, parmi lesquelles Paris qui prévoit de passer à un parc entièrement constitué de « bus verts » d'ici à 2025, et Berlin qui s'est fixé 2030 comme échéance grâce à divers programmes et initiatives de subventions financières.²⁰ Par ailleurs, certaines villes d'Europe centrale et d'Europe de l'Est exploitent toujours à l'heure actuelle des réseaux de « trolleybus » électriques qui ont besoin d'être modernisés afin de pouvoir faire partie intégrante d'un réseau de transports publics à faibles émissions de carbone.

Partie II : Mobilité durable vitale pour le développement urbain, l'espace public et la qualité de vie.

Des études montrent que les villes dotées de politiques de mobilité durable progressistes (comme Vienne, Munich, Amsterdam, Copenhague ou Prague, Varsovie, Vilnius et d'autres villes d'Europe centrale) figurent en tête de classement en matière de qualité de vie, offrant à leurs citoyens le meilleur environnement et les meilleures conditions de vie au monde.²¹

Il existe deux manières essentielles de contribuer à une meilleure qualité de vie urbaine en se concentrant sur des modèles de mobilité.

1. La première consiste à accorder plus d'espace aux personnes et moins aux voitures en améliorant les structures urbaines existantes.

- De nombreuses initiatives citoyennes nous invitent à « **nous réapproprier nos rues** »,²² en soulignant le décalage qui existe entre l'espace urbain alloué aux voitures individuelles par rapport à celui dont nous disposons tous.²³ En moyenne, la superficie d'un parking (en se souvenant que les voitures passent en fait le plus clair de leur temps garées) est de 11 m². Imaginez l'espace qui est constamment monopolisé par du métal inutile. Or, la plupart du temps, les propriétaires de voitures ne paient qu'une infime fraction du prix moyen au mètre carré d'un terrain dans votre ville. Sans parler de la répartition disproportionnée de l'espace alloué aux rues, d'une part, et aux trottoirs, pistes cyclables et espaces de loisirs, d'autre part. Cet **espace devrait devenir une véritable « zone de partage »**, servant non seulement aux arbres et parcs pour améliorer la qualité de l'air et faire baisser les températures

pendant une canicule, mais aussi **pour donner naissance à des villes plus vivantes et plus agréables à vivre**, réservant plus d'espace pour que les habitants puissent se rencontrer, parler et apprendre à se connaître, favorisant ainsi la cohésion sociale et la coopération.

- Ce type de transformation des espaces urbains repose, la plupart du temps, sur des **processus décisionnels participatifs** renforçant l'auto-efficacité des citoyens et leur attachement à la communauté (voir aussi les chapitres 6, page 128, et 7, page 146). Il s'est par exemple avéré très efficace de convertir des rues en zones piétonnes ou de mettre en place de nouvelles lignes de bus, pendant une **période d'essai** ou certains jours de la semaine, **puis de demander aux locaux** de décider par un vote de rendre ce changement permanent (ce qu'ils font le plus souvent). La transformation du célèbre quartier de Times Square à New York, autrefois incroyablement embouteillé, en une zone piétonne a débuté simplement par la mise en place pendant quelques mois de quelques chaises pliantes colorées. Une fois la décision prise de limiter ou de proscrire le transport individuel, les locaux et propriétaires de magasins devraient avoir leur mot à dire dans le réaménagement de leur espace urbain.
- Pour convaincre les locaux qui pourraient être réticents à l'idée de voir leur espace urbain changer, les autorités locales ont la possibilité unique de s'appuyer sur leur contact direct avec les habitants en leur **servant de modèles** et en leur proposant des exemples visibles et attrayants : les maires et membres des autorités locales se rendront par exemple au travail à vélo ou établiront un partenariat de coopération avec les entreprises locales pour que leurs employés bénéficient de forfaits pour les transports publics.



2. Le deuxième moyen consiste à réduire dès le départ les besoins de mobilité afin que les citoyens n'aient pas à passer autant de temps dans la circulation (quel que soit le moyen de transport).

- Des concepts urbains modernes, mais ambitieux, comme la « **ville à 30 minutes** », visent à concevoir des villes où le domicile, le travail, les loisirs et autres besoins essentiels se trouvent tous dans un périmètre de 30 minutes de trajet les uns des autres. Il s'agit d'un programme complexe de mobilité durable qui réduit la circulation et améliore ainsi la qualité de vie au quotidien au niveau de la santé, de l'environnement, de la gestion du temps, de l'économie locale et du coût de la vie.²⁴
- Les modèles de **télétravail et de travail à domicile** peuvent également contribuer à réduire le volume des transports. Pendant la crise de la Covid-19 en particulier, de nombreux employeurs et employés ont pris conscience du fait que le travail à domicile pouvait être

très efficace, permettant de gagner à la fois de l'argent et du temps. Après tout, personne n'aime passer des heures et des heures chaque jour à faire la navette entre son travail et son domicile (aussi bien dans les transports publics qu'en voiture) qui pourraient être consacrées bien plus agréablement à sa famille et à ses amis.

Mais qu'en est-il...



... des boutiques des centres-villes qui ne sont plus accessibles en voiture une fois le centre devenu strictement piétonnier ?

L'orientation à choisir : Amélioration de l'attractivité du centre-ville

- Les zones où la circulation automobile est limitée ou proscrite peuvent rendre les villes beaucoup plus attrayantes pour les petites entreprises. De nombreuses études montrent que les centres-villes strictement piétonniers

augmentent la probabilité que les gens y dépensent leur argent, car ils ont le temps de se balader, de faire les magasins, etc. Il s'agit là d'un argument particulièrement convaincant à une époque où les centres-villes sont « saignés à blanc » par la concurrence d'Internet et des centres commerciaux en périphérie (en particulier en Europe centrale et en Europe de l'Est). Des centres-villes agréables à vivre, propres et majestueux soutiennent mieux la comparaison.

- Par conséquent, la solution à apporter au risque de dépeuplement réside dans un réseau de transports publics bien conçu, dans le développement urbain, à savoir la mise en place de services attractifs, de lieux culturels, de loisirs, etc. dans les centres-villes, et dans des programmes et mesures d'incitation à l'installation de certains services et commerces.

Mais qu'en est-il...

... des personnes dont les obligations familiales ou professionnelles les obligent à prendre leur voiture pour se rendre en ville, ou de celles qui vivent dans des zones rurales plus isolées et n'ont pas accès aux infrastructures des transports publics ?



PROGRAMMES DE COVOITURAGE : ACTIFS DANS PLUS DE 2 000 VILLES

2000 VILLES

plus que toutes les villes et tous les villages des États de Visegrád (Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie) combinés



L'orientation à choisir : Rester connecté

- Pour les personnes qui ne peuvent pas accomplir leurs tâches quotidiennes sans voiture, outre les solutions de transport individuel sans carbone ou à faibles émissions de carbone, il existe toujours la possibilité de recourir à l'**autopartage**. Ces systèmes ont fait leurs preuves dans plus de 2 000 villes à travers le monde,²⁵ desservant environ 2,5 millions de personnes²⁶ rien qu'en Allemagne et permettant les déplacements en voiture en cas de besoin, sans les coûts et contraintes que connaissent les propriétaires de véhicules personnels. L'impact positif sur l'environnement de cette alternative est incontestable. Une étude menée par l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie a révélé que les personnes qui utilisent les applis d'autopartage réduisaient de 41 % le kilométrage parcouru à bord de leur voiture personnelle et se déplaçaient plus fréquemment en bus, en train ou par leurs propres moyens. Les recherches menées par l'organisation de mobilité collaborative CoMoUK ont montré que chaque véhicule du « car club » fait disparaître dix voitures personnelles de la circulation.²⁷
- En ce qui concerne l'**interconnexion entre les zones urbaines et rurales**, il existe de nombreux exemples de réseaux de transports publics bien développés en Europe qui relient la périphérie à la métropole pour constituer une alternative possible, principalement grâce aux réseaux de trains régionaux. En attendant que ce type de système devienne une réalité dans une région donnée, il est vrai que ses habitants n'ont d'autres choix que de compter sur leur moyen de transport individuel. En fin de compte, il revient à la politique d'infrastructure gouvernementale locale ou régionale d'améliorer l'infrastructure des transports publics de la région.

- En outre, comme la mobilité durable a également pour objectif de réduire le volume des transports, l'une des principales missions du développement régional et local consiste à revitaliser les zones rurales en assurant de meilleurs services de garde d'enfants et de santé, et des commerces, ainsi que des politiques de développement économique local axées sur l'exploitation des ressources locales et régionales : agrotourisme, production locale, etc. Ces politiques ont pour vocation d'améliorer

la qualité de vie des habitants d'une région sans qu'il qu'ils aient besoin de posséder une voiture et d'y consacrer le budget que cela implique. Comme nous l'avons précisé précédemment, le travail à domicile et le télétravail, au moins quelques jours par semaine, peuvent restreindre considérablement le nombre de déplacements professionnels, ce qui réduit les émissions et coûts de transport et permet à chacun de gagner du temps et de l'argent qu'il est ensuite possible de consacrer à ses loisirs.

Partie III : Mobilité durable vitale pour l'accessibilité des transports et la justice sociale.

- L'amélioration de la qualité et de la portée des infrastructures de transports publics réduit les inégalités sociales en investissant dans des moyens de transport abordables pour chacun. Jusqu'à présent, **nos programmes de mobilité urbaine ont souvent été conçus pour répondre aux besoins des classes supérieures et moyennes** se rendant au travail en voiture. Autrement dit, les **besoins de vastes composantes de notre société sont négligés** pendant la majeure partie de leur vie : les enfants, les personnes âgées ou handicapées qui ne peuvent pas conduire, les groupes marginalisés qui n'ont pas les moyens de s'offrir une voiture, les parents qui font leurs courses sur un marché local ou les amis qui se réunissent dans le voisinage. Comment les infirmières se rendent-elles à l'hôpital pour prendre leur service de nuit et comment l'expert-conseil principal s'y prend-il ? Il est dans l'intérêt des classes inférieures et moyennes de disposer de transports publics de qualité, fiables et abordables. Les politiques de mobilité durable contribuent donc à assurer un niveau supérieur de justice sociale dans nos sociétés.
- De plus en plus de maires et de représentants du gouvernement ou de la ville commencent à envisager les **transports durables comme un bien public** nécessaire au bon fonctionnement de la société, au même titre que la police, les services de santé ou l'éducation. Par conséquent, de plus en plus de villes mettent en œuvre des politiques visant à mettre en place des transports publics gratuits ou peu coûteux (actuellement, cela concerne plus de

150 villes dans le monde, la plupart situées en Europe, notamment en Pologne, en République tchèque, en Bulgarie, en Slovénie et en Lituanie).²⁸ Le Luxembourg et une partie de l'Estonie sont les premiers pays à proposer des transports publics gratuits à l'échelle nationale. Les autorités de ces villes considèrent cette politique comme étant le meilleur moyen de réduire nettement les émissions de carbone dues aux transports urbains et de **lutter contre les inégalités sociales**, car la gratuité des transports publics permet surtout de réduire considérablement le coût de la vie des citoyens des classes moyennes et des classes moyennes inférieures. Après tout, le message de réduction des coûts de la politique de gratuité des transports publics constitue l'argument ultime à l'encontre des sceptiques et opposants aux politiques de transport urbain ambitieuses au niveau environnemental, comme les zones où la circulation est interdite, les restrictions strictes de stationnement, les couloirs de bus, etc.

- Dans des pays comme l'Allemagne, malgré la contribution des transports publics à l'égalité sociale, le **secteur automobile reçoit toujours des subventions d'un montant disproportionné par rapport aux transports publics**. De 2009 à 2019, le gouvernement fédéral a investi 20 fois plus dans la recherche, l'optimisation des technologies et des matériaux, les infrastructures, etc. pour le transport automobile que pour les transports publics.²⁹
- La diminution de la dépendance et du recours au transport par voiture personnelle rend les populations **moins dépendantes des augmentations du prix des carburants**, qui ne sont plus seulement soumises à l'évolution du marché mondial du pétrole mais aussi au développement des systèmes de tarification du CO₂.

- Enfin et surtout, **la plupart des citoyens accueillent positivement une transformation de la mobilité** si elle se traduit par des transports publics abordables et pratiques. L'intérêt pour des alternatives de transport viables améliorant la qualité de la vie au quotidien est confirmé par une étude McKinsey de 2018 qui indique qu'une majorité écrasante de résidents sont satisfaits des systèmes de transport public urbain très développés dans dix villes à travers le monde.³⁰ Cette évolution est confirmée par le fait que près de la moitié des habitants de villes comme New York, San Francisco, etc., ne possède pas de voiture, ou qu'en Allemagne, le nombre de personnes passant leur permis de conduire ait diminué de près de 30 % par rapport aux chiffres d'il y a dix ans.³¹

Mais qu'en est-il...

... de l'augmentation des frais de stationnement dans les centres-villes qui pénalise bien plus les personnes à faibles revenus que les citoyens les plus riches de la société ?

L'orientation à choisir : Pourquoi subventionner les propriétaires de voitures ?

- La solution durable et juste socialement au problème de l'augmentation des frais de stationnement en centre-ville consiste à mettre en place une infrastructure de transports publics bien conçue et de nombreuses autres options de transport urbain à faibles émissions ou zéro émission, qui offrent des moyens de transport plus abordables, moins longs et plus sains que de rester coincé dans sa voiture au milieu d'un embouteillage. Des possibilités de stationnement abordables devraient être mises à disposition en périphérie pour les personnes venant des zones environnantes qui ne sont pas encore raccordées à la ville par un réseau de trains

régionaux. Les parcs relais de ce type devraient réserver un grand nombre de places de stationnement dotées de chargeurs pour les véhicules électriques.

- Par ailleurs, nous devons nous demander : **Pourquoi les personnes ne possédant pas de voiture, qui sont financièrement moins bien nanties que celles qui possèdent une voiture, devraient-elles subventionner les propriétaires de voitures ?** Comme nous l'avons souligné précédemment, les personnes qui possèdent une voiture occupent une part énorme de l'espace public. Comment justifient-elles de s'en servir sans payer un prix équitable ? Si le prix moyen d'un mètre carré en centre-ville est très élevé, pourquoi les propriétaires de voitures les plus riches devraient-ils en bénéficier pour peu cher ?

Mais qu'en est-il...

... du prix relativement élevé des voitures électriques ou à hydrogène ?

L'orientation à choisir : Leur prix devient plus abordable !

- Actuellement, le prix des véhicules électriques en général reste plus élevé que celui des voitures à essence/diesel, mais la situation change rapidement car le prix des batteries baisse, les constructeurs automobiles investissent des milliards dans la production de véhicules électriques, les normes et restrictions sur les voitures à carburants fossiles deviennent plus strictes et des subventions encourageant à acquérir des voitures électriques commencent à être mises en place par le gouvernement ou les constructeurs. Des **véhicules électriques sont déjà disponibles à des prix comparables à ceux des voitures à carburant fossile** et dès 2023, ou d'ici à 2024-2028, on devrait atteindre une «

parité de prix » relative des véhicules électriques par rapport aux voitures à essence/diesel.³² En outre, de nombreux gouvernements, tant en Europe qu'ailleurs dans le monde, encouragent le passage à l'électromobilité par des réductions sur le prix des véhicules, des exonérations fiscales et/ou une exemption d'interdiction de circuler dans certains quartiers d'une ville. Les conseils municipaux et chaînes de magasins (comme IKEA) réservent de plus en plus de places de stationnement pour les véhicules électriques, où les voitures peuvent être garées et rechargées gratuitement. Les **coûts du cycle de vie des véhicules électriques sont aussi considérablement inférieurs**, en raison du coût moins élevé pour « faire le plein » du véhicule, étant donné qu'ils contiennent moins de pièces d'usure, et aussi parce que les assurances proposent des formules beaucoup plus économiques que pour les voitures à moteur à combustion.

- Toutefois, si certains des défis susmentionnés (par exemple, air plus pur, moins de bruit et moins d'émissions de CO2) peuvent être relevés

au moyen de véhicules électriques ou à hydrogène, ce n'est pas le cas d'autres problèmes (comme la répartition de l'espace public et la question sociale de savoir en premier lieu qui peut se permettre de posséder une voiture). Lors de l'aménagement de la mobilité urbaine, il serait donc **préférable, d'un point de vue social et environnemental, de donner la priorité aux piétons, aux cyclistes et aux usagers des transports publics.**

Mais qu'en est-il...



... des coûts croissants de la mobilité longue distance, en particulier par avion, et du fait que cela désavantage les groupes marginalisés ?

L'orientation à choisir : Prendre le train

- **L'alternative la plus intelligente est sans le moindre doute le rail, que l'Europe développe au plus vite.** Selon une étude UBS, les investissements consentis dans le train à grande vitesse augmenteront de plus de 10 % par an



au cours de la prochaine décennie, à mesure que la demande pour ce mode de transport augmentera.³³ L'augmentation de la demande concerne également les liaisons ferroviaires de nuit qui permettent aux usagers d'arriver à destination (de villégiature) au petit matin et ainsi d'économiser le coût d'une nuit d'hôtel supplémentaire. Ces six dernières années, l'UE a investi 35 milliards d'euros dans les infrastructures ferroviaires et, depuis 1996, elle a développé l'infrastructure ferroviaire à grande vitesse à travers toute l'Europe dans le cadre du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Même si ce réseau est encore incomplet, il sera possible, par exemple, de se rendre d'Europe centrale (Bratislava) à Paris en huit heures environ. Par ailleurs, 24 pays de l'UE se sont mis d'accord sur un objectif commun, à savoir remplacer les vols courts (de 300 à 800 km) par des liaisons ferroviaires. Le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (Connecting Europe Facility) qui, notamment, finance aussi le passage à la mobilité durable en Europe, passera de 1,5 milliard d'euros à 14,521 milliards. Le Conseil européen a également déclaré 2021 l'« Année européenne du rail » et prévoit d'organiser différentes initiatives pour promouvoir le transport ferroviaire en tant qu'alternative à la voiture et à l'avion. Des mesures progressistes ont également été adoptées par les différents pays. Par exemple, la France conditionne son aide financière de 7 milliards d'euros à Air France au remplacement des vols intérieurs courts par des liaisons ferroviaires exploitées par la compagnie ferroviaire publique SNCF.

- L'empreinte carbone de ce moyen de transport alternatif est incommensurablement plus faible que celle de la voiture et de l'avion, puisque le transport ferroviaire ne génère que 0,5 % des émissions de l'UE dues au transport. En outre, la consommation énergétique moyenne du rail

urbain par passager et par km le rend 7 fois plus économique que les voitures personnelles en ville.³⁴

- En revanche, l'aviation constitue l'une des sources d'émissions de gaz à effet de serre dont la croissance est la plus rapide. En effet, les émissions dégagées par les avions ont augmenté de quelque 70 % par rapport à 2005.³⁵ Et malgré l'existence des compagnies low cost, les **personnes qui prennent l'avion et qui profitent le plus des vols bon marché sont en fait les catégories les plus aisées de la société**. Si un concierge d'école peut prendre un vol en direction de la côte méditerranéenne une fois par an, ce sont les hommes d'affaires et les universitaires urbains, qui prennent souvent l'avion, qui profitent le plus de la situation, tandis que les personnes à faibles revenus vivant dans des maisons situées sous les couloirs aériens subissent le plus le bruit et la pollution atmosphérique, sans parler du réchauffement climatique qui en résulte.³⁶ Comme nous l'avons vu à l'occasion de la crise de la Covid-19, de nombreux voyages d'affaires en avion sont

L'ÉCONOMIE PAIE UN LOURD TRIBUT À LA CONGESTION DU TRAFIC





en fait superflus. Désormais, des rencontres internationales et même des discussions interactives peuvent facilement s'organiser en ligne.

- Par ailleurs, l'aviation répond à l'une de nos fascinations persistantes, à savoir l'idée de découvrir des lieux exotiques, de rencontrer des gens d'une autre culture et d'élargir nos horizons. Pourtant, après plusieurs heures de vol, nous nous retrouvons souvent à séjourner

une semaine au sein d'un lotissement sécurisé, où nous passons plus de temps à discuter avec d'autres Européens allongés sur une chaise longue à côté de nous qu'avec les locaux. Du coup, pour les habitants des villes européennes actuelles, il pourrait être encore plus « exotique » de s'engager dans un véritable échange avec les habitants des régions rurales des pays voisins.

Partie IV : Mobilité durable vitale pour l'économie et la politique.

À mesure que les défis auxquels sont confrontées les communautés urbaines s'intensifient, avec l'urbanisation croissante et le fait que 70 à 80 % de la population mondiale vivra en ville d'ici à 2050³⁷, la croissance démographique, le vieillissement des infrastructures de transport (en particulier dans les régions rurales) et la crise climatique, il devient de plus en plus évident que la mobilité durable d'un point de vue technologique, économique et environnemental constitue une condition préalable essentielle au progrès économique futur. **Les villes et régions qui prévoient des programmes, actions et réalisations ambitieux pour rendre leur mobilité plus durable au niveau environnemental auront un avantage économique.** Elles bénéficieront en effet d'une productivité accrue, notamment grâce à la réduction des embouteillages, à une consommation d'énergie plus efficace, etc., mais aussi d'une meilleure qualité de vie attirant le potentiel humain, la créativité et les compétences, sources essentielles de progrès économique.

- Les **embouteillages** qui découlent de l'utilisation intensive de la voiture en ville, dans les zones métropolitaines et les banlieues **entraînent** non seulement des dommages environnementaux importants, mais également **des pertes économiques (baisse de productivité) de l'ordre de milliards d'euros**. En 2017, ces pertes coûteront aux économies des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne 461 milliards de dollars au total, soit 975 dollars par personne.³⁸
- Le passage de carburants fossiles à une mobilité à faibles émissions de carbone ou zéro émission contribue à la durabilité d'une société mais aussi à la compétitivité d'une économie.

Ce changement est de l'intérêt non seulement du gouvernement et du public en général, mais aussi des acteurs commerciaux. En gardant cela à l'esprit, **les politiques de mobilité durable devraient également impliquer les acteurs commerciaux en tant qu'investisseurs** essentiels dans le développement des technologies de mobilité intelligente, mais aussi dans la mise en place des infrastructures pour la mobilité à faibles émissions de carbone, comme les infrastructures pour véhicules électriques ou les systèmes de transports publics intelligents.

- Une infrastructure de mobilité publique bien conçue en tant qu'alternative viable au transport automobile (vélos de ville, scooters électriques, transport partagé, etc.) constitue également un critère important d'attractivité d'une ville pour les touristes, ce qui contribue alors à ses performances économiques.
- Enfin et surtout, la réduction du recours aux transports à carburants fossiles rend nos **économies et nos pays moins dépendants** des exportateurs autocratiques de pétrole.

Mais qu'en est-il...



... de la crainte que la limitation du transport à carburants fossiles ne freine la croissance économique, car l'économie et le commerce sont inextricablement liés au transport ?

L'orientation à choisir : Innovation et croissance locale

- La réalité vient contredire cette hypothèse : Le développement économique réel montre que les solutions technologiques et les politiques à l'échelle européenne, nationale ou municipale qui imposent des **limites d'émissions strictes et subventionnent le développe-**

ment d'une mobilité à faibles émissions ou zéro émission ne sont pas néfastes en fin de compte, mais contribuent plutôt à la compétitivité du commerce international et de l'économie en général. Ces solutions technologiques sont également promues et soutenues par la Commission européenne et de nombreux gouvernements nationaux.

- En outre, l'un des objectifs de la mobilité durable consiste à mettre un frein au transport de marchandises longue distance, qui ne cesse de croître. Cela permettra non seulement de réduire considérablement les émissions, mais aussi **d'engendrer un plus grand potentiel de croissance pour les économies locales et régionales**, et de contribuer à la justice sociale mondiale. Cela ouvrirait également de nouvelles perspectives de croissance pour les économies locales ou les produits fabriqués localement (par exemple, les denrées alimentaires), alors qu'à l'heure actuelle, les produits locaux, de par leurs prix plus élevés, n'ont souvent aucune chance de concurrencer les produits industrialisés, livrés aux quatre coins d'un pays à moindres coûts.
- Les avions, bateaux et camions de marchandises sont responsables d'une part importante de l'empreinte carbone mondiale. Par ailleurs, ils exacerbent aussi l'injustice mondiale étant donné qu'ils sont dominés par d'énormes sociétés multinationales qui accumulent d'énormes profits. Pourtant, ces formes de transport sont souvent absentes des discussions car « ce que l'on ne voit pas n'existe pas ». Or, ce type de transport est souvent « invisible ».

Mais qu'en est-il...

... de la justification des subventions pour les nouvelles formes de mobilité, telles que la mobilité électrique ou à hydrogène ?

L'orientation à choisir : Financer l'avenir plutôt que le passé

- Toutes les technologies de transport ont reçu des subventions sous une forme ou une autre. L'absence de taxe sur le kérosène ou la baisse de la taxe sur le diesel en Allemagne ne sont que deux exemples représentatifs. Sans parler des coûts externalisés, en particulier les traitements médicaux des citoyens souffrant de maladies respiratoires, pris en charge par le système de santé publique.
- Le principal devoir d'un gouvernement responsable est de soutenir les secteurs, services ou activités pertinents ou nécessaires pour le progrès ou la durabilité d'une société (voir les chapitres 2, page 38 et 6, page 128). L'un de ces secteurs est la mobilité électrique et d'autres moyens de transport à faibles émissions de carbone ou zéro émission car, sans eux, les objectifs climatiques, qui doivent être atteints pour éviter une crise environnementale généralisée, ne resteront que des vœux pieux.
- Par ailleurs, si l'on s'attarde sur les subventions pour la mobilité électrique en Europe et sur les subventions reçues par l'industrie des carburants fossiles, il n'y a pas vraiment de comparaison. En 2017, l'industrie des carburants fossiles, avec toute la pollution et la destruction environnementale qu'elle implique, a reçu de la part des gouvernements nationaux et de l'UE des subventions directes et indirectes à hauteur de 87 milliards de dollars, soit 2,5 fois de plus qu'en 2010. Ces subventions s'adressaient au secteur de la production (paiements directs, prêts, financements, politique fiscale, recherche, etc.) ainsi qu'à la consommation de carburant (prix réglementés, allègements fiscaux).
- La **somme cumulée des subventions pour les carburants fossiles sur la période 2010-2017 aurait pu servir à créer 1,6 million de**



stations de turbochargement pour véhicules électriques, favorisant ainsi une meilleure pénétration du marché des véhicules électriques et réduisant considérablement la pollution atmosphérique due au transport automobile. Elle aurait aussi pu servir à installer **20 000 kilomètres de voies ferrées à grande vitesse**, ce qui aurait réduit le volume des déplacements en voiture et en avion et donc par voie de conséquence la pollution engendrée par ces moyens de transport.³⁹

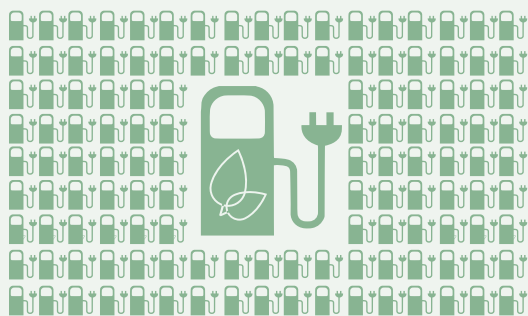
**LES SUBVENTIONS DEVRAIENT
PROMOUVOIR LA MOBILITÉ SAINE, ET
NON LES COMBUSTIBLES FOSSILES**



Les subventions octroyées aux combustibles fossiles entre 2010 et 2017 auraient pu servir à construire

1.6 million

de stations de suralimentation de véhicules électriques



légié, les déplacements sans péage pour les véhicules électriques, etc.) exercent d'ores et déjà un impact important. En 2019, en Norvège, le nombre d'immatriculations de voitures électriques a dépassé pour la première fois le nombre d'immatriculations des véhicules à moteur à combustion. Par ailleurs, le réseau de rechargement électrique a presque égalé le réseau de pompes à essence.⁴⁰ Depuis 2018, les Pays-Bas ont vu leur nombre d'immatriculations de véhicules électriques quasiment doubler, représentant à l'heure actuelle 15 % de toutes les ventes de voitures.⁴¹

- Comme le montrent les exemples des leaders européens actuels de la mobilité électrique, à savoir la Norvège ou les Pays-Bas, les politiques de promotion de la mobilité électrique (exonérations fiscales, installation de stations de rechargement financées par les pouvoirs publics, recherche, mesures de transport urbain, comme les couloirs de bus pour les véhicules électriques, le stationnement privi-
- En conclusion, on peut avancer sans risque que la mobilité électrique nous coûte beaucoup moins cher que la mobilité à carburants fossiles. En outre, grâce à sa contribution à la transition de mobilité si nécessaire, qui préservera à terme notre écosystème, **les avantages de la mobilité électrique vont bien au-delà d'un simple avantage de coûts.**

Partie V : Mobilité durable vitale pour les futures opportunités d'emploi.

La transition de mobilité décrite précédemment s'accompagnerait de la création de nouveaux emplois durables dans divers domaines :

Premièrement, afin de rendre notre système de transport durable d'un point de vue environnemental, les villes et pays devront moderniser leurs infrastructures, ce qui implique d'**énormes investissements** pour créer des pistes cyclables, des stations de rechargement pour les véhicules électriques, de nouveaux bus et tramways, et des milliers de kilomètres de voies ferrées. Or, cela **nécessitera un nombre infini de travailleurs** (voir aussi le chapitre 2, partie 38).

- Le passage d'une mobilité individuelle aux transports publics va générer une **demande de travailleurs supplémentaires dans le domaine de la logistique et du trafic**. De nos jours, le développement des transports publics dans les grandes villes comme Berlin, qui répond aux demandes émanant de la population, est déjà entravé, par exemple, par le manque de chauffeurs qualifiés.
- En guise de solution intermédiaire, entre la mobilité publique et individuelle, de nouvelles formes de partage de véhicules ont été développées il y a quelques années déjà, parallèlement à l'émergence d'un nouveau marché pour les agences de location. **Les agences d'autopartage n'ont été qu'un début**. Actuellement, les agences de location de vélos conventionnels, vélos électriques, remorques pour vélos, vélos cargo ou scooters électriques, sont en plein essor, que ce soit pour une simple balade ou pour une location à long terme.⁴²
- L'« écologisation » de la part de mobilité qui

demeure individuelle va déclencher une **demande concernant différents types de véhicules** : voitures et vélos électriques, mais aussi vélos et vélos cargo qui sont encore à l'heure actuelle fabriqués à la main selon un processus nécessitant une main-d'œuvre nombreuse dans plusieurs pays européens. Bien entendu, une **industrie de soutien** aux ateliers de réparation, etc. évoluera en même temps que ces nouveaux marchés.

- Pour autant, l'industrie automobile est un secteur important dans de nombreux pays. Toutefois, grâce à notre savoir-faire en matière de voitures et aux capitaux accumulés en Europe au cours du siècle dernier, notre industrie automobile devrait encore être en mesure de refaire son retard par rapport aux entreprises américaines et asiatiques et **d'occuper une position de premier plan dans le développement des véhicules électriques. Mais uniquement si nous passons à l'action maintenant**. Si le passage à l'e-mobilité est



encore retardé dans certains pays européens, ils perdront une grande partie de l'industrie automobile, car celle-ci finira par céder la place à des entreprises innovantes venues d'autres régions du monde. Pour autant, si les entreprises asiatiques ou américaines sont, par certains aspects, plus avancées que les entreprises européennes sur le marché de l'e-mobilité, cela ne signifie pas nécessairement qu'aucun nouvel emploi n'est créé en Europe. Un grand constructeur automobile sud-coréen a récemment ouvert une nouvelle usine automobile en République tchèque, créant ainsi 12 000 emplois, tandis que l'entreprise américaine Tesla prévoit de bâtir une usine en Allemagne afin de se rapprocher des consommateurs européens. Comme nous l'avons décrit précédemment, les voitures à moteur à combustion sont déjà en voie de disparition car les gouvernements du monde entier restreignent leur utilisation et encouragent leur remplacement par des véhicules électriques ou d'autres formes de mobilité. C'est la raison pour laquelle la société Tesla, qui pourtant semble sortie de nulle part, est soudainement devenue le constructeur automobile le plus profitable au monde en 2020.

- Alors que le marché des voitures électriques est déjà très disputé, le **marché des véhicules durables (électriques ou à hydrogène) à usage commercial**, comme les excavatrices (qui engendrent une pollution atmosphérique considérable dans les villes) ou les tracteurs (pas seulement pour les exploitations agricoles écologiques), est encore très peu développé. Comme de nombreux constructeurs européens possèdent une expérience notable dans la construction de véhicules utilitaires de tous types, il leur est encore possible de prendre les devants dans ce nouveau segment de marché durable.

- Enfin et surtout, les employés de l'industrie automobile sont pour la plupart hautement qualifiés. Non seulement leurs compétences et leurs connaissances sont précieuses pour l'industrie automobile, mais elles peuvent également être mises à profit dans d'autres secteurs. **Des perspectives d'avenir s'ouvrent pour ces travailleurs, tant dans l'industrie automobile que dans d'autres domaines. En fait, il existe même un risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Europe centrale et en Europe de l'Est** (voir le chapitre 3, page 60). Il existe déjà des solutions éprouvées qui garantiront aux employés qui le souhaitent une transition en douceur vers un autre secteur. Par exemple, le syndicat allemand IG Metall a proposé un régime de travail à court terme lié à la transition qui peut également s'appliquer au secteur automobile. Les travailleurs réduisent leur temps de travail et acquièrent en parallèle de nouvelles qualifications. La différence de salaire entre le chômage partiel et l'emploi à temps plein est prise en charge par l'État (voir aussi le chapitre 2, page 38).

Mais qu'en est-il...



- ... de la crainte que les restrictions sur l'utilisation des voitures à moteur à combustion nuisent aux économies nationales, les usines automobiles employant énormément de gens ?

L'orientation à choisir : En matière d'e-mobilité, c'est maintenant ou jamais

- L'automatisation et la numérisation ont déjà évolué et sont de toutes façons amenées à transformer encore fondamentalement l'industrie automobile. Étant donné que la plupart des étapes de la chaîne de production actuelle peuvent tout à fait être prises en

charge par des robots, les usines automobiles où fourmillent les ouvriers appartiennent au passé (voir aussi le chapitre 2, page 38). L'emploi dans les segments innovants de l'industrie de la construction de véhicules pourrait être plus sûr que les emplois dans la construction de véhicules à moteur à combustion. En effet, **la production des pièces traditionnellement utilisées pour la construction automobile a été de plus en plus standardisée et automatisée, tandis que dans le domaine de l'e-mobilité et notamment de la mobilité basée sur l'hydrogène, il reste encore beaucoup de perspectives d'innovation technique.**

- La demande en mobilité propre augmente rapidement, également du fait des **préférences des consommateurs**. Ce grand changement s'accompagne de grandes opportunités. L'industrie automobile est une industrie forte dotée de beaucoup de savoir-faire technique. Grâce à des politiques de l'emploi et à des innovations intelligentes, elle sera en mesure de relever ces grands défis et contribuera par la même occasion à rendre le monde meilleur.
- Selon des études, plus de 30 % des ventes de voitures neuves devraient être zéro émission et hybrides rechargeables d'ici à 2030,⁴³ ce qui représente un **potentiel pour un marché de 1 000 milliards de dollars**. Comme les véhicules électriques deviendront sous peu aussi abordables que les voitures à essence et diesel classiques, le passage à la production de voitures électriques offre d'énormes perspectives de profit pour les constructeurs automobiles.
- **La mobilité verte induira également un essor local équitable.** Au lieu de payer pour un carburant importé et de financer des entreprises et pays étrangers, la mobilité automobile verte garantira la réinjection des

fonds dans nos propres économies, bien que, dans le cas de la mobilité électrique (et non à hydrogène), les matières premières nécessaires à la fabrication des batteries doivent encore être importées pour l'instant. Dans un système énergétique décentralisé (voir le chapitre 4), le passage à une mobilité propre soutiendra les producteurs locaux d'énergie et l'économie locale en bénéficiera.

Mais qu'en est-il...

... de la nécessité de recharger des véhicules électriques ? Comment allons-nous payer ?



L'orientation à choisir : L'autonomie des véhicules électriques ne constitue plus un problème

1. Premièrement, la densité du réseau des bornes de rechargement des véhicules électriques en Europe augmente de façon spectaculaire, passant de 4 000 stations en 2011 à plus de 190 000 en 2019 (soit une augmentation de 4 750 %).⁴⁴ Mais surtout, il existe des financements européens et d'autres mécanismes financiers visant à augmenter le nombre de stations de rechargement électrique et de développer globalement la mobilité électrique. Il s'agit donc seulement d'une question de levée des fonds et de capacités de gestion, ainsi que des capacités des autorités locales, régionales ou nationales à accéder à ces programmes.⁴⁵ Comme nous l'avons décrit précédemment, de nombreuses chaînes de magasins installent elles aussi des chargeurs de véhicules électriques pour inciter les clients à venir faire leurs courses dans leur magasin tout en rechargeant gratuitement leur véhicule.
2. Deuxièmement, l'autonomie des voitures électriques s'est considérablement améliorée ces dernières années. En 2020, l'autonomie maxi-



male d'une voiture électrique personnelle était de près de 1 000 km, et bon nombre de véhicules (moins chers) garantissent une autonomie de 400 km ou plus. Au-delà, tout conducteur responsable doit de toute façon faire normalement une pause-café.

Mais qu'en est-il...

... de l'empreinte environnementale des véhicules électriques ?

L'orientation à choisir : Les véhicules électriques constituent une solution préférable, mais pas la meilleure

- En règle générale, le comparatif des émissions des véhicules électriques par rapport aux voitures à moteur à combustion classiques (essence ou diesel) révèle des résultats différents selon les pays, et en fonction notamment des différents mélanges d'énergie utilisés pour
- Toutefoix, du fait des ressources utilisées dans la fabrication des batteries et parce que bon nombre des avantages décrits précédemment n'ont pas pu être exploités, **un remplacement général des voitures à moteur à combustion par des voitures électriques ne suffira**

alimenter la voiture après sa construction. Reste pas moins que dans la quasi-totalité des pays européens, **les véhicules électriques, y compris les émissions indirectes liées à la production de batteries, présentent une empreinte carbone nettement plus faible.** Des études fiables ont montré que l'empreinte carbone des véhicules électriques est jusqu'à 40 % plus faible sur l'ensemble de leur durée de vie que celle des moteurs à combustion classiques, qu'ils soient diesel ou essence. Avec la transformation actuelle de la production d'électricité, cette différence va s'accroître en faveur des voitures électriques,⁴⁶ ce qui en fera un choix beaucoup plus durable.

pas. Surtout si l'on tient compte des facteurs sociaux (qui peut se permettre et conduire n'importe quel type de véhicule personnel et

obtient quelle part de l'espace public), la meilleure option ne consiste pas à remplacer un type de voiture privée par un autre.

Quelles sont nos aspirations ?

- **La mobilité du futur à laquelle nous aspirons, qui ne contribue pas à l'effondrement de notre écosystème mais qui, en fait, rend nos vies meilleures et nos sociétés plus équitables au niveau social, est tout sauf un vœu pieux.** Certes, les tendances et chiffres montrent que la transformation de notre système de transport constitue un défi que nous devons relever en modifiant nos infrastructures, notre modèle économique et nos habitudes au quotidien. Mais, comme nous avons essayé de le démontrer en nous appuyant également sur des données factuelles et chiffrées, **il existe un réservoir quasi inépuisable de bonnes et de meilleures pratiques issues de centaines voire de milliers de villes, de régions et d'États, qui font du passage au transport écologique une réalité.** Il existe d'innombrables exemples de politiques, de mesures et d'initiatives dans différents secteurs. L'expansion de transports publics de qualité a permis à plus de 150 villes de mettre en place des politiques de gratuité des transports publics.
- Le passage rapide à l'e-mobilité et à d'autres moyens de transport automobile zéro émis-

sion ou à faibles émissions de carbone a notamment eu pour avantage d'ouvrir de nombreuses **nouvelles perspectives d'emploi**. Les programmes d'autopartage mis en place dans plus de 2 000 villes ont permis de réduire considérablement les embouteillages dans les zones urbaines et de rendre les déplacements plus abordables. L'expansion et le développement continu du réseau ferroviaire à grande vitesse en Europe offrent une alternative viable aux vols courts. Les programmes de multimodalité qui facilitent l'intégration intelligente de différents moyens de transport sur un même itinéraire sont considérés comme très efficaces dans de nombreuses villes. Ces solutions de transports du futur et ces nouveaux emplois nous montrent à quel point la transition est réalisable.

- Il suffit aux bonnes volontés au courant de la situation et désireuses d'aligner notre mobilité sur les limites et besoins de notre environnement, et créer un habitat vivable pour nos enfants, d'**observer ce qui a déjà été accompli, de s'inspirer de ces idées et de mettre ces mesures en pratique.**

Références et Sources

Références

- ¹ La plateforme Civitas/City Vitality and Sustainability fournit 800 exemples de mobilité urbaine durable. Voir <http://civitas.eu/cs>.
- ² Voir <https://www.unece.org/environmental-policy/conventions/envlrtpwelcome/cross-sectoral-linkages/air-pollution-and-health.html> (last accessed on 15.7.2020).
- ³ <https://www.ccacoalition.org/en/resources/global-snapshot-air-pollution-related-health-impacts-transportation-sector-emissions>
- ⁴ <https://www.intelligenttransport.com/wp-content/uploads/tramwaysvsbrt.pdf>
- ⁵ <http://civitas.eu/cs>
- ⁶ <https://mobilityweek.eu/home/>
- ⁷ Il est possible de consulter un comparatif de la transformation de la mobilité dans les villes du monde entier ici : <https://www.arcadis.com/en/global/our-perspectives/sustainable>
- ⁸ <https://theicct.org/publications/true-paris-low-emission-zone>
- ⁹ <https://etsc.eu/70-of-road-deaths-in-european-cities-are-pedestrians-cyclists-and-motorcyclists/>
- ¹⁰ Ibid.
- ¹¹ CMOs, Start Active, Stay Active 2011.
- ¹² <https://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/society/20190313STO31218/co2-emissions>
- ¹³ <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2.3 UITP Perchel.pdf>
- ¹⁴ <https://www.c40.org/networks/mass-transit>
- ¹⁵ <https://mobilityweek.eu/eu-initiatives/>
- ¹⁶ <https://www.uci.org/news/2020/pop-up-bike-lanes-a-rapidly-growing-transport-solution-prompted-by-coronavirus-pandemic>
- ¹⁷ http://www.cycling-embassy.dk/wp-content/uploads/2017/07/Velo-city_handout.pdf
- ¹⁸ <https://www.cities-multimodal.eu/>
- ¹⁹ <https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2.3 UITP Perchel.pdf>
- ²⁰ <https://zeeus.eu/>, <https://www.uitp.org/>, etc.
- ²¹ <https://www.mercer.com/newsroom/2019-quality-of-living-survey.html>, <https://www.arcadis.com/en/global/our-perspectives/sustainable>, <https://emerging-europe.com/news/prague-ranked-emerging-europes-smartest-city/>
- ²² Ce mouvement est né à Londres dans les années 90. Pour plus d'informations, voir <https://beautifulrising.org/tool/reclaim-the-streets>
- ²³ Une parfaite illustration est donnée par une bande dessinée exceptionnelle de Karl Jilg : <https://www.businessinsider.com/car-illustration-karl-jilg-2017-4?r=DE&IR=T>
- ²⁴ <https://www.sustainabilitymatters.net.au/content/sustainability>, <https://www.blurb.com/b/9873433-the-30-minute-city>
- ²⁵ <https://www.sharedmobility.news/carsharing>
- ²⁶ <https://www.carsharing>
- ²⁷ <https://www.intelligenttransport.com/transport-articles/76434/public-transport-car-sharing/>
- ²⁸ <https://freepublictransport.info/city/>
- ²⁹ <https://www.spiegel.de/auto/aktuell/bund-zwanzigmal-so-viel-forschungsgelder-in-kfz-wie-in-oepnv-a-1296690.html>
- ³⁰ https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Business%20Functions/Sustainability/Our%20Insights/Elements%20of%20success%20Urban%20transportation%20systems%20of%202024%20global%20cities/Urban-transportation-systems_e-versions.ashx
- ³¹ https://economictimes.indiatimes.com/industry/auto/auto-news/how-car-ownership-is-changing-rapidly-and-irreversibly-in-india/articleshow/66296079.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst
- ³² <https://www.smh.com.au/national/electric-cars-will-be-price-competitive-with-petrol-by-2023-professor-20190826-p52kv2.html> <https://theicct.org/publications/update-US-2030-electric-vehicle-cost>
- ³³ <https://www.ubs.com/global/en/investment>
- ³⁴ <https://www.railjournal.com/policy/uic-uitp-unife-public-transport-post-covid-19-world/>
- ³⁵ https://ec.europa.eu/clima/policies/transport/aviation_en
- ³⁶ Pour consulter les statistiques qui concernent « l'injustice de l'aviation », en particulier « la fréquence des vols qui contribue au réchauffement climatique », voir <https://stay-grounded.org/get-information/>
- ³⁷ <http://library.fes.de/pdf-files/akademie/15802.pdf>
- ³⁸ <https://www.economist.com/graphic-detail/2018/02/28/the-hidden-cost-of-congestion>
- ³⁹ <https://theconversation.com/fossil-fuel-subsidies-reach-us-87-billion-in-eu-countries-and-theyre-growing-123733>

- ⁴⁰ Pour plus d'informations sur le passage à l'e-mobilité de la Norvège, voir <https://www.rvo.nl/sites/default/files/2019/04/E-Mobility%20in%20Norway%20-%20NL%20embassy%20Oslo.pdf>
- ⁴¹ Pour plus d'informations sur l'e-mobilité en général, voir https://ec.europa.eu/transport/themes/urban/vehicles/road/electric_en, <http://www.caneurope.org/publications/blogs/1278-fossil-fuel-subsidies>, <https://www.automotiveworld.com/articles/electric-vehicle-sales-a-global-snapshot-in-uncertain-times/>
- ⁴² Un exemple : le service de location de vélos « Swapfiets », né d'une idée développée par un groupe d'amis pour proposer des vélos à la location à long terme, qui seraient immédiatement remplacés s'ils étaient cassés ou volés. Désormais, « Swapfiets » emploie plus de 1 400 personnes.
- ⁴³ <https://unfccc.int/news/global-car-industry-must-shift-to-low-carbon-to-survive-cdp>
- ⁴⁴ <https://autovistagroup.com/news-and-insights/boosting-europes-ev-charging-infrastructure>
- ⁴⁵ <https://www.electricmobilityeurope.eu/projects/>, <https://ec.europa.eu/inea/en/news-events/newsroom/bridging-funding-gap-using-eib-loans-to-help-to-deliver-electric-car-mobility>, https://wallbox.com/en_us/guide-to-ev-incentives-europe, etc.
- ⁴⁶ <https://www.carbonbrief.org/factcheck-how-electric-vehicles-help-to-tackle-climate-change>, <https://www.isi.fraunhofer.de/content/dam/isi/dokumente/sustainability>, <http://library.fes.de/pdf-files/fes/15665.pdf>

Sources

Agence européenne de l'environnement : <https://www.eea.europa.eu/themes/transport>

Commission européenne – DG de l'énergie et du transport : https://ec.europa.eu/transport/sites/transport/files/media/publications/doc/2009_future_of_transport_en.pdf

Eurostat – Statistiques en matière d'énergie, de transport et d'environnement 2019 : <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/10165279/KS-DK-19-001-EN-N.pdf/76651a29-b817-eed4-f9f2-92bf692e1ed9>

Civitas – De meilleurs transports plus propres dans les villes : <https://civitas.eu/mobility-solutions>

Semaine européenne de la mobilité - <https://mobilityweek.eu/home/>

Convention des maires sur l'énergie et le climat : <https://www.covenantofmayors.eu/en/>

C40 Cities - <https://www.c40.org/>

Transport et environnement : <https://www.transportenvironment.org/>

World Wildlife Fund - Mobilité durable : https://wwf.panda.org/our_work/projects/one_planet_cities/sustainable_mobility/

Alternatives entraînant un changement en profondeur de la mobilité urbaine : <https://www.transformative-mobility.org/campaigns/2nd-global-urban-mobility-challenge>

Die Debatte um den Klimaschutz. Mythen, Fakten, Argumente: <http://library.fes.de/pdf-files/fes/15665.pdf>

Weiterdenken. Diskussionspapier des Landesbüros NRW der Friedrich-Ebert-Stiftung: <http://library.fes.de/pdf-files/akademie/15802.pdf>

6

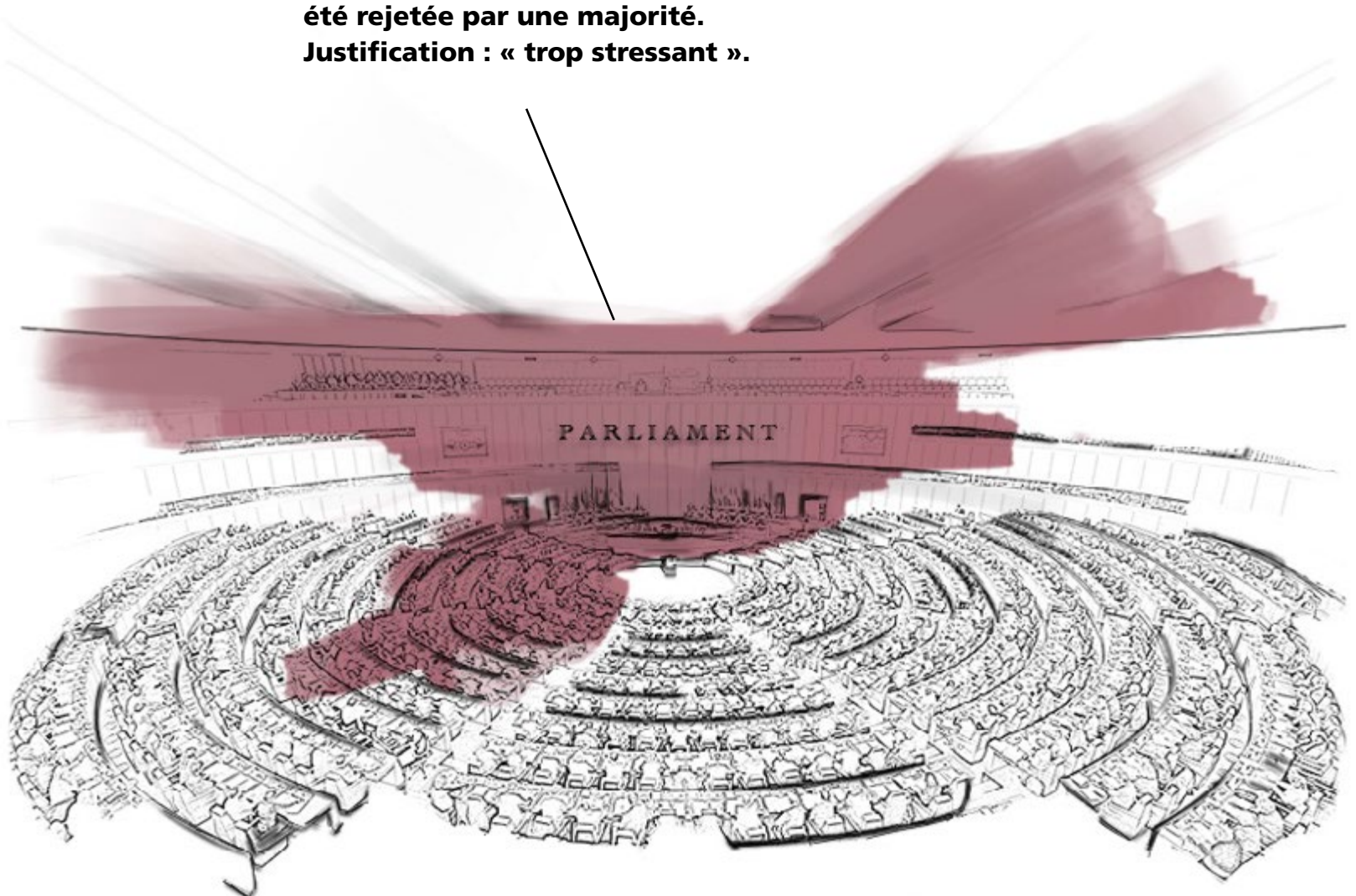
Des instruments politiques pour atténuer la crise climatique

Les instruments politiques nécessaires pour atténuer la crise climatique sont déjà tous disponibles. Il ne reste plus qu'à les utiliser, et la manière la plus efficace de le faire est de créer et de mettre en œuvre une combinaison d'outils supranationaux, nationaux, infranationaux et individuels.

La gouvernance climatique internationale a accompli des progrès significatifs dans l'atténuation de la crise climatique en adoptant l'accord de Paris et le programme de développement durable à l'horizon 2030. Le cadre international est donc en place et fournit aux États un large éventail d'outils et de mécanismes pour prendre d'autres mesures. Ces outils et mécanismes seront abordés plus en détail dans la partie I. Compte tenu de l'absence de volonté politique des gouvernements de

certains pays, il est crucial d'envisager d'autres acteurs. Dans les parties II et III, nous décrirons certains des outils disponibles aux niveaux infranational et individuel. Avec le soutien proactif des acteurs progressistes et des citoyens eux-mêmes, le climatosceptisme des gouvernements sera compensé et les acteurs progressistes pourront nouer des liens mutuels et acquérir le pouvoir nécessaire pour apporter un changement positif.

**La motion « sauver le monde de la crise climatique » a donc été rejetée par une majorité.
Justification : « trop stressant ».**



Partie I : Qu'est-ce qui appuie notre thèse au niveau national ?

Pendant de nombreuses années, l'État **a été considéré comme un acteur déterminant de la politique climatique**. Ce sont les États-nations (196 au total) qui se sont rassemblés en septembre 2015 et se sont engagés à éradiquer la pauvreté, à atténuer la crise climatique et à combattre l'injustice en adoptant le programme de développement durable à l'horizon 2030 et les 17 objectifs de développement durable (ODD). Ce sont encore les États-nations qui, peu de temps après, ont adopté **l'accord de Paris**, qui établit le cadre mondial pour l'atténuation de la crise climatique, et ont convenu d'élaborer leurs propres plans de contributions déterminées au niveau national (CDN) afin de concrétiser leurs efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux conséquences attendues de la crise climatique.

- Ces engagements n'auraient pas été possibles sans le **soutien d'organisations internationales telles que les Nations Unies**, qui ont facilité le processus d'adoption des ODD et de l'accord de Paris. D'autres acteurs supranationaux, tels que l'Union européenne, ont joué un rôle de premier plan dans la promotion de politiques climatiques qui « ne laissent personne de côté » et l'élaboration d'un cadre global pour un continent neutre en carbone, incluant des initiatives telles que le pacte vert pour l'Europe.
- Parallèlement, l'**UE** a également élaboré des outils et des instruments de soutien destinés tant aux États membres qu'aux États candidats, dont Horizon 2020, l'IAP et d'autres. Le volet « énergie et climat » du processus de Berlin, lancé spécifiquement pour soutenir l'intégration énergétique des six pays des Balkans occidentaux, ainsi que de nombreuses autres

formes d'initiatives conjointes pour le climat, dont le programme environnemental (lancé en 2014), ne sont que quelques-uns des outils conçus afin de décarboniser la région conformément aux ambitions de l'UE à l'horizon 2050 découlant du pacte vert pour l'Europe. Parmi les autres acteurs importants pour l'obtention de progrès, citons les **banques de développement** telles que la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement et d'autres institutions financières internationales telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui a, par exemple, permis au Monténégro de devenir l'un des leaders européens de la numérisation du secteur énergétique, créant ainsi les conditions nécessaires au déploiement des énergies renouvelables (voir chapitre 4, p. 76).

- En plus des mécanismes de soutien découlant de partenariats stratégiques et de la coopération internationale, de nombreux outils et instruments politiques sont disponibles au niveau des États pour introduire des politiques climatiques efficaces et ainsi remplir les obligations prises par les États dans le cadre de l'accord de Paris. Afin de réduire de manière significative la pollution tout en éradiquant la pauvreté, les décideurs politiques doivent appliquer une combinaison efficace de tous les instruments dont ils disposent : a) des investissements, b) des incitations financières, c) des réglementations et d) de nouvelles visions. Nous aborderons ces outils et instruments ci-dessous, mais ils seront analysés plus en détail au chapitre 7, puisque leur application est plus efficace dans les démocraties (voir chapitre 7, p. 146).

a. Investissements :

- **De nombreux particuliers et de nombreuses entreprises sont préparés à chan-**



ger leurs comportements si des solutions alternatives socio-écologiques sont fournies. En présentant de telles solutions alternatives, l'État peut « encourager » à adopter des comportements plus respectueux du climat sans avoir besoin de légiférer. Par exemple, si des liaisons ferroviaires régulières, directes, pratiques et abordables relient les grandes villes ainsi que les zones rurales, moins de gens prendront la voiture.

- Bien entendu, ***l'État doit également exercer un contrôle afin de s'assurer que toutes les décisions d'investissement répondent à des normes environnementales et sociales élevées*** - des grands projets d'infrastructure aux fournitures de bureau utilisées par les fonctionnaires - de manière à ce que les décisions en matière de marchés publics soient prises sur la base de normes sociales et environnementales (voir également chapitre 5, p. 102).

b. Régime fiscal et incitations :

- Les initiatives innovantes fournissant des solutions durables et des alternatives respectant le climat, que ce soit au niveau local ou individuel et qu'elles proviennent de coopératives ou d'entreprises sociales, devraient être davantage soutenues par l'État. L'État dispose de différentes politiques de soutien, telles que des incitations et des instruments fiscaux, qui peuvent favoriser la distribution équitable de ses ressources : il peut les utiliser pour veiller à ce que les bonnes décisions soient prises au moment de mettre en œuvre ces initiatives, afin que celles-ci soient à la fois respectueuses du climat et bénéfiques pour les sociétés humaines.
- ***L'État possède l'autorité et la capacité nécessaires pour façonner la croissance économique en utilisant la fonction distributive des politiques fiscales de manière à stimuler le développement en***

accord avec les limites de notre planète et les besoins de la société. Si l'idée principale sous-tendant le développement durable est avant toute chose l'augmentation de la consommation des moins privilégiés en soutenant les activités économiques et en réduisant ainsi les inégalités, cette évolution doit, parallèlement, avoir l'empreinte écologique la plus réduite possible. Le rôle de l'État est précisément de définir les conditions à remplir pour y parvenir. L'État peut avoir une influence majeure dans la détermination de la manière dont les économies croîtront et se développeront à l'avenir.

- Premièrement, il peut définir un niveau adéquat de **taxe carbone** nécessitant une compensation adéquate des émissions de carbone.
- Deuxièmement, il peut associer cette mesure à des restrictions et des **quotas d'émission, ainsi qu'à des exigences technologiques relatives à des solutions de production neutres en carbone**. C'est également l'idée maîtresse des réformes de la tarification du carbone suggérées dans le pacte vert pour l'Europe, qui soulignent la nécessité de définir des mécanismes permettant de prévenir les fuites de carbone dans l'UE ou ailleurs. La compensation des émissions de carbone par une simple réallocation des installations de production n'est ni socialement juste, ni bénéfique pour l'environnement : la pollution et la crise climatique ne reconnaissent aucune frontière (voir chapitre 2, p. 38, et chapitre 4, p. 76).

c. Règlements :

- **Si les prix peuvent servir d'incitations, ils ne peuvent jamais totalement déterminer les comportements.** En Allemagne, le total des taxes prélevées pour un litre d'essence représente 237 euros par tonne de CO₂, un

montant qui n'a même jamais été envisagé pour la taxe carbone. Cela n'empêche pas les Allemands de continuer à conduire de grosses voitures polluantes. Une récente étude menée auprès des cyclistes à Copenhague a révélé que le prix n'était pas le facteur déterminant du choix de ce moyen de transport : la raison était plutôt que le vélo est une façon plus rapide et plus facile de se déplacer.¹

- Bien entendu, les villes devraient investir dans des « autoroutes cyclables » afin de tenir compte de ces intérêts, mais ***l'objectif ultime de la protection des droits fondamentaux menacés par la crise climatique peut, dans certains cas, n'être réalisable qu'au moyen de réglementations*** limitant les comportements engendrant de fortes émissions de gaz à effet de serre.
- Si les droits fondamentaux à la vie, au logement, à la nourriture ou à l'eau et à la santé sont menacés par le réchauffement climatique, il est alors tout à fait légitime de limiter la vitesse sur autoroute à 100 km/h, ou d'interdire aux gens de prendre l'avion pour un court trajet de Bruxelles à Strasbourg. Souvent, la base de telles réglementations existe déjà : citons, par exemple, les « lois sur la qualité de l'air » en vigueur dans de nombreux pays, qui peuvent être utilisées pour faciliter l'introduction de centres-villes sans voitures.
- ***C'est également le moyen le plus « social » de concevoir des politiques climatiques, car ces réglementations empêchent les catégories les plus prospères de la société de se contenter de payer pour échapper aux règles***, que ce soit en payant des péages urbains ou des frais de stationnement, ou en achetant un véhicule électrique, alors que les autres sont laissés de côté.

d. Des discours et une « nouvelle normalité » : la voie à suivre :

- **Les représentants du gouvernement devraient donner l'exemple et montrer que les comportements intelligents pour le climat constituent la « nouvelle normalité »**, tant en faisant passer des messages qu'en utilisant des outils politiques. Ils peuvent également utiliser toute une gamme d'instruments différents pour redéfinir le discours public :
- Premièrement, ils peuvent **souligner les bénéfices connexes de politiques climatiques ambitieuses** (un espace public plus accessible à tous, l'amélioration de la qualité de l'air, une réduction du bruit de la circulation, moins d'accidents de la route, plus d'exercice pour les citoyens et donc une espérance de vie accrue, et, en général, une meilleure qualité de vie, etc.) ;
- Deuxièmement, ils peuvent **ajuster leur discours** et montrer que les comportements intelligents pour le climat représentent la « nouvelle normalité » (voir ci-dessus). Leur propre comportement peut, par exemple, influencer la perception qu'ont les citoyens des questions suivantes : qu'est-ce qui devrait être considéré comme faisant partie intégrante de la consommation de fruits de la population européenne : la mangue de Thaïlande cultivée avec un tas de pesticides, ou une pomme provenant d'un arbre local, cultivée biologiquement ? Les centrales électriques au charbon devraient-elles continuer à fonctionner comme si de rien n'était, alors qu'une grande partie de l'électricité européenne est d'ores et déjà produite à partir de sources renouvelables ?
- Troisièmement, les décideurs politiques devraient également **prévenir les citoyens des conséquences d'une inaction** et dire la vérité scientifique sur la catastrophe qui nous attend. L'expérience très récente nous a prouvé que « dire la vérité » avait finalement déclenché des bouleversements des comportements durant la crise du Covid-19.
- **En résumé, nous pouvons conclure que les États sont préparés à agir et disposent de tous les outils et instruments nécessaires à cet effet.**
- **Toutefois, à mesure que la doctrine néolibérale a gagné en popularité, la notion d'« État veilleur de nuit » a été largement adoptée** et a instillé un scepticisme généralisé, notamment en ce qui concerne d'éventuelles nouvelles réglementations ou taxes introduites par l'État. Cela se vérifie en particulier pour de nombreux pays d'Europe centrale et orientale et d'Europe du Sud-Est, où les problèmes de gouvernance et l'expérience de l'effondrement total de l'État ayant fait suite à la dissolution de l'Union soviétique ont encouragé la population à s'accrocher à la notion de bénéfice individuel. Cela se manifeste également, par exemple, par l'évasion fiscale massive dans le secteur de l'emploi.
- **Du point de vue de la social-démocratie, cet état de fait est très problématique, car l'État doit jouer un rôle actif afin de protéger les groupes marginalisés contre les menaces (telles que la crise climatique) et des réglementations doivent être adoptées afin d'assurer cette protection.**
- **L'État doit donc être la « main visible » qui garantit la justice sociale grâce au pouvoir des instruments redistributifs à sa disposition**, tels que la taxe carbone, les subventions et d'autres formes d'incitations à protéger et promouvoir le bien-être social et économique de tous les citoyens tout en préservant l'environnement. Ici encore, on remarque que la perception de l'État évolue

déjà, comme le prouve l'exemple spectaculaire de la crise du Covid-19. Il est essentiel que l'État adopte un rôle plus actif, et ce rôle fait déjà l'objet de discussions.

Mais qu'en est-il...



... des implications sociales des politiques de taxation du carbone pour les pans les moins privilégiés de la société ? Comment veiller à ce que le principe du « pollueur-payeur » compense tout le monde de manière adéquate et réduise les inégalités ?

L'orientation à choisir : redistribuer les richesses et protéger les défavorisés

- La principale fonction des politiques fiscales, selon les principes de la social-démocratie, est de déterminer la redistribution des richesses et d'influencer la nature de la croissance. Dans le cas des politiques de taxation du carbone, cela signifie promouvoir une croissance neutre pour le climat conçue pour bénéficier à l'ensemble de la société, tout en protégeant l'environnement. La taxe carbone est l'un des instruments fiscaux utilisés par les sociaux-démocrates pour promouvoir l'égalité en décourageant les émissions de carbone et en empêchant quiconque

de payer pour échapper aux solutions neutres en carbone. Associée à d'autres instruments stratégiques, tels qu'un plan de neutralité en carbone envisageant une réduction progressive des émissions sur une période donnée, des exigences technologiques et des subventions, la **taxation adéquate des émissions de carbone nous aidera à progresser vers une société décarbonisée et à protéger comme il se doit les groupes de la société** les plus rudement touchés et les plus marginalisés, tout en protégeant l'environnement.

- Un autre outil dont disposent les gouvernements démocratiquement élus consiste à **rembourser les recettes de la taxe au prorata de la population, ce qui faciliterait la redistribution des richesses** et garantirait un développement durable. Les recettes des taxes carbone peuvent également servir à renforcer le recyclage des compétences et accroître le soutien social offert aux régions et aux individus affectés par la transition, ou à financer des innovations technologiques à faible intensité en carbone. Pour une analyse d'autres aspects de la taxation du carbone, voir chapitre 1, p. 16, et chapitre 2, p. 38.

Partie II : Comment appuyer notre thèse au niveau infranational ?

Un autre instrument à fort potentiel dont nous disposons est celui des réseaux mondiaux engagés en faveur de l'atténuation de la crise climatique au niveau infranational :

- Le **Pacte des maires** est une initiative ambitieuse de la Commission européenne dont l'objectif est de rassembler les gouvernements locaux qui se sont volontairement engagés à atteindre des objectifs ambitieux en matière de climat et d'énergie ;
- Le Climate Action Network est une alliance regroupant plus de 1 700 **ONG** environnementales dans plus de 130 pays et disposant de réseaux régionaux bien établis afin de coordonner et de soutenir les efforts conjoints entrepris afin de protéger l'atmosphère tout en assurant un développement durable et équitable ;



- Les **réseaux de municipalités durables**, tels que l'ICLEI ou le LAG 21 NRW, connectent entre eux les gouvernements locaux afin de les aider à échanger des meilleures pratiques et à joindre leurs efforts pour créer des politiques climatiques ambitieuses ;
- Un certain nombre de villes et de municipalités d'Europe sont interconnectées grâce aux initiatives mondiales susmentionnées, qui rassemblent des acteurs infranationaux, y compris de pays sous régime dictatorial, tels que le Turkménistan. Il est crucial que les outils politiques disponibles au niveau infranational soient mis à profit par les acteurs progressistes et utilisés pour aider les citoyens dans les pays où le gouvernement n'est pas disposé à agir. Toutefois, ainsi qu'il sera démontré au chapitre 7, tous ces efforts sont beaucoup plus efficaces dans un contexte démocratique (voir p. 146).
- Les **projets énergétiques communautaires** gagnent également en popularité partout dans le monde. Les panneaux solaires installés sur les toits font désormais partie du paysage, que ce soit dans les petites communautés des économies en transition telles que Makedonska Kamenica en Macédoine du Nord ou dans les plus grands districts d'Allemagne tels que Rhin-Hunsrück, deux endroits connus pour être des pionniers du domaine de la transition énergétique verte. À Makedonska Kamenica, les résidents ont installé leurs propres panneaux solaires sur leur toit et ont accédé au réseau en tant que prosommateurs dans le but de réduire les émissions et de profiter au maximum des petits ajustements réglementaires récemment effectués par l'État. D'autres instruments de soutien, dont des subventions prévues par le gouvernement local, pourraient venir élargir cette initiative et contribuer à faire de la communauté tout entière un micro-

cosme de l'énergie durable. Dans le district de Rhin-Hunsrück, les résidents locaux ont formé un partenariat avec les entreprises locales et le gouvernement local et national ont mis à profit le cadre juridique existant pour élaborer et mettre en œuvre un projet énergétique communautaire qui leur a permis de jouer un rôle actif dans la constitution d'un capital social, la lutte contre la précarité énergétique, l'inversion des tendances à la migration et la création d'emplois.² Les bénéfices pour les citoyens sont évidemment beaucoup plus importants lorsque ces projets sont élaborés selon une approche ascendante, au lieu de l'approche descendante adoptée par exemple pour des projets similaires en Chine (voir chapitre 7, p. 146).

- Il est capital de travailler avec les villes pour assurer une action climatique efficace, en raison des niveaux élevés d'émissions engendrés par l'urbanisation massive et l'augmentation de la demande énergétique qui devrait accompagner cette urbanisation : en effet, selon les prévisions, les deux tiers de la population mondiale devraient vivre en ville d'ici à 2050 (voir chapitre 3, p. 60). Pour répondre de manière adéquate à ces tendances, de nombreuses villes prennent déjà les devants en menant des politiques de développement neutres en carbone, soit en adoptant des stratégies d'autonomie énergétique, soit en promouvant les emplois verts et en encourageant les schémas de mobilité assurant la résilience économique et améliorant la santé et la qualité de vie de la population. Rien que sur la dernière décennie, nous avons vu différentes grandes villes européennes, comme Hambourg ou Copenhague, ainsi que d'autres villes plus petites comme Koprivnica et Krk en Croatie, devenir des leaders en créant des politiques climatiques ambitieuses visant à opérer une transition vers des transports publics décarbonisés et à promou-

voir d'autres systèmes de production de denrées alimentaires et d'énergie. Conformément au programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies, ainsi qu'aux campagnes citoyennes actives promouvant une **approche « globale » (objectifs mondiaux, solutions locales)** de la mise en œuvre des ODD, ces villes intègrent avec habileté et succès des solutions durables à la législation nationale, en renforçant ainsi leur rôle et leur autorité au niveau international. L'État se sert de ce pouvoir pour augmenter les CDN, créer un réseau de villes et de municipalités durables et faciliter une coopération plus étroite et la reproduction des exemples positifs.

- En plus des services publics urbains et des **projets énergétiques communautaires, les coopératives d'énergie sont également des moteurs importants de la transition énergétique** vers un développement neutre en carbone, et elles vont de pair avec l'élaboration de régimes de soutien dans différents pays.³ Ces unités d'organisation économique locales reposent sur la priorité donnée par les citoyens à des intérêts communautaires tels qu'une faible incidence environnementale et un accès abordable à l'énergie pour tous, tout en étant à la fois une source d'énergie et de revenus. L'expérience énergétique de Feldheim, lancée en 1995 par un jeune ingénieur avec le soutien de la communauté locale, n'est qu'un exemple parmi d'autres des nombreuses réussites marquantes obtenues au niveau local dans le secteur de l'énergie grâce à un format coopératif permettant de préserver l'environnement tout en assurant des revenus à la population locale. Les prix fiables de l'électricité et du chauffage constituent un autre bénéfice, de même que les emplois créés dans cette petite communauté du sud-ouest de



Berlin. Aujourd’hui, Feldheim est une coopérative d’énergie immensément populaire, qui accueille des visiteurs du monde entier. Cela démontre que l’engagement de la communauté et un cadre juridique favorable sont essentiels si l’on veut garantir une énergie durable et abordable pour tous. Pour plus d’exemples positifs de coopératives d’énergie dans les démocraties, voir chapitre 7 (p. 146).

Mais qu’en est-il...



... des préjugés sur les coopératives dus au sort d’un grand nombre de celles qui avaient été créées au début du XIXe siècle et aux nombreuses coopératives inactives qui ne font que favoriser la corruption ?

L’orientation à choisir : un modèle économique démocratique

- Les idées reçues sur les coopératives se sont transmises de génération en génération,

alors que ces organismes ont servi de sources d’approvisionnement ultime, ont fourni des services et ont constitué un moyen efficace d’équilibrer les prix en temps de guerre, de crue ou de sécheresse. ***Par rapport aux échecs financiers et aux fraudes industrielles observés dans toutes les autres formes de capital, les coopératives continuent d’être fustigées sans véritable raison.*** Il existe des preuves fiables du fait que certaines coopératives ont été fermées pour cause de mauvaise gouvernance et de corruption, en raison de conseils d’administration inefficaces et d’un manque de responsabilité. Toutefois, les organisations publiques et privées n’ont pas exactement été épargnées non plus par ces comportements. L’idée sous-tendant les coopératives est de fournir aux membres une plateforme d’entraide, de responsabilité mutuelle, d’égalité et d’équité, ainsi que de soutien de la communauté au sens large. Elles peuvent servir de lueur d’espoir

pour les groupes marginalisés et défavorisés de la société, en leur fournissant une aide financière et des services de base pour leur famille et leurs enfants, par exemple sous la forme de services d'éducation et de santé.

- ***Les coopératives représentent à la fois la principale forme d'activité économique démocratiquement organisée et la façon la plus démocratique de faire des affaires. C'est pourquoi les sociaux-démocrates en ont souvent encouragé la création.*** Pour cette raison, et compte tenu des bénéfices que les coopératives apportent à nous-mêmes, nos

familles et à l'environnement naturel sous la forme de l'action climatique, l'État se doit tout simplement de soutenir ces formes démocratiques d'activité économique, dont l'autorité découle du fait que l'adhésion aux coopératives est ouverte à tous, au lieu d'être réservée à quelques-uns. Un régime fiscal favorable et des subventions peuvent garantir une concurrence équitable entre les coopératives d'énergie sur le marché et assurer à leurs membres, ainsi qu'à la communauté en général, un approvisionnement sûr et des prix stables, tout en protégeant l'environnement.

Partie III : Qu'est-ce qui appuie notre thèse au niveau individuel ?

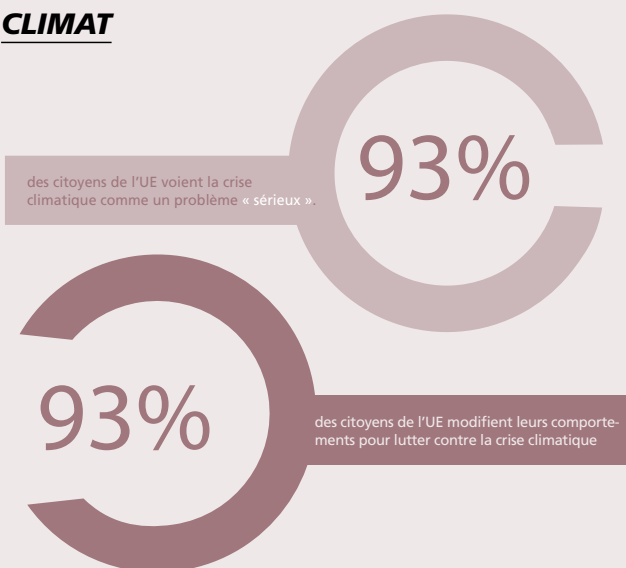
De la même manière qu'un voyage d'un millier de kilomètres commence par un pas, il existe d'innombrables moyens individuels d'atténuer la crise climatique. Il ne tient qu'à nous de sortir notre vélo rouillé du garage et de pédaler vers le monde sans carbone dans lequel nous voulons vivre, au lieu de prendre la voiture pour aller travailler. Bien entendu, les bénéfices pour la santé sont également nombreux.

- En plus de ces modifications individuelles de nos comportements, il est également important, au moment d'agir individuellement, de participer à des actions collectives et de manifester notre engagement public. Signalons aussi que **le nombre de citoyens participant à des événements pour l'action climatique, tels que les manifestations « Fridays for Future », a sensiblement augmenté aux quatre coins de la planète**. Un record a été battu en 2019, lorsque 1 160 000 personnes sont descendues dans les rues de 166 pays pour réclamer une action climatique.⁴
- Le **soutien mondial à l'action climatique** n'a pas non plus faibli pendant la pandémie de Covid-19 : lors d'une enquête menée au niveau mondial, 71 % des participants ont déclaré que le réchauffement climatique était (au moins) aussi important que la crise du Covid-19. On notera avec intérêt que ce sont dans les pays à revenu moyen, et non en Occident, que cette affirmation a obtenu le plus de soutien.⁵
- **Parmi les citoyens de l'UE, le soutien de politiques climatiques ambitieuses a battu un nouveau record** en 2019⁶ : 92 % des citoyens de l'UE veulent une Union neutre pour le climat d'ici à 2050, un chiffre qui concorde

avec le constat selon lequel 93 % des citoyens de l'UE considèrent que la crise climatique constitue un problème « grave », tandis que 79 % la qualifient de problème « très grave ». Aujourd'hui, à peine un an plus tard, la majorité des Européens (58 %) souhaitent que les pays de l'UE réduisent leurs émissions de carbone à un niveau non excessif dès 2030.⁷ La plupart estiment en outre que le gouvernement national devrait être le premier responsable de la réponse à la crise climatique, suivi de l'UE, puis des gouvernements locaux, des entreprises et, bien entendu, des membres individuels de la communauté, grâce aux choix qui leur sont accessibles.⁸

- Ce qui est encore plus important, c'est que 93 % des citoyens de l'UE sont en train de modifier leurs comportements et ont pris au moins une mesure spécifique afin de lutter contre la crise climatique. Ces chiffres avaient déjà augmenté dans toute l'UE au printemps 2019, soit avant que les manifestations de masse et les vastes mouvements citoyens n'atteignent leur apogée à l'été et à l'automne de cette année.

LES CITOYENS SE MOBILISENT AUTOUR DE LA CAUSE DE LA PROTECTION DU CLIMAT



- Ce très large soutien, et cette volonté de changer ses comportements, sont des éléments cruciaux, car les politiques climatiques - en dehors des décisions politiques majeures telles que les traités de limitation des armements ou les accords de libre-échange - ne peuvent être décidées par le gouvernement seul, mais doivent être mises en pratique par les acteurs individuels. Il s'agit, en substance, de modifier les normes sociales relatives aux comportements durables, afin d'atteindre une masse critique de citoyens adoptant individuellement des mesures compatibles avec le climat.
- Une autre bonne nouvelle est que les citoyens **réclament de plus en plus des mesures qui ne sont pas directement liées à des politiques climatiques ambitieuses, mais qui ont tout de même un effet positif sur l'environnement** : citons, par exemple, les appels à augmenter le nombre de zones piétonnes dans les régions urbaines, à créer davantage d'espaces récréatifs ou à réduire le temps de travail à une semaine de quatre jours.⁹
- Le soutien croissant apporté à ce genre de mesures indique également une **évolution générale des mentalités : de nombreuses personnes privilégient désormais leur qualité de vie à la quantité de biens qu'elles peuvent accumuler** : avoir du temps pour la famille et les amis, faire quelque chose d'« utile » pour la société (que ce soit en aidant ses voisins ou en faisant du volontariat) et comprendre qu'un environnement vivable est bien plus précieux que les seules richesses matérielles. Les gens reconnaissent qu'il est complètement absurde de consacrer une partie de leurs revenus personnels en pleine augmentation à l'atténuation des effets sur l'environnement, en achetant des masques faciaux et des filtres à air pour pouvoir supporter la pollution atmosphérique ou en achetant de l'eau en bouteille et des filtres à eau à cause des impuretés dans l'eau du robinet.
- **Les comportements intelligents pour le climat progressent et deviennent un facteur très important pour le comportement**



général des citoyens de bon nombre de nos sociétés. Si, par le passé, avoir une grosse voiture, manger de la viande tous les jours ou, pour les jeunes, s'envoler à Barcelone le temps d'un week-end pouvait être un symbole de statut, dorénavant, de nombreux citoyens (issus des mêmes groupes privilégiés) opteraient plutôt pour les voitures en libre-service, pour un mode de vie végétarien/végan ou pour des vacances en train. Le terme « flygskam » (honte de prendre l'avion), actuellement en vogue, illustre bien ce changement radical qui fait que ce sont désormais les **comportements compatibles avec l'environnement, et non les comportements nocifs pour l'environnement, qui sont associés à une gratification sociale.** Cette transition s'est opérée en l'espace de quelques années seulement.

- Il est encourageant de constater que tant de gens optent d'eux-mêmes pour un nouveau style de vie. Toutefois, si l'on veut un impact à plus grande échelle, **il est important de fournir et de promouvoir les solutions socio-écologiques comme étant la « nouvelle normalité » dans tous les domaines de la vie.** L'alimentation respectueuse de l'environnement (biologique, régionale, végétarienne/végane ou en vrac) est désormais disponible dans la plupart des pays européens, et un marché commence également à se développer pour d'autres biens durables (articles ménagers, vêtements, produits cosmétiques). Une transition est en cours dans le domaine de la mobilité (avec une nouvelle priorité donnée aux vélos/vélos-cargos, aux transports en commun et aux trains) et les communautés affichent d'ores et déjà leur soutien aux projets de « citoyenneté énergétique » intelligente pour le climat, de construction durable et de jardins communautaires. Toutefois, il est encore possible d'en faire bien plus pour dé-

velopper ces initiatives. En outre, dans certains domaines, les solutions alternatives socio-écologiques sont encore très peu accessibles (par exemple les banques, obligations et assurances vertes, ou les appareils électroniques respectueux de l'environnement).

- Dernier point, mais non des moindres : nous avons constaté, durant la crise du Covid-19, que les **sociétés avaient une très grande capacité d'adaptation et que la majorité des citoyens pouvaient rapidement adopter de nouvelles habitudes.** Si la distanciation sociale et le port du masque peuvent devenir, en l'espace de quelques semaines, une « nouvelle normalité » - quoique peu pratique et déplaisante -, pourquoi ne serait-il pas possible de s'habituer à parcourir à vélo un centre-ville sans voitures pour rejoindre notre jardin communautaire, où nous pourrions profiter d'un vendredi de congé ensoleillé avec la famille et les amis ? La bonne nouvelle, c'est que de tels changements ont souvent un effet boule-de-neige : **les gens ont tendance à reproduire les habitudes de leurs congénères, en particulier de leurs voisins ou de leurs amis, lorsque ces habitudes semblent être socialement valorisées.** En fin de compte, à mesure que nous serons de plus en plus nombreux à préférer le train à la voiture, ou à devenir végétariens, nous créerons des normes sociales durables, qui inspireront encore plus de monde à rejoindre le mouvement, en générant ainsi une spirale vertueuse vers un avenir plus vert.

Mais qu'en est-il...

... du risque que les couches les moins privilégiées de la société ne puissent pas se permettre d'acheter des produits respectueux du climat (nourriture biologique, voitures électriques, panneaux solaires pour leur propre maison, etc.) ?



L'orientation à choisir : la consommation écologique est meilleur marché

La consommation et les comportements socio-écologiques doivent être accessibles à tous. Il existe quatre moyens d'y parvenir : certains peuvent être organisés au niveau individuel, et d'autres nécessitent davantage de soutien.

1. Avant toute chose, **consommer moins coûte moins**. En ce qui concerne les habitudes alimentaires, il est également plus sain de consommer moins de viande et de produits laitiers. De nombreux biens manufacturés devraient également être proposés à la location, afin de réduire les coûts : il s'agit de produits tels que les perceuses électriques ou les machines à coudre, qui ne sont généralement utilisés que quelques minutes par an, ou les vélos-cargos.
2. Deuxièmement, des **produits durables et réparables sont moins chers** que des t-shirts à prix cassés, des smartphones irrépares ou des lave-linges qui cessent de fonctionner au moment même où la garantie expire. Bien entendu, les particuliers n'ont aucun moyen d'apporter ce changement eux-mêmes : les communautés devraient proposer des loyers abordables pour les « repair cafés », et les exigences d'écoconception imposant que les produits puissent être réparés doivent enfin être appliquées. Un cadre législatif national ou européen (« droit à la réparation ») accroîtrait également les possibilités et l'accessibilité de la consommation durable.
3. Troisièmement, les **magasins de seconde main, traditionnels ou en ligne, offrent des solutions alternatives économiques et durables**, surtout pour des produits tels que les vêtements pour enfants, qui ne sont utilisés que quelques mois.
4. Quatrièmement, les **subventions octroyées pour les produits écologiques doivent**

être appréciées au regard de leurs effets redistributifs : les propriétaires de logements sont-ils les seuls à pouvoir profiter des tarifs de rachat des panneaux solaires photovoltaïques, ou est-ce que n'importe qui peut adhérer à une coopérative investissant dans les énergies renouvelables ou utiliser un instrument d'énergie renouvelable destiné aux locataires ? Est-il préférable de subventionner les voitures électriques, qui, même à un prix légèrement plus bas, ne sont toujours accessibles qu'à une minorité, ou plutôt les trains et les vélos(-cargos) ?

Dans bon nombre de cas, la solution la plus juste sur le plan social est également celle qui contribuera le mieux à limiter la crise climatique.

Mais qu'en est-il...



... de l'argument selon lequel le discours relatif à la réduction de la consommation est dominé par les particuliers de pays prospères qui ont déjà tout et qui veulent désormais empêcher les autres de consommer de la même manière ?

L'orientation à choisir : un discours dirigé par l'hémisphère Sud

- La transition vers un mode de vie socio-écologique n'est pas une évolution réservée aux riches pays industrialisés. De fait, bon nombre des discours tenus en Occident reposent sur des notions destinées à des voies de développement alternatives qui proviennent de l'hémisphère Sud, par exemple le « Buen Vivir » des Andes ou l'« Ubuntu » d'Afrique du Sud.¹⁰ À travers le monde, les jeunes gens, en particulier, sont très inquiets à l'idée que leur génération et les générations à venir héritent d'une planète inhabitable. Cette préoccupation les pousse à chercher des solutions alternatives



durables. En définitive, ***nous ne gagnerons rien à réserver une consommation maximale à un nombre restreint de citoyens fortunés dans le monde, qui ont juste eu la chance d'appartenir à la génération actuelle.***¹¹ Nous devons plutôt nous attacher à assurer une vie décente à tous les membres de la société, et à nos enfants et petits-enfants.

- Une économie durable nous permettra également de profiter de nouveaux services, de nouveaux produits et de nouvelles opportunités de développement économique, sans les conséquences négatives de la « vieille » économie. Si les pays décident de conserver leurs anciens modes de consommation et de production, ils perdront leur avantage concurrentiel et réduiront leurs chances d'améliorer leur niveau et leur qualité de vie.

Mais qu'en est-il...

... des conséquences sociales potentielles, pour l'économie mondiale, des choix individuels visant à limiter la crise climatique et à préserver l'environnement ?

L'orientation à choisir : réorienter le commerce international

- La modification des choix individuels aurait sans aucun doute un impact sur l'économie mondiale, et bien que l'intention soit de sauver la planète, des effets non désirés pourraient se faire sentir, par exemple des pertes d'emploi dans l'industrie des fleurs au Kenya dues à la promotion de l'achat de fleurs cultivées localement au Royaume-Uni. La complexité des politiques climatiques n'a jamais été contestée, et elle peut entraîner des problèmes lorsque l'objectif est d'élaborer des politiques inclusives et justes pour toutes les générations et toutes les régions. D'autres solutions de développement sont nécessaires, afin de garantir des normes sociales et environnementales décentes empêchant les entreprises de délocaliser leur empreinte écologique tout en bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché à l'étranger.¹²
- En dehors de l'exemple des fleurs mentionné ci-dessus, pourquoi les Kényans exporteraient-ils des fruits et des légumes vers le Royaume-Uni ou ailleurs lorsque leur gouvernement vient de déclarer l'état d'urgence en raison d'une pénurie alimentaire ? Le Covid-19 nous a démontré une nouvelle fois que ***nous sommes arrivés à un stade où il est vraiment nécessaire d'axer la production nationale sur la demande nationale*** et de créer des communautés locales plus résilientes, au lieu de se contenter de poursuivre sur le chemin d'une mondialisation qui ne bénéficie pas à tous de manière égale et dans le cadre de laquelle le droit à l'emploi est qualifié de bénéfice.
- Après tout, comme nous l'avons souligné au début de ce chapitre, ***les questions sociales et écologiques ne sont pas mutuellement contradictoires, mais découlent d'un mo-***



dèle économique injuste établi de longue date. Il suffit de regarder l'industrie du textile : si celle-ci nous permet de consommer d'énormes quantités de textiles à des prix extrêmement faibles, ce n'est possible que grâce aux salaires et conditions de travail médiocres des installations de production établies au Bangladesh et dans d'autres pays en développement. La libre circulation et la libre allocation des capitaux ne se sont pas accompagnées de politiques adéquates en matière de fiscalité et de redistribution, qui auraient garanti des bénéfices équitables à tous. Et si de nombreuses

voix s'élèvent pour déclarer que les emplois représentent une opportunité et une source de revenus pour beaucoup de travailleurs de ces pays, devons-nous continuer de laisser l'emploi être défini comme une opportunité et non comme un droit fondamental ? Dans une démocratie, cette transition peut être réalisée avec l'aide du pouvoir institutionnel que les syndicats ont acquis au fil des années, et elle peut garantir un meilleur alignement des progrès sociaux et écologiques au sein de la société.

Quelles sont nos aspirations ?

- **La modification des comportements afin de parvenir à des modes de vie plus durable sur le plan individuel et local devient une réalité**, en partant d'une sensibilisation accrue à la responsabilité personnelle pour arriver à un sentiment commun d'appartenance et de reconnaissance du lien indispensable entre les êtres humains et leur environnement.
- Du niveau supranational jusqu'au niveau infranational, du gouvernement jusqu'aux citoyens, nous avons présenté, dans ce chapitre, de **nombreux outils et instruments qui sont déjà à notre disposition**, que ce soit sous la forme d'une coopérative d'éner-

gie ou de choix de consommation individuels. Faisons-en une utilisation judicieuse, et arrêtons de voir la gestion du dioxyde de carbone comme un dilemme mondial.

- Il est temps de comprendre la langue de la nature, qui, traduite en nombres, implique de maintenir la montée des températures mondiales en dessous d'1,5 °C. Nous devons veiller à ce que cet objectif soit **au cœur de nos décisions politiques, économiques et individuelles afin de sauver la planète, de créer de meilleurs emplois, de réduire les inégalités et d'améliorer la qualité de vie de tous.**

Références et Sources

Références

- ¹ Voir http://www.cycling-embassy.dk/wp-content/uploads/2017/07/Velo-city_handout.pdf (consulté pour la dernière fois le 24 mai 2020).
- ² Pour plus d'informations, voir Rhein – Hunsrück, Germany
- ³ Ibidem : 20.
- ⁴ Voir <https://fridaysforfuture.org/what-we-do/strike-statistics/list-of-countries/> (consulté pour la dernière fois le 7 mai 2020).
- ⁵ Pour plus d'informations sur ces chiffres, voir le *rapport Eurobaromètre spécial* (avril 2019): aperçu https://ec.europa.eu/clima/citizens/support_en, rapport complet https://ec.europa.eu/clima/sites/clima/files/support/docs/report_2019_en.pdf (consultés pour la dernière fois le 17 avril 2020).
- ⁶ Garton Ash, Timothy and Zimmermann, Antonia (2020): *In Crisis Europeans Support Radical Positions*, BST-Vorlage 2013. Bertelsmann Stiftung.
- ⁷ European opinions captured in our special survey
- ⁸ Ces appels, soutenus par une majorité de citoyens aux États-Unis et au Royaume-Uni, pourraient contribuer à atténuer la crise climatique. Voir <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/jun/21/help-the-planet-work-a-four-day-week> (consulté pour la dernière fois le 17 avril 2020).
- ⁹ Voir, par exemple, *Buen vivir: the social philosophy inspiring movements in South America or Post-Development concepts? Buen Vivir, Ubuntu and Degrowth* (consultés pour la dernière fois le 20 avril 2020).
- ¹⁰ Un tiers de l'ensemble des personnes ayant la plus forte empreinte écologique vivent dans des pays à revenu moyen; voir chapitre 1 du Rapport sur le développement humain 2019, p. 179 (consulté pour la dernière fois le 20.4.2020).
- ¹¹ Leipold, Bruno et Morgante, Francesca (2012): *The Impact of the Flower Industry on Kenya's Sustainable Development*, disponible à la page : https://www.researchgate.net/publication/323966320_The_Impact_of_the_Flower_Industry_on_Kenya's_Sustainable_Development, (consulté pour la dernière fois le 23 avril 2020).

Sources

15 National and Sub-national Policies and Institutions

7

Bénéfices mutuels de la démocratie et de politiques climatiques ambitieuses

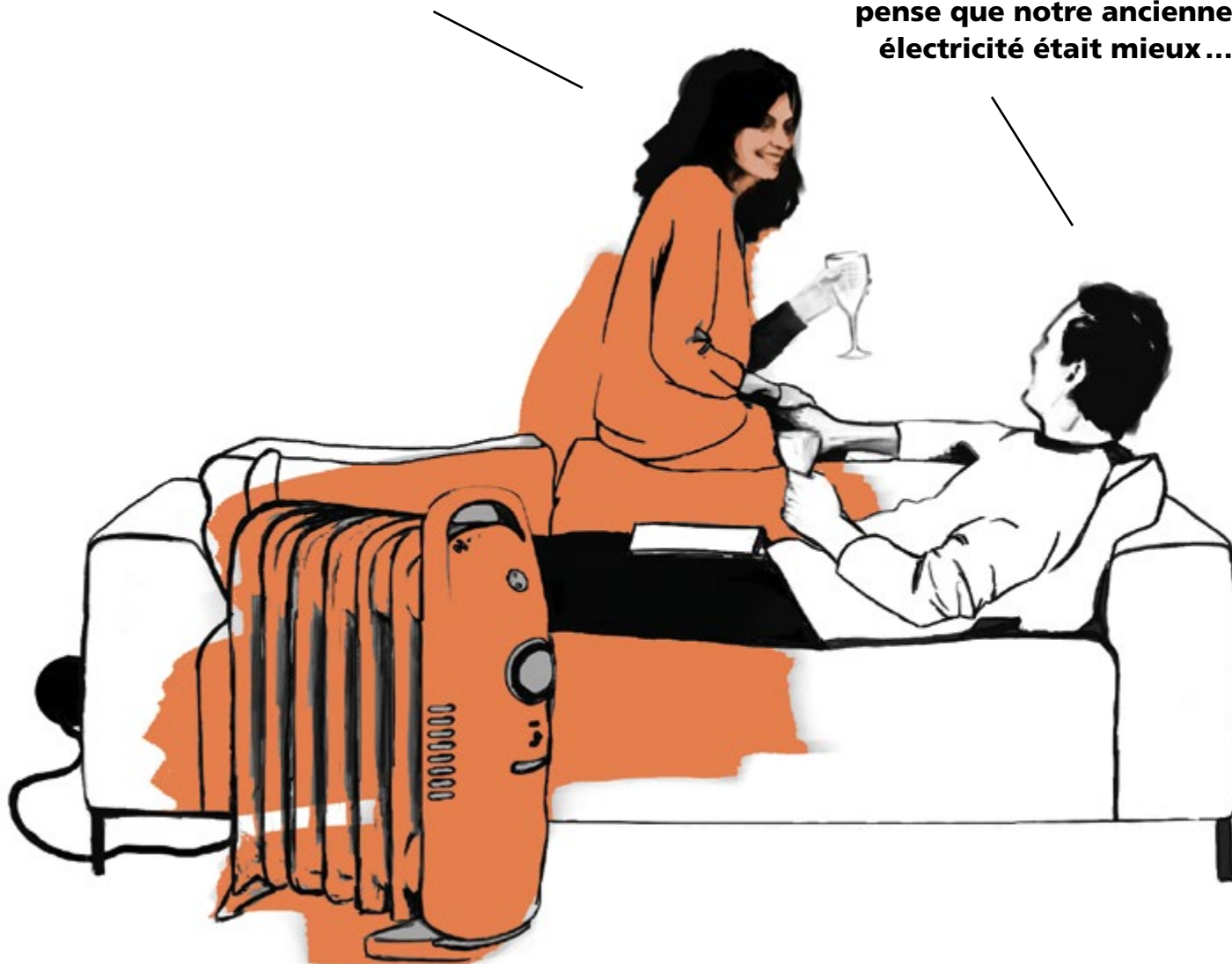
Les démocraties sont les systèmes les plus à même de garantir des politiques climatiques justes et efficaces, et, réciproquement, des politiques climatiques ambitieuses peuvent également protéger nos démocraties.

Le débat sur la corrélation entre les systèmes politiques des pays et les processus d'élaboration des politiques fait partie intégrante du domaine du changement climatique. Dans le présent chapitre, nous commencerons par décrire les menaces

que fait actuellement peser la crise climatique sur nos sociétés démocratiques. Nous expliquerons ensuite que ce sont précisément ces systèmes démocratiques qui sont les plus propices à l'élaboration de politiques climatiques efficaces.

Je suis tellement heureuse que notre énergie provienne désormais entièrement de sources renouvelables ! Espérons que ce projet pilote régional encourage le gouvernement national à modifier sa politique énergétique.

Mais moi je gèle ! Chérie, je pense que notre ancienne électricité était mieux...



Partie I : Des politiques climatiques ambitieuses stabilisent nos démocraties.

Si nous voulons préserver les systèmes démocratiques et pluralistes que nous avons tant lutté pour mettre en place, ***il est crucial d'agir sur la crise climatique. En temps de crise, les processus décisionnels démocratiques sont souvent suspendus, et les libertés personnelles sont souvent restreintes.*** Le pouvoir exécutif est tenu de prendre rapidement des mesures d'envergure, par exemple lorsque des incendies de forêt font rage dans un pays, lorsque des millions de réfugiés climatiques arrivent aux frontières d'un État ou lorsque la production d'électricité est interrompue par des pénuries d'eau empêchant le bon fonctionnement des barrages hydroélectriques, des centrales nucléaires et des centrales électriques à charbon. Dans de tels cas de figure, il n'y a pas le temps de discuter de contre-mesures avec les partis d'opposition au parlement, de préparer des auditions d'experts, d'attendre les résultats de sondages d'opinion ou même d'attendre les prochaines élections pour connaître la volonté des véritables souverains, les citoyens.

- ***Nos démocraties reposent sur des compromis, mais ce principe atteint ses limites lorsque les circonstances font qu'il est impossible de respecter les besoins et les droits fondamentaux de l'ensemble de la population*** : il n'est pas possible d'adhérer au principe de « ne laisser personne de côté » lorsque la population d'une capitale entière doit être évacuée, ou lorsque des millions de personnes doivent être réinstallées en raison de la montée du niveau de la mer. ***Aucun budget national ne possède suffisamment de fonds pour assurer une compensation suffisante à tous les groupes affectés par***

la crise climatique au fil des décennies :

les membres marginalisés de la société qui doivent reconstruire leur maison après une grosse tempête, les agriculteurs confrontés à un enchaînement de mauvaises récoltes ou les sociétés qui font faillite après avoir investi dans un port au bord d'un cours d'eau asséché (voir également chapitre 1, p. 16).

- La crise du Covid-19, qui a favorisé des procédures de prise de décision de style autoritaire, a entraîné la violation de droits fondamentaux, provoqué des distorsions économiques et aggravé les injustices sociales, semble être un prélude à l'état d'urgence récurrent auquel nous allons être confrontés une fois que la crise climatique aura complètement éclaté. Cela ne sera pas l'histoire de quelques mois : nous devons gérer cette situation pendant bien plus de siècles que nous ne voulons bien l'imaginer.
- Au cours de la pandémie de Covid-19, nous avons également constaté à quel point les débats représentant les besoins et points de vue diversifiés de nombreux différents groupes d'intérêts, qui représentent un atout typique des systèmes démocratiques, ont été presque entièrement paralysés. ***Lorsqu'une crise éclate, l'attention du public et des médias reste essentiellement concentrée sur ce seul sujet.*** La hausse vertigineuse des loyers, l'écart de rémunération entre hommes et femmes et d'autres considérations sociales qui faisaient auparavant la une des journaux ont presque entièrement disparu du débat public.
- La bonne nouvelle est que les démocraties sont particulièrement aptes à gérer la crise climatique, comme nous le montrerons dans la section suivante.

Partie II : Les systèmes démocratiques sont propices à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses.

Les **statistiques démontrent une forte corrélation entre la démocratisation et les politiques environnementales : les démocraties entièrement développées arrivent bien plus haut dans les classements internationaux des politiques énergétiques ambitieuses** que les États autoritaires (un constat souvent faussé par quelques contre-exemples notables, comme les États-Unis et l'Australie).¹ Les signataires de la convention d'Aarhus, qui régit l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, sont presque exclusivement des États démocratiques.² **Même au niveau individuel, les personnes affichant une préférence pour les valeurs autoritaires manifestent (en moyenne) moins d'intérêt pour les questions environnementales.**³

Cette corrélation peut s'expliquer par trois caractéristiques des systèmes démocratiques : a) la liberté d'expression b) une élaboration des politiques inclusive et c) un niveau accru de transparence.

a. Liberté d'expression :

- **Si les habitants des États autocratiques dépendent du fait que leurs dirigeants autoritaires décident ou non que le réchauffement climatique est un problème,**⁴ les citoyens des États démocratiques, eux, ont accès à de nombreux moyens d'exprimer leur volonté politique, et vu que les citoyens sont de plus en plus nombreux à reconnaître les effets de la crise climatique, les **gouvernements démocratiques sont poussés à agir**. Près de 70 % des

répondants à une enquête mondiale ont souligné que « si les gouvernements n'agissent pas dès à présent pour lutter contre le changement climatique, ils décevront leurs citoyens ». Près de 60 % des répondants ont également indiqué qu'ils seraient « dissuadés de voter pour un parti politique dont les politiques ne prennent pas au sérieux le changement climatique ». ⁵ Bien entendu, les dirigeants autoritaires n'ont pas besoin de prêter autant d'attention à ce genre de sondages d'opinion, ni même aux pétitions, manifestations de masse ou grèves d'écoliers (pour autant que de tels instruments d'expression politique soient même autorisés).

- Dans une démocratie, il ne devrait pas y avoir d'opposition entre « nous » et le « gouvernement ». Le rôle des institutions démocratiques est de faire en sorte que les services publics répondent aux besoins des citoyens, y compris des jeunes qui ne peuvent pas encore voter, mais dont la voix compte tout de même. Les sociétés démocratiquement gouvernées fournissent des mécanismes institutionnalisés pour assurer la participation et la représentation adéquates des citoyens. Il est donc du devoir des gouvernements et institutions de fournir un environnement permettant d'opérer une transition durable. La nécessité de créer une infrastructure permettant le déploiement de solutions neutres en carbone à la fois respectueuses de l'environnement et bénéfiques pour la société humaine est de plus en plus partagée, comme le prouvent les nombreuses initiatives citoyennes, individuelles et collectives, visant à sensibiliser les gens, en particulier les jeunes.

b. Une élaboration des politiques inclusive

- **En tant que partenaire des citoyens, un État démocratique n'est pas obligé de réinventer la roue, mais peut mettre à**

profit les initiatives et propositions de la société civile ayant pour but de répondre aux besoins des citoyens. Les exemples de meilleures pratiques instaurées par a) les communautés, b) les partis, c) les ONG et les initiatives citoyennes ou d) les coopératives peuvent aisément être reproduits à plus grande échelle. Dans une démocratie, **ces acteurs infranationaux ont la liberté d'expérimenter**, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas attendre d'instructions ou d'approbation venant « d'en haut », et ils jouent un rôle important dans la transmission à l'État, voire même aux institutions internationales, des informations relatives aux projets couronnés de succès.

- **Les villes et les communautés** ont un double rôle à jouer dans le cadre des projets innovants pour le climat : premièrement, **les communautés expérimentent de nouvelles approches**, qui peuvent être reproduites aux niveaux national et international. Deuxièmement, **elles fournissent un espace dans lequel les citoyens peuvent faire l'expérience de l'autonomie** et apprendre à faire confiance à leur propre capacité de changer les choses pour le mieux. De nombreux maires sociaux-démocrates aiment soutenir des initiatives créées par et pour les citoyens qui veillent à ce que des politiques socio-écologiques soient en place de manière à bénéficier à tout le monde. Le vaste éventail d'instruments pouvant être utilisés par les communautés pour limiter la crise climatique a été décrit au chapitre 6 (voir p. 128). Bien entendu, il est plus facile pour les communautés de mettre en œuvre des réglementations progressistes si leurs politiciens locaux ont leur mot à dire à ce sujet. C'est pourquoi de nombreuses communautés élargissent de nouveau leurs compétences en remunicipalisant les installations d'utilité publique. À Hambourg, par

exemple, un référendum populaire, initié par les citoyens, a poussé le gouvernement local à racheter le réseau énergétique de la ville à l'une des plus grandes entreprises du secteur de l'énergie allemand, qui utilisait majoritairement du charbon et de l'énergie nucléaire, et à se lancer dans une transition vers les énergies renouvelables et vers des systèmes de chauffage durable⁶. Dans le même esprit, la ville de Skopje a récemment décidé de remunicipaliser sa gestion des déchets.

- **Les partis** : en tant que chefs politiques dans les communautés et les provinces, les **représentants des partis peuvent également mettre en œuvre des projets innovants sur le terrain**, et prouver ainsi aux électeurs et à leurs opposants politiques au gouvernement qu'ils peuvent apporter de meilleures solutions. Il est très encourageant de constater **que de plus en plus de partis sociaux-démocrates se rallient à l'idée d'adopter d'ambitueuses politiques sociales et environnementales**, y compris de déployer l'effort collectif nécessaire à la lutte contre la crise climatique. De plus en plus de sociaux-démocrates luttent pour une action climatique ambitieuse afin de protéger les valeurs que nous défendons : la justice sociale, la solidarité avec les groupes marginalisés dans nos sociétés nationales et au niveau international et un avenir vivable pour nos enfants. Nous en voyons des preuves dans le monde entier : citons, parmi bien d'autres exemples, la création d'une plateforme spécifique pour le climat par Bernie Sanders dans le cadre de sa campagne pour les présidentielles aux États-Unis, le « new deal » vert pour l'Europe proposé par Frans Timmermans, la mutation actuelle du SPD allemand, qui défend aujourd'hui une transformation de la mobilité, ainsi que l'ambitieux programme électoral du parti social-démocratie de Macé-

doine du Nord. Comme expliqué au chapitre 1 (p. 16), la social-démocratie ne découvre pas uniquement aujourd'hui ces notions socio-écologiques, mais elles ont gagné en importance ces dernières années : parfois parce que les politiciens se sont rendu compte des incidences sociales de la crise climatique et parfois parce qu'ils ont compris qu'ils perdraient des électeurs en ne soutenant pas l'action climatique, compte tenu des préoccupations accrues des citoyens face à la crise climatique.

- **Les ONG et initiatives citoyennes :** avec les communautés, les **ONG et, de plus en plus, les initiatives citoyennes deviennent peu à peu des moteurs d'ambitieuses politiques climatiques dans le monde entier.**

Si de petites initiatives peuvent générer des meilleures pratiques locales, des ONG de défense du climat organisent des échanges de meilleures pratiques au niveau national ou même international, en faisant ainsi en sorte que les projets de mobilité mis en œuvre avec succès à Bogota soient également mis en œuvre à Berlin, par exemple. Dans les sociétés démocratiques, les ONG ne servent pas seulement de « chiens de garde » en exerçant un contrôle permanent sur les décisions politiques : dans de nombreux pays, elles sont également des partenaires des décideurs politiques, en soumettant aux politiciens des idées innovantes ou des études. Si les ONG bien établies peuvent souvent compter sur des militants de longue durée et du personnel professionnel, les initiatives citoyennes attirent aujourd'hui les défenseurs d'une cause spécifique (par exemple, ceux qui s'opposent à la construction d'une nouvelle centrale électrique à charbon dans leur province) ou les citoyens qui souhaitent mettre bénévolement à profit leurs compétences. Si cela fait longtemps que les mouvements citoyens axés sur l'action

climatique sont en plein essor, l'année 2019 a connu un soutien sans précédent à de nouveaux mouvements (de masse), tels que « Fridays for Future » ou « Extinction Rebellion ».

- **Les syndicats peuvent aider à favoriser l'innovation socio-écologique** au sein des entreprises individuelles (notamment grâce à des mesures d'économie d'énergie dans le fonctionnement de certaines machines), dans des secteurs entiers (voir par exemple la transition vers une durabilité accrue dans l'industrie chimique allemande) ou dans l'ensemble de la société (en promouvant la réduction du temps de travail, qui a des bénéfices connexes sur le plan environnemental). Comme expliqué au chapitre 1 (p. 16), dans bon nombre de cas, **les syndicats d'aujourd'hui sont des alliés qui luttent pour une transition écologique**



juste, en s'unissant derrière le slogan « il n'y a pas d'emploi sur une planète morte ». De fait, les pays affichant un taux élevé de syndicalisation ont une plus faible empreinte carbone par habitant.⁷ Donner la



parole aux travailleurs et aux employés n'est donc pas seulement une nécessité d'un point de vue démocratique, mais aussi pour leur donner le pouvoir d'impulser un changement de société positif venant d'en bas.

- Les coopératives représentent le moyen le plus équitable et le plus efficace, dans une solide société démocratique, d'assurer des politiques climatiques inclusives et progressistes en partant d'un point de vue économique (voir chapitre 6, p. 128). Il importe ici d'observer que les coopératives fonctionnent beaucoup mieux dans un contexte démocratique, où les citoyens sont en mesure de participer librement aux projets mis en œuvre. Très peu de coopératives ont été créées (selon une approche descendante) dans des États autoritaires.⁸
- Ce qui est unique pour les projets lancés par les communautés, les partis, les ONG, les initiatives citoyennes ou les coopératives dans une démocratie, **c'est qu'une poignée de personnes peuvent suffire à mener de telles**

initiatives progressistes et à les faire entrer dans le débat public. Des citoyens actifs, engagés en faveur du progrès social pour tous, imaginent des solutions afin de relocaliser la production de denrées alimentaires, de textiles et d'énergie (pour ne citer que quelques exemples) de manière innovante, puissante et responsable. L'action collective que nous pouvons aujourd'hui observer au niveau local, qui bénéficie également du soutien adéquat du gouvernement local ou national, profitera aux générations de demain. Les outils démocratiques de participation du public et les processus décisionnels inclusifs permettent à des citoyens actifs de proposer et d'appliquer des idées et des changements, dans le cadre d'une structure descendante. Avec le soutien d'urbanistes, d'ingénieurs et d'autres experts, ces citoyens devraient pouvoir façonner de manière collaborative un avenir durable pour leur communauté. C'est pourquoi les communautés méritent une chance d'expérimenter et

de décider pour elles-mêmes des meilleures solutions pour un avenir durable, conformément à l'accord de Paris et au programme à l'horizon 2030. Toutes les expériences positives déjà engrangées avec des projets communautaires et des projets locaux, durables et respectueux du climat dans les domaines de l'énergie, de la production alimentaire et du transport constituent un élément crucial de ce processus.

- **Les acteurs infranationaux contribuent également à la prise de décisions fondées sur des éléments probants :** les représentants des initiatives citoyennes peuvent, par exemple, porter un projet couronné de succès à l'attention de leurs députés lors de réunions individuelles, ou les ONG peuvent expliquer, lors d'une audition, pourquoi une idée donnée s'est soldée par un échec. Un bon exemple de ce processus de remontée d'informations est le « plan populaire pour le climat », qui collecte et évalue de nombreuses idées de réduction des émissions de CO₂ aussi rapidement et aussi équitablement que possible d'un point de vue social.⁹
- Dans un **État-providence démocratique**, l'introduction de nouvelles politiques **tient compte d'emblée des circonstances propres aux groupes marginalisés**. Les politiques climatiques ont donc plus de chances d'être conçues de sorte à garantir davantage de justice sociale et à éviter l'aggravation des disparités sociales (comme nous l'avons vu au chapitre 1, p. 16).
- **En revanche, les processus décisionnels « descendants » des régimes autoritaires se soldent souvent par un échec : les dirigeants autoritaires sont beaucoup plus susceptibles d'adopter rapidement leurs stratégies pour le climat**, sans grande discussion préalable au sein du cabinet, du par-

lement ou du public. **Toutefois, même si ces stratégies ont l'air séduisantes sur papier, leur mise en œuvre est souvent freinée**

par la non-prise en considération des besoins et des capacités des acteurs infranationaux. Les communautés ne disposent pas toujours du personnel qualifié ou de l'intérêt nécessaire pour mettre en œuvre des stratégies qui n'ont rien à voir avec les réalités du terrain.¹⁰ Dans ces régimes, les experts n'ont qu'une influence limitée sur la formulation de nouvelles politiques, et il n'y a pas d'échanges réguliers avec les représentants de la société civile, ni de discussions ouvertes avec les citoyens. Par conséquent, aucun processus ne garantit l'applicabilité des politiques avant leur mise en œuvre.

- Dans les régimes autoritaires, on trouve également moins d'exemples de meilleures pratiques : les chefs des communautés n'ont ni la liberté politique ni les fonds nécessaires pour expérimenter des politiques climatiques innovantes. Ils peuvent également manquer de la motivation nécessaire pour agir en ce sens, car la reconduction de leurs défenseurs politiques dépend non pas de leur popularité auprès des électeurs, mais plutôt des caprices du dirigeant autoritaire. En outre, lorsque les initiatives citoyennes ou les ONG indépendantes sont tout bonnement interdites, elles ne peuvent évidemment pas concevoir la moindre meilleure pratique.
- Dans les régimes autoritaires, il existe également un **risque accru de corruption et d'inefficacité, qui rend les stratégies climatiques obsolètes à tous les niveaux**. Le discours public et la liberté des médias étant considérablement restreints, la corruption et la fraude peuvent prospérer. S'il est possible - et moins cher - de donner un pot-de-vin à un auditeur, par exemple, les filtres des centrales électriques à charbon resteront désactivés.

Et si les juges basent leurs décisions sur le poids de l'enveloppe qu'ils reçoivent « sous la table », cet auditeur ne devra jamais rendre de comptes. Dernier point, et non des moindres : si les journalistes indépendants n'ont pas la liberté de mettre au jour les scandales de ce genre, les stratégies pour le climat auront beau être séduisantes sur le papier, les émissions ne seront pas réduites.

- Il y a bien sûr également des cas de fraude et de corruption dans les sociétés démocratiques. Les activités des lobbyistes, en particulier, sont souvent une source de préoccupation, et bon nombre de ces organisations sont opposées à la transition vers un avenir durable. Toutefois, les statistiques montrent que les démocraties bien établies affichent des niveaux de corruption beaucoup plus faibles, pour la simple raison que ces cas peuvent être mis au jour par les médias indépendants ou par des lanceurs d'alerte, et parce que les politiciens savent qu'un corrompu peut se faire remercier par ses électeurs.¹¹ Ces garanties sont particulièrement importantes pour la mise en œuvre des politiques climatiques et autres politiques environnementales, qui ne peuvent fonctionner que si leur application est garantie à tous les niveaux, c'est-à-dire si, par exemple, les entreprises ou les chauffeurs qui ne respectent pas une zone piétonne ne peuvent pas échapper aux sanctions en payant un pot-de-vin, au détriment de toute la société.
- ***Du point de vue de la social-démocratie, il est important de promouvoir précisément ces caractéristiques de nos systèmes démocratiques : la liberté d'expression, l'élaboration inclusive des politiques, par opposition aux processus décisionnels descendants, la lutte contre la corruption et la transparence*** sont autant de grandes priorités de la social-démocratie, et ce pratiquement

depuis sa naissance. ***C'est donc une excellente nouvelle que ces caractéristiques de nos systèmes de gouvernement fournissent le cadre idéal pour la formulation de politiques climatiques ambitieuses.***



Mais qu'en est-il...

... de la crainte que les systèmes démocratiques, qui ont pour but ultime d'aboutir à un compromis adéquat pour tous les groupes d'intérêt, ne puissent régler la crise climatique car on ne peut pas passer d'accord politique avec l'atmosphère terrestre ? Ne faudrait-il pas créer des assemblées citoyennes pour relever ce défi ?

L'orientation à choisir : une consultation publique en plus des procédures démocratiques existantes

- Les processus décisionnels démocratiques exigent du temps que nous n'avons plus pour atteindre l'objectif des 1,5 °C. Cela étant, comme démontré ci-dessus, les processus décisionnels participatifs et démocratiques sont tout simplement plus efficaces à long terme, et ils sont sans aucun doute un élément que nous devons consacrer dans un avenir socio-écologique. Pour de nombreux citoyens sociaux-démocrates et progressistes, les nouveaux outils de démocratie directe sont très séduisants, mais leur mise en place nécessiterait également du temps. Il n'est tout simplement pas possible d'attendre la mise en œuvre de réformes politiques pour se préparer ensuite à agir contre la crise climatique : en effet, d'ici là, l'objectif de 1,5 °C sera vraisemblablement hors d'atteinte.

Alors, quelle est la solution ?

1. Premièrement, comme nous l'avons démontré ci-dessus et au chapitre 6, ***nos systèmes actuels de démocratie représentative sont***



tout à fait capables de répondre à la crise climatique, pour autant que les politiciens utilisent tous les instruments qui sont à leur disposition (comme ils l'ont fait pendant la crise du Covid-19).

2. Deuxièmement, **des instruments de consultation publique**, tels que des assemblées ou commissions citoyennes, **peuvent constituer un complément très intéressant aux processus politiques existants, mais ils ne doivent pas les remplacer**. Deux exemples positifs seraient les référendums organisés en Macédoine du Nord en 2016 au sujet de l'ouverture de nouvelles mines d'or,¹² et, en Irlande (puis également au Royaume-Uni et en France), la création d'assemblées citoyennes qui ont formulé des recommandations pour limiter la crise climatique.¹³
3. Troisièmement, puisque nous ne pouvons pas négocier avec le climat, la **compatibilité avec l'accord de Paris doit être assurée dès le départ**. Les « commissions du char-

bon », par exemple, devraient rassembler toutes les parties prenantes concernées pour discuter d'une stratégie de sortie socialement juste d'ici à une date compatible avec l'objectif des 1,5 °C – la date d'arrêt de la production elle-même étant non négociable (voir également chapitre 1, p. 16).

4. Quatrièmement, **il y a lieu de répondre aux problèmes actuels en utilisant les instruments et les ressources dont nous disposons aujourd'hui - et de ne jamais abandonner**. Même si, en 2020, certains pays n'ont pas encore adopté d'objectifs de réduction des émissions de CO₂ conformément à l'accord de Paris sur le climat, le public est tout de même sensibilisé à la question, la pression monte et des instruments de contrôle sont disponibles. Si une date d'arrêt de la production de charbon ne tient pas compte de l'objectif des 1,5 °C, elle devra être renégociée. Si ce n'est pas cette année, ce sera l'année suivante.

Mais qu'en est-il...

... de la garantie d'un niveau adéquat de représentation de tous les citoyens dans les processus d'élaboration de politiques ascendants ?

L'orientation à choisir : dessiner ensemble une transformation socio-écologique

- **De nombreux projets climatiques, en plus d'être bénéfiques pour les groupes marginalisés** (comme démontré au chapitre 1, p. 16), **sont également élaborés en collaboration avec ces derniers**, qui voient ainsi leur sentiment d'autonomie être renforcé et qui sont encouragés à participer plus activement. L'objectif social-démocratique d'une participation accrue des groupes moins privilégiés fait partie intégrante de ces projets climatiques : de nombreuses communautés octroient des fonds sociaux aux projets climatiques mis en œuvre par des citoyens défavorisés : c'est notamment le cas du comté de Rhin-Hunsrück, dans l'une des plus pauvres régions rurales d'Allemagne. Dans le village polonais de Słupsk, par exemple, des ampoules basse consommation ont été installées dans les refuges pour sans-abris, non seulement pour, mais par ceux-ci. Citons également les jardins communautaires créés dans des quartiers marginalisés du monde entier dans le cadre d'initiatives collaboratives avec les citoyens, qui ont non seulement eu des effets positifs sur la santé et le bien-être des individus, mais ont aussi amélioré la cohésion sociale et renforcé l'« esprit de communauté »¹⁴
- Si tous les citoyens ou membres d'une communauté ne sont pas forcément intéressés ou n'ont pas toujours le temps de participer aux processus décisionnels, même dans les sociétés les plus démocratiques, il est tout de même crucial de s'efforcer de faire en sorte que nos

sociétés démocratiques s'ouvrent davantage et fournissent les outils et mécanismes qui **encourageront et permettront à tout le monde de dessiner son avenir socio-écologique**. Les nouveaux concepts qui facilitent l'accès à la citoyenneté active devraient être intensifiés, par exemple la plateforme d'innovation sociale SynAthina, créée à Athènes pour faciliter la consultation et les échanges avec les citoyens, les groupes communautaires et les initiatives de la société civile afin de trouver des solutions aux problèmes urbains qui pourront être partagées et abordées avec le gouvernement local, le monde de l'entreprise et les dirigeants politiques.¹⁵

Mais qu'en est-il...

... de l'idée selon laquelle certaines ONG environnementales seraient plus axées sur les intérêts particuliers que sur les citoyens ?

L'orientation à choisir : un acteur clé pour des politiques climatiques ambitieuses

- Le secteur des ONG joue un rôle crucial dans la réponse aux problèmes d'intérêts personnels et de corruption, en luttant pour faire entendre la voix et les intérêts des citoyens. Cela ne veut pas pour autant dire que toutes les ONG sont immunisées contre la corruption, et ça n'empêche pas certaines d'entre elles de représenter des intérêts personnels, surtout à une époque où le greenwashing devient une menace réelle. Comme l'a indiqué l'autrice et militante sociale canadienne Naomi Klein, les ONG font parfois plus de mal que de bien, en particulier lorsqu'elles n'ont pas la capacité d'agir de manière véritablement indépendante mais dépendent du soutien financier de gouvernements ou de lobbyistes. Cependant, les **outils et mécanismes dé-**

mocratiques destinés à promouvoir la bonne gouvernance à tous les niveaux sont en mesure de répondre à ce genre d'externalités négatives. Ces outils peuvent également empêcher une seule brebis galeuse de détruire l'image d'un pilier entier de la société, un pilier qui donne vie à l'adaptation et à l'atténuation de la crise climatique tout en ayant également une dimension humanitaire. Les ONG environnementales ont joué, et continuent à jouer, un rôle majeur dans la construction d'un avenir durable pour tous. Cette abondance d'excellentes initiatives, que ce soit au niveau local, comme la plateforme SynAthena, ou au niveau international, comme les « Fridays for Future », n'est possible que grâce à une société civile qui agit et participe de manière puissante et résolue aux processus décisionnels démocratiques.

Mais qu'en est-il...

... de la difficulté d'obtenir une large adhésion à certaines politiques climatiques spécifiques - par exemple, lorsque des citoyens protestent contre la construction d'éoliennes dans leur voisinage ?

L'orientation à choisir : un soutien massif

- **Les citoyens sont très nombreux à soutenir l'adoption de politiques climatiques ambitieuses** (voir chapitre 1, p. 16, et chapitre 5, p. 102). **Dans les démocraties représentatives telles que les nôtres, cela suffit à appuyer une action ambitieuse.** Toutes les politiques ne doivent pas nécessairement être discutées et entièrement approuvées par tous les citoyens. Il est stupéfiant de voir des politiciens réclamer un soutien universel à l'adoption de politiques climatiques ambitieuses tout en agissant contre la volonté de la majorité dans d'autres domaines politiques

(par exemple en soutenant les accords de libre-échange). **Lorsque le bien-être de tant de citoyens et le fonctionnement de notre système démocratique sont en jeu, les politiciens ont également un mandat pour agir** : c'est, après tout, ce pourquoi ils ont été élus.¹⁶

Si l'État refuse d'assumer ce devoir et charge les citoyens de décider à quel point ils veulent une vie respectueuse du climat, deux conséquences négatives pourront être observées :

1. Une aggravation des divisions au sein de la société : si l'ambiance du dîner de Noël est ruinée à cause de débats sur les alternatives végétariennes à la dinde, ou si les villageois se retrouvent à se déchirer devant les tribunaux pendant des années au sujet d'une nouvelle éolienne, le risque est de créer une société divisée.
 2. Un sentiment de trahison chez les citoyens conscients des enjeux sociaux et environnementaux : bon nombre de gens réclament davantage d'orientations de la part du gouvernement, parce qu'ils n'ont tout simplement pas la capacité, à chaque fois qu'ils doivent prendre une décision, de se renseigner au préalable sur les normes sociales, environnementales et du travail, puis de mettre ces normes en balance avec la commodité et le prix d'un produit.¹⁷ Ces citoyens, qui, en fin de compte, nous sont bénéfiques à tous en adoptant un mode de vie respectueux du climat, sont également frustrés lorsque l'État ne parvient pas à empêcher d'autres membres de la société de détruire notre avenir commun.
- S'il n'est pas nécessaire de convaincre chaque citoyen du bien-fondé des politiques climatiques et autres, il convient de trouver un équilibre entre un processus décisionnel ren-

forcé par des éléments de démocratie directe et la gestion du pays par les politiciens. Ici, les acteurs intermédiaires intervenant entre le gouvernement et le citoyen peuvent jouer un rôle important.

- Dernier point, mais non des moindres : ***il est crucial que nous permettions aux personnes concernées de façonner positivement leur avenir de manière collaborative*** : Si les citoyens se voient offrir l'opportunité d'investir dans l'installation d'éoliennes dans leur communauté (par exemple, dans le cadre d'une coopérative), et s'ils ont leur mot à dire sur l'emplacement de ces éoliennes, l'opposition à de tels projets devient une adhésion.

Mais qu'en est-il...

... de la doctrine néolibérale qui pousse nos États à privilégier les décisions économiques (à court terme) au détriment du bien-être et des préoccupations environnementales de leurs citoyens ?

L'orientation à choisir : nous avons de toute façon besoin d'un État social !

- ***Abstraction faite des préoccupations environnementales, nous devons repenser le rôle de nos États et revenir à des systèmes démocratiques qui placent le bien-être de leurs citoyens et un environnement sain au cœur de leurs actions.*** Faire primer les intérêts de la population, et non les intérêts économiques, est, depuis des dizaines d'années, l'un des grands objectifs de la social-démocratie. Les politiques de développement national doivent être conçues de manière à voir au-delà des cycles électoraux et à donner durablement la priorité aux objectifs politiques à long terme.
- Alors que les mesures de lutte contre le Covid-19 étaient mises en œuvre, les États du monde entier ont prouvé qu'ils étaient capables d'agir lorsque la vie de leurs citoyens était en jeu, même au détriment des intérêts économiques. Nous avons fait primer la santé



de la population, surtout des groupes vulnérables, tels que les personnes âgées et malades, bien que cela ait signifié des mois d'arrêt économique total. Dès lors, si l'on prend la crise climatique, l'argument selon lequel une action donnée ne serait « pas politiquement réaliste » parce que les intérêts économiques à court terme sont plus importants que la vie et

le bien-être de la population a manifestement perdu en crédibilité. Aujourd'hui, nous devons veiller à ce que les plans de relance nécessaires à la suite de la pandémie soient fondés sur une innovation verte et sociale qui privilégiera le bien-être du grand nombre plutôt que de quelques-uns.

Quelles sont nos aspirations ?

- ***Dans une démocratie, lorsqu'il s'agit de lutter contre la crise climatique, vous êtes le changement que vous voulez voir !*** Des millions de citoyens dans le monde ont été touchés par la cause climatique : profitons-en pour construire un avenir non seulement socio-écologique, mais aussi plus inclusif, en répondant à l'appel social-démocratique visant à amplifier la voix des personnes défavorisées. Il existe de

nombreuses façons de faire entendre cette voix : dans les assemblées citoyennes, dans les manifestations, lors des grèves de l'école ou dans les projets de quartier.

- ***Au lieu de laisser la crise climatique détruire le fondement de nos démocraties, donnons aux communautés de citoyens, aux coopératives et aux ONG le pouvoir de façonner, ensemble, notre avenir commun.***

Références et Sources

Références

- ¹ « En 2015, les vingt pays qualifiés de démocraties par l'EIU (Economist's Intelligence Unit) ont obtenu une notation moyenne de 34,2 à l'indice de durabilité énergétique, tandis que les 27 régimes autoritaires pour lesquels il existait des données climatiques ont obtenu un score bien plus mauvais, avec une note moyenne de 85,6 ». Il importe de noter que cela se vérifie également pour les États démocratiques à faible revenu par habitant : la richesse d'une nation (qui va souvent de pair avec la démocratisation et des émissions élevées) n'est donc pas un facteur déterminant. Voir <https://foreignpolicy.com/2016/06/01/democracy> (consulté pour la dernière fois le 23 mai 2020).
- ² Voir https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtmsg_no=XXVII-13&chapter=27&clang=_fr (consulté pour la dernière fois le 25 juillet 2020).
- ³ Schultz et Stone (1994): *Authoritarianism and Attitudes toward the Environment*.
- ⁴ Voir <https://foreignpolicy.com/2016/06/01/democracy> (consulté pour la dernière fois le 23 mai 2020).
- ⁵ Voir <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2020-04/earth-day-2020-ipsos.pdf> (consulté pour la dernière fois le 21 juin 2020). Cela fournit un solide contre-argument réfutant l'idée selon laquelle les dirigeants démocratiques risqueraient de négliger la crise climatique en se concentrant sur les décisions qui concernent la durée entière de leur mandat politique. Le risque de négligence des futurs risques pourrait (!) avoir été pertinent par le passé, mais aujourd'hui que la crise climatique touche également l'hémisphère nord, ce risque ne concerne plus l'action climatique.
- ⁶ Voir <https://carbonneutralcities.org/how-hamburg-regained-control-of-its-energy-utility/> (consulté pour la dernière fois le 22 juin 2020).
- ⁷ Huerta Alvarez, Camila, York, Richard et McGee, Julius Alexander (2019): Is Labor Green?, in: *Nature and Culture*, mars 2019, p. 17-38.
- ⁸ L'Allemagne compte le plus grand nombre de coopératives d'énergie actives (824 en juin 2018) et s'approche ainsi du record précédemment établi par le Danemark, avec 931 coopératives en 1999.
- ⁹ Voir <https://gerechte1komma5.de/en/klimaplan-von-unten/> (consulté pour la dernière fois le 21 juin 2020).
- ¹⁰ Voir Wu, Jing, Zuidema, Christian et Gugerell, Katharina (2018): Experimenting with decentralized energy governance in China: The case of New Energy Demonstration City Program, in: *Journal of Cleaner Production* 189, p. 830-883.
- ¹¹ Voir Warren, Mark E. (2004): What Does Corruption Mean in a Democracy?, in: *American Journal of Political Science* 48, n° 2, p. 328-343.
- ¹² Voir <https://globalvoices.org/2017/04/25/one-small-town-referendum-on-gold-mining-is-a-big-victory-for-citizen-participation> (consulté pour la dernière fois le 22 juin 2020).
- ¹³ Voir <https://www.citizensassembly.ie/en/how-the-state-can-make-ireland-a-leader-in-tackling-climate-change/recommendations/> et <https://www.climateassembly.uk/> (consultés pour la dernière fois le 22 juin 2020).
- ¹⁴ Voir <http://www.slupsk.pl/zielonypunkt/> et <https://www.strongtowns.org/journal/2018/8/16/the-case-for-community-gardens>, par exemple.
- ¹⁵ SynAthina cartographie les initiatives des citoyens, accroît leur visibilité et les aides à entrer en contact avec le secteur privé, différents experts et les administrations locales. En évaluant les activités des citoyens et en faisant connaître les meilleures pratiques de la société civile, SynAthina informe en permanence les autorités municipales des priorités des citoyens et favorise la révision des réglementations, la simplification des procédures et la création de synergies créatives avec les citoyens, afin que l'administration puisse répondre plus efficacement aux besoins des citoyens. Pour de plus amples informations, voir <https://www.synathina.gr/en>
- ¹⁶ La crise climatique n'est pas le seul domaine politique dans lequel une volonté politique est requise. Ces dernières années, les droits des personnes LGBT ont été renforcés dans de nombreux pays malgré les protestations d'une (très bruyante) minorité, car il aurait été contraire aux droits de l'homme de continuer à discriminer ces personnes.
- ¹⁷ Il ne devrait pas être nécessaire d'enquêter sur les conditions sociales et environnementales dans lesquelles les smartphones sont fabriqués, mais les importations de produits fabriqués grâce au travail des enfants et à la destruction de l'environnement devraient tout simplement être interdites. Voir <https://www.zeit.de/kultur/2019-06/konsumverhalten-verbote-gesetze-veraenderungen-gewohnheit-freiheit/seite-2> (consulté pour la dernière fois le 22 avril 2020).

Sources

Pour un bon aperçu du lien entre les systèmes démocratiques et les politiques climatiques, voir l'adresse suivante : <https://foreignpolicy.com/2016/06/01/democracy>

Des statistiques intéressantes démontrant un soutien marqué à d'ambitieuses politiques climatiques au niveau mondial, et en particulier dans les démocraties, peuvent être consultées à l'adresse : <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2020-04/earth-day-2020-ipsos.pdf>

Auteurs & Conseillers



Sonja Schirmbeck / Auteur

Je me suis rendu compte peu à peu que le défi n'était pas de « protéger le climat », mais de nous protéger tous, en Europe, nos acquis sociaux et notre mode de vie.



Robert Zanony / Auteur

L'idée que la crise climatique est une menace urgente et qu'une politique climatique ambitieuse est une nécessité est désormais, heureusement, communément admise. Agir de manière adéquate est, bien entendu, une tout autre histoire. Veiller à ce qu'une action climatique ambitieuse soit menée d'une manière juste sur le plan social constitue un élément essentiel du programme que les sociaux-démocrates doivent adopter et étayer par des mesures politiques décisives. Telle était l'essence même de nos efforts communs à l'origine de cette publication, et je suis plus que ravi d'y avoir pris part.



Victoria Stoiciu / Auteur

Écrire, c'est aussi une découverte. Lorsque l'écriture est un processus collectif, elle devient une véritable expérience d'apprentissage. J'espère que ce manuel sera aussi enrichissant pour le lecteur qu'il l'a été pour moi en tant que coautrice.



Thomas Oellermann / Auteur

En travaillant sur ce projet, j'ai compris à quel point la politique climatique était complexe et donc compliquée. La politique climatique n'est plus un sujet parmi d'autres, mais une dimension à part entière.



Ivana Vuchkova / Auteur

La question n'est pas de savoir si la vie sur Terre va subsister, mais qui va subsister, et dans quelles conditions. Nous voulons assurer un avenir durable pour tous, et pour cela, il nous faut une action climatique. Sociale. Juste.



Max Ostermayer / Auteur

Plus on plonge dans un sujet, plus on lui découvre des niveaux de complexité. Cela a été une expérience incroyable de s'immerger dans cette complexité en compagnie d'une équipe ambitieuse et déterminée, travaillant en vue d'un même objectif : prouver qu'il ne tient qu'à nous de façonner un avenir juste et durable.



Eva Junge / Auteur & Conseiller

En tant que psychologue environnementale, je suis convaincue qu'il existe un chevauchement significatif entre les politiques socio-écologiques et les communications stratégiques sur le climat. On dit que l'avenir appartient à ceux qui content la meilleure histoire : dans cette publication, le lecteur trouvera un vaste recueil d'histoires inspirantes pour une transformation sociale et démocratique.



Toralf Staud / Conseiller

Notre but, chez klimafakten.de, est d'aider les gens à trouver « leur » façon de parler du climat. Cette publication apporte une voix sociale-démocratique puissante au cœur de l'action climatique : j'ai été impressionné de la voir prendre vie.

Mentions légales

© 2020

Friedrich-Ebert-Stiftung | Dép. pour l'Europe centrale et orientale
Hiroshimastr. 28 | 10785 Berlin | Allemagne

Responsable :

Matthias Jobelius | Directeur | Dép. pour l'Europe centrale et orientale

Tél.: +49-30-269-35-7726

Fax: +49-30-269-35-9250

<https://www.fes.de/referat-mittel-und-osteuropa>

Pour commander des publications :

marie.meier@fes.de

Les opinions exprimées dans la présente publication ne sont pas nécessairement attribuables à Friedrich-Ebert-Stiftung. L'usage commercial de tout contenu publié par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdit sans le consentement écrit de FES.

ISBN: 978-3-96250-900-2

Conception: facts and fiction GmbH

Typographie: pertext, Berlin

Impression: Druckerei Brandt, Bonn

Imprimé sur papier RecyStar Polar (100 % recyclé ;
porteur de l'écolabel Blue Angel)

Sources des images

Title picture alliance / Westend61 | Westend61 / Andreas Pacek · **S. 5** picture alliance / Andreas Franke | Andreas Franke · **S. 11** picture alliance / Heikki Saukkomaa / Lehtikuva / dpa | Heikki Saukkomaa · **S. 19** picture-alliance / dpa/dpaweb | Rolf Haid · **S. 21** unsplash | mika-baumeister · **S. 22** picture alliance / ZUMAPRESS.com | Ollie Millington / Rmv · **S. 25** picture alliance / REUTERS | SUSANA VERA · **S. 27** picture alliance / Xinhua News Agency | Li Mengxin · **S. 31** Archiv der sozialen Demokratie - Friedrich-Ebert-Stiftung · **S. 32** picture alliance / REUTERS | RUBEN SPRICH · **S. 41** picture alliance / dpa | Facundo Arrizabalaga · **S. 43** picture alliance / Frank Hoermann | SVEN SIMON · **S. 49** picture alliance / dpa | Oliver Berg · **S. 55** picture alliance / dpa | Julian Stratenschulte · **S. 63** picture alliance / Richard Linke | Richard Linke · **S. 66** picture alliance / Chen Shichuan / Costfoto | Chen Shichuan / Costfoto · **S. 71** picture alliance / Westend61 | Robijn Page · **S. 73** picture alliance / blickwinkel / W. G. Allgoewer | W. G. Allgoewer · **S. 81** picture alliance/ANN | Viet Nam News · **S. 83** picture alliance / blickwinkel/M. Woike | M. Woike · **S. 86** picture alliance / REUTERS | YIORGOS KARAHALIS · **S. 90** picture alliance / REUTERS | AKHTAR SOOMRO · **S. 97** picture alliance / dpa | Thomas Warnack · **S. 104** picture alliance / dpa | Photocome · **S. 107** picture alliance / SZ Photo | Natalie Neomi Isser · **S. 110** picture alliance / dpa | Wael Hamzeh · **S. 110** picture alliance / Xinhua News Agency | - · **S. 115** picture alliance / dpa / dpa-Zentralbild | Thomas Uhlemann · **S. 117** picture alliance / Hans Eder/Shotshop | Hans Eder · **S. 120** picture alliance / Newscom | Jevone Moore · **S. 121** picture alliance / dpa / dpa-Zentralbild | Jan Woitas · **S. 124** picture alliance / dpa / CTK | Michal Kamaryt · **S. 131** picture alliance / Westend61 | Maya Claussen · **S. 135** picture alliance / PIXSELL | Goran Kovacic · **S. 137** picture alliance / Westend61 | Zeljko Dangubic · **S. 140** picture alliance / TASS | Alexander Shcherbak · **S. 143** picture alliance / PIXSELL | Emica Elvedji · **S. 151** picture alliance / dpa / CTK | Roman Vondrous · **S. 152** picture alliance / AA | Furkan Abdula · **S. 155** picture alliance / NurPhoto | Alain Pitton · **S. 158** picture alliance / Fotostand | Fotostand / Reuhl

Index

A

Accord de Paris sur le climat **7, 21, 24, 32, 33, 37, 130, 153, 155**

Accès à l'eau **26**

Accès à l'énergie pour tous **83, 84, 136**. *Voir aussi* pauvreté, énergie

Accessibilité

- aux technologies vertes **82, 94, 142**
- of new technologies **55**
- of sustainable consumption **142**
- à la mobilité **106, 113, 114, 123, 125, 131, 142**
- à l'énergie **79, 84, 85, 92, 136, 137**

Activités plus intelligentes pour le climat **70**

- infrastructure & compteurs **65, 67, 82, 83, 95**
- mobilité **106, 118, 125**
- produits **67**
- réseaux** **40, 82, 83, 84, 91**
- technologies **67**

Adéquation **6, 56, 57, 93, 140, 142, 143**. *Voir aussi* décroissance & consommation

Adhésion

- de la transition énergétique **87**
- des politiques climatiques **109, 157**

Agriculture **18, 22, 26, 28, 42, 45**

Altérisation **12**

Apartheid climatique **19**

Arguments proactifs **10**

Ascendant

- développement de projets **136**
- élaboration des politiques **109, 136, 148, 149, 150, 151, 156, 159**
- transformation énergétique **80, 82, 83, 98, 141**, *Voir aussi* participation politique

Assemblées citoyennes **154, 155, 159**

Aucun emploi sur une planète morte **33, 45, 57, 82, 151**

Autoefficacité **4, 13, 109, 150, 156**

Automatisation **47, 66, 68, 69, 90, 122**

Azote **42**

B

Banque européenne d'investissement **49, 50, 130**

Banque européenne pour la reconstruction et le développement **130**

Banque mondiale **26, 27, 52, 130**

Bas salaires / emplois précaires **45**

Berceau au berceau **53, 73**

- cyclisme. *Voir* mobilité / cyclisme

Biocarburants **108**

Biomasse **40, 92, 93**

Bonne gouvernance **80, 99, 157**

C

C40 Cities **105**

Canicules **18, 109**

Capitalisme **13, 56, 144, 158**. *Voir aussi* PIB et croissance économique

Carburants fossiles **5, 24, 40, 44, 45, 53, 58, 82, 84, 86, 92, 93, 96, 97, 98, 104, 105, 114, 118, 119**

- prix réel **82, 88**

Catsstrophe nucléaire de Tchernobyl **31**

Cedefop **54**

Changement climatique

- Incidence de la rareté de la ressource en eau **148**

Changement démographique **58, 63, 64, 74**

Changement structurel

- instruments de soutien aux travailleurs **122**

Changement technologique **51, 67, 69**

Charbon **5, 30, 33, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 72, 83, 85, 86, 89, 90, 91, 93, 95, 96, 98, 99, 100, 104, 132, 133, 148, 151, 153, 155**

- extraction de lignite **44, 46, 48, 49, 93**
- les commissions sur le charbon **155**

Chômage **45, 47, 62, 64, 67, 68**

Citoyenneté active **156**

Citoyenneté énergétique **87, 156, 157**

Citoyens & groupes marginalisés **18, 19, 23, 34, 35, 97, 105, 113, 115, 133, 138, 148, 150, 153, 156**

Communautés **106, 109, 111, 125, 135, 136, 141, 150, 152, 153, 156**. *Voir aussi* crise climatique et action locale

Communication autour du climat **10, 132**

Compétences **54, 68, 69, 118, 122, 151**

- acquérir de nouvelles compétences** **47, 48**
- campagne** **51, 54**
- compétences générales** **64**
- compétences obsolètes **44, 54**
- compétences techniques** **64, 69, 121**
- inadéquation** **64**
- niveaux requis** **66**
- pour l'économie circulaire** **55**
- requis sur le marché** **47, 65, 66**

Compétitivité des économies & produits **6, 66, 71, 88, 89, 90, 119**

Comportements **139, 140, 141**

- changements **4, 12, 13, 66, 68, 83, 106, 131, 133, 139, 140, 142, 144**
- durables **12, 83, 130, 131, 133, 140, 142, 157**. *Voir aussi* mode de vie durable
- problématiques pour l'environnement **11, 132, 141, 149**

Conditions de travail **48, 63, 66, 69, 72, 91, 144, 157**

Conflits armés **27, 36, 98**

Connaissance **10, 13**

Consensus sociétal **6**

Consommation **6, 67, 68, 70, 72, 73, 74, 75, 82, 83, 119, 133, 142, 143**

- choix de consommation **144**
- consommation collaborative **78**
- consommation durable **45, 142**
- consommation d'énergie **67, 82, 83, 87, 94, 116, 118**
- consommation non durable **72**
- de produits à courte durée de vie **27**
- impact sur la croissance économique **72**
- modes de **143**
- par les moins privilégiés **132**
- réduction de la consommation *Voir* décroissance ou Suffisance

Contrats carbone pour la différence **51**

Contributions déterminées au niveau national (CDN) **130, 136**

Conventions collectives **63, 72**

Coopératives **79, 80, 131, 137, 138, 150, 152, 159**

Coopératives d'énergie **78, 79, 81, 85, 99, 136, 138, 144, 160**

Corruption **137, 153, 154, 156**

Crise climatique **4, 5, 6, 7, 8, 11, 18, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 37, 155**.

- Voir aussi* impacts de la crise climatique
- et action du gouvernement **139, 148, 149, 157, 158, 159**
- et action en faveur du climat **8**
- et action individuelle **139**

et action locale. *Voir aussi* communautés
 et actions du gouvernement. *Voir aussi* rôle de l'Etat et santé 21, 26
 et agriculture 18
 et avenir socio-écologique 159
 et coopération mondiale 21
 et coûts d'énergie 89
 et distribution équitable des opportunités 21, 22
 et décisions d'investissement 50
 et démocratie 28, 148, 149, 153, 154, 155, 157
 et efficacité énergétique 94
 et emplois 18, 19, 45, 57, 72
 et exploitation des ressources naturelles 53
 et économie 27, 46, 148
 et énergie renouvelable 92
 et état d'urgence 148
 et groupes marginalisés 18, 19, 133, 156
 et infrastructure 28
 et intentions de vote 5, 149, 150
 et inégalités mondiales 18, 19
 et justice climatique 19
 et justice sociale 5, 18, 19, 93, 142, 148
 et les femmes 22
 et l'Etat nation 130
 et mobilité 105, 106, 118
 et partis sociaux-démocrates 150, 151
 et pauvreté 26, 84
 et perception du public 139
 et pollution atmosphérique 27, 104
 et progrès social 26
 et rareté de la ressource en eau 93
 et réglementations 132
 et réfugiés climatiques 27
 et réseaux mondiaux 135
 et société 27, 150
 et soutien populaire 159
 et syndicats 31, 32
 et sécurité 27, 92
 Croissance démographique 104
 Cycles de ressources 53

D

Décarbonisation 40, 43, 44, 45, 46, 50, 51, 52, 55, 57, 58, 62, 63, 65, 74, 78, 79, 81, 134, 139
 professions les plus susceptibles de tirer profit 42
 société décarbonisée 134
 système d'énergie décarbonisée. *Voir aussi* énergie renouvelable
 économie décarbonisée 48, 65, 98, 99
 Décroissance 6, 44, 45, 53, 70, 72, 73, 74, 143 *Voir aussi* adéquation
 Démocratie 93, 99, 144, 149, 150, 159, 160
 corrélation entre la démocratisation et les politiques
 environnementales 149, 150
 démocratie énergétique 78, 80, 81, 84
 impacts de la crise climatique 28, 149
 social-démocratie 21, 30, 31, 151, 154, 158
 Désinvestissement 50
 industries utilisant les combustibles fossiles 44
 Digitalisation 41, 44, 58, 65, 66, 67, 68, 69, 71, 74, 84, 122, 130
 Directives d'écoconception 142
 Disparition de professions 65, 67
 Dissociation 6
 Dissonance cognitive 11
 Définition progressive 10, 11
 Démocratie directe 154, 158
 Démocratie énergétique 137
 Démondialisation 143

Développement régional & local 112, 118, 119, 135, 143, 156.
 Durabilité 5, 7, 10, 11, 12, 30, 32, 35, 37, 53, 56, 57, 58, 67, 69, 70, 90, 91, 105, 107, 116, 118, 119, 122, 124, 126, 127, 134, 135, 136, 140, 142, 149, 152, 153, 160.

Voir aussi vert / intelligent

avenir durable 13, 32, 57, 74, 91, 152, 153, 154, 157
 biens durables 141
 consommation de ressources insoutenable 72
 consommation durable 142, 143
 constructions durables 141
 développement durable 31, 97, 132, 135
 emplois durables 5, 7
 économie durable 67, 70, 74, 143
 économies écologiquement durables 32
 énergie durable 52, 79, 80, 81, 92, 93, 96, 131, 136, 137
 infrastructure durable 105, 106, 130, 131, 141
 mobilité durable 5, 108, 110, 111, 113, 114, 118, 119, 122
 mode de vie durable 130, 131, 141, 142, 143, 144, 157.

Voir aussi comportements durables

objectifs de développement durable 130, 136
 Plan d'action sur la finance durable 50
 politique environnementale 31
 production durable 45, 153
 réseaux durables 135
 services financiers durables 44
 société durable 5, 69, 70
 systèmes de chauffage durable 150
 technologies durables 50, 57, 91
 villes durables 136

E

E-mobilité. *Voir* mobilité / e-mobilité
 Economie circulaire 5, 42, 53, 54, 55, 68
 Plan d'action en matière d'économie circulaire 55
 Effet rebond 66, 67
 Effet saute-mouton 21, 55, 93
 Efficacité 6, 57, 160
 efficacité énergétique 5, 41, 42, 47, 65, 66, 94
 refficiency des ressources 53, 56, 67
 Egalité de genre 22, 23, 25, 28, 45, 62, 63, 86
 Emissions de CO2 *Voir* émissions de gaz à effet de serre
 Emissions de gaz à effet de serre 18, 19, 21, 23, 24, 34, 41, 42, 50, 65, 67, 70, 73, 82, 92, 96, 97, 104, 105, 108, 112, 113, 115, 116, 118, 119, 124, 130, 132, 134, 135, 136, 139, 153, 154
 Emissions historiques 21, 24
 Emotions 11
 Emplois 5, 12, 18, 25, 32, 36, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 51, 52, 54, 55, 57, 58, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 72, 78, 79, 80, 82, 85, 86, 90, 93, 94, 96, 121, 122, 123, 136, 144, 152. *Voir aussi* travailleurs
 dans les secteurs émergents 42, 43, 45, 48, 53, 62, 67.
 dans les secteurs émergents
 dans l'ingénierie 42
 dans le secteur des énergies fossiles 82
 dans les communautés locales 40
 dans le transport public 43, 44
 dans le secteur des énergies renouvelables 44
 dans le secteur du tourisme 21
 emplois durables 7, 44, 91, 92, 121, 136
 emplois précaires et mal rémunérés 33
 en agriculture 18, 42
 et décarbonisation 42, 43
 risque de perte en raison du réchauffement planétaire 18, 22, 32, 33, 46, 57, 65
 vert 45 *Voir aussi* emplois verts / emplois durables
 Empreinte carbone 67, 70
 de groupes marginalisés 23

des pays 20, 24, 151, 152
 de technologies 50
 de véhicules électriques 124
 du transport 105, 108, 116, 119
Empreinte écologique 132, 143
 Encourager 4, 106, 123, 131
 Énergie. *Voir* énergie renouvelable
 Énergie renouvelable 82, 84, 85, 86, 87, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 108, 150. *Voir aussi* systèmes énergétique décarbonisés / système énergétique
 bénéfices 83
 conversion 41
 génération 24, 40
 industrie 72
 infrastructure 82, 84, 85, 90
 installations 91
 investissement 79
 Loi allemande sur les sources d'énergie renouvelables 88
 marché 43
 politiques 79, 80, 92, 98
 pour les locataires 143
 production 40, 83
 projets 80, 81
 ressources & sources 65, 83, 85, 89, 93
 réduction de la pollution atmosphérique 96
 secteur 44, 48, 85, 86
 stockage 40, 65, 68, 82, 86, 87, 89, 91, 95
 système 43
 technologies 42
Entreprises sociales 131
 État
 rôle de 69, 130, 131, 133, 144, 149, 155, 158. *Voir aussi* crise climatique et actions des gouvernements
 Exemples de meilleures pratiques 4, 7, 8, 12, 13, 23, 54, 99, 107, 125, 135, 151, 153, 160
 Exigences d'écoconception 67
Extinction Rebellion 151

F

Faim 19, 26, 27, 34
 Fridays for Future 20, 22, 35, 139, 149, 151, 157, 159
Fuites de carbone 50, 132, 144

G

GIEC 7, 37
 Greta Thunberg 22

H

Heure de travail 70, 71, 72, 74, 75, 122
 Heures de travail 45, 47, 64, 70, 71, 72, 75, 140, 151
Hydrogène 40, 41, 44, 50, 92, 93, 105, 114, 115, 119, 122, 123

I

Impacts de la crise climatique
 on working conditions 72
 sur la démocratie 148, 150
 sur la population 5, 7, 26, 27, 28, 149
 sur la santé 71, 96, 97
 sur la société 18, 19, 27, 30
 sur la sécurité alimentaire 98
 sur les femmes 22, 23
 sur les groupes marginalisés 18
 sur les pays 19
 sur les ressources en eau 132. *Voir aussi* Sécheresses
 sur l'emploi 18, 19, 22, 31, 32, 33, 57, 65, 66
 sur l'environnement 136

sur l'infrastructure 28, 92
 sur l'économie 27, 46, 118
 sur les conditions de travail 92
 Incitations financières 80, 130
 Industrie automobile 46, 47, 51, 62, 94, 113, 122
 Inégalité 18, 19, 35, 37, 84, 85
 au niveau mondial 20, 32, 143
 au niveau national 57, 134
 inégalités sociales 113
Infrastructure 20, 28, 36, 40, 42, 43, 49, 52, 53, 55, 64, 79, 82, 84, 85, 87, 88, 90, 105, 106, 107, 108, 111, 113, 114, 116, 118, 121, 125, 127, 131, 149
 au niveau mondial 144
 Initiatives citoyennes 109, 149, 150, 152, 153, 160
 Injustice. *Voir aussi* justice sociale
 au niveau mondial 11, 20, 119
 au niveau national 18
 injustice sociale 6, 7, 18, 23, 148
 lutte contre 12, 18, 130
 résultant de mesures d'atténuation des changements climatiques 23
Institutions démocratiques 149
Intelligent *Voir aussi* vert / durable
 Intégration énergétique 130
 Intensité énergétique
 industries 50, 88, 92
 processus 67
 produits 51, 89
 Investissements 23, 29, 40, 42, 43, 47, 49, 50, 55, 58, 64, 79, 80, 85, 90, 93, 94, 126, 130
 dans la mobilité durable 116, 121
 dans les industries à forte consommation énergétique 50
 dans les infrastructures 49, 85, 89
 en agriculture 42
 en transformation énergétique 50, 85, 93, 99
 en transition énergétique 88, 89
 par les gouvernements 23
 pour la décarbonisation 40, 42, 43
 pour la résilience au changement climatique 28
 vert 44, 64

J

Justice climatique 11, 20, 25, 33
 Justice intergénérationnelle 6, 20, 142, 149
 Justice sociale 6, 7, 12, 18, 23, 24, 31, 33, 34, 44, 62, 81, 93, 113, 116, 119, 125, 132, 133, 150, 153. *Voir aussi* injustice
 équité & solidarité 6

L

Les Amis de la nature 30
 Liberté d'expression 149
 Limites planétaires 35, 81, 132
 L'état d'urgence 143, 148
L'avenir du travail 70, 74

M

Migration 27, 28, 36, 62, 92, 99, 136
 Modes de consommation 6, 68, 72
 Mécanisme pour l'interconnexion en Europe 116
 Mobilité 7, 41, 58, 74, 104, 105, 110, 118, 120, 122, 125, 126, 127, 136, 141, 151
 Année européenne du rail 116
 autopartage 54, 108, 111, 126, 141
 congestion 118, 125, 126
 cyclisme 4, 23, 44, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 114, 118, 121, 127, 132, 139, 141, 142, 143
digitalisation 41
e-mobilité 23, 24, 46, 58, 105, 114, 115, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126

limites de vitesse 132
 mobilité durable 5, 104, 105, 107, 109, 110, 113, 118, 119, 121
 mobilité individuelle 43, 47, 107, 121
 mobilité urbaine 21, 105, 106, 115
 mobilité verte 42, 43, 104, 105, 123
 modèles de mobilité 46, 109
 multimodalité 40, 105, 107, 108
 parking 105, 106, 109, 113, 114, 132
 rail 116, 119, 125
 secteur de la mobilité 41, 44, 105
 Semaine européenne de la mobilité 104
 transformation de la mobilité 7, 46, 105, 114, 120, 121, 126, 150
 transport public 23, 34, 41, 42, 43, 46, 72, 104, 106, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 118, 121, 125, 136, 141
 usagers de la route vulnérables 105
 vols & aviation 114, 116, 119, 125, 141
 véhicules zéro émission 41

N

Neutralité carbone 20, 40, 51, 132, 134, 136, 149. Voir aussi durabilité écologique de l'UE 5, 98, 99, 130
 Nouvelle normalité 133, 141

O

Objectif de 1,5 °C 7, 8, 18, 20, 29, 33, 37, 119, 144, 154, 155
 ONGs 33, 57, 135, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 159

P

Pacte des maires 24, 135
 Pacte vert pour l'Europe 6, 49, 50, 51, 52, 89, 90, 99, 106, 130, 132, 150
 pandémie de Covid-19 4, 36, 63, 96, 106, 110, 116, 133, 134, 139, 141, 143, 148, 155, 158
 Parc immobilier 40, 41, 42, 43, 47
 Parcs éoliens 40, 42, 53, 80, 85, 87, 89, 92, 93
 Parking 109, 113, 114, 115, 132. Voir mobilité / parking
 Participation politique 28, 56, 78, 80, 81, 109, 149, 152, 154, 156.
 Voir aussi processus décisionnel ascendant
 Partis 30, 31, 56, 150, 152
 partis d'opposition 148
 partis sociaux-démocrates 30, 62, 91, 150
 partis Verts 31
 Pas de laissé pour compte 45, 54, 84, 90, 132, 148
 Pauvreté 19, 21, 26, 27, 34, 35, 36, 37, 84, 85, 100, 115, 130
 énergie 79, 84, 88, 114, 136. Voir aussi accès à l'énergie pour tous
 Photovoltaïque 58, 80, 87, 89, 92, 93, 142
 PIB & croissance 6, 72, 131. Voir aussi capitalisme
 PIB & décroissance 157
 Plan populaire pour le climat 153
 Points de non-retour 7
 Politiques climatiques ambitieuses & actions 5, 7, 12, 18, 24, 25, 26, 27, 34, 37, 43, 44, 46, 48, 133, 135, 136, 139, 140, 148, 149, 151, 154, 157, 160
 Politiques de l'emploi. Voir aussi changements structurels, soutien aux travailleurs
 Pollution atmosphérique 4, 27, 30, 86, 97, 104, 116, 120, 122, 140
 Pollution sonore 104, 105
 Principe du pollueur-payeur 134
 Productivité 70, 71, 72, 75, 90, 118
 Programmes de soutien régionaux 48
 Progrès social 11, 26, 27, 28, 34, 98
 Projet Civitas 104
 Projet énergétique communautaire 78, 79, 80, 81, 135, 136
 Prosommateurs 135
 Psychologie de la communication au sujet du climat 10
 psychologie environnementale 10
 Public cible 10, 12
 Pénurie de main-d'œuvre qualifiée 62

Q

Qualité de vie 4, 5, 6, 30, 70, 72, 98, 105, 109, 110, 112, 118, 133, 136, 140, 141, 143, 144, 156

R

Rapport Brundtland 30
 Redistribution des richesses 23, 72, 105, 106, 131, 134, 142, 144
 Remunicipalisation 78, 79, 136, 150
 Représentation 35, 44, 62, 63, 86, 149, 156
 Règlements 23, 66, 67, 72, 74, 130, 132, 133, 150, 160
 Réappropriation nos rues 109
 Récits 10, 11, 12, 91, 130, 133, 140, 148
 Réfugiés climatiques 27, 28, 148
 Réseau transeuropéen de transport 116
 Réseau électrique 40, 86, 87, 100, 150
 Résilience 20, 37, 79, 136
 Résistance au changement climatique
 des infrastructures 28
 des groupes marginalisés 18
 de la société 28, 143
 Retrait progressif dicté par le marché
 du secteur des combustibles fossiles 44
 Méthane 42. Voir aussi émissions de gaz à effet de serre
 Revenus 45, 62, 63, 70, 71, 72, 144
 disponible 88
 dissociation entre salaires et productivité 71
 faible ou insuffisant 88, 90
 pays à faibles revenus 18
 pays à revenu moyen 19, 139
 personnes à faibles revenus 114, 116, 144
 revenus personnels 140
 réduction du temps de travail 70, 71, 72
 salaires équitables 45, 71
 stabilité 5
 sur le secteur des soins 63
 sur le secteur du charbon 91

S

Salaires minimaux 72
 Santé 26, 96, 104, 105, 132, 139, 159
 Secteur de la santé 45, 62, 63, 72. Voir aussi travailleurs du secteur des soins de santé
 Secteur du chauffage et de la climatisation 41
 Secteur énergétique 87. Voir aussi énergie renouvelable / système énergétique décarbonisé
 Social-démocratie 5, 8, 10, 12, 13, 18, 23, 27, 30, 31, 33, 34, 48, 56, 57, 62, 70, 91, 133, 134, 138, 150, 151, 154, 156, 159
 Socialement juste 7
 l'avenir 56
 mesures d'atténuation 23
 sociétés 125
 solutions 114, 142
 stratégie de sortie 155
 transformation énergétique 33, 52, 56, 78, 90, 91, 93
 Société cohérente sur le plan énergétique 78, 84
 Solidarité 4, 6, 12, 21, 22, 33, 34, 51, 62, 79, 80, 81, 84, 91, 150
 Soutien de politiques climatiques ambitieuses 6, 113, 139, 149, 157, 159
 Souveraineté 25, 140
 Stockage des déchets nucléaires 89
 Stratégie industrielle pour l'Europe 52
 Subventions 88, 98, 118, 119, 134, 142
 Système d'énergie décentralisée 5, 40, 43, 52, 65, 78, 79, 81, 84, 85, 86, 87, 91, 98, 99, 123
 Système fiscal 23, 34, 50, 56, 98, 132, 133, 134, 138, 144
 Systèmes de demande à guichet unique 99

Systèmes politiques **28**

Sécheresses **5, 18, 19, 26, 28, 92, 137, 148**. *Voir aussi* impacts du changement climatique sur la ressource en eau

Sécurité énergétique **85, 92, 94, 95**

Syndicats **31, 32, 33, 44, 63, 151**

dans le secteur du charbon **91**

et décarbonisation **63**

et démocratie **144, 152**

et emplois verts **44**

et justice sociale **62**

et les conditions de travail **48**

et leur savoir-faire **51**

et nouvelles alliances **63**

et politiques climatiques **34**

et pouvoir de négociation **62, 64**

et social-démocratie **31, 33**

et transition équitable **57, 81**

possibilités de numérisation **66**

réduction du temps de travail **70, 71, 72**. *Voir aussi* souveraineté

transition juste **72**

T

Tarification du carbone **23, 34, 89, 132, 134**

Tarifs de rachat de l'énergie **88**

Taxe carbone aux frontières **50, 89**

Taxe sur le diesel **119**

Taxe sur le kérosène **119**

Transformation socio-écologique **7, 10, 27**

Transformation énergétique **42, 68, 69, 84, 87**

Transparence **82, 149, 154**

Transport public. *Voir* mobilité / transport public

Télétravail **110, 112**

Télétravail **112**

Transformation structurelle **48**

instruments de soutien aux régions **48, 50**. *Voir aussi* développement régional & local

instruments de soutien aux travailleurs **47, 54**. *Voir aussi* emplois / travailleurs: nouvelles compétences / politiques d'emploi

programmes de retraite anticipée *Voir aussi* travailleurs, travailleurs âgés

Transition **33, 37, 40, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 62, 63, 65, 69, 74, 78, 80, 81, 82, 87, 90, 91, 93, 122, 134**

économies en transition **44, 52, 54, 55, 90**

fonds de transition **47**

Transition équitable **5, 32, 33, 37, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 72, 80, 81, 82, 88, 90, 91, 92, 122, 123**

Fonds de transition équitable **50**

Processus de transition équitables **49**

Travailleurs **30, 31, 32, 33, 46, 47, 48, 54, 62, 63, 64, 66, 69, 72, 73, 85, 86, 90, 91, 99, 121, 123, 144, 151**. *Voir aussi* emplois

nouvelles compétences **47, 48, 51, 54, 64, 66, 68, 69**. *Voir aussi* transformation structurelle, instruments de soutien aux travailleurs

transition équitable pour les travailleurs **91**. *Voir aussi* transition équitable

adaptation à l'évolution technologique **51**

changement d'emplois **47**

compétences obsolètes **54**

contribution aux progrès de la civilisation **91**

dans le secteur de la construction **43, 47, 62**

dans le secteur des soins **62**. *Voir aussi* secteur des soins

dans le secteur des énergies fossiles **5, 44, 85, 90**. *Voir aussi* charbon

dans le secteur des énergies renouvelables **82, 85**

dans les secteurs émergents **121**

dans les économies fondées sur les combustibles fossiles **45, 46**

dans l'industrie automobile **5, 44, 46**

disparition de professions **47**

et changement démographique **63**

menace à la santé et au bien-être **32**

niveau élevé de compétences **62, 69**

promotion par la formation **48**

pénurie de main-d'œuvre qualifiée **122**

réduction du temps de travail *Voir aussi* souveraineté

travailleurs âgés *Voir aussi* transformation structurelle, retraite anticipée

U

Urbanisation **118, 136**

V

Valeurs **10, 11, 12, 21, 150**

autoritaire **149**

biosphériques et altruistes **11**

intrinsèques **11**

matérialistes **11**

obsolètes **28**

valeurs démocratiques fondamentales **34**

valeurs fondamentales traditionnelles **33**

Verrouillage carbone **50**

Vert

deal **6, 49, 50, 51, 52, 58, 90, 99, 130, 132**

diplomatie **24**

emplois **43, 44, 45**. *Voir aussi* emplois dans les secteurs émergents / emplois durables

hydrogène **40, 92, 93**

partis **31**

Programme environnemental **130**

recherche **21, 48, 118**

start up **44**

technologies **21, 42, 43, 92, 93**

économie **21, 33, 40, 43, 44, 55, 56, 72, 74**

Ville à 30 minutes **110**

Vols / aviation. *Voir* **mobilité / vols & aviation**

Véhicules à moteur à combustion **41, 44, 47, 108, 114, 115, 120, 122, 123, 124**

Vélos. *Voir* mobilité / cyclisme

W

Willy Brandt **8, 30**

Z

Zones piétonnes **106, 109, 113, 140, 154**

États autocratiques **118, 135, 148, 149, 153**

Remerciements

Cette publication n'aurait jamais vu le jour sans le soutien de bon nombre de nos partenaires de projet et collègues. Les ébauches ont été révisées par nos partenaires de projet à Bruxelles, en Allemagne, en Macédoine du Nord, en Roumanie et en Slovaquie. En outre, une trentaine de nos collègues FES du monde entier nous ont fait des commentaires précieux concernant les différentes sections de ce manuel. Notre éditrice linguistique, Mme Carla Welch, nous a aidés à parler « d'une seule et même voix » en uniformisant les styles d'écriture de nos huit coauteurs. Et enfin, nous tenons à souligner l'engagement exceptionnel, tant personnel que professionnel, dont a fait preuve notre collègue FES Marie Meier, qui nous a aidés tout au long du processus de création du manuel et n'a négligé aucun détail.

Une action climatique ambitieuse doit aller de pair avec le progrès social, d'autant plus que la crise climatique détricote les avancées sociales et le développement démocratique que nous avons obtenus ces dernières décennies.

Dans ce recueil d'arguments, nous passons en revue les sept principaux domaines thématiques dans lesquels les préoccupations sociales et environnementales sont souvent, à tort, mises en concurrence. Nous présentons des arguments démontrant que des politiques climatiques ambitieuses peuvent, au contraire, nous aider à construire des sociétés plus justes et plus sociales.